|  |
| --- |
| Avec la collaboration de  Jean-François Chanlat  (1978)  La souveraineté du Québec :  aspects économique, politique et culturel  Actes du Colloque annuel de l’ACSALF les 11 et 12 mai 1978 à l’Université d’Ottawa  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Réjeanne Toussaint, bénévole, Chomedey, Ville Laval, Qc. courriel: [rtoussaint@aei.ca](mailto:rtoussaint@aei.ca).

[Page web](http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html) dans Les Classiques des sciences sociales :

<http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_toussaint_rejeanne.html>

à partir du texte de :

Sous la direction de Jean-François Chanlat

**La souveraineté du Québec :**

**aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF tenu les 11 et 12 mai 1978.

Montréal : ACSALF, 1978, 295 pp.

La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriels :

Jocelyne Lamoureux : [lamoureux.jocelyne@uqam.ca](mailto:lamoureux.jocelyne@uqam.ca)

La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa : [marguerite.souliere@uOttawa.ca](mailto:marguerite.souliere@uOttawa.ca)

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 11 mars 2021 à Chicoutimi, Québec.

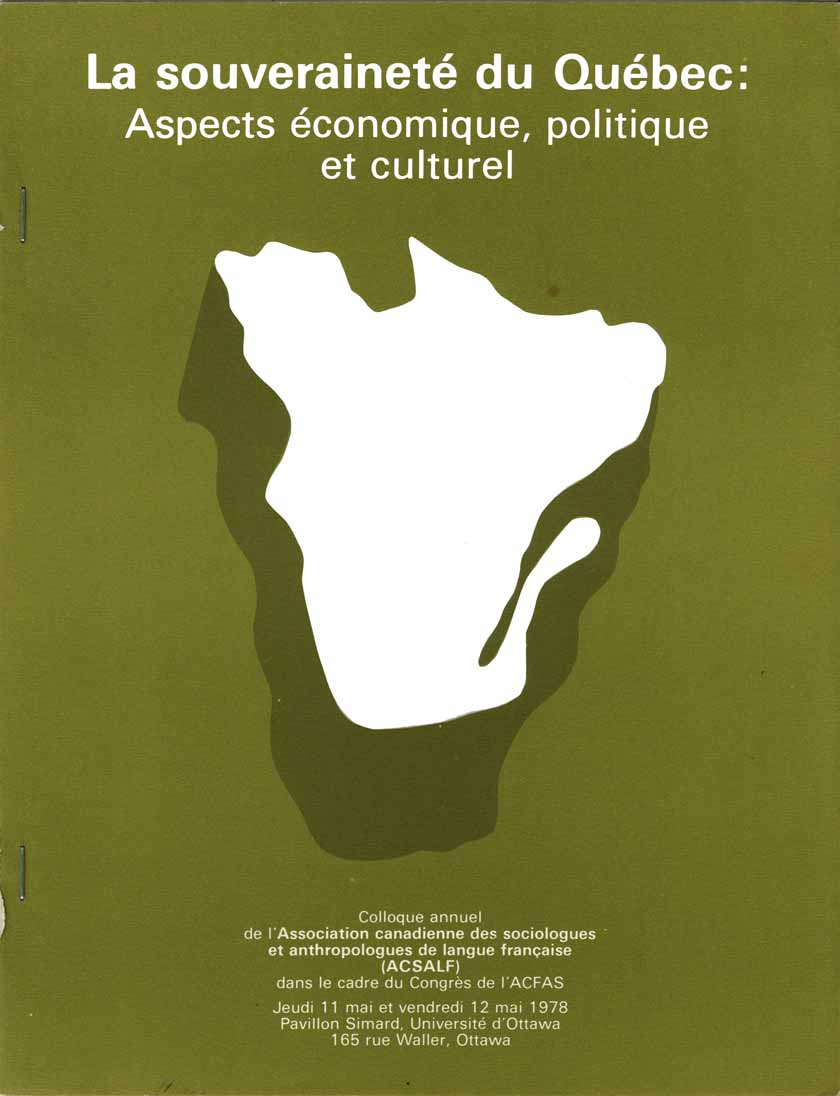
fait_sur_mac

SOUS LA DIRECTION DE

Jean-François Chanlat

**La souveraineté du Québec.**aspects économique, politique et culturel.

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.



Montréal : ACSALF, 1978, 295 pp.

La souveraineté

du Québec :

aspects économique, politique  
et culturel

Actes du colloque annuel  
de l’Association canadienne  
des sociologues et anthropologues  
de langue française  
(ACSALF)

Tenu à l’Université d’Ottawa  
les 11 et 12 mai 1978



La présidente de l’ACSALF, Mme Marguerite Soulière, nous a accordé le 20 août 2018 l’autorisation de diffuser en accès libre à tous ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.

Boite_aux_lettres_clair Courriel :

La présidente de l’ACSALF, Marguerite Soulière : professeure, École de Service sociale, Université d’Ottawa : [marguerite.souliere@uOttawa.ca](mailto:marguerite.souliere@uOttawa.ca)

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[1]

Au mois de mai 1978, plus précisément les 11 et 12 mai, s'est tenu à OTTAWA, dans le cadre du Congrès de l'ACFAS, le colloque de l'Association Canadienne des Sociologues et Anthropologues de Langue Française (A.C.S.A.L.F.) sous le thème "La Souveraineté au Québec : aspects économique, politique et culturel".

Au cours de ce colloque organisé en neuf (9) sous-thèmes :

1) L'association : obstacles économiques et politiques

2) L'avenir de la culture québécoise

3) Souveraineté : bureaucratisation ou pouvoir a la base

4) Souveraineté et contrôle social du développement économique

5) Souveraineté et intégration culturelle des néo-québécois

6) Souveraineté et transformation des rapports de classe

7) Souveraineté, niveau de vie et qualité de vie

8) Souveraineté et culture amérindienne et esquimaude

9) Souveraineté et affirmation politique des francophones hors-Québec

un certain nombre de communications ont été présentées. En raison de l'actualité et de l'importance d'un thème touchant la souveraineté du Québec, le comité exécutif de l'A.C.S.A.L.F. a décidé de publier toutes les communications pour lesquelles une version écrite lui est parvenue.

Cette publication s'inscrit dans une volonté plus générale de l'exécutif de 1’A.C.S.A.L.F. d'augmenter le nombre des publications québécoises d'ordre sociologique et anthropologique. En effet, toutes les communications faites à l'occasion des colloques annuels de l'A.C.S.A.L.F. seront désormais publiées et distribuées gratuitement à nos membres. Ce recueil de textes est donc la première publication d'une série qui, nous l'espérons, sera fort longue et de qualité. L'A.C.S.A.L.F. permettra ainsi à la sociologie et à l'anthropologie québécoises de se faire valoir non seulement â l'occasion des grandes questions qui agitent le Québec contemporain mais aussi à l'occasion des principales interrogations que se posent généralement ces deux disciplines.

[2]

Nous tenons à remercier Jean-François CHANLAT pour sa collaboration à la préparation et à la présentation du présent recueil.

Francine BERNARD  
Présidente  
A.C.S.A.L.F.

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

Table des matières

[ATELIER 1](#Colloque_1978_Atelier_1). L'ASSOCIATION; OBSTACLES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

- Kimon VALASKAKIS, "[*La souveraineté-association est-elle la troisième option?*](#Colloque_1978_Atelier_1_texte_01)" [3]

- Carol LEVASSEUR et Jean-Guy LACROIX, "[*Rapports de classes et obstacles économiques à l'association*](#Colloque_1978_Atelier_1_texte_02)*.*" [18]

[ATELIER 2](#Colloque_1978_Atelier_2). L'AVENIR DE LA CULTURE QUÉBÉCOISE

- Marcel FOURNIER, "[*Rapport à la culture et classes sociales : quelques tendances*](#Colloque_1978_Atelier_2_texte_03).” [46]

[ATELIER 3](#Colloque_1978_Atelier_3). SOUVERAINETÉ : BUREAUCRATISATION OU POUVOIR À LA BASE ?

- Dorval BRUNELLE, "[*L'espace de la démocratie*](#Colloque_1978_Atelier_3_texte_04)." [53]

- Jacques GODBOUT, "[*La participation: support à la bureaucratie ou pouvoir des citoyens?*](#Colloque_1978_Atelier_3_texte_05)" [69]

- Robert VANDYCKE, "[*Essai sur l'État et le citoyen dans un Québec indépendant*](#Colloque_1978_Atelier_3_texte_06)." [82]

[ATELIER 4](#Colloque_1978_Atelier_4). SOUVERAINETÉ ET CONTRÔLE SOCIAL DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- Arnaud SALES, "[*Distribution du pouvoir et développement*](#Colloque_1978_Atelier_4_texte_07)." [101]

- Fernand HARVEY et Yves DION, "[*Les régions et l'avenir du Québec*](#Colloque_1978_Atelier_4_texte_08)." [107]

[ATELIER 5](#Colloque_1978_Atelier_5). SOUVERAINETÉ ET INTÉGRATION CULTURELLE DES NÉO-QUÉBÉCOIS

- Anne LAPERRIÈRE et Gilles DESCHAMPS, "[*Les fondements sociaux des types d'insertion "culturelle" observés chez les Néo-Québécois et l'utilisation politique des cultures ethniques*](#Colloque_1978_Atelier_5_texte_09)". [120]

- Nadia ASSIMOPOULOS, "[*L'intégration dans un contexte de souveraineté: fin du multiculturalisme?*](#Colloque_1978_Atelier_5_texte_10)". [156]

[ATELIER 6](#Colloque_1978_Atelier_6). SOUVERAINETÉ ET TRANSFORMATIONS DES RAPPORTS DE CLASSES

- Jorge NIOSI, "[*La nouvelle bourgeoisie canadienne-française*](#Colloque_1978_Atelier_6_texte_11)". [174]

- Astrid LEFEBVRE-GIROUARD et Nicole GAUTHIER, "[*L'appauvrissement des petits salariés*](#Colloque_1978_Atelier_6_texte_12)". [223]

[ATELIER 7](#Colloque_1978_Atelier_7). SOUVERAINETÉ, NIVEAU DE VIE ET QUALITÉ DE LA VIE

- Lucien LAFOREST, "[*La souveraineté, pourquoi? La qualité de vie?*](#Colloque_1978_Atelier_7_texte_13)". [240]

- Louise ROY, "[*Souveraineté du Québec et politiques sociales des transports urbains*](#Colloque_1978_Atelier_7_texte_14)". [248]

[ATELIER 8](#Colloque_1978_Atelier_8). SOUVERAINETÉ ET CULTURE AMÉRINDIENNE ET ESQUIMAUDE

- Rémi SAVARD, "[*Quand débarquerons-nous en Amérique?*](#Colloque_1978_Atelier_8_texte_15)". [260]

- Jean-Jacques SIMARD, "[*Les souverainetés irréconciliables*](#Colloque_1978_Atelier_8_texte_16)". [268]

[1]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

ATELIER 1

L’ASSOCIATION :  
OBSTACLES ÉCONOMIQUES  
ET POLITIQUES

[Retour à la table des matières](#tdm)

[2]

[3]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 1**

“La souveraineté-association  
est-elle la troisième option ?”

Par Kimon VALASKAKIS

Professeur titulaire de sciences économiques,  
Université de Montréal

I) CONCEPTUALISATION DES OPTIONS

[Retour à la table des matières](#tdm)

Depuis le 15 novembre 1976, le Québec et le Canada réexaminent leurs options d'avenir. Sur le plan constitutionnel, celles-ci semblent se diviser en trois grandes orientations. La première préconise un prolongement du statu quo tel qu'on le connaît aujourd'hui. La seconde recommande l'accession du Québec à la souveraineté politique. Enfin, il existerait une troisième option qui se situerait à mi-chemin entre le statu quo et la souveraineté intégrale.

Cette troisième option, avancée surtout par les partisans de la thèse fédéraliste, est censée représenter un compromis entre les deux options extrêmes. Elle reste encore mal définie, comme d'ailleurs sa cousine, l'option souveraineté. Nous allons essayer dans cette communication de définir cette troisième option ou, pour être plus précis, cet ensemble de troisièmes options, car il y en a plusieurs, et de les évaluer dans le contexte du débat sur la souveraineté.

Il convient de signaler dès le départ que presque tout le monde semble être en faveur d'un compromis de quelque sorte. Rares sont les politiciens qui défendent le statu quo et rares aussi sont ceux qui préconisent une séparation totale du Québec et du Canada. Au contraire, les porte-paroles du Parti Québécois s'efforcent de souligner qu'ils ne désirent pas l'éclatement du Canada mais, au contraire, qu'ils militent en faveur d'un nouveau pacte canadien rénové. Du côté des fédéralistes, tout le monde semble être d'accord [4] qu’il faille modifier la Constitution pour effectuer un meilleur partage des juridictions entre le gouvernement fédéral et les provinces et arriver à une situation qui satisferait tout le monde.

Dans la figure 1, nous avons essayé de conceptualiser les options constitutionnelles. En partant du statu quo, on peut effectivement s'aventurer dans l'une ou l'autre direction. La première hasardeuse et très peu populaire, mènerait vers un fédéralisme plus centralisé, peut—être à 1’image du régime politique américain. On notera en passant que les gouvernements provinciaux canadiens semblent jouir d'une autonomie beaucoup plus grande que les états américains. En d'autres termes, le système des États-Unis est beaucoup plus centralisé que le système canadien.

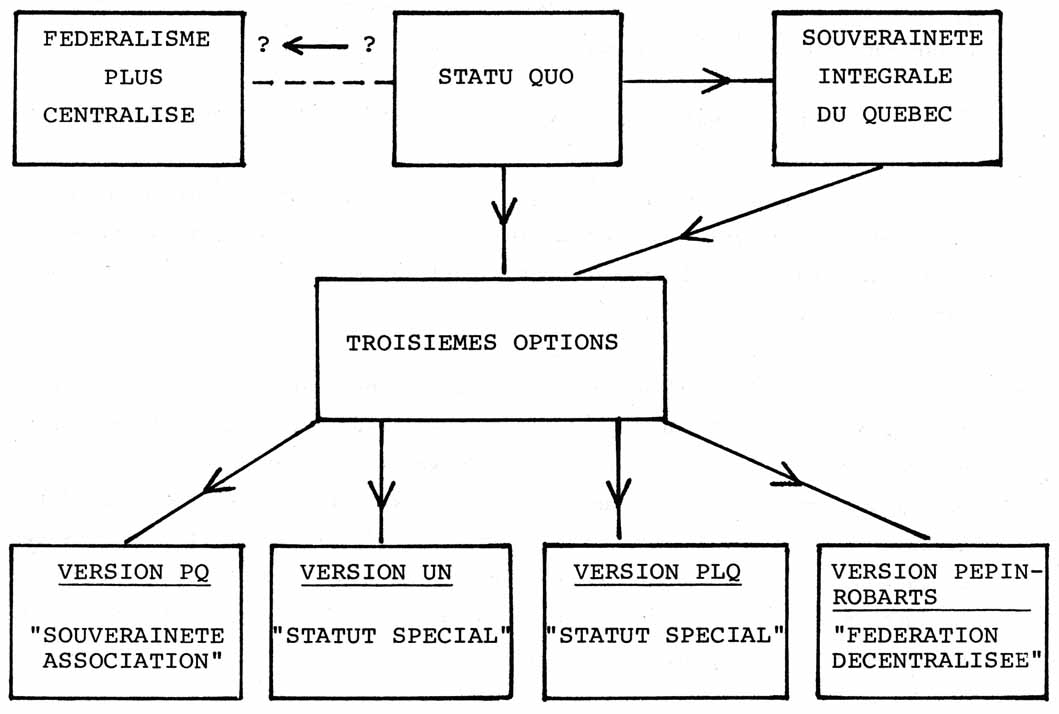
Ce fédéralisme plus centralisé, que personne aujourd'hui ne préconise publiquement, serait quand même la conséquence logique de la tentative de création d'un Canada plus fort et plus viable. On se rappellera des mots du Ministre des finances du Québec, monsieur Parizeau, qui a déclaré qu’à un certain moment il est devenu indépendantiste a cause du fait que le gouvernement fédéral n'était pas suffisamment centralisateur. Le paradoxe, en fait, n’est qu'apparent. Si l'on préconise un certain interventionnisme étatique, il est logique et normal que celui-ci se fasse par un gouvernement central fort et qui jouisse de la confiance de la population toute entière. Quand cette confiance manque et que le gouvernement central ne semble pas accepter ses responsabilités, alors les mouvements centrifuges commencent à se manifester et l'indépendantisme prend de l'essor.

En renvoyant le lecteur encore une fois à la figure 1, on remarque que l'autre orientation possible est vers la réduction du pouvoir du gouvernement central et l'accession à la souveraineté d'une ou des provinces canadiennes. Si cette souveraineté est intégrale, on ne pourra plus parler de pacte canadien. Si par contre cette souveraineté est limitée par une notion, encore abstraite, d' "association", un nouveau Canada devient possible. Or il existe aujourd'hui au moins quatre versions de la troisième option, qui sont toutes en pleine gestation. La première est la notion de souveraineté-associa-

[5]

Figure 1 :

conceptualisation des options constitutionnelles



[6]

tion qui constitue l'élément principal du programme du Parti Québécois. La seconde serait inspirée du statut spécial que préconiserait un gouvernement d'Union Nationale. La troisième se rattacherait â la notion de statut spécial telle que développée par monsieur Claude Ryan, nouvellement élu chef du Parti Libéral du Québec. Enfin, une quatrième version de cette troisième option émergera probablement des travaux de la Commission Pépin—Robarts. Celle-ci vraisemblablement proposera un fédéralisme décentralisé comme solution à la crise constitutionnelle actuelle.

II) L'AMBIGUITÉ DES MOTS  
ET L’AMBIVALENCE DES CONCEPTS

Pour essayer de comprendre la portée des options en présence, il faut tenter de définir les mots et les concepts sous-jacents à chacune d'entr’elles. La figure 2 commence par identifier au moins trois acceptions alternatives du mot "souveraineté".

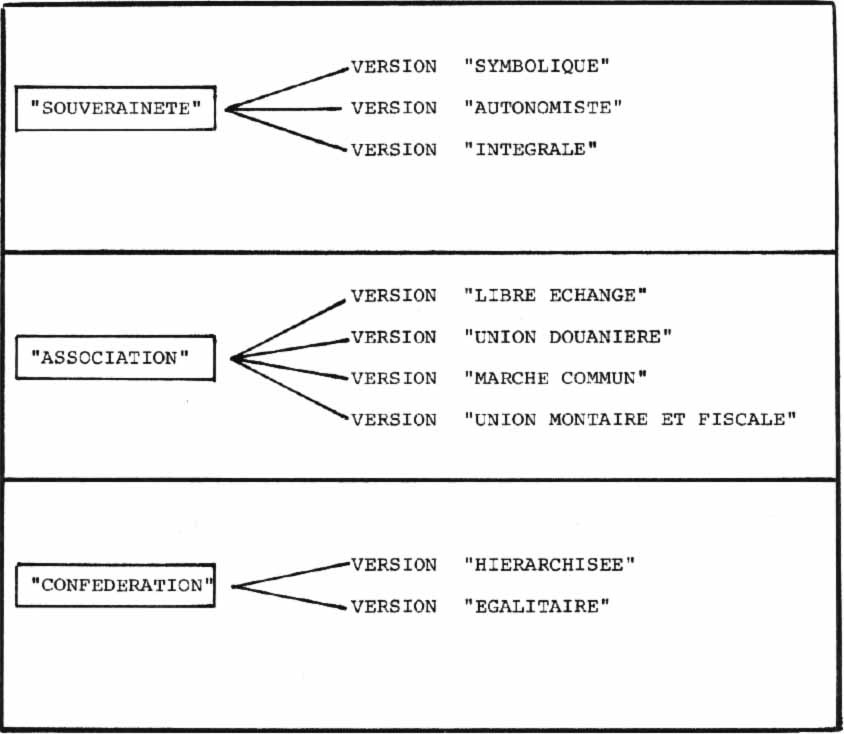
La première "souveraineté" est purement symbolique. En d'autres termes, on se rattache aux symboles de l'indépendance, on choisit un drapeau, un hymne national, des uniformes pour les garde-frontières, on se fait représenter à l'étranger par des ambassadeurs, on rehausse le statut des délégations étrangères au Québec, et le Premier ministre s'octroie le titre de Président de la République. Ce scénario de souveraineté symbolique pourrait être psychologiquement extrêmement satisfaisant car il créerait tous les signes extérieurs qu'on associe avec un état souverain.

La seconde version de "souveraineté" serait "autonomiste". Dans ce contexte, l'exercice de souveraineté serait partiel et non total. On réserverait certains domaines â la compétence exclusive du nouvel état fédéral. On pourrait même abolir la notion d'un état fédéral et parler plutôt de supranationalité, à l'image des institutions de la Communauté économique européenne.

[7]

FIGURE 2.

LES MOTS ET LEUR SIGNIFICATION



[8]

La troisième "souveraineté" est la souveraineté "intégrale". Ici, il n'y aurait pas de partage de compétences et de juridiction et les pleins pouvoirs appartiendraient au gouvernement du Québec. Cependant, la souveraineté intégrale va à l'encontre de la notion d'association qui représente après tout le second élément principal de la politique du Parti Québécois. Que veut dire le mot "association" ? Dans la figure 2, on suit les catégories d'associations proposées par le ministère des affaires intergouvernementales du Québec et on distingue par conséquent quatre formes d'association.

La première est la zone libre échange. Celle-ci présuppose une libéralisation partielle ou totale du commerce interrégional. La seconde est 1'union douanière. Celle-ci présuppose une zone de libre-échange ainsi qu'un tarif douanier commun vis-à-vis de l'extérieur. En d'autres termes, une union douanière suppose une intégration des politiques commerciales extérieures. Une troisième forme d'association est le marché commun qui se définit en termes techniques comme étant une union douanière où tous les obstacles à la mobilité des facteurs de production sont éliminés. Ces facteurs de production sont le capital, le travail, la technologie et les ressources. Finalement, nous avons l'union monétaire et fiscale qui représente la quatrième forme d'association et qui suppose une intégration ou du moins une harmonisation des politiques fiscales assortie d'une union monétaire.

Voyons maintenant la signification du mot "Confédération". Il y a deux acceptions possibles de ce concept dans le contexte actuel. La première, qui représente une version "hiérarchisée", perçoit une confédération comme un état fédéral avec deux niveaux de gouvernement. L'autorité suprême résiderait dans les mains du gouvernement fédéral. Une seconde version de la notion de confédération, version qui se rapproche d'ailleurs de beaucoup plus près de l'idée juridique sous-jacente à ce concept, est la confédération égalitaire. Dans cette version, il existe deux niveaux de gouvernement qui sont parallèles. Ils se partagent les compétences et les juridictions et sont, dans leurs domaines respectifs, pleinement souverains.

C'est dans l'ambiguïté des mots et l'ambivalence des concepts que réside le malaise canadien actuel. On n'est pas d'accord sur la signification

[9]

Figure 3.

Les scénarios alternatifs du maintien du pacte canadien

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Statu quo | Scenario péquiste | Scenario Néo-confédéral |
| 1. Egalité de principe entre Québec et Ottawa | non | oui | compatible avec ce scénario |
| 2. Union monétaire | oui | probable | oui |
| 3. Union tarifaire | oui | oui | oui |
| 4. Politiques fiscales distinctes | oui | oui | oui |
| 5. Souveraineté Québécoise sur l'immigration | non | non | non |
| 6. Souveraineté technologique Québécoise | non | très difficile | non |
| 7. Souveraineté culturelle Québécoise | incertain | oui | oui |
| 8. Marché commun | partiel seulement | partiel seulement | partiel seulement |
| 9. Souveraineté énergétique Québécoise | non | très difficile | non |
| 10. Souveraineté militaire Québécoise | non | non | non |
| 11. Harmonisation des politiques de stabilisation économique | partielle seulement | partielle seulement | partielle seulement |
| 12. Souveraineté Québécoise secteur communication | non | oui | négociable |

[10]

des mots et les facteurs psychologiques de "packaging" sont extrêmement importants. Très peu de gens par exemple acceptent de s'appeler "séparatistes" car ce mot a une connotation négative qui antagonise beaucoup de monde. De même être partisan d'un gouvernement central fort n’est aujourd'hui pas populaire. On recherche tous des formules percutantes et acceptables par le grand public. Le débat constitutionnel s'oriente de plus en plus vers des slogans publicitaires de part et d'autre.

III) LES SCÉNARIOS ALTERNATIFS  
DU MAINTIEN DU PACTE CANADIEN

À partir des considérations énoncées plus haut, nous pouvons maintenant tenter une évaluation analytique de trois scénarios qui présupposent le maintien du pacte canadien, à savoir : le statu quo, le scénario péquiste de la souveraineté-association, et le scénario néo-confédéral qui est issu des mouvements réformistes fédéralistes. On retrouvera la comparaison analytique de ces scénarios à la figure 3.

Le premier point à considérer est la question d'égalité de principe entre Québec et Ottawa. En ce qui concerne le statu quo, juridiquement, la question n'est pas claire. Cependant dans les faits, il est implicite que les gouvernements provinciaux sont soumis à l'autorité suprême du gouvernement fédéral. Il existe des recours judiciaires contre des abus de part et d'autre, mais le langage de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, qui représente la Constitution canadienne actuelle, est peu clair. Au contraire, le scénario péquiste présupposerait une égalité de principe entre Québec et Ottawa car on souligne l'importance de la négociation entre égaux dans presque toutes les déclarations officielles du Parti Québécois. Dans le contexte d'un scénario néo-confédéral, le principe d'égalité est certainement envisageable et pourrait être consacré dans une nouvelle constitution canadienne. En ce qui concerne la question de l'union monétaire, il semble que tous les trois scénarios la préconiseraient. La position péquiste n'est pas encore définie à ce sujet, mais il est fort probable qu'une souveraineté-association suppose une union monétaire avec le reste du Canada.

[11]

En ce qui concerne une union tarifaire, il n'y a pas de différence : tous les trois scénarios la recommanderaient. Il en est de même en ce qui concerne l'existence de politiques fiscales distinctes. On se rappellera que le Canada d'aujourd'hui possède onze gouvernements qui suivent des politiques fiscales distinctes, car nous avons onze ministres des finances qui préparent onze budgets. Ceci ne changerait pas dans le contexte d'une souveraineté-association et vraisemblablement ne changerait pas non plus dans un scénario néo-confédéral.

En ce qui concerne la question d'une souveraineté québécoise sur l'immigration, on remarque qu'elle n'existe pas aujourd'hui. Pour qu'elle existe dans le contexte d'une souveraineté-association, il faudrait que l'association ne prenne pas la forme de marché commun. Il est clair qu'un marché commun suppose la liberté de mouvement de la main-d'oeuvre, et par conséquent défend l'institution de politiques d'immigration discriminatoires.

En ce qui concerne la souveraineté technologique, il y a lieu de signaler que la science et la technologie sont aujourd'hui dominées par des firmes multinationales et les superpuissances. Il est extrêmement difficile, même pour une nation moyenne comme le Canada, d'assurer sa souveraineté technologique. Il est donc raisonnable de supposer qu'une souveraineté technologique québécoise serait extrêmement difficile à réaliser.

La souveraineté culturelle, par contre, n'est pas un obstacle insurmontable. Le statu quo est équivoque et incertain à ce sujet. Cependant, avec le passage de la loi 101, il est clair que le Québec a fait un pas géant vers la souveraineté culturelle. On peut donc supposer que, dans un scénario néo-confédéral comme dans un scénario péquiste, le principe de la souveraineté culturelle sera garanti. En ce qui concerne l'institution d'un marché commun intégral entre le Québec et le Canada, il y a lieu de signaler que celui-ci est difficile à réaliser. On commet l'erreur de penser qu'il existe aujourd'hui un marché commun intégral au Canada. En fait, avec l'existence d'onze gouvernements qui imposent des taxes de vente différentes, qui ont des politiques d'achat favorisant les industries locales et des politiques de développement concurrentielles, il n'y a pas de marché commun parfait. Au contraire, de multiples barrières non-tarifaires existent et agissent comme entraves au libre [12] mouvement de facteurs de production à travers le pays. Ce marché commun partiel qui existe aujourd'hui sera probablement légèrement modifié dans le scénario de souveraineté-association et dans le scénario néo-confédéral. En substance, il restera toujours partiel.

En ce qui concerne la question de la souveraineté énergétique du Québec, celle-ci sera extrêmement difficile à réaliser avec ou sans nouveau pacte canadien. Le potentiel hydroélectrique du Québec est considérable mais pour que celui-ci subvienne à la totalité des besoins énergétiques québécois, il faudra instituer des politiques de conservation extrêmement strictes. A défaut de ces politiques, la dépendance sur l'extérieur continuera, indépendamment des accords constitutionnels conclus.

En ce qui concerne la question militaire, il nous semble fantaisiste de prétendre que le Québec pourra posséder des frontières effectivement défendables tous azimuts. Le Québec pourrait être à l'abri d'une invasion transatlantique ou transpolaire mais ne sera jamais entièrement à l'abri d'une invasion provenant du Canada anglais ou des États-Unis. En un certain sens, la souveraineté militaire du Québec dépendra toujours de l'attitude des États-Unis. Or il est improbable que les États-Unis acceptent de voir émerger du nord de l'état de New-York une nation armée qui pourrait être militairement indépendante et donc potentiellement menaçante.

En ce qui concerne la question de l'harmonisation des politiques de stabilisation économique, c'est-à-dire les politiques anti-inflationnistes et anti-chômage entre le Québec et le Canada, il y a lieu de signaler que celle-ci sera toujours partielle. Tant que nous aurons onze gouvernements, et même si ce chiffre se réduit à deux, les politiques de stabilisation ne seront qu'imparfaitement harmonisées. Le contentieux actuel sur la taxe de vente entre Québec et Ottawa est un exemple du genre de litige qui continuera probablement indéfiniment.

Enfin, dans un secteur, on perçoit une différence marquée entre le statu quo et les scénarios alternatifs d'avenir : il s'agit du secteur des communications. Aujourd’hui ce secteur est dominé par le gouvernement fédéral. [13] Sous le régime d'une souveraineté-association, il sera rapatrié au Québec. Mais il y a lieu de signaler que, dans le contexte d'une renégociation du pacte confédéral canadien, ce secteur pourrait très bien appartenir à la compétence provinciale.

Il résulte de ce qui précède que les différences fondamentales entre le scénario de souveraineté-association et le scénario d'un pacte confédéral renouvelé ne sont pas énormes : elles se rapportent au détail plutôt qu'à la substance et la position péquiste se trouve attrapée dans un dilemme : il faudra effectivement choisir entre la souveraineté ou l'association, car les deux concepts sont antinomiques. Si l'on choisit la souveraineté, c'est la séparation réelle et intégrale, avec tous les risques et coûts qu'elle peut comporter. Si l'on choisit l'association, c'est un pacte canadien renouvelé," avec des emballages différents.

IV) CONCLUSIONS

Si l'analyse que nous avons présentée plus haut est valable, la souveraineté-association ne serait pas autre chose qu'une troisième option avec un emballage nationaliste. Il s'agirait d'une souveraineté symbolique ou/et autonomiste qui rappellerait que, finalement, "c'est dans la tête qu'on est beau".

Une seconde remarque que nous tenons à faire, même si elle ne découle pas logiquement de l'analyse précédente, est que peut-être les relations entre le Québec, et le reste du Canada ne sont qu'un pseudo-problème. Il existe en effet en Amérique du Nord un triangle géopolitique, décrit dans la figure 4. Par géopolitique, nous voulons nous référer à l'intégration des facteurs géographiques, économiques, militaires et politiques. Si l'on fait la synthèse de ces quatre dimensions, il apparaît que le Canada anglophone et le Québec jouissent de relations géopolitiques faibles. Le Canada n'est pas une économie très intégrée et ne l'a jamais été. Son existence a toujours été reliée à un lien transatlantique, avec la France au XVIIIe siècle, et avec l'Angleterre au XIXe siècle et pendant la moitié du XXe siècle. Le déclin de l'empire britannique a créé depuis les années cinquante ('50) et soixante ('60) un vide

[14]

|  |  |
| --- | --- |
| 1ère CONCLUSION : | LA SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION SERAIT UNE TROISIÈME OPTION AVEC UN "EMBALLAGE" DIFFÉRENT |
| 2ième CONCLUSION : | LE VERITABLE DILEMME CANADIEN NE RÉSIDE PAS TELLEMENT DANS LA RESTRUCTURATION DES RAPPORTS  QUEBEC-CANADA |
| MAIS DANS LES RAPPORTS  QUÉBEC-CANADA-ÉTATS-UNIS |
| 3ième CONCLUSION : | IL EST PEU PROBABLE QUE LE CANADA SURVIVE À UNE DÉCENTRALISATION TROP POUSSÉE |

[15]

géopolitique. Par conséquent, l'influence géopolitique des États-Unis n'a cessé de croître. Il est évident que la clef du dilemme canadien réside aux États-Unis. Régulièrement, les protagonistes canadiens se présentent aux États-Unis pour plaider leur cause auprès de l'arbitre américain. D'abord c'est le tour du Premier ministre du Québec, monsieur Lévesque, qui s'efforce de "vendre" le programme du Parti Québécois aux investisseurs américains de Wall Street, à l'Economic Club de New York. Ensuite, c'est le Premier ministre Trudeau qui prononce une allocution au Congrès américain défendant la cause de l'unité canadienne et sollicitant un appui du Président Carter. Dans un troisième temps, c'est toujours le Premier ministre du Canada, monsieur Trudeau qui va à l'Economic Club de New York rassurer les investisseurs américains sur l'état de l'économie canadienne et ses perspectives d'avenir. Enfin, c'est le Premier ministre du Québec, monsieur Lévesque, qui part en tournée convaincre les universitaires de la prestigieuse université Harvard, au Massachusetts, du bien-fondé de la thèse indépendantiste.

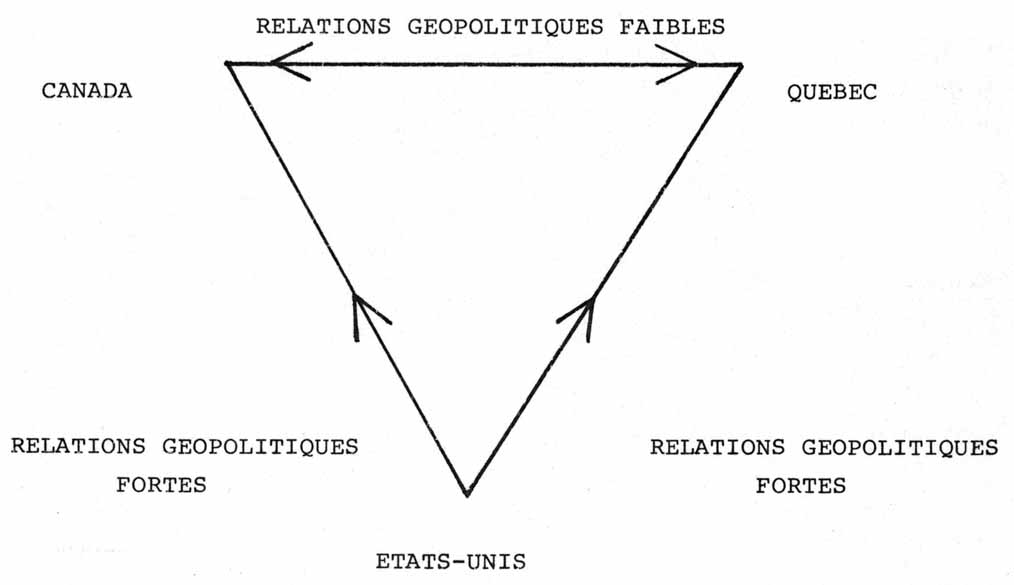
Si les États-Unis sont l'arbitre dans cette joute québeco-canadienne, c'est que les rapports entre le Québec et le Canada ne sont pas le fond du problème. Le vrai problème est de structurer les relations Québec-Canada-États- Unis de façon à assurer l'indépendance, partielle au moins, du Canada anglophone et du Québec francophone vis-à-vis le voisin du sud. En dernière analyse, il n'est pas clair que l'Amérique du Nord puisse se permettre d'avoir un état séparé des États-Unis localisé au nord de sa frontière. A fortiori, on peut se demander si l'Amérique du Nord peut effectivement se payer l'existence de deux états séparés coexistant au nord de la frontière du géant américain. Il n'est pas clair qu'une décentralisation trop poussée au Canada, qu'elle soit faite dans le contexte d'un nouveau pacte confédéral ou d'une souveraineté-association, soit viable à long terme. Il est au contraire possible que les mouvements centrifuges originant du Québec et qui pourraient mener à l'éclatement du Canada, auront comme résultat final l'absorption irrévocable du Canada et du Québec par les États-Unis. L'hypothèse de la souveraineté-association suppose un Canada anglais fort, solide et animé d'une volonté de survivre. Mais il ne nous semble pas évident que le Canada soit en mesure ou ait la volonté de survivre au départ du Québec. Si le Canada anglophone se voit absorbé par [16] les États-Unis, la "souveraineté-association" sera peut-être enregistrée dans l'Histoire comme étant le coup de grâce qui aura involontairement réalisé la destinée manifeste : l'unification de tout le continent américain sous l'égide des États-Unis.

Nous soumettons donc, en guise de conclusion, que le débat constitutionnel devrait s'élargir et s'approfondir pour séparer les vrais problèmes des faux problèmes. L'hypothèse que nous avançons et que l'opposition "souveraineté-association" contre "fédéralisme rénové" n'est pas un vrai problème. Qu'au contraire le problème central est de savoir si le Canada a une chance de survivre au départ même symbolique du Québec. Si la réponse est négative, tout affaiblissement de ce pays déjà malade pourrait bien mettre en branle un contre-courant d'intégration continentaliste nord-américaine qui pourrait laisser un Québec "souverain" totalement encerclé par un univers monolithique et anglophone américain d’ici 1995.

[17]

Figure 5.

Le triangle nord-américain



[18]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 1**

“Rapports de classes et  
obstacles économiques  
à l’association.”

par

|  |  |
| --- | --- |
| Carol LEVASSEUR  Département de science politique (Université Laval) | Jean-Guy LACROIX  Département des sciences sociales (CEGEP de Limoilou) |

[Retour à la table des matières](#tdm)

De l'affaire Riel à la crise des conscriptions, en passant par la querelle des écoles françaises à l'extérieur du Québec et par les événements d'octobre 1970, toute l'histoire du Canada est périodiquement ponctuée de crises d'unité nationale tantôt ouvertes tantôt feutrées. Ces tensions permanentes sont en fait profondément ancrées dans les caractéristiques mêmes du modèle d'unification nationale sous-jacent à la formation de l'État canadien. L'unification politique des colonies britanniques s'opère ici, en effet, de manière essentiellement défensive, passive, graduelle et conservatrice : c'est-à-dire par à-coups, sans mobilisation populaire et sous l'impulsion et la direction quasi-exclusives d'une poignée de grands marchands, de banquiers, de promoteurs de chemins de fer et de politiciens conservateurs qui n'ont alors que pour seul objectif que de réorganiser, en étroite association d'ailleurs avec le capital britannique et le gouvernement impérial, les finances publiques des colonies afin de parachever la construction des infrastructures ferroviaires requises pour relancer leurs activités extractives et commerciales. [[1]](#footnote-1)

Expressément destinée à garantir institutionnellement l'hégémonie politique de cette bourgeoisie commerciale au sein du nouvel État national canadien, l'union fédérale édifiée en 1867 s'avère cependant extrêmement instable et fragmentaire : c'est-à-dire travaillée du dedans par tout un ensemble complexe de contradictions et de conflits touchant d'une part à la répartition des juridictions et des compétences entre le fédéral et les provinces, et d'autre part à la préservation des particularités linguistiques, culturelles et territoriales des québécois, des métis, des amérindiens et inuits, et des minorités francophones hors-Québec. [[2]](#footnote-2). Sans parler bien sûr des contradictions et des conflits qui dérivent, dès l'origine, de l'inégal développement [19] entre les diverses régions du nouveau pays. Gérés tantôt par voie coercitive, tantôt par voie de compromis et de concessions (le plus souvent selon ces deux voies simultanément), ces multiples contradictions et conflits ne débouchèrent toutefois jamais sur une modification profonde des rapports de domination sous-jacents à la formation et au développement de l'État national canadien. [[3]](#footnote-3)

L'arrivée au pouvoir du Parti Québécois ouvre en revanche une crise d'unité nationale autrement plus aiguë, car les conflits et les contradictions qui sont à la source de l'actuelle crise canadienne ne peuvent manifestement être gérés et résolus, de manière stable, qu'au prix d'une transformation substantielle de la structure de domination nationale mise en place en 1867. Ce qui ne signifie évidemment pas que le Canada soit inévitablement appelé à disparaître en tant qu'espace national distinct. Simplement cela veut suggérer que la résolution de la présente crise de l'unité canadienne passe de façon obligée par une profonde restructuration des rapports de domination nationale articulés historiquement à la formation du Canada comme État-nation. Cette restructuration pouvant revêtir des formes extrêmement diverses, allant de l'indépendance pure et simple du Québec à l'occupation militaire prolongée de la province et à la répression systématique du mouvement indépendantiste (le tout accompagné d'une politique de centralisation autoritaire des pouvoirs au niveau du gouvernement fédéral), en passant par la souveraineté-association du Québec ou par un fédéralisme fortement décentralisé, etc. Le choix de l'une ou l'autre de ces stratégies de "sortie" de crise étant finalement fonction de la configuration des rapports de classes et de l'évolution conjoncturelle des relations de force entre ces classes dans le champ politique.

En ce sens, l'issue de la crise actuelle ouverte par la victoire du Parti Québécois aux élections de novembre 1976 dépendra avant tout des rapports politiques entre les classes et fractions de classes constitutives de la société canadienne (étant entendu ici que le grand capital américain est directement représenté au sein du bloc au pouvoir par l'une de ces fractions). Ces relations de classes, aussi bien entre les diverses fractions de la classe dominante canadienne qu'entre celle-ci et les classes dominées/subalternes, constituant autant de réseaux d'obstacles venant peser sur l'adoption et la mise [20] en œuvre de ces diverses stratégies de réorganisation structurelle des rapports de domination nationale au Canada. Mais avant de procéder à l'analyse des obstacles qui s'opposent à la souveraineté-association comme forme spécifique de solution à la crise actuelle, un dernier mot concernant les fondements à la fois structurels et conjoncturels de celle-ci. Car, c'est l'évidence même, le traitement de cette crise est directement fonction des contradictions structurelles et des problèmes conjoncturels qui son à sa source.

Si la présente crise de l'unité nationale canadienne fut largement précipitée par la défaite électorale du Parti Libéral et l'accession au pouvoir d'une formation politique qui n'a jamais caché son option souverainiste, elle a ses racines par contre dans tout un ensemble de tendances structurelles qui remontent en fait à la fin de la seconde guerre mondiale et, plus particulièrement, au début des années soixante. L'élection du 15 novembre devant être lue comme un événement particulier opérant une formidable condensation des contradictions et des conflits dérivant de ces tendances structurelles et des contre-tendances introduites pour les contrecarrer. Certes il est impossible, dans les limites de ce texte, de rendre compte de l'ensemble des processus ayant concouru à la genèse de l'actuelle crise. Aussi nous bornerons-nous ici à énoncer quelques hypothèses de travail très générales qui, nous l'espérons, seront susceptibles de rendre intelligibles les coordonnées de cette crise.

I) TENDANCES STRUCTURELLES  
À LA BASE DE LA PRÉSENTE CRISE

La mise en question des rapports de domination nationale sous-jacents à la fondation de l'État canadien est, sans nul doute, liée directement à la renaissance et au développement, d'une ampleur extraordinaire, des luttes nationalitaires au Québec depuis plus de quinze (15) ans : c'est-à-dire de tout cet ensemble hétérogène de pratiques revendicatives visant à préserver la langue, la culture et le territoire d'un groupe social historiquement constitué comme nationalité distincte. [[4]](#footnote-4) Certes quand on a souligné l'importance de cette protestation nationalitaire, l'on a dit quelque chose d'essentiel pour la compréhension de la genèse de l'actuelle crise d'unité nationale, mais il reste encore et surtout à rendre compte des conditions de formation et de développement [21] de ces pratiques sociales conflictuelles. Ce qui signifie concrètement cerner les tendances structurelles qui impulsent l'apparition, la formation, la transformation, la réactualisation et la prolifération de ces revendications nationa- litaires qui débouchent, à l'automne 1976, sur le ralliement de larges couches de la classe ouvrière et de la nouvelle petite-bourgeoisie salariée urbaine, et de certaines fractions de la bourgeoisie, au Parti Québécois et à son projet de souveraineté-association.

Parmi ces tendances structurelles, deux nous apparaissent particulièrement décisives : soit l'accentuation des inégalités régionales de développement d'une part, et l'extraordinaire croissance de l'intervention des États provinciaux d'autre part. Ces deux tendances s'enracinant dans les caractéristiques du système des rapports de classes défini par le nouveau modèle d'accumulation du capital graduellement mis en place après la fin de la seconde guerre mondiale au Canada.

A) DÉVELOPPEMENT INÉGAL  
ET RÉGIONALISATION  
DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Le développement inégal est un trait permanent du capitalisme canadien. Dès le lendemain de la formation de la Confédération, les provinces du centre (Ontario et Québec) se constituent en effet comme le pivot industriel et financier du pays et tout le système ferroviaire est d'ailleurs construit de manière à consacrer leur hégémonie économique. Cette tendance à l'inégal développement ne fera par la suite que s'accentuer avec la mise en œuvre, à partir de 1879, de la National Policy qui aura notamment pour conséquence d'institutionnaliser le fractionnement et l'éclatement du pays en plusieurs sous-champs régionaux se spécialisant tantôt dans l'extraction et l'exportation de produits naturels et de matières premières (Maritimes et provinces de l'Ouest), tantôt dans la production de biens de production et d'équipement (Ontario), et tantôt enfin dans la production manufacturière de biens de consommation courante et dans l'extraction et la transformation primaire de certains produits naturels et matières premières (Québec). [[5]](#footnote-5)

[22]

Loin de corriger ces inégalités de développement, le nouveau modèle d'accumulation du capital mis en place après 1945 les approfondira considérablement. Défini par une croissance continue, rapide et quasi-illimitée du surplus économique, ce modèle d'accumulation en appelle en effet à une pénétration massive et systématique du capital américain qui va se loger dans les branches industrielles les plus productives et les plus stratégiques pour le développement économique du pays. [[6]](#footnote-6). Pénétration du capital américain, sous forme d'investissements directs, qui débouche sur une continentalisation tendancielle de l'ensemble des processus de mise en valeur et d'accumulation du capital au Canada. En ayant pour conséquence de brancher plus ou moins organiquement l'appareil productif canadien sur le champ industriel américain, ce processus de continentalisation accélère et approfondit en fait la désarticulation du champ industriel canadien, précipite le déclin de l'axe économique est-ouest au profit d'un axe nord-sud, consolide la concentration de l'industrie lourde et technologiquement avancée dans le sud de l'Ontario, et renforce la vocation traditionnelle du Québec comme aire de fabrication de biens de consommation courante et comme zone d'extraction et de transformation primaire de produits naturels et de matières premières.

B) CROISSANCE ET AUTONOMISATION  
DES ÉTATS PROVINCIAUX

Ce processus de fragmentation de l'espace national canadien est par ailleurs systématiquement alimenté et accentué, depuis la fin des années cinquante, par la tendance à l'autonomisation progressive des appareils d'État provinciaux par suite de l'accroissement considérable de leur champ d'intervention. [[7]](#footnote-7) L'une des caractéristiques centrales du modèle d'accumulation intensive de capital qui émerge au sortir de la seconde guerre mondiale, est en effet l'intervention désormais massive et permanente de l'État dans l'organisation, la programmation et la régulation de la croissance du surplus économique : la logique étatique étant graduellement devenue la logique organisatrice dominante des rapports sociaux depuis 1945. Dans un premier temps, le gouvernement fédéral assumera l'essentiel de la responsabilité de ces nouvelles interventions étatiques, prenant en charge notamment la direction du processus de reconversion de l'économie de guerre.

[23]

Compte tenu toutefois que la plupart des domaines d'intervention en forte croissance (santé, sécurité sociale, éducation, formation/qualification de la force de travail, développement industriel, infrastructures routières, consommation collective) sont soit de juridiction exclusivement provinciale, soit de compétence partagée d'une part, et que la mise en valeur accélérée des ressources naturelles induit un fort accroissement des revenus des États provinciaux d'autre part [[8]](#footnote-8), ceux-ci sont progressivement amenés à jouer un rôle de plus en plus décisif, à partir de la fin des années cinquante, dans la régulation de l'accumulation du capital et dans la gestion/légitimation des rapports de classes qui en dérivent. Ce qui ouvre la voie à une autonomisation croissante des États provinciaux à l'égard de l'État fédéral.

Ce renforcement des capacités d'interventions des États provinciaux soulèvera cependant tout un ensemble de nouveaux conflits touchant à la délimitation des domaines et compétences d'action de chacun des niveaux de gouvernement, et à la répartition des ressources fiscales requises pour en assurer le financement. Ces conflits sont particulièrement aigus au Québec où l'expansion quantitative et qualitative de l'action de l'État s'opère, en raison de la configuration spécifique du champ des rapports de classes et de l'organisation du système politico-administratif à la fin des années cinquante et au début des années soixante, avec une allure sans précédent et une stratégie unique au Canada. [[9]](#footnote-9)

II) CONTRE-TENDANCES  
À LA FRAGMENTATION  
ET CONJONCTURE DE CRISE  
ÉCONOMIQUE ET ÉTATIQUE

Ces tendances structurelles à la fragmentation et à l'éclatement économiques et politiques du pays furent cependant contrecarrées, du moins tendanciellement, par tout un ensemble d'initiatives politiques de l'État fédéral. Initiatives visant, au nom de l'intérêt national, d'une part à corriger les inégalités régionales de développement, et d'autre part à coordonner-programmer la croissance des interventions des gouvernements provinciaux, à amorcer la mise en place de nouveaux programmes nationaux, a redistribuer "équitablement" les ressources fiscales du pays entre les diverses provinces, et à associer institutionnellement les États provinciaux à la formulation et/ou a l'administration des grandes politiques nationales.

[24]

L'introduction par le gouvernement fédéral de ces contre-tendances destinées à s'opposer à la balkanisation du pays ne fit cependant, en longue période, qu'exacerber encore plus les tensions suscitées par l'inégal développement des régions et l'autonomisation croissante des États provinciaux. Loin de réduire et de désamorcer la virulence des conflits politiques engendrés par ces tensions, ces contre-tendances eurent, en effet, pour conséquence de politiser davantage ces conflits et ces affrontements, de les systématiser, de les dramatiser et de les globaliser. Aussi l'actuelle crise de l'unité nationale canadienne est-elle le produit complexe de l'interaction entre ces tendances à la fragmentation économique et politique du pays, et les contre-tendances introduites pour colmater ces brèches.

L'impact de cette interaction est considérablement accru, â partir des années soixante-dix, par le développement d'une sévère crise économique se doublant d'une non moins profonde crise de l'action étatique. Ainsi alors que les effets du développement inégal se font encore plus dramatiquement sentir que par le passé par suite de la progression du taux de chômage et de la fermeture de toute une série d'entreprises d'une part, et que les États provinciaux sont systématiquement appelés d'autre part à la rescousse du capital et contraints d'accroître leurs interventions de type "intégratif" afin de désamorcer les conflits sociaux au moment même où il leur faut par ailleurs rationaliser-planifier leurs actions et réduire leurs dépenses, l'État fédéral par contre est plus que jamais forcé à promulguer une politique d'ensemble de gestion de la crise et, par conséquent, contraint de renforcer la subordination institutionnelle des gouvernements provinciaux. Cette conjoncture de crise ayant pour effet d'alimenter considérablement les mouvements de revendication régionaliste et autonomiste, notamment au Québec où ils se greffent et s'articulent à un mouvement de protestation nationalitaire extrêmement puissant.

Aussi, loin de constituer l'expression de la phase finale du combat séculaire d'une nation tronquée et humiliée luttant désespérément pour la reconquête de son identité perdue, l'accession au pouvoir du Parti Québécois en nombre 1976 est-elle le résultat de la condensation d'une triple protestation (nationalitaire, régionaliste et autonomiste) à la faveur d'une crise économique [25] et étatique. Le Parti Québécois tirant sa force et sa faiblesse, sa capacité de mobilisation et ses contradictions de cette fusion à dominante de revendications nationalitaire, régionaliste et autonomiste.

III) SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION

À la lumière de ce que nous venons de dire du contexte dans lequel se fait l'arrivée au pouvoir du PQ nous comprenons l'importance du projet politique qu'il met de l'avant. Cependant ce projet demeure, du moins dans la composante association, relativement vague ce qui ajoute aux hésitations, réticences et résistances qu'il rencontre. Avant de recenser et d'analyser ces obstacles nous voulons identifier les caractéristiques spécifiques du projet sou-veraineté-association ce qui nous permettra par la suite de mieux saisir la nature et l'interrelation des obstacles intérieurs et extérieurs, au Québec, que rencontre ce projet aux composantes contradictoires.

Pour faire cet essai de définition de la souveraineté-association nous avons effectué une brève analyse du contenu du discours portant sur ce projet. Même si cette analyse n'est pas exhaustive, elle est toutefois suffisante pour nous permettre de saisir l'essentiel du projet et ainsi pouvoir entrevoir, et ce sans faire de spéculation indue, les obstacles se matérialisant à l'encontre de la souveraineté-association.

A) LA SOUVERAINETÉ

La protestation du 15 novembre 1976 a un fondement objectif. En effet, les "performances" économiques du Québec étaient et sont encore loin d'être excellentes, tout particulièrement celles de l'industrie manufacturière. [[10]](#footnote-10) Non seulement les perspectives n'étaient et ne sont pas brillantes dans l'immédiat mais le futur n'était et n'est pas du meilleur augure étant dans la parfaite continuité du développement inégal des régions [[11]](#footnote-11) caractérisant toute l'histoire de la formation sociale canadienne. Inégalité de développement jouant en faveur de l'Ontario et à propos duquel on accuse Ottawa ou de laisser faire ou d'accentuer le phénomène. [[12]](#footnote-12)

[26]

Au cours des deux (2) décennies précédentes et plus particulièrement au cours des années 1960 se développent au Québec plusieurs réactions au développement des inégalités régionales et à l'oppression nationale. Selon le PQ, le militantisme syndical, le coopératisme et la création d'entreprise d'État sont au Québec autant de réaction contre cet état de fait et manifestent la volonté de rapatrier les centres de décision majeurs de l'économie et, en les rapatriant, d'en modifier l'organisation." [[13]](#footnote-13)

Du vieillissement de l'appareil de production, du morcellement de l'industrialisation, du chômage, de l'investissement non proportionnel à l'importance de la population on accuse le gouvernement central, le gouvernement d'une nation étrangère,

"En somme, le Parti québécois propose aux Québécois de rapatrier la portion de leurs instruments collectifs de développement qui sont actuellement entre les mains d'un parlement et d'un gouvernement contrôlés majoritairement - et depuis le début - par des gens différents, d'une autre nationalité" [[14]](#footnote-14).

gouvernement gérant le développement de l'équipement collectif au profit inégal des régions

"Quant à la satisfaction des Canadiens vis-à-vis les structures politiques, on s'entendra sans peine pour dire qu'elle est loin d'être grande à travers le pays mais que l'insatisfaction est surtout sentie et subie au Québec ou la très grande majorité des habitants les rejettent dans leurs formes actuelles.

Bien simplement ces structures sont fondées sur deux principes : l'association des groupes humains concernés et l'inégalité entre ces groupes humains" [[15]](#footnote-15)

Il s'agit donc pour "corriger" la situation de prendre le contrôle des instruments collectifs nécessaires pour pouvoir s'autogouverner, pour diriger son avenir collectif, pour organiser sa vie économique, sociale et culturelle [[16]](#footnote-16). [27] Et pour réaliser cet avenir collectif il faut à cette nation un État moderne qui seul permettra à ce peuple d'être enfin maître chez lui

"Pensons souveraineté, indépendance, "self-government", c'est la même chose, c'est-à-dire la possession d'un État moderne normal - un coffre d'outils collectifs complet - qui permet à un peuple d'être vraiment maître chez soi" [[17]](#footnote-17)

Essentiellement donc, la revendication autonomiste n'est autre chose que la volonté de doter d'une capacité d'intervention (à récupérer d'Ottawa) l'État québécois qui aura la tâche de planifier le devenir de la collectivité

"Pensons seulement à l'incroyable chantier collectif que constituera, pour des milliers de Québécois, l'organisation d'un État enfin cohérent. Cet état sera enfin doté de toutes des compétences déterminantes qui nous échappent dans le cadre provincial alors qu'au niveau fédéral, notre place sera toujours minoritaire et en quelque sorte "concédée" aux coloniaux par les métropolitains de la majorité anglophone. Il jouera ce rôle de moteur central qu'un état remplit dans toute société contemporaine, [[18]](#footnote-18)a Avec les charges immenses qu'il doit assumer, la puissance de ses instruments législatifs et la masse d'impôts qu'il perçoit (plus du tiers du produit national), seul un État fort de tous ces pouvoirs a les moyens de s'atteler aux tâches suprêmes de planification, d'animation et de coordination que requiert aujourd'hui le développement collectif". [[19]](#footnote-19)

Récupérer les centres de décisions et plus particulièrement en ce qui concerne le développement cela veut dire récupérer la possession des moyens financiers [[20]](#footnote-20) et les centres de décision susceptibles de permettre de planifier, d'organiser le développement de la structure industrielle [[21]](#footnote-21).

[28]

Cependant cette récupération des centres de décision, cette revendication d’autonomie n'en est pas une d'autarcie. Le PQ évoque l'impossibilité de vivre en vase clos [[22]](#footnote-22), et même l'impossibilité de briser la communauté d'existence avec cette nation canadienne anglaise qui pourtant est étrangère (?) à la nation Québécoise.

"Entendue comme la brisure d'une communauté d'existence, elle d'ailleurs impossible et c'est la raison pour laquelle le Parti québécois parle aussi d'association. (...) les Québécois et les autres Canadiens doivent vivre ensemble sans qu'une séparation de corps soit possible d'aucune façon. Ils ont beau être différents, ils sont poignés pour cohabiter ensemble, pour être voisins sur le même bout de terre, entre deux océans". [[23]](#footnote-23)

En fait la séparation, la brisure, est impossible ; l'autonomie ne peut être que relative. En fait le projet de souveraineté c'est le projet de récupérer, du fédéral, par et pour l'État québécois, une capacité d'intervention. Mais intervention pour faire quoi ? Pour planifier, animer et coordonner le développement collectif [[24]](#footnote-24).

Il reste donc à savoir spécifiquement, afin d'entrevoir les obstacles, quels intérêts sont défendus et comment ces intérêts sont défendus par ce projet. Or cela apparaît plus clairement dans le projet d'association, et ce, malgré le vague entourant la conception de cette partie du projet souveraineté-association.

B) L'ASSOCIATION

Très peu de précisions ont été jusqu'ici apportées par le PQ à son projet d'association. Même si on affirme la nécessité de faire ces précisions [[25]](#footnote-25) et qu'on annonce des "révélations inédites" de monsieur Parizeau au prochain colloque des Hautes études commerciales (HEC), il reste que nous en sommes pour le moment réduits à des hypothèses. C'est forcément une limitation très importante à l'évaluation des obstacles que rencontre et/ou rencontrera ledit projet.

[29]

Toutefois nous pensons qu'en scrutant la conception qu'a le PQ du développement il est possible de contourner cette limitation.

Si on se fie à certaines versions, l'association recherchée tient à l'impossible brisure, au fait qu'il n'est pas possible de ne pas cohabiter avec les étrangers canadiens-anglais [[26]](#footnote-26). Cette impossibilité de couper, cette nécessité de cohabiter c'est une nécessité économique. Non seulement l'étroitesse du marché défend au Québec l'autarcie [[27]](#footnote-27) mais la proximité et la domination de "Big-Brother-USA" sur l'économie canadienne et québécoise rend obligatoire certains accords politiques entre autres monétaires et douaniers [[28]](#footnote-28) et l'élaboration et l'articulation de stratégies industrielles adaptées à chaque région économique canadienne afin de résister à la désindustrialisation [[29]](#footnote-29).

Mais ce projet n'est pas uniquement un projet de résistance à l'Oncle Sam, c'est aussi et surtout le projet d'une renégociation des places respectives dans la distribution des instruments de développement et donc des effets du développement.

"(...) nous proposons une nouvelle forme d'association basée sur l'égalité entre les deux nations du Canada, dans le respect des minorités. (...) En fait, le Parti québécois propose d'organiser différemment et sur des bases solides le voisinage dans l'espace canadien [[30]](#footnote-30)a (...) en procédant à des négociations d'association pour la mise en commun d'outils de développement, sur la base de l'égalité et de la souveraineté des parties. Dans cette proposition, l'égalité et la souveraineté doivent être non négociables alors que le reste, lui, l'est et il peut prendre plusieurs formes." [[31]](#footnote-31)

Bien sûr les formes que peut prendre l'association ne sont pas indéterminées. Toutes sont conditionnées par l'objectif central de la revendication, qui lui est non négociable, c'est-à-dire par la récupération de la capacité d'intervention de l'État rendre négociable une modification de l'intégration dans le champ d'accumulation du capital nord-américain [[32]](#footnote-32).

[30]

Le succès de ce projet de modification de l'insertion du Québec dépend dans la conjoncture immédiate de la confiance qu'inspire aux investisseurs l'actuel gouvernement du Québec. Ce n'est pas sans raison que monsieur René Lévesque rappelait au patronat que les grandes firmes multinationales (GM, Alcan, CIL ... etc.) s'étaient inscrites dans le projet de développement économique mis de l'avant par son gouvernement en investissant au Québec [[33]](#footnote-33).

Ce fait est d'ailleurs un indice de la stratégie de développement industriel que ce gouvernement veut mettre de l'avant. Cette stratégie s'articule autour de la volonté de planifier son développement [[34]](#footnote-34) et se déploie en trois (3) principes. 1) Maintenir une industrie domestique dans les secteurs de besoins vitaux, maintien s'accompagnant de mesures visant à consolider les éléments les plus concurrentiels de ces secteurs. 2) Assurer par des négociations commerciales la réalisation d'objectifs de spécialisation et d'exportation dans les secteurs de produits finis où le Québec a une bonne position concurrentielle. 3) Axer le développement du Québec sur une plus grande transformation de nos ressources naturelles [[35]](#footnote-35).

Cette stratégie vise donc la "modernisation et la remise à jour de l'économie québécoise" [[36]](#footnote-36). Elle est orientée par la théorie de la spécialisation internationale (conception du développement industriel sur la base des avantages comparés [[37]](#footnote-37)) et caractérisée par l'intervention de l'État afin de briser les circuits enfermant le Québec dans l'approfondissement de son développement inégal [[38]](#footnote-38).

Dans cette stratégie certains secteurs sont définis comme devant être du ressort exclusivement québécois [[39]](#footnote-39), d'autres comme devant être à majorité québécoise [[40]](#footnote-40) et enfin d'autres sont considérés comme ouverts au contrôle étranger [[41]](#footnote-41). Cette stratégie se caractérise donc par l'apparente contradiction entre la récupération du contrôle de la propriété dans certains secteurs et l'ouverture dans d'autres. Ce fait "associé" à la volonté d'aider "(...) les PME innovatrices et à fort potentiel de croissance" [[42]](#footnote-42) lesquelles (PME) réalisent actuellement 48% de l'emploi manufacturier québécois [[43]](#footnote-43) ; et "associé" a la volonté de récupérer le contrôle du secteur financier indiquent très nettement la nature de classe du projet d'association mis de l'avant par le PQ.

[31]

En fait l'analyse du projet péquiste de développement nous permet de constater que ce n'est pas un projet véritablement autonomiste au sens où il ne mène pas à une véritable indépendance économique et politique laquelle indépendance/autonomie nécessite : 1) "l'élimination du pouvoir des classes sociales et des formations politiques liées à l'impérialisme et qui acceptent de collaborer avec lui" [[44]](#footnote-44) ; 2) l'expropriation du grand capital étranger, et une modification profonde des rapports monétaires, douaniers, financiers et commerciaux [[45]](#footnote-45) ; 3) une profonde transformation sociale aboutissant à la disparition des classes liées à l'impérialisme [[46]](#footnote-46). En fait une politique de véritable autonomie/indépendance nécessite l'abandon de la rentabilité capitaliste [[47]](#footnote-47) parce que la question fondamentale posée par le problème du développement est : le développement, pour qui ? Or une politique de développement pour le peuple [[48]](#footnote-48) ne peut que conduire au rejet des règles de rentabilité actuelles et à une révision fondamentale des priorités dans l'allocation des ressources.

En fait le projet péquiste de souveraineté-association n'est pas véritablement un projet d'autonomie politique et économique pour la bonne raison qu'il ne conteste en rien la logique interne du champ d'accumulation [[49]](#footnote-49). C'est un projet qui se situe toujours dans la logique de la rentabilité capitaliste.

Il est d'autant moins un projet d'autonomie qu'il ne repose pas principalement sur l'accumulation nationale [[50]](#footnote-50) mais sur le partage du contrôle des secteurs laissant au grand capital étranger de nombreux secteurs et ce parmi les plus productifs (ce que nous avons souligné plus haut - (voir les notes 37, 38 et 39).

Il ne propose qu'une réorganisation du contrôle de certaines "parties" du champ d'accumulation. Il s'agit du projet d'une classe qui conteste l’actuelle organisation des circuits d'accumulation du capital. C'est là la caractéristique fondamentale du projet et c'est ce qui détermine la nature des obstacles qu'il rencontre. En fait le projet péquiste de souveraineté-association n'a aucune chance de se matérialiser si la classe ouvrière au Québec remet en cause la logique du profit. De plus, ce projet rencontre un obstacle extérieur dans et par le refus de réorganiser le champ d'accumulation, refus que lui oppose la fraction de la bourgeoisie exerçant actuellement le contrôle. [32] Il s'agit donc pour la fraction contestatrice de "renégocier" son intégration, une nouvelle insertion dans le champ d'accumulation.

"Dans les années à venir, le Québec va donc devoir forcément, pour être dans la course mondiale, s'intégrer à un bloc économique puissant. La solution nord-américaine semble la plus réaliste à cause d'une multitude de facteurs (proximité, technologie, etc...). Cependant, cette intégration devra se faire d'une manière consciente et ordonnée. En effet, la situation qui prévaut actuellement ne doit plus durer, à savoir que la majorité de nos exportations nord-américaines sont constituées à 80% par des produits primaires ou semi-ouvrés, alors que les produits que nous importons de cette même source sont constitués de produits finis.

Dans le future, si nous options pour une intégration au marché nord-américain, il faut que nous ayons un rôle important à jouer dans le processus de transformation. Nous ne devons pas nous contenter d'être un fournisseur de matières premières, mais participer activement à l'activité commerciale profitant ainsi des économies d'échelle et de la spécialisation, tout en gardant une certaine autonomie d'action". [[51]](#footnote-51)

Cette volonté de commander une réorganisation du champ d'accumulation du capital est dans le secteur financier [[52]](#footnote-52) particulièrement significative et caractéristique de la nature de classe du projet péquiste de souveraineté-association. En effet, cette volonté a comme fondement le fait indéniable que le Québec est systématiquement exproprié du capital formé au Québec par le biais du système bancaire et financier canadien. Le Québec est en effet exportateur net de capital, mais ce qui est fondamental c'est que cette exportation se fait en faveur du Canada (lire principalement l'Ontario) [[53]](#footnote-53)

"La sortie de capitaux vers le Canada atteint un record de 886 millions en 1954 soit 43% du capital formé cette année. Le taux moyen s'élève à 33% entre 1947 et 1958, [33] contre seulement 16% entre 1959 et 1971, soit la moitié moins. Les taux les plus faibles surviennent en 1964 et 1965, au plus fort de la "révolution tranquille". (...) Dès lors un tel mouvement ne peut guère que passer par le secteur financier ; il a donc le caractère d'un investissement de portefeuille". [[54]](#footnote-54)

La volonté de contrôler majoritairement le secteur financier veut donc dire pour la classe pilotant le projet d'association la revendication du contrôle sur les retombées (en termes d'accumulation) de la formation du capital au Québec. C'est une volonté de faire en sorte que le capital formé au Québec s'accumule au Québec. Mais, qu'il s'accumule, dans quelles mains ?

Question fondamentale comme nous l'avons souligné plus haut et qui indique pour qui se fait le développement. Or, à la lumière du fait que le projet péquiste de développement ne met pas de l'avant la socialisation de la propriété de l'appareil de production et de ce que nous avons dit aux paragraphes précédents, il devient évident que ce projet d'association favorise le contrôle de ceux qui détiennent la propriété des moyens de production.

Plus particulièrement il s'agira : d’aider et favoriser les PME innovatrices et à fort potentiel de croissance [[55]](#footnote-55) ; au travers la SRI (Société de Réorganisation Industrielle) de rendre le contrôle et la propriété sur certains secteurs a des groupes privés québécois (entre autres coopératifs) [[56]](#footnote-56) ; et par une intervention planifiée sur l’amont et l'aval d'un certain nombre de filières économiques (hydro-électricité, matériel électrique, pâtes et papier, amiante, etc ...) de se mettre en "remorque" du grand capital international (les GM, CIL, ITT, Alcan... etc., ceux-là même qui du dire du premier ministre René Lévesque ont voté leur confiance au Québec [[57]](#footnote-57)).

Il s'agira donc de faire en sorte que le capital formé au Québec s'accumule au Québec et dans une forte proportion dans des mains québécoises.

Le projet d'association à ce titre c'est le projet d'une fraction de classe qui conteste le contrôle dont elle est l'objet. C'est le projet de se dégager de [34] ce contrôle pour prendre "en termes de classe" et non de nation sa part du gâteau :

"Ces couches sociales entendent pousser jusqu'au bout, les tendances à l'autonomisation de cet appareil d'État et s'en servir comme appui pour transférer sous contrôle local, le système bancaire et financier, entreprendre un programme très agressif de concentration et de modernisation économiques et lancer un secteur d'entreprises capables d'affronter la concurrence internationale". [[58]](#footnote-58)

Le projet de souveraineté-association du Parti Québécois constitue donc fondamentalement la recherche d'une modification de l'insertion d'une bourgeoisie dans le marché canadien et mondial, et de son intégration dans la division internationale du travail. C'est là précisément que nous devons concevoir l'obstacle extérieur fondamental au projet de souveraineté-association.

IV) LES OBSTACLES  
À LA SOUVERAINETÉ-ASSOCIATION

A) LES OBSTACLES EXTERNES

"Ce projet quelque ambitieux, mais néanmoins en continuité avec la tendance à l'autonomisation de l'appareil d'État québécois, entre cependant en conflit avec la tendance à l'expansion internationale du grand capital canadien, en menaçant de tronçonner ses bases arrières et en visant un changement qualitatif de l'intégration économique du Québec dans l'ensemble continental, changement menaçant pour l'intégration du Canada lui-même". [[59]](#footnote-59)

Les obstacles externes que rencontre le projet de souveraineté-association tiennent, comme nous l'avons souligné, à sa nature de classe. Essentiellement ce projet constitue celui d'une fraction de la bourgeoisie qui revendiquent la modification de son insertion dans le bloc au pouvoir canadien et qui vise, ainsi, la récupération des capacités d'intervention de l'État québécois.

[35]

Or, l'obstacle que ne peut manquer de susciter un pareil projet est d'autant plus "radical" qu'est radical l'exigence du nouveau partage du gâteau. Exigence précisément que le Parti Québécois traite comme non négociable, ne considérant comme négociable que les formes d'association (lire ici la modification de l'insertion dans le champ d'accumulation). C'est donc dire que l'actuelle fraction dominante au sein du bloc au pouvoir canadien se voit placée devant l'exigence d'une fraction subordonnée de ce bloc, fraction qu'elle dépossède du capital formé dans la région où cette dernière est ancrée, de remettre en question la distribution et l'organisation des "positions" d'appropriation du capital dans le champ d'accumulation spécifique de la formation sociale canadienne.

Ainsi le principal obstacle externe au projet péquiste tient au fait que la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne exerçant le pouvoir d'État risque fort de refuser d'évacuer (en termes de propriété économique) des secteurs fondant matériellement son hégémonie, notamment le secteur financier où elle est omniprésente. Cette fraction hégémonique ne pouvant accepter le fractionnement des capacités d'intervention de l'État fédéral au profit de l'État québécois sans du coup accepter de saper son propre pouvoir. C'est à ce titre précisément que l'accession du Parti Québécois au pouvoir et la mise en œuvre de son projet de souveraineté-association approfondissent et aggravent considérablement l'actuelle crise de l'État canadien enracinée dans la crise économique qui secoue l'ensemble des pays capitalistes avancés.

Ce refus d'une nouvelle articulation "moins centralisée" de la propriété économique dans le champ d'accumulation et d'un nouveau partage des capacités d'intervention étatique, tient aussi au fait qu'un État "associé" mais souverain (?) pourrait éventuellement contracter des alliances extérieures au continent nord-américain [[60]](#footnote-60). Toute entente de ce genre aurait évidemment des conséquences importantes sur l'appareil de production mais également sur l’organisation du circuit de réalisation du profit. Autrement dit, c'est toute l'organisation du champ d'accumulation du capital qui en serait modifiée et cette perspective est difficilement acceptable pour les fractions bourgeoises actuellement dominantes au sein du système de rapports de classes défini par ce champ d'accumulation.

[36]

Ce risque de modification du champ d'accumulation est d'autant plus grand que les rapports d'oppression ayant alimenté le développement des luttes nationalitaires au Québec risquent de conduire au glissement du projet péquiste vers une véritable politique d'autonomisation de l'État québécois. Or cela, la fraction dominante du bloc au pouvoir canadien, autant que celle qui gère l'articulation du champ d'accumulation nord-américain, ne le tolèreraient pas. Comme nous l'avons souligné plus haut, cette politique signifierait en effet le rejet de la logique capitaliste et impliquerait une transformation radicale des alliances. Ce serait alors toute la carte géo-politique de l'Amérique du Nord qui en serait transformée, et toute l'actuelle politique de défense de cette partie de l'hémisphère serait par conséquent mise en question. C'est évidemment un risque que ne peut se permettre de prendre la fraction bourgeoise dominante dans le champ d'accumulation concerné, c'est-à-dire nord-américain.

Il reste cependant que le projet de souveraineté-association est objectivement porté à l'avant-scène par tout un ensemble de luttes dont l’ampleur ne peut que grandir tant et aussi longtemps que s'accentuent les effets du développement inégal dans le contexte actuel de crise économique. Si cette crise a largement contribué à porter le Parti Québécois au pouvoir, elle constitue simultanément un dernier obstacle extérieur de taille à la mise en œuvre du projet péquiste de souveraineté-association. La présente crise économique, réfléchie ici dans sa dimension internationale, limite en effet considérablement la possibilité de commander avec succès une redéfinition des insertions dans le champ d'accumulation du capital, compte tenu du type de restructuration exigée par son dépassement a l'intérieur de l'actuel système des rapports de classes.

Ce système de rapports de classes commande en effet, et toute l'histoire du capitalisme l'atteste, un mode de dépassement de ses crises passant de manière obligée par une restructuration centralisée du bloc au pouvoir dans chacune des formations sociales capitalistes. Or le projet péquiste ouvre précisément la voie à une restructuration décentralisée d'autant moins acceptable que le processus d'accumulation en Amérique du Nord donne des signes d'essoufflement et requiert ainsi une modification structurelle de l'appareil de production. Or cette nécessité fait que la bourgeoisie dominante a un besoin accru [37] de capitaux afin de procéder à cette transformation de l'appareil de production. En revanche le projet péquiste exige justement que l'élément moteur de cette transformation, le capital formé, soit redistribué de manière décentralisée. C'est là une exigence a laquelle ne consentira la bourgeoisie dominante que si on l'y force.

Donc les obstacles externes au projet de souveraineté-association impliquent que ce dernier est tendanciellement bloqué à son point central, c’est-à-dire l'exigence d'une modification de l'insertion et la récupération des capacités d'intervention. L'issue de la partie étant fonction du rapport des forces en présence :

"(...) il devient important et, à mesure que le temps avance, pressant non seulement de préciser la proposition de départ pour l'association recherchée mais également de construire la solidarité nécessaire au Québec afin que les porte-paroles québécois disposent d'un pouvoir de négociation leur permettant d'établir un véritable rapport de force. Celui-ci est essentiel car lui seul peut garantir des résultats satisfaisants pour les parties négociantes". [[61]](#footnote-61)

Ainsi plus le Parti Québécois réussira à créer un support général à son projet, et plus le refus de renégocier sera, pour la fraction dominant l'actuel bloc au pouvoir, un risque élevé. Plutôt que de risquer, par son refus, un glissement vers une véritable politique d'autonomie économique, le bloc au pouvoir et sa fraction hégémonique consentiront à une refonte du "pacte confédératif" si et seulement si le Parti Québécois réussit à maîtriser, au Québec, les rapports de classes, si et seulement si il réussit à faire avaler aux ouvriers son "préjugé favorable pour les ouvriers", les amenant ainsi à se fondre et à se confondre "dans l'unité nationale [[62]](#footnote-62). Autrement dit, si et seulement si le Parti Québécois surmonte l'obstacle le plus important, l'obstacle interne au projet de souveraineté-association, c'est-à-dire l'opposition affichée par le prolétariat québécois et par l’ensemble des classes dominées.

[38]

B) OBSTACLES INTERNES

"Mais le danger principal du point de vue de la stabilité économique du grand capital canadien réside probablement dans la possibilité que la direction nationaliste québécoise devienne incapable de contrôler le mouvement dont elle tire présentement sa force. Ce mouvement risque alors de prendre une dynamique autrement radicale". [[63]](#footnote-63)

Le principal obstacle au projet d'association préconisé par le Parti Québécois a tout lieu en effet de résider dans l'opposition que ne peut manquer de manifester le mouvement ouvrier québécois à une pareille stratégie d'intégration économique fondée sur la reproduction des rapports de classes de type capitaliste et des relations de dépendance à l'égard du capital étranger. Malgré sa prétention à constituer le parti de tous les québécois quelle que soit leur classe d'appartenance, le Parti Québécois tire en effet sa force de l'appui largement inorganisé [[64]](#footnote-64) mais enthousiaste d'une très large fraction des travailleurs salariés québécois, notamment ceux de ces travailleurs qui sont regroupés en syndicat.

Pour la majorité de ces travailleurs toutefois, cet appui à un parti souverainiste procède d'abord et avant tout d'un soutien aux orientations réformistes et aux idéaux socio-démocratiques véhiculés par le programme du Parti Québécois. Le projet de souveraineté politique du Québec n’a de chance d’emporter l'adhésion stable du mouvement ouvrier québécois, par conséquent, qu'a condition de se prolonger en un projet de souveraineté économique. Bref qu'a condition que la souveraineté politique induise la mise en œuvre de tout un ensemble de réformes structurelles amorçant la transition a un nouveau mode de développement économique et a un type nouveau d'organisation des rapports sociaux.

Il en est de même d'autre part pour une fraction non négligeable de la nouvelle petite-bourgeoisie salariée urbaine (enseignants, journalistes, producteurs culturels, animateurs sociaux et culturels, professionnels a 1’emploi des appareils étatiques et para-étatiques) dont l'adhésion militante au Parti Québécois est largement fondée sur l'espoir que l'accession a la souveraineté [39] politique enclenchera notamment un processus de réappropriation collective des ressources naturelles, une réorganisation passablement radicale des rapports sociaux dans les domaines du travail et de la consommation collective, et une profonde redéfinition des objectifs et des modes d'opération de l'État québécois. [[65]](#footnote-65)

Le Parti Québécois lui-même d'ailleurs a largement contribué à susciter de tels espoirs et de tells attentes de changements structurels dans l'organisation des rapports de classes au Québec. Non seulement a-t-il clamé bien haut son préjugé favorable aux travailleurs et son idéal social-démocratique, mais nombre de passages de son programme officiel ouvrent des perspectives de transformation radicale de la structure économique et sociale. Notons simplement qu'au chapitre des objectifs généraux du parti en matière économique, il est proclamé la nécessité "de fonder la politique économique sur des objectifs humains et sociaux" et résolu à cette fin :

a) "d'établir un système économique éliminant toute forme d'exploitation des travailleurs et répondant aux besoins réels de l'ensemble des québécois plutôt qu'aux exigences d'une minorité économique favorisée ; ...

b) de subordonner les critères de rentabilité économique aux critères de rentabilité sociale" [[66]](#footnote-66)

Compte tenu cependant que le projet d'association mis de l'avant par le Parti Québécois, aussi floue soit-il, vise essentiellement à restreindre la souveraineté du Québec au seul champ politique, à maintenir l'intégration du Québec aux circuits économiques canadien et nord-américain tout en renégociant certains des termes de cette intégration, et à offrir des garanties qu’un Québec souverain restera ouvert au capital étranger pourvu que les entreprises concernées respectent la souveraineté politique et les particularités linguistiques et culturelles du Québec, il est aisé de prévoir que la mise en œuvre de ce projet d'association se heurtera à de vives oppositions de la part du mouvement— ouvrier et d'une couche importante de la nouvelle petite-bourgeoisie salariée urbaine. Oppositions qui tendront à se développer aussi bien au sein du parti lui-même que dans la rue et dans les entreprises, et qui risquent fort de déboucher, a moyen terme, sur un projet de souveraineté autrement plus radical [40] et sur une crise profonde des rapports politiques entre les classes.

Tout cela pour dire qu’on ne suscite pas impunément des espoirs de réorganisation structurelle des rapports sociaux sans que ne se profilent à l'horizon des mouvements d'opposition et de protestation qui mettent radicalement en question les politiques visant à restreindre la portée de ces changements et de ces réformes. Aussi la capacité des dirigeants du Parti Québécois à négocier une éventuelle association économique est-elle fonction, en dernière analyse, de leur capacité à réduire l'ensemble des incertitudes liées à cette opposition potentielle. Fonction par conséquent de leur capacité :

a) à intégrer et/ou rendre illégitime les divers mouvements sociaux en formation et en développement après l'accession du Québec à la souveraineté politique, de manière à empêcher qu'ils ne s'articulent et ne se greffent à une contestation politique ouvrant sur un projet d'indépendance économique ;

b) à assurer la légitimation des rapports de classes actuels et des relations de dépendance qui en résultent, de façon à refroidir les espoirs de transformation suscités par le propre programme du Parti ;

c) à ne pas enfin se laisser déborder sur leur gauche : c’est-à-dire leur capacité d'une part a maintenir une certaine distance entre le mouvement syndical et populaire et le parti lui—même, et d'autre part à isoler, au sein du mouvement syndical et populaire, les forces de gauche et d'extrême gauche susceptibles de transformer les inévitables déceptions des classes dominées et subalternes en une protestation d'ensemble contre l'organisation des rapports politiques.

[41]

Tout dilemme du Parti Québécois réside précisément dans le fait qu'il ne peut espérer gagner un large soutien populaire à son projet de souveraineté politique sans entretenir des espoirs de grands changements sociaux et économiques, et qu'il ne peut par ailleurs espérer gagner l'assentiment des milieux capitalistes américains et canadiens à son projet d'association économique sans garantir que la souveraineté du Québec n'impulsera pas des bouleversements importants dans la structure des rapports de classes et des relations de dépendance.

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[42]

[43]

[44]

[45]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

ATELIER 2

L’AVENIR DE LA CULTURE  
QUÉBÉCOISE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[46]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 2**

“Rapport à la culture  
et classes sociales :  
quelques tendances”

Par Marcel FOURNIER

Professeur, département de sociologie  
Université de Montréal

[Retour à la table des matières](#tdm)

En matière de "culture", l'intervention de l'État ne concerne pas seulement l'aide à l'artiste et à l'écrivain : celle-ci touche aussi, et de plus en plus, divers aspects de la vie de l'ensemble de la collectivité (exemples : l'élaboration de politiques linguistiques et la modification du système d'enseignement). Dans le cadre de cet exposé, nous interrogerons deux (2) modes d'interventions de l'actuel gouvernement péquiste (élaboration d'un projet de développement culturel via le livre blanc sur la culture et la réinvention d'une culture générale au niveau de l'enseignement collégial et universitaire) pour ensuite en dégager la signification sociale et politique.

I) LES POLITIQUES CULTURELLES

De l'équipe gouvernementale actuelle, l'on était en droit d'attendre des politiques culturelles, une préoccupation toute particulière pour le développement culturel. Il s'agit en effet d'une équipe fort "cultivée", c'est-à-dire composée de députés et de ministres qui en plus d'être dotés de beaux diplôme et d'avoir occupé des postes dans les institutions d'enseignement supérieur, ont souvent manifesté, en poésie, en histoire ou en sciences humaines, un certain talent littéraire. Plusieurs ont pu rêver d'obtenir le poste de Ministre des Affaires culturelles et de jouer au "Malraux". Les candidats étaient d'ailleurs tellement nombreux, qu'il fallut créer deux postes, celui de super-ministre du Développement culturel, que s'attribua Camille Laurin et celui, plus modeste, de Ministre des Affaires culturelles qui fut attribué d'abord à Louis O'Neil. Pourquoi ce dernier choix ? Mais, qui mieux que cet homme cultivé, distingué et raffiné qui avait participé à la résistance (contre Duplessis) pouvait être en mesure à la fois d'être respecté par les "petits [47] écrivains et les artistes "pouilleux" et de faire bonne figure dans les salons littéraires de la Vieille Capitale ? Qui mieux que cet universitaire spécialiste de la théologie pouvait être en mesure d'écouter les grands fonctionnaires dont allait s'entourer Camille Laurin… et de les comprendre ? Qui mieux que cet ancien "libéral" devenu péquiste pouvait prendre la relève du précédent ministre, qui avant de devenir membre du Parti libéral avait côtoyé le R.I.N. ? etc.

r

En dépit de ses nombreuses "qualités", O’Neil se voit un an plus tard relégué aux Communications : il semblait avoir perdu toute crédibilité auprès des milieux intellectuels et artistiques. Celui-ci est remplacé au Ministère des Affaires culturelles par M. Vaugeois, un historien-éditeur qui a bien su d'ailleurs comme un autre candidat a. ce poste, Gérald Godin, faire fructifier à la fois son capital culturel et son capital économique et qui illustre, d’où la raison de son choix, la possibilité de faire de l'argent avec de la culture, de rendre la culture rentable, bref de convertir un capital culturel en capital économique (en en capital politique).

Toujours est-il qu'il y avait donc un secteur dans lequel le gouvernement péquiste apparaissait inattaquable : celui des politiques culturelles. Or, voila que moins d'un an après la "grande" élection, non seulement l'honorable ministre des Affaires culturelles mais aussi le gouvernement québécois dans son ensemble sont attaqués et discrédités en matière de politiques culturelles. Sous le regard probablement bienveillant de l'ancien rédacteur en chef, Victor-Lévy Beaulieu déclare en effet dans Le Devoir (17 septembre 1977) que "le gouvernement québécois actuel est celui qui, de tous les gouvernements québécois contemporains a la conception la plus étroite de la culture, que cette conception est absolument dépassée, ne tient pas compte et ne veut pas tenir compte de ce qui ne cadre pas avec son moralisme. C'est un gouvernement qui fonctionne dangereusement par exclusion parce qu'il est celui d'une génération déjà vieille". S'agit-il là des fabulations d'un intellectuel, par surcroît romancier, qui se laisse emporter par les mots ou tout simplement des propos malveillants d'un éditeur malheureux ? Depuis quelques années, V-L Beaulieu est bien connu pour ses grandes "sorties" : en plus de cumuler les [48] tâches d'écrivain et d'éditeur, il s'est donné la "mission" d'être la "mauvaise conscience" du Ministre des Affaires culturelles et de ses fonctionnaires, surveillant leurs paroles et leurs gestes, les interpellant dans le Devoir ou sur les ondes de Radio-Canada, etc. Jusqu'à date, cet écrivain-éditeur qui les dimanche matin se transforme en Don Quichotte et poursuit les ministres du culte devenus ministres de la Culture (et vice versa, v.g. Jean-Noël Tremblay), parvenait à formuler, à travers ses longs bavardages décousus, confus et quelque peu délirants, des critiques relativement justes.

En tant qu'écrivain, V.-L. Beaulieu a probablement encore raison d'être quelque peu inquiet des futures politiques qu'entendent élaborer les nouveaux responsables des Affaires culturelles et du Développement culturel. Il s'agit là d'une réaction prévisible chez celui qui a toujours revendiqué que l'État subventionne le plus possible les activités de l'écrivain (dépendance économique) sans que soit mise en question sa totale autonomie intellectuelle, c'est-à-dire la possibilité d'écrire ce qu'il veut, comme il le veut, pour qui il le veut, etc. La conception que V.-L. Beaulieu semble se faire de l'intervention politique en matières culturelles apparaît ainsi très libérale (et pluraliste) : un peu à tout le monde selon les disciplines, les arts, les styles, les tendances, etc. Dès lors, mieux vaut des politiciens ou des fonctionnaire incompétents ou qui donnent l'impression de l'être, car ils sont obligés de respecter la "liberté" des intellectuels-écrivains-artistes, de consulter ces derniers, voire même de se soumettre à leur autorité...

Le malheur de l'actuel gouvernement serait-il de réunir dans le domaine des affaires culturelles comme d'ailleurs dans d'autres domaines, beaucoup trop de compétence, d'avoir des gens qui sont bien informés et qui, plus est, ont "une ou deux idées" ? La tentation de l'intervention politique est effectivement présente, d'ailleurs elle est commandée par la problématique du développement culturel que les nouveaux responsables partagent : cette problématique, qui a été élaborée au cours des années 1960 principalement autour de la revue Maintenant et dans certains milieux de "gauche", identifie deux éléments ou mécanismes fondamentaux de tout développement culturel, à savoir la participation par en haut (l'État) et la participation par en bas et apparaît [49] ainsi comme un mélange à la fois de technocratisme et de populisme. Le meilleur exemple en est le livre blanc sur la culture que l'on vient de rendre "public" : on y suggère en effet d'une part l'accroissement de l'intervention de l'État par la mise sur pied de nouvelles institutions gouvernementales ou paragouvernementales (Société de développement des industries culturelles. Conseil de la Culture, divers musées, etc.) et d'autre part, certains mécanismes de décentralisation et de régionalisation. Enfin, et c'est probablement l'objectif les plus original de ce projet, l'on espère opérer une articulation plus étroite entre la culture savante (art, science, littérature) et la culture de la population québécoise (ou populaire) et d'associer concrètement le développement culturel à la modification-amélioration des "genres de vie" (habitat, environnement, loisirs, tourisme, santé, etc.).

L'on peut penser que les producteurs de culture (savante) i.e. les scientifiques, les écrivains, les artistes, etc. seront ambivalents à l'égard d'un tel projet : on leur fournit de meilleures conditions (exemple au niveau de la distribution, des droits d'auteur, etc.), mais en même temps on remet en cause l'autonomie totale de l'intellectuel (c'est-à-dire sa possibilité d'écrire ce qu'il veut, comme il le veut, pour qui il le veut) et on fait perdre à l'écrivain et à l'artiste son rôle de médiateur entre la culture et le peuple. Parmi les intellectuels, pour la plupart actuellement "en demande d'État", plusieurs deviendront, selon l'expression de Marcel Rioux, "en refus d'État", critiqueront la tentation du technocratisme, les menaces d'ingérence politique, d'autoritarisme culturel, etc.

Toutefois, la signification réelle des interventions politiques en matières culturelles ne se résume pas aux critiques que peuvent en faire ceux qui en sont directement affectés, à savoir les producteurs culturels : il ne faut pas tant craindre l'intervention de l'État que les intérêts que peuvent servir ces interventions et qui le plus souvent sont masqués par la rhétorique même de ceux qui les élaborent. Mais avant de répondre à la question "pourquoi de telles politiques culturelles aujourd'hui ? Pourquoi cette volonté de constituer et de consolider une véritable culture québécoise" ?, j'aimerais aborder l'autre volet, à savoir le souci de défendre et revaloriser une [50] certaine "culture générale".

II) CULTURE GÉNÉRALE

Depuis quelques années, certains diront depuis la création même des Cégep, l'on soulève la question de la qualité de l'enseignement au niveau collégial, la question de la formation générale : cf. le débat au sujet du statut obligatoire de l'enseignement de la philosophie au niveau collégial. À ce moment, F. Dumont et G. Rocher interviennent en publiant un article dans la revue Prospectives : après avoir critiqué l'orientation et l'organisation même de l'enseignement collégial, ceux-ci soulignent l'importance d'une formation générale et proposent un nouvel humanisme (sur la base d'une culture éclectique constituée de connaissances en philosophie, en histoire, en sciences sociales et en mathématiques). Il ne faut pas croire qu'il ne s'agit là que d'une forme de nostalgie, du désir de revenir à la formule des collèges classiques, qu'ont connue les deux auteurs ...

Lors du colloque organisé dernièrement par le SGPUM, Guy Rocher, sous-ministre au Développement culturel a soulevé à nouveau le problème de la "culture générale", non seulement en souhaitant que les Cégep puissent remplir mieux cette tâche d'inculquer aux jeunes une large culture mais aussi en suggérant que l'enseignement universitaire du niveau baccalauréat soit moins spécialisé. Pour illustrer son propos, celui-ci a donné l'exemple d'un concours qui a eu lieu récemment pour sélectionner un candidat à un poste au sein de la fonction publique et auquel il a participé en tant que membre du jury : son étonnement et celui des autres membres du jury furent de constater la très faible culture générale des candidats qui par ailleurs semblaient détenir une bonne compétence technique. Aux questions "Lisez-vous des livres d'écrivains québécois"? où "quelle connaissance de l'histoire française avez-vous" ?, ceux-ci n'avaient donné que des réponses vagues et imprécises.

Or réintégrer au niveau d'un jury de sélection, de telles questions de culture générale c'est en fait réintroduire des critères de sélection qui tiennent compte indissociablement de la formation reçue et de l'origine sociale [51] (supérieure) des candidats. D'ailleurs, même si la volonté d’améliorer l’enseignement collégial est fort valable, il est fort è craindre que dans la conjoncture actuelle, sa fonction première soit de renforcer la fonction sélective du système d’enseignement, fonction que celui-ci a rempli depuis quelques années de façon semble-t-il inégale et incomplète. Au niveau universitaire, l’hypothèse présumément audacieuse qu'a aussi lancé Guy Rocher, à savoir la diversification du système d’enseignement universitaire (création d’écoles professionnelles indépendantes des universités et du ministère de l’éducation) risque d’avoir le même résultat : redonner au système universitaire sa véritable fonction sélective (eu égard à l’origine sociale des étudiants) en constituant des "réseaux plus étanches et plus hiérarchisés les uns par rapport aux autres. Un peu comme en France, où le caractère sélectif du système d’enseignement supérieur est particulièrement élevé : grandes écoles, facultés, etc. D’ailleurs, le système d’enseignement français est probablement celui où la préoccupation pour la culture générale est la plus présente : voir l’organisation pédagogique des lycées, des grandes écoles (cf. les recherches de Pierre Bourdieu qui montrent bien que le système scolaire ne contribue â la reproduction de la structure des rapports entre les classes qu’en autant qu’elle contribue à la reproduction de la distribution du capital culturel entre les classes).

La crise actuelle du système d’enseignement, dont l’indice est le fait que celui-ci est de moins en moins en mesure de garantir la valeur des titres qu’il décerne, touche toute la population, mais elle est plus vivement ressentie par les couches sociales et fractions de classe qui ne sont riches qu’en capital culturel et qui dépendent du système scolaire pour assurer leur reproduction. Ce sont d’ailleurs celles qui se préoccupent du problème de "culture générale". L’on peut penser que ce sont les mêmes couches et les fractions qui s'inquiètent de la situation culturelle des Québécois (faible taux de lecture, mauvaise organisation du réseau de bibliothèques et de librairies, invasion des productions américaines, etc.) et qui revendiquent l'élaboration de politiques culturelles. Plus précisément, il me semble- et c'est l'hypothèse que je voudrais vous soumettre - que ces deux mouvements ou tendances - réinvention d'une culture générale qui sera inculquée principalement par le système d'enseignement collégial et élaboration de politiques assurant [52] le développement d'une véritable culture québécoise - sont l'indice d'un mouvement au sein même de la structure sociale québécoise, i.e, qu'ils correspondent à la constitution d'une "nouvelle" bourgeoisie québécoise dont l'accès aux positions de pouvoir à la fois exige une légitimité (culturelle), [[67]](#footnote-67) et implique une alliance avec la nouvelle petite-bourgeoisie, en particulier les "travailleurs du langage". Jusqu'à récemment, politiquement mal organisée, cette "nouvelle" bourgeoisie, dont le capital actuel est principalement culturel et qui est composée entre autres des "patrons d'État" (grands fonctionnaires, dirigeants des entreprises nationalisées, diverses sociétés gouvernementales, etc.), des dirigeants d'entreprises proprement culturelles (producteurs de film et de disques, dirigeants de réseau de librairies, de grandes maisons d'édition, de journaux, propriétaires des postes de radio et de TV, grands intellectuels et artistes) et aussi des responsables du mouvement coopératif (qui ont eu accès à des postes de direction en raison le plus souvent de leurs titres scolaires et non de leur capital économique) semble avoir, dans son opposition à la bourgeoisie proprement économique largement anglophone et liée au Parti libéral, trouvé dans le PQ son organe politique en réalisant une alliance avec les couches sociales identifiées à la nouvelle petite-bourgeoisie, composée des "travailleurs du langage".

Le paradoxe est qu'actuellement (ou à court terme) tout se passe comme si l'on ne pouvait se donner une "grande" culture (de "grands" écrivains, peintres, cinéastes) qu'à la condition de se doter d'une nouvelle classe dirigeante. L'ambivalence des intellectuels risque d'être d'autant plus grande qu'ils seront fortement sollicités et que, dans une telle entreprise, ils y trouveront leur profit.

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

ATELIER 3

SOUVERAINETÉ :  
BUREAUCRATISATION  
OU POUVOIR À LA BASE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[53]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 3**

“L’espace de la démocratie.”

Par Dorval BRUNELLE

Professeur, département de sociologie  
UQÀM

PRÉLIMINAIRE

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le titre du présent texte tire sa source de l'expression "espace aléatoire" utilisée par Philippe Ariès à l'occasion d'une entrevue accordée à l'hebdomadaire "Le Nouvel Observateur" [[68]](#footnote-68).

Pour Ariès, l’"espace aléatoire" circonscrirait cet ensemble de relations "non programmées" dans la société que "le monde moderne s'ingénie à remplir à supprimer".

L'expression est précieuse et c'est, dans une certaine mesure, afin d'en illustrer l'utilité et la pertinence que nous l'avons reprise et employée ici.

Précisons que nous n'entendons substituer la notion d’"espace de la démocratie" à celle d’"espace aléatoire", sinon tenter de circonscrire un certain mode d'existence de cet espace : si l'espace aléatoire englobe l'ensemble des relations "non programmées", celui de la démocratie n'en est qu'une variante, qu'un des possibles ; celui de la solidarité un autre, etc.

À la limite d'ailleurs, en dehors de toute expression sociale concrète, cet espace est individuel : c'est celui de l'individu libre contre tous les totalitarismes...

[54]

À ce titre, la notion d' "espace" désigne les fondements sur lesquels s'édifient les appareils sociaux, les fondements de la structuration politique et éventuellement, bureaucratique. Elle permet dès lors de saisir la matière première que tous les pouvoirs travaillent et modèlent, qu'ils s'approprient. Appliquée au contexte québécois des années soixante, cette démarche nous permettra d'illustrer comment, dans ce contexte, une forme bien particulière de participation impliquait - ou aurait impliqué, si elle avait joué - la destruction de la démocratie syndicale.

Il importe toutefois de préciser que cette approche ne doit pas laisser présupposer que les droits démocratiques qui composent la liberté formelle sont toujours en vigueur d'une part, qu'elle doit également s'attacher aux modalités d'exercice de ces droits dans une conjoncture sociale particulière de l'autre. C'est à cette double condition que l'expression peut servir à construire une critique du mode de fonctionnement et d'exercice des droits démocratiques dans un système capitaliste : en évitant de donner prise à une appréhension idéaliste du passé de la société capitaliste, elle sera susceptible de servir a fonder les voies d'une transformation vers l'extension de l'espace de la démocratie.

I) LA NOTION DE DÉMOCRATIE

La notion de démocratie a un statut complexe dans les sciences sociales : rares sont les chercheurs qui s'entendent sur sa définition, mais tous s'accordent pour en proclamer la nécessité. Une vaste enquête menée sur ce thème par 1'UNESCO à la fin des années quarante auprès d'universitaires, de savants, d'idéologues de tous ordres et de toutes les tendances [[69]](#footnote-69) est fort significative à cet égard. Il ressort en effet de cette étude, au-delà du kaléidoscope des interprétations diverses que l'on a pu apporter au terme même, que la démocratie est d'abord et avant tout un enjeu ; ceci étant établi, la notion désignera soit un certain mode de fonctionnement d'institutions qu'il importe de conserver à tout prix, soit au contraire le point de [55] ralliement d'une critique du fonctionnement des institutions existantes. En d'autres mots, la notion de démocratie sert ou bien à qualifier des institutions, ou bien à les disqualifier.

Pour illustrer la variété des points de vue, nous tirerons de l'ouvrage publié sous les auspices de 1'UNESCO les extraits des deux premières contributions, celle de Bettelheim et celle de Bober. Pour Bettelheim,

... dans ses formes sociales, la démocratie n'est pas et ne peut être absence d'oppression, sinon une certaine forme d'oppression ... L'on peut ainsi comprendre pourquoi un régime politique puisse être à la fois une dictature et une démocratie, comme l'est... la démocratie bourgeoise, qui est une démocratie pour les classes moyennes et une dictature pour le prolétariat [[70]](#footnote-70).

À quoi l'on peut répondre par la question soulevée par Bober, à savoir : s'il est vrai que la forme politique qui conviendrait le mieux au capitalise ce soit l'oligarchie, "pourquoi le capitalisme doit-il adopter une démocratie trompeuse avec un suffrage universel" [[71]](#footnote-71) ? Bober établit par la suite, à l'instar de Bettelheim, la distinction entre démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne et laisse en plan la question relevée ici.

À la vérité, la notion de démocratie est plus souvent qualifiée qu'expliquée comme telle ; ainsi, on parlera volontiers de démocratie directe par opposition à la démocratie représentative, de démocratie sociale par opposition à la démocratie parlementaire, de démocratie industrielle par opposition à la démocratie politique, ou encore de démocratie bourgeoise par opposition à la démocratie socialiste. Or, chacun de ces couples renvoie plutôt à un litige dans une conjoncture historique particulière qu'il ne désigne des institutions précises.

[56]

Ainsi, par exemple, Lénine et Trotsky se sont fait les défenseurs de la démocratie directe et ont privilégié ce mode d'expression tel qu'il pouvait s'exercer dans l'institution populaire des Soviets ; Rosa Luxemburg pour sa part, avait alors élaboré une critique de cette prise de position en alléguant, en particulier, que l'exercice de la démocratie ne pouvait se passer d'institutions comme la liberté de presse et d'opinion, le suffrage universel, etc. [[72]](#footnote-72). Poursuivant son raisonnement, Rosa Luxemburg relevait que la mise au rancart du "lourd mécanisme des institutions démocratiques" comme le qualifiait Trotsky [[73]](#footnote-73) avait pour conséquence d'ouvrir la voie au pouvoir de la bureaucratie :

"Sans élections générales, sans une liberté de presse et de réunion illimitée, sans une lutte d'opinion libre, la vie s'étiole dans toutes les institutions publiques, végète et la bureaucratie demeure le seul élément actif. [[74]](#footnote-74)

Cette question n'est pas si éloignée de nos préoccupations présentes qu'elle ne puisse servir de point de départ pour interroger le fonctionnement de nos institutions et les critiquer. Ainsi, Nicos Poulantzas a, dans une entrevue récente au cours de la quelle il a esquissé les grands thèmes de son dernier ouvrage, évoqué dans ces termes les enjeux autour du problème du "dépérissement de l'État" dans la théorie marxiste :

"Il s'agit de se situer dans une perspective globale de dépérissement de l'État, perspective qui comporte deux processus articulés : la transformation de l'État et le déploiement de la démocratie directe a la base. C'est la désarticulation, [57] de ces deux démarches qui a donné lieu à une scission sous la forme des deux traditions (celle de Lénine et celle de Rosa Luxemburg, D.B.), scission dont on connaît les résultats" [[75]](#footnote-75).

Nous voudrions, dans les pages qui suivent, chercher à éclairer quelque peu le débat sur ces questions en tentant de montrer la place qu'occupe la démocratie dans une société de classes et à situer la lutte contre la démocratisation dans le processus de structuration de l'État capitaliste. C'est ainsi qu'à rebours de Poulantzas, nous chercherons à montrer qu'il n'y a pas deux processus mais bien un seul processus, une seule confrontation, celle entre la démocratie - sans qu'il soit besoin de distinguer pour le moment entre les formes de démocratie - et la bureaucratisation. Nous voudrions montrer que l'État capitaliste en particulier est une forme de légitimation d'une bureaucratisation des contradictions sociales en général et de la contradiction entre capital et travail en particulier. Dans ces conditions, loin d'occuper un champ laissé libre ou ouvert par la marginalisation des divers processus démocratiques, comme le laisse entendre Rosa Luxemburg elle-même, la bureaucratisation apparaîtra comme un processus de récupération et de mise en veilleuse du libre exercice des "droits" démocratiques.

En d'autres termes, cela signifie simplement que la bureaucratisation est à la fois une structuration administrative d'un ensemble ou d'un faisceau de pouvoirs politiques et l'implantation de ce type particulier d'idéologie "objectiviste" propre au mode de fonctionnement [[76]](#footnote-76). À cet égard, la bureaucratisation n'est ni la panacée d'un système capitaliste "en voie de socialisation", ni non plus une simple excroissance aberrante de ce système mais, plus prosaïquement, un mode spécifique de structuration qui opère [58] sous couvert de démocratisation et qui est en tout point calquée sur le mode de fonctionnement et de structuration propre aux entreprises capitalistes.

À cet égard, la bureaucratie telle qu'on l'entend en système capitaliste n'est que la réponse politique à la liberté civile propre à ce mode de production. Et ce n'est pas le moindre paradoxe, dans ce cas précis, que cette reproduction sur une plus grande échelle puisse apparaître comme ce qu'elle n'est nullement, c'est-à-dire plus sociale, plus démocratique, alors qu'elle ne sert, au départ comme à l'arrivée, qu'à contrer, qu'à récupérer ou à faire taire les poussées des revendications sociales. En ce sens, l'espace de la démocratie ne renvoie pas à un univers déjà délimité ou déjà circonscrit, non plus qu'à un champ inoccupé que s'approprie l'État, mais il désigne plutôt l'ensemble des pratiques démocratiques qui a cours dans une société à un moment donné, pratiques qui, en tant qu'elles sont autonomes et non-appropriées par l'État, constituent autant d'enjeux pour les appareils de l'État dans la mesure même où l'exercice de ces pratiques met en cause ou risque de mettre en cause les institutions existantes. À cet égard, la pratique de la démocratie constitue bel et bien une critique de l'État lui-même, de son fonctionnement et de sa structure bureaucratique.

Or, dans la mesure même où il s'approprie progressivement et inéluctablement la totalité de l'espace de la démocratie grâce à la mise sur pied d'appareils oligarchiques dans des domaines aussi divers que la santé, l'éducation ou le bien-être, l'État capitaliste tend évidemment à dissoudre cet espace là où il s'exerce encore, à l'effacer là où il resurgit.

Nous chercherons ainsi à montrer en quoi la bureaucratisation, loin d'être une simple "tendance", est inscrite dans le fonctionnement même du système capitaliste dont c'est une des caractéristiques essentielles de fonder une pratique oligarchique sous couvert d'une idéologie démocratique. Pour ce faire, nous nous pencherons sur la question de la planification et plus particulièrement de l'incidence de la participation sur la démocratie syndicale au Québec dans les années soixante.

[59]

II) ÉCONOMIE CONTINENTALE  
ET DÉPENDANCE

Après avoir connu, dans la foulée de la Deuxième Guerre et à l'occasion d'une substitution de métropole, une phase d'autonomie relative, la politique canadienne des années cinquante apparaît par comparaison essentiellement comme une participation active non seulement à la mainmise américaine sur l'économie canadienne, mais également a l'établissement d'une stratégie commune de protection et de défense de ce nouveau continentalisme contre toute forme de menace "extérieure". À cet égard, le réaménagement des stratégies d'approvisionnement en ressources naturelles pour les besoins de la croissance de l'économie américaine tel qu'il a été élaboré dans le fameux Rapport Paley publié en 1952 [[77]](#footnote-77) et ses effets sur le type de croissance de l'économie au Canada sont inséparables de la mise en place d'une tactique de défense commune aux deux pays et de la "participation" du Canada au système de défense nord-américain connu sous le nom de N.O.R.A.D. [[78]](#footnote-78)

Bien sûr, la subordination économique du Canada n'est pas un phénomène nouveau, non plus que l'extrême dépendance de sa structure industrielle sur cet approvisionnement des marchés extérieurs en richesses naturelles [[79]](#footnote-79), mais ce qui diffère dans les circonstances de l'après-guerre, c'est essentiellement le degré de dépendance qui sera visé et atteint avec la mise en place d'un véritable système continental unifié et touchant aussi bien les niveaux [60] économique, politique, militaire qu'idéologique et culturel de la vie sociale [[80]](#footnote-80).

Ainsi, l'économie canado-américaine constitue à la fin des années cinquante le système bilatéral intégré le plus important au monde : entre 1955 et 1960, les capitaux américains placés au Canada augmenteront de $10 à près de $17 milliards de dollars par an [[81]](#footnote-81) tandis que, sur la même période, les fonds - sous formes d'intérêts, de dividendes, etc. - qui retraversent la frontière vers les États-Unis passent du demi-milliard à plus d'un milliard de dollars par an en cinq ans à peine [[82]](#footnote-82).

Or, le développement de cette économie continentale appelle la création de structures communes et c'est ainsi que, en 1957, deux organismes privés, l'un américain - the National Planning Association -, l'autre canadien - the Private Planning Association of Canada - mettent sur pied le Canadian American Committee. Ce Comité s'est donné pour rôle "d'étudier les problèmes surgissant de l'interdépendance croissante entre le Canada et les États-Unis" [[83]](#footnote-83).

Bien sûr, le C.A.C. se veut "apolitique" et, en dehors des travaux et recherches publiés régulièrement sous ses auspices, il se contente d'émettre des communiqués sur des questions d'intérêt général - les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis, par exemple - ou d'intérêt plus conjoncturel [61] - la politique économique de la Banque du Canada, par exemple.

Néanmoins, on peut prendre une autre mesure de l'importance du Comité si l'on se penche plutôt sur sa composition que sur ses déclarations d'intentions ; d'une part le Comité est constitué d'une "représentation" à peu près égale, couvrant toutes les régions des deux pays, ses soixante (60) membres sont choisis parmi les représentants en vue des milieux des affaires, des syndicats, de l'agriculture, ainsi que parmi les "leaders professionnels" [[84]](#footnote-84) ; d'autre part on retrouve, parmi ses membres, à côté des neuf représentants des milieux syndicaux [[85]](#footnote-85), les présidents ou vice-présidents des entreprises suivantes : la banque de Nouvelle-Ecosse, Consolidate Paper Corporation Ltd, Metropolitan Life Insurance Co., General Trust of Canada, Mac Millan Bloedel and Powell River Co., le Canadien National, Sears Rowbuck and Co.-, Lukens Steel International, International Harverster Co., the Consolidated Mining and Smelting Co., Dupont of Canada, Scott Paper Co., Continental Oil Co., Aluminium Co. of Canada, the First National Bank of Chicago, Ford Motor Co. of Canada, the Canadian Bank of Commerce, General Dynamics Corp., Minneapolis-Honeywell Regulator Co., Crown Zelleberbach Corp., Impérial Oil Ltd, the Procter and Gamble Co. of Canada, et Winton Lumber Co.

Dans ces conditions, la profession de foi au sujet de la neutralité politique du C.A.C. évoquée ci-dessus prend une tout autre signification ; en réalité, c'est précisément par le biais de l'approche sectorielle et grâce à l'utilisation de la "rationalité" économique appliquée dans un schéma continental que le Comité est arrivé à élaborer les "autre principes ou conditions" qui devraient régir les rapports entre les deux pays. Il s'agit, dans l'ordre : premièrement, de faire valoir les avantages de l'interdépendance ; deuxièmement, de sauvegarder et de valoriser cette complémentarité ; troisièmement, de conserver et de développer les mécanismes de consultation entre les deux pays dans tous les domaines où des frictions sont susceptibles de naître ; quatrièmement, enfin, d'évaluer tout particulièrement les politiques [62] gouvernementales qui seraient susceptibles d'avoir quelque effet contraire aux intérêts "supranationaux" [[86]](#footnote-86).

Chacun de ces principes ou conditions vise à prévenir l'émergence de problèmes dans cinq domaines d'intérêt commun bien spécifiques, à savoir : 1. celui de la sécurité nationale de chacun des deux pays où l'on fait valoir la similitude de positions face à la guerre froide ; 2. celui de la souveraineté nationale des deux pays où l'on évoque spécifiquement les questions de l'extraterritorialité des lois américaines dans leurs effets sur les succursales canadiennes et les échanges commerciaux du Canada avec Cuba ; 3. celui de l'isolement économique ; 4. celui des nouvelles formes d'intervention de l'État dans les secteurs privés de chacun des pays ; 5. celui de 1'epdtension des mécanismes de consultation entre les deux pays [[87]](#footnote-87).

Le Comité entend ainsi défendre la complémentarité économique, militaire et politique d'un "marché commun" canado-américain :

"Alors que les nations de l'Europe de l'Ouest cherchent en vain, à démanteler les obstacles séculaires qui entravent la libre circulation des marchandises et des capitaux d'une économie à l'autre, le Canada et les États-Unis ont atteint des niveaux de vie et un degré de richesse nationale inégalés grâce en partie à la flexibilité et à l'efficacité émanant d'un marché commun de capital anonyme, et qui est, dans une large mesure, passé inaperçu" [[88]](#footnote-88).

Il est pour lors assez intéressant de relever qu'à l'occasion d'une analyse commanditée par le Comité et portant sur le gaz naturel et son approvisionnement, l'auteur conclut :

[63]

"À la vérité, nous pouvons aller jusqu'à dire qu'une fois établies des dispositions en matière d'exportation, celles-ci doivent être renouvelées régulièrement et sans aucune condition" [[89]](#footnote-89).

C'est ainsi que, d'étude en étude, de communiqué en communiqué, l'approche du Comité se précise : l'économie continentale doit être établie et maintenue sans qu'intervienne aucun changement dans les rapport de forces entre les deux pays en présence sinon, bien au contraire, en accroissant les liens de domination-subordination donnés au départ. Le Canada doit demeurer le fournisseur de ressources naturelles exploitées par le capital américain et, à cette fin, la politique canadienne doit éviter toute tentation interventionniste dans l'économie.

III) DÉPENDANCE ET PARTICIPATION

Comment comprendre, dans ces circonstances, l'émergence d'une stratégie politique d'un type nouveau avec l'éclosion de la "Révolution tranquille" au Québec au début des années soixante ? Est-ce que la planification et l'intervention plus systématique de l'État dans l'économie n'allaient pas à l'encontre de la "philosophie" économique défendue notamment par le Canadian American Committee ? Dans ces conditions comment a-t-on pu concilier des intérêts aussi divergents et éviter à tout le moins un affrontement ? Comment est-on parvenu à rallier - tacitement en tout cas - ces mêmes intérêts autour d'un projet qui risquait de remettre en cause les relations entre les deux économies ? La réponse à cette question passe par l'étude de la nature de l'intervention de l'État québécois dans l'économie et, plus spécifiquement, par l'analyse de l'organisme responsable de la théorisation de cette approche. À cet égard, le Conseil d'Orientation économique du Québec occupe, dans la conjoncture politique et économique des années soixante, une place névralgique : non seulement le Conseil avait-il pour mission de faire des études susceptibles d'éclairer le Conseil des ministres, mais il a surtout, [64] dans les faits, été proposé un ensemble de mesures dont on peut saisir l'ampleur quand on établit la liste des organismes ou initiatives mises en place à partir des recommandations qu'il a faites : ce sont, par exemple, la nationalisation de 1'Hydro-Québec, la création de la Société générale de financement, l'implantation d'une sidérurgie, celle de la régie des rentes, de la Caisse de dépôt, etc.

Or, c'est vraisemblablement moins sur la fonction déclarée de ces mesures - planifier le développement de l'économique québécoise - que sur leur fonction effective ou concrète qu'il faut se baser pour saisir l'articulation entre les responsabilités nouvelles assumées par l'État québécois et le respect ou le non-respect des priorités et des besoins de croissance de l'économie américaine.

En premier lieu - et dans la perspective continentale développée par le Canadian-American Committee c'est l'élément essentiel - le C.O.E.Q. fonctionnait à l’intérieur du cadre constitutionnel du partage des pouvoirs entre le Dominion et les provinces et se trouvait ainsi à respecter les relations de domination-subordination propre aux échanges entre l'économie canadienne et l'économie américaine [[90]](#footnote-90). En second lieu, le Conseil, en tant qu'institution publique, opérait sur le modèle même des organismes privés - comme le Canadian Camerican Committee lui-même - et cela ne signifie pas seulement que ses membres étaient cooptés en vertu de leur provenance selon divers milieux et en fonction de leurs "capacités" en tant que leaders ou de leur crédibilité dans ces milieux, mais également que cette participation devait se faire ou s'établir sur la base d'une "rationalité scientifique" et qu'en conséquence [65] elle n'avait rien â voir avec une quelconque participation prétendument démocratique, bien au contraire.

En effet, le parallèle entre l'approche "privée" et "publique" de la planification et de la participation dans le cadre du Canadian-American Committee et du Conseil d'Orientation respectivement fait état d'une convergence d'intérêts qui se traduit d'un côté par la défense inconditionnée de l'entreprise privée, de l'autre par un soutien indéfectible à cette institution de l'entreprise privée malgré l'intervention de l'État dans l'économie.

Or, puisque la critique de l'entreprise privée risque surtout d'émerger surtout des syndicats, il est assez significatif que, malgré la présence de syndicalistes en son sein [[91]](#footnote-91) le Conseil ait cru devoir se pencher sur le mouvement syndical et proposer des mesures susceptibles de contribuer a l'intégrer aux priorités et aux stratégies de croissance de l'entreprise privée dans le contexte nord-américain mises de l'avant par lui [[92]](#footnote-92). Le Conseil propose â cette occasion l'incorporation du mouvement syndical à la croissance capitaliste grâce au développement de la "conscience salariale" aux dépens de l'émergence d'une "conscience de classe" [[93]](#footnote-93) et grâce à la restructuration du mouvement syndical de manière à ce qu'il serve désormais de courroie de transmission des priorités gouvernementales et non plus de critique ou d'opposant éventuel a ces politiques.

Néanmoins, il importe d'indiquer qu'en définitive l'action du Conseil n'est pas allée au-delà de la restructuration des rapports entre l'État et l'économie et qu'elle n'a pu déboucher sur cette perspective de la planification économique qui est annoncée au départ. Sous cet angle, l'action du [66] Conseil n'a pas eu de suite puisque l'organisme se saborde en 1968 pour être remplacé d'abord par l'Office de Planification puis par l'Office de Planification et de Développement du Québec (O.P.D.Q.) en 1969. Or, parmi les six causes qui, selon Roland Parenteau [[94]](#footnote-94) constituent les "obstacles à la planification au Québec", deux méritent d'être retenues ici, à savoir le "partage des pouvoirs économiques entre deux niveaux de gouvernement" d'une part, la "perméabilité de l'économie québécoise aux influences étrangères" d'autre part.

Il suit de ceci que, si l'accommodement entre la dépendance économique à l'endroit des États-Unis et la participation dans le cadre du réaménagement des rapports entre l'économie et l'État au Québec au début des années soixante a été possible, cet accommodement a été de courte durée et n'a de surcroît jamais accouché d'une véritable planification. Pourquoi ? Précisément parce que cette planification est élaborée ailleurs et, en particulier au sein d'organismes privés, qui agissent en tant que porte-parole des intérêts du capital des monopoles. Dans ces circonstances, il demeure toujours possible de rationaliser la dépendance comme le fait l'État canadien, voire même de rationaliser l'intervention directe de l'État dans une économie dépendante comme l'a fait le Conseil d'Orientation économique, mais dans un cas comme dans l'autre, ces rationalisations doivent opérer à l'intérieur des contraintes posées par la croissance d'une économie continentale.

Pour le C.O.E.Q. toutefois, ces contraintes ont été telles qu'elles l'ont amené à se saborder. Ces contraintes, ce sont : premièrement l'institution de l'entreprise privée et l'économie politique traditionnelle qui élabore les "lois" de la croissance capitaliste ; deuxièmement la protection et la défense d'un marché continental et l'aplanissement de toute forme d'entrave à l'extension et a l'approfondissement d'un tel marché. C'est en ce sens que la critique socialiste et le nationalisme économique constituent des menaces qui risquent d'entraver le raffermissement des liens entre les économies [67] canadienne et américaine. Et c'est en vue de conjurer une telle menace qu'il importe, toujours et partout, de coopter les représentants ou délégués qui sont susceptibles, à cause de leur ascendant sur les organisations syndicales ou populaires, de faire taire toute poussée démocratique et la critique des institutions oligarchiques qui l'alimente.

C'est en ce sens que la réduction de l'espace de la démocratie est seule conciliable avec le système capitaliste et que la rationalisation bureaucratique des contradictions sociales produites par un tel système demeure la seule garantie de son extension et de son approfondissement. C'est également ce qui permet de saisir la profonde ambivalence d'un système qui paraît à la fois avoir été plus démocratique, et le devenir davantage d'année en année grâce à l'opération de l'idéologie bureaucratique qui pose son intervention comme une prise en charge de revendications démocratiques.

CONCLUSION :  
POURQUOI LA NOTION D'ESPACE ?

L'exemple du développement d'une véritable économie continentale illustre l'extension inéluctable d'un nouvel "espace" économique qui tend à absorber et à dissoudre d'autres "espaces" qui n'existent dans le processus de consolidation de ce continentalisme, comme autant d'entraves d'ordre social, politique ou culturel. L'extension de cet espace économique dissout aussi bien la "nation" canadienne, qu'elle tendrait à dissoudre la conscience syndicale pour peu qu'il y aurait relâchement dans l'exercice de la démocratie syndicale.

L'expression "espace de la démocratie" recouvre ainsi un ensemble de pratiques et de critiques qui consolident l'exercice de droits démocratiques dans le cadre de certaines institutions. Il ne s'agit dès lors pas uniquement de droits qui garantissent des élections libres, par exemple, mais d'un ensemble de pratiques qui garantissent cette liberté et la survie de ces droits en tant que tels : que seraient ainsi des élections "libres" sans liberté d'opinion ? Une participation, sans information ? Etc.

[68]

En d'autres mots, cet espace forme un tout qui n'est pas susceptible d'être décomposé en un nombre déterminé de droits, non plus qu'en un nombre déterminable de pratiques ; néanmoins, cet espace est réduit par la limitation apportée à des droits ou à des modalités d'exercice de droits spécifiques.

C'est en ce sens que l'extension d'une économie continentale et la bureaucratisation des rapports sociaux tient en échec et tente constamment de réduire l'espace de la démocratie parce que cet espace regroupe, en système capitaliste, l'ensemble des pratiques qui fondent la solidarité sociale et la critique du système lui-même, pratiques et critiques qui risquent de mettre ce système en échec et de le retourner contre lui-même, de remettre en cause sa "rationalité" et son contrôle oligarchique. À cet égard, la notion d'espace de la démocratie, qui regroupe aussi bien la pratique de la solidarité de classe et la critique du système capitaliste qui alimente ces pratiques permet de repérer le sens, la portée et la fonction des attaques parcellaires ou morcelées entreprises par la classe des propriétaires ou en son nom contre ces pratiques et ces critiques et ce, quel que soit le front ou l'instance a partir de laquelle cette lutte est menée c'est-à-dire qu'il s'agisse d'économie, de politique ou d'idéologie.

En ce sens, il faut bien voir, comme nous l'avons souligné en début de texte, que l'incorporation du mouvement syndical n'est pas une priorité en soi dans le cadre d'une rationalisation de l'économie capitaliste mais qu'elle le devient à partir du moment où le mouvement fonctionne de manière démocratique d'une part et que cette démocratie s'alimente d'une critique d'un système oligarchique d'autre part. Pour le capitaliste, il y a alors bel et bien deux "fronts" ou deux brèches qu'il faut colmater : l'exercice de la démocratie qui doit être détournée de ses fins sociales pour servir des fins économiques ; la critique du système capitaliste qui doit être discréditée grâce au développement de la "rationalité" - science - économique. Pour les classes opprimées toutefois, ces deux "fronts" sont inséparables : ils constituent la double condition susceptible de fonder une libération sociale effective.

[69]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 3**

“La participation,  
support à la bureaucratie  
ou pouvoir des citoyens ?”

Par Jacques GODBOUT

INRS-urbanisation

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#tdm)

L'acquisition de la souveraineté nationale aura-t-elle pour effet d'accroître les tendances techno-bureaucratiques de la société québécoise ? N'étant pas futurologue ce n'est pas sans difficulté que j'ai essayé de répondre à la question qui m'était posée. Traditionnellement, la théorie sociologique a établi des liens entre la société industrielle et la bureaucratie (Weber), entre le capitalisme et la bureaucratie (Marx) ; mais je vois mal en quoi un mouvement nationaliste, surtout si c'est un mouvement populaire, aurait pour conséquence logique directe une accroissement de la bureaucratie. C'est donc indirectement, c'est-à-dire, pour employer le jargon sociologique, par le biais de "variables intermédiaires" que pourrait exister un lien entre les deux phénomènes. Ainsi l'accession à la souveraineté supprimant un échelon de gouvernement, on pourrait déduire que cela entraîne une diminution de la bureaucratie, entendue au sens des mécanismes intermédiaires reliant l'État et les citoyens. Par contre une approche culturelle arriverait à la conclusion contraire : les québécois étant francophones c'est grâce aux institutions anglo-saxonnes décentralisées et à leur culture "grass roots" que nos tendances bureaucratiques ont été contenues jusqu'à maintenant ; l'accession à la souveraineté libérerait ces tendances culturelles vers la bureaucratie "à la française". Personnellement les explications de type culturel me laissent la plupart du temps insatisfait, même si parfois elles sont pertinentes : on se comporte de telle façon parce qu'on a tendance à le faire ... Telle est, souvent, "l'explication" culturelle. Enfin, si on adopte l'approche marxiste classique, la variable intermédiaire, ce serait le système capitaliste, La bureaucratie est l'instrument de la bourgeoisie ; supprimer la bourgeoisie c'est éliminer la bureaucratie. Donc l'acquisition de la souveraineté supprimerait la bureaucratie si le peuple [70] québécois adopte le système socialiste ; l'indépendance ne modifierait pas grand'chose si c'est pour donner plus de pouvoir â la "bourgeoisie nationale". Si on peut comprendre que Marx - pour qui le seul exemple de société gouvernée par les ouvriers et leurs représentants a été la Commune de Paris - ait pu penser que la bureaucratie se laisserait aussi facilement remplacer après le Grand Soir, une telle foi n'est plus possible aujourd'hui : toutes les expériences connues de prise de pouvoir par la classe ouvrière au XXe siècle ont montré le contraire.

Est-ce à dire que les tendances techno-bureaucratiques sont inéluctables et que leur accentuation correspond à une nécessité fonctionnelle de la société industrielle ? Je ne le crois pas. Mais avant d'expliquer pourquoi il me faut préciser ce que j'entends par bureaucratie et technocratie.

I) BUREACRATIE ET TECHNOCRATIE

Au sein d'un système de démocratie représentative (par hypothèse je suppose qu'il sera conservé en cas de souveraineté ...) et pour n'en rester qu'au secteur public (à la société politique) la bureaucratie naît, se développe, se nourrit de la distance entre les gouvernants et les gouvernés, entre l'État et les citoyens. La bureaucratie n'est pas d'administration publique, mais bien plutôt le fait que des membres de l'administration publique exercent un pouvoir qui repose sur la connaissance et l'application des règles de fonctionnement créées par eux et qu'ils sont seuls à contrôler, que de la sorte ils imposent à leur clientèle des décisions qui, du point de vue de cette clientèle sont arbitraires. Quant à la technocratie, c'est aussi l'exercice d'un pouvoir [[95]](#footnote-95) qui repose cette fois sur une connaissance d'expert dans un domaine, [71] et non pas sur la connaissance des règles de fonctionnement de l'organisation. Dans le cas de la technocratie la source du pouvoir est donc en partie extérieure à l'organisation, à l'administration. Dans les deux cas, c'est l'exercice d'un pouvoir "illégitime" par l'administration publique. C'est le fait, pour un appareil mandaté pour l'exécution, d'exercer un pouvoir politique en se basant sur les connaissances des règles internes du système ou sur les connaissances techniques dans le domaine [[96]](#footnote-96). L'appareil administratif exerce un tel pouvoir, déborde ainsi dans d'autres champs que son champ légitime parce que la société le veut bien. C'est dire que je ne partage pas la théorie d'un développement nécessaire de la bureaucratie et de la technocratie qui serait lié à la société moderne, complexe, exigeant une super-compétence pour être dirigée. Les codes des sorciers, dans les sociétés traditionnelles, sont aussi difficiles à interpréter que l'analyse coût-bénéfice, le PPBS, la méthode des scénarios, et autres gadgets organisationnels qui ne sont que des instruments, parfois utiles, mais dont l'enjeu réel est le contrôle de l'information pour l'exercice du pouvoir par certains acteurs dans une organisation. Ce n'est pas une nécessité du système, mais un résultat de l'absence de démocratie, d'un choix de la société. Cela ne signifie pas qu'il faille nier l'importance de l'intelligence, de l'expérience, de la connaissance, du know-how dans la pratique de la prise de décision.

Mais dans le phénomène bureaucratique et technocratique, il est question de décision de l'appareil d'exécution, reposant sur une certaine connaissance du système, mais débordant son mandat. Je sais que certaines réformes sont impossibles sans une compétence administrative, que cette compétence administrative est variable selon les sociétés, qu'il faut avoir les moyens de [72] de sa politique, comme on dit. Mais, précisément, j’affirme que les moyens peuvent demeurer des moyens, qu'il s'agit là d'un choix de la société et de ses membres, d'un choix du système social [[97]](#footnote-97). Ce choix est bien sûr influencé par plusieurs facteurs structurels, socio-économiques, institutionnels, dont il faut maintenant parler pour répondre à la question posée.

II) LA PARTICIPATION

En particulier, un des facteurs, une de ces conditions, une alternative aux tendances vers le contrôle bureaucratique serait, selon le texte de présentation de l'atelier, la participation. Or nos observations de nombreuses expériences de participation nous ont amené à une conclusion fort différente, et parfois inverse : dans la plupart des cas la participation a été un support à la bureaucratie, un moyen pour augmenter ou pour exercer le pouvoir technobureaucratique et professionnel au détriment des citoyens, des usagers, de "ceux qui sont affectés" par les décisions des organisations, pour employer une expression qu'affectionnent particulièrement les participationnistes. C'est ce que je vais maintenant montrer.

La notion de participation [[98]](#footnote-98) prend son sens à l'intérieur des différentes théories de la démocratie de représentation qui, de Rousseau à ceux qu'on a appelés récemment les "démocrates radicaux", se sont historiquement divisées en deux branches selon l'importance que la théorie accordait à la participation des citoyens. Pour Rousseau, Mill, Tocqueville, Cole, la participation est à la fois une condition de fonctionnement de la démocratie et une mesure de son existence : plus il y a participation de plus de citoyens à plus [73] de décisions, plus il y a démocratie. Inversement, pour les tenants de l'école "réaliste", ou de la "démocratie élitiste", on a le choix entre l'efficacité et la participation. Michels (1913) et Pareto ont développé cette théorie (la circulation des élites, et la "loi d'airain de l'oligarchie") ; après la dernière guerre mondiale Schumpeter et, ultérieurement, Lipset, aux États-Unis, ont développé l'idée que le peuple doit se contenter de choisir ses représentants, de choisir les gouvernants, non seulement pour des raisons d'efficacité, mais aussi parce que les citoyens sont généralement apathiques et ne veulent rien faire d'autre, et enfin parce que s'ils participaient au-delà du choix des représentants, ce serait une menace à la démocratie : en effet Lipset a découvert que le peuple avait des tendances autoritaires, non démocratiques. L'exercice du pouvoir par l'élite libérale est donc la meilleure sauvegarde de la démocratie. Cette théorie de la participation minimum (limitée au choix des élites) a atteint son apogée aux États-Unis au début des années cinquante, avec le maccarthysme. Ensuite, le mouvement de pendule a de nouveau oscillé dans le sens d'une participation plus grande, au début des années soixante. De nouveau les théoriciens ont montré la nécessité de réduire le fossé entre l'administration et les citoyens, de diminuer 1'alinéation, de lutter contre l'inefficacité bureaucratique. "Il ne suffit pas de voter tous les quatre ans" a constitué le nouveau slogan de la nouvelle démocratie de participation qui, durant les années soixante et encore aujourd'hui, a donné lieu à un mouvement important et a des expériences nombreuses un peu partout, et notamment au Québec. La participation c'est donc un mouvement et, éventuellement, de nouvelles structures, de nouvelles institutions qui visent à augmenter le rôle des gouvernés par rapport aux gouvernants, au-delà du droit de vote et de la pure démocratie de représentation.

Nous avons analysé plusieurs de ces expériences au Québec [[99]](#footnote-99) et nous avons constaté, dans la plupart des cas - je reviendrai plus loin sur les expériences marginales - les faits suivants [[100]](#footnote-100) :

[74]

- Ces expériences n'ont pas pour origine une "demande" de la base mais une "offre" de l'organisation ; c'est un mouvement de l'organisation vers sa clientèle, des gouvernants vers les gouvernés, et non pas l'inverse ;

- Ce mouvement établit une nouvelle relation entre les gouvernants et les gouvernés qui fonctionne sur le mode consensuel ; à plusieurs reprises on a constaté que la participation était un substitut au groupe de pression, le mode oppositionnel ;

- Ces expériences constituent une demande de mobilisation en faveur de l'organisation, une demande de collaboration des usagers ; parfois même on leur fait remplir certaines tâches précises. Dans ces expériences la participation n'est donc pas un "cadeau" des gouvernants aux gouvernés, comme les gouvernants le présentent souvent lorsqu'ils affirment ne pas comprendre pourquoi les citoyens participent aussi peu... Cette demande de mobilisation est accompagnée d'une offre d'une éventuelle influence sur l'organisation.

- On constate que non seulement les participants n'ont pas de pouvoir, mais que dans les cas ou on a pu comparer, ils exercent moins d'influence sur l'organisation que lorsqu'ils existent en groupes de pression, c'est-à-dire dans une relation plus traditionnelle avec l'organisation. Incidemment cette formule s'adresse le plus souvent à des citoyens qui ont déjà très peu de pouvoir.

- Sur le plan structurel, la structure consultative constitue un mécanisme privilégié des expériences de participation. La mobilisation en faveur de l'organisation est souvent une condition pour accéder à ces structures de consultation.

[75]

Enfin la caractéristique la plus importante de ces expériences de participation, caractéristique qui les distingue d'autres expériences que je décrirai plus loin, c'est qu'elles sont toutes rattachées à la structure opérationnelle de l'organisation, c'est-à-dire à sa structure d'exécution, techno-bureaucratique et professionnelle qui, théoriquement, est au service de la structure de représentation. Parce que ces structures sont rattachées aux employés de l'organisation, ces expériences de participation constituent un détournement par rapport au mouvement de participation que je décrivais au début : au lieu d'aller au-delà de la démocratie de représentation, de lui être complémentaire, de la renforcer par une plus grande mobilisation de plus de citoyens, au lieu d'aller "au-delà du vote à tous les quatre ans", ces expériences de participation renforcent au contraire la structure technobureaucratique et professionnelle, la structure opérationnelle (où précisément se développe le pouvoir bureaucratique et technocratique). Ces expériences tendent même (on l'a constaté) souvent à remplacer la structure de représentation et le mécanisme d'élection des gouvernants par l'ensemble des citoyens ou des membres d'une organisation par ce nouveau mécanisme de relation de l'organisation avec sa clientèle que constitue la participation. Or ce mécanisme est contrôlé par les employés de l'organisation, et non pas par ses représentants élus. Cette nouvelle structure consultative reliée directement à la structure opérationnelle de l'organisation instaure donc un lien direct entre les professionnels, les employés et les usagers (ou les citoyens), fournissant ainsi aux professionnels une source de légitimité autonome, indépendante de la structure de représentation dont pourtant théoriquement, ils dépendent, ils sont les exécutants. À cause de son rattachement à la structure opérationnelle la participation ne renforce donc pas les structures démocratiques mais le pouvoir technocratique en lui fournissant une légitimité pour définir les objectifs même de l'organisation et les besoins de la clientèle [[101]](#footnote-101), légitimité que, sans cette structure, les représentants élus, [76] les gouvernants détiennent. Si cette tendance se développe on en arrive â supprimer toute dynamique externe à la structure opérationnelle, â supprimer les droits et les pouvoirs du citoyen en tant que citoyen et, par exemple et â la limite, à remplacer le mécanisme de l'élection au suffrage universel des gouvernants par une sélection sur concours des députés et des ministres en fonction de leur "compétence législative". Mutatis mutandis on a constate 1’existence de tels phénomènes dans certaines expériences de participation.

Source de légitimité et mécanisme de feedback, la structure de participation permet donc de réaliser pleinement le pouvoir technocratique et professionnel ; elle est le complément institutionnel logique d'une société qui serait entièrement dominée par ses producteurs.

La participation n'est donc pas nécessairement une alternative aux tendances techno-bureaucratiques existant dans une société. On voit au contraire qu'elle peut en être le support structurel. Il faut toutefois ajouter que la plupart du temps, cela ne se réalise pas sans difficulté ; d'abord parce que, lorsque la structure de représentation existe et détient le pouvoir formel, elle résiste à cette tentative et parvient souvent à conserver le contrôle. Mais aussi parce que, la plupart du temps, les tentatives de mobilisation échouent rapidement : les citoyens mobilisés, constatant leur absence de pouvoir, se retirent du processus ou contestent et se transforment alors en groupes de pression "classiques". Ce qu'il faut retenir jusqu'à maintenant, c’est que lorsqu'une expérience de participation est rattachée à la structure opérationnelle de l'organisation son principal rôle est de renforcer la technostructure. Mais il ne s’agit pas la d'une tendance inhérente au mouvement de participation qui, on l'a vu, visait au départ à accentuer la démocratie, le pouvoir et le rôle des gouvernés. Et on a constaté que certaines expériences allaient dans ce sens originel d'un mouvement de dépassement de la démocratie de représentation, de l'établissement éventuel d'un nouvel équilibre entre les gouvernants et les gouvernés, de la constitution d'un support non pas à la structure opérationnelle, mais a la dynamique autonome des citoyens et des clients d'une organisation. En fait lorsque la participation (c'est-à-dire la tentative d'accroissement de la mobilisation des citoyens dans une organisation) est rattachée à la structure de représentation et non pas à la structure opérationnelle, elle tend [77] alors à renforcer le pouvoir des instances de représentation. Ainsi, dans un C.L.S.C., les comités consultatifs de citoyens qui ont été créés sont rattachés au conseil d'administration du C.L.S.C. et ne peuvent être dissouts que par lui. Ce sont des structures d'expression des besoins des usagers, transmis au conseil d'administration, ce qui a pour effet d'augmenter son pouvoir sur le C.L.S.C. et sa structure opérationnelle, c'est-à-dire ses employés. La participation contribue ainsi à l'existence d'une dynamique autonome différente de celle des professionnels et des employés du C.L.S.C., dynamique qui permet aux intérêts des usagers, objectivement différents de ceux des professionnels et des employés, de s'exprimer et de se confronter avec ceux des employés [[102]](#footnote-102). Les organismes populaires fournissent aussi des exemples intéressants à la mobilisation, dans le cadre d'une structure de représentation de type coopératif, joue un rôle important pour donner le contrôle de l'organisation aux usagers. Lorsque la participation est rattachée aux représentants élus, sa signification est donc très différente. Elle constitue alors un canal permettant l’expression des besoins et, â ce titre, elle peut être considérée commune une innovation institutionnelle importante, en ce qu'elle distingue, à l'intérieur des instances de représentation, une structure de décision d'une structure d'expression des besoins [[103]](#footnote-103), empêchant ainsi que ce soit les membres de la structure opérationnelle qui définissent les "vrais besoins" des usagers, en leur nom.

[78]

III) TECHNOCRATIE OU DÉMOCRATIE

Nous pouvons maintenant revenir à la question posée : À quelle condition la société québécoise, accédant â la souveraineté politique, pourrait-elle accroître le pouvoir des institutions, des instances, des mouvements démocratiques, à tous les échelons et dans tous ses secteurs ? Comment éviter un transfert progressif du pouvoir politique - encore détenu par les représentants des citoyens - à la structure administrative ? Compte tenu des considérations qui précèdent plusieurs conditions peuvent être mentionnées.

Remarque préliminaire : que le Québec se soit doté, depuis les années soixante, d'une fonction publique compétente ne constitue pas un problème en soi. Cette évolution indispensable augmente les possibilités d'action de l'instance politique, permet, par exemple, de procéder à des nationalisations réussies, d'adopter des mesures complexes et nécessaires. On ne peut que se réjouir de constater que nos représentants élus disposent maintenant d'un appareil administratif adapté à la société actuelle et à son environnement. Son existence rend le pouvoir technocratique possible mais, jusqu'à maintenant, et en l'absence d'études spécifiques sur ce sujet, rien n'indique que cette administration publique plus compétente ne dispose d’un pouvoir technocratique tel que défini plus haut. À cet égard on peut souligner que jusqu'à maintenant, toutes les réformes d'envergure réalisées par le gouvernement québécois ont été conduites par des hommes politiques importants [[104]](#footnote-104) ; inversement, alors que, dans un ministère comme celui des Affaires municipales, existaient des équipes de fonctionnaires aussi compétentes et "réformistes" qu'au ministère de l'éducation, aux Richesses culturelles ou aux Affaires sociales, en l'absence de ministres forts et d'une volonté politique, aucune réforme importante n'a été réalisée dans ce secteur jusqu'à maintenant. L'importance du niveau politique apparaît aussi dans le phénomène plus récent du passage de plusieurs hauts fonctionnaires ou experts gouvernementaux à la vie politique [[105]](#footnote-105).

[79]

Cette dernière remarque m'amène à formuler la première condition, fondamentale, évidente, pour éviter que le pouvoir techno-bureaucratique ne dirige le Québec : que les élus, les représentants des citoyens et leur exécutif (le gouvernement) détiennent vraiment le pouvoir politique. Je n'insiste pas sur cet aspect, qui ne semble pas posé de problèmes immédiats. C'est bien plus aux échelons intermédiaires et locaux que, actuellement, s'instaure un pouvoir professionnel et technocratique. La seconde condition c'est donc que le gouvernement central délègue des pouvoirs aux citoyens plutôt qu'aux appareils, qu'il procède à une véritable décentralisation politique différente des opérations qui ont eu lieu jusqu'à présent dans ce domaine. Les institutions locales qui ont été mises sur pied depuis quelques années, tels que les C.L.S.C. ne remplissent pas cette condition ; elles révèlent un manque de confiance envers les citoyens, envers les utilisateurs de ces institutions. Nos études nous ont abondamment montré que ces institutions accordent le pouvoir réel aux professionnels et aux administrateurs de ces organismes, les citoyens ne détenant pratiquement qu'un pouvoir consultatif, tout au plus. Ces nouveaux organismes mobilisent peu de citoyens, et pour cause : ils n'y ont pas de place. Dans ces organismes règne la participation, c'est-à-dire un effort de mobilisation sans distribution de pouvoir, une nouvelle pédagogie de l'exercice du pouvoir entre les mains des appareils administratifs et des professionnels, une véritable décentralisation des pouvoirs aux citoyens est nécessaire actuellement.

Cette structure décentralisée pourrait être avantageusement complétée par un ensemble de mécanismes favorisant l'expression des besoins des usagers, mécanismes toujours reliés aux instances décentralisées contrôles par les citoyens, et non aux appareils administratifs. On a montré précédemment l'intérêt d'une telle structure qui renforcerait le pouvoir des élus- gestionnaires et augmenterait en même temps leur sensibilité aux besoins des personnes qu'ils représentent. Cela est d'autant plus important que, comme on l'a vu, la prétention des appareils administratifs et professionnels à définir eux-mêmes les "vrais besoins" des citoyens constitue une des façons privilégiées, pour les appareils, de déborder leur champ de pouvoir légitime.

Enfin, dans l'hypothèse de l'acquisition de la souveraineté politique, il est une condition qu'on aura sûrement tendance à oublier et qui est [80] aussi fondamentale : c'est l’existence, le développement, la vitalité de groupes, d’associations volontaires, à tous les échelons, autonomes par rapport à l'appareil d'État. Ces organisations sont déjà peu nombreuses au Québec et, avec l'acquisition de la souveraineté, on peut facilement craindre que l’importance des tâches à accomplir par l'État n'entraîne une mobilisation qui risque de priver la "société civile" de ses meilleurs éléments. Or, non seulement l’opposition politique est-elle nécessaire, mais les réformes que le gouvernement réalisera risquent d'augmenter le pouvoir bureaucratique local si des relais n'existent pas pour prendre en charge et mener à terme ces réformes. On a pu constater à plusieurs reprises l'importance de la présence de relais locaux. Ainsi, si, dans l’implantation des Centres locaux de services communautaires, des organismes locaux de santé avaient été présents dans les quartiers, la réforme aurait été différente [[106]](#footnote-106). Lorsque le gouvernement tente de tout prendre en charge, inévitablement, c'est la bureaucratie qui prend du pouvoir. Enfin, seuls ces groupes autonomes peuvent sensibiliser l'État aux problèmes et aux besoins nouveaux, inventer des solutions que, ultérieurement, les institutions décentralisées peuvent prendre en charge [[107]](#footnote-107).

[81]

CONCLUSION

Toutes ces conditions que je viens d'énumérer relèvent de la même logique. Elles supposent que le pouvoir techno-bureaucratique naît de la faible mobilisation des citoyens. Or on a constaté à de multiples reprises qu'il n'y a pas de mobilisation stable sans distribution de pouvoir. Toutes ces mesures visent donc à augmenter la distribution du pouvoir politique. Il ne faut cependant pas se cacher qu'il y a une limite au degré de mobilisation stable des citoyens et que, nécessairement, les individus à qui on accorde ce pouvoir tentent de l'exercer pour eux-mêmes. Finalement on peut se demander si la seule alternative réelle n'est pas, au moins à l'échelon local, entre le pouvoir bureaucratique et le pouvoir des notables. La distribution du pouvoir pose de toute façon le problème de l'inégalité des conditions économiques. S'il est vrai, comme l'affirmait Rousseau que pour que la démocratie fonctionne, il faut que "Nul citoyen ne soit assez opulent pour en pouvoir acheter un autre, et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre" [[108]](#footnote-108) on doit demeurer modeste ... ; d'autant plus que, depuis Rousseau, l'expérience des sociétés socialistes nous a appris qu'il est encore plus facile de diminuer les inégalités économiques que les inégalités dans la distribution du pouvoir, et même que ces deux objectifs peuvent s'avérer parfois contradictoires.

[82]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 3**

“Essai sur l’État et le citoyen  
dans un Québec indépendant.”

Par Robert VANDYCKE

Professeur, département de sociologie  
Université de Montréal

[Retour à la table des matières](#tdm)

La démarche à laquelle nous convie l'Association des Sociologues a quelque chose de typiquement "intellectuel". Il s'agit, en effet, de s’ interroger sur le mode d'organisation et de fonctionnement, sur les conflits et les enjeux de la société québécoise après son accession à la souveraineté politique, alors même que ce projet, loin d'être réalisé, se heurte encore à des obstacles et des résistances très considérables. On peut donc, dans un premier temps, être tenté d'ironiser sur le thème proposé : après tout, ne conviendrait-il pas plutôt de partir des évidences les plus profondes - les frustrations répétées dans le cadre fédéral, la préférence a priori pour l'autodétermination des peuples partout où elle est possible - et se demander aujourd'hui comment la faire cette indépendance, quelles sont dans l'état actuel des relations sociales les stratégies les plus appropriées ?

Il reste qu'une telle attitude, qui s'inspirerait d'une conception univoque des rapports entre le vouloir politique et la connaissance scientifique, [[109]](#footnote-109) serait néanmoins hautement préjudiciable aux objectifs mêmes qu'elle prétend servir. Il convient donc d'évaluer les relations que la valeur de liberté collective sous-tendue par le projet souverainiste peut entretenir avec d'autres besoins sociaux, comme le maintien d'un certain niveau de vie, [83] les libertés individuelles, etc. En effet, l'incertitude à ce niveau est exploitée pour alimenter des craintes ou des refus dans des fractions de la population par ailleurs sensibles aux motivations nationalistes. En outre, il est clair qu'une valeur aussi générale que la libération nationale a besoin d'être traduite en objectifs politiques précis, c'est-à-dire d’être reformulée, revue et corrigée à la lumière des connaissances scientifiques et techniques, tant en elle-même qu'en ce qui concerne la détermination des stratégies et des moyens les plus rationnels [[110]](#footnote-110).

Le gros problème, c'est que cette aspiration vécue, née de l'expérience cent fois répétée [[111]](#footnote-111), trouve encore difficilement à s'exprimer dans un cadre théorique satisfaisant. Cela est vrai tant si l'on se rapporte à la problématique de la modernisation - malgré le réexamen en cours de la relation entre la tradition et la modernité - que si l'on se réfère au marxisme. Comment d'ailleurs Karl Marx aurait-il pu fournir les instruments conceptuels [84] d'une explication des mouvements de libération nationale du tiers-monde et d'ailleurs, lui qui professait une telle admiration pour le rôle progressiste de la bourgeoisie européenne et pour la civilisation dans laquelle cette classe précipitait jusqu'aux "nations les plus barbares" ? [[112]](#footnote-112). Lénine lui-même abordait le problème d'un point de vue somme toute assez instrumental : la question nationale mérite d'être considérée lorsque et dans la mesure ou elle apparaît comme une condition préalable à la solidarité internationale du prolétariat [[113]](#footnote-113). On conçoit dès lors que la théorie marxiste ait, comme disait Régis Debray, son impensé - la nation - et que bien des auteurs identifiés au tiers-monde n'aient pu élaborer leur théorie de l'impérialisme et du sous-développement qu'au prix de révisions majeures de la problématique marxiste : voir A.G. Frank, A. Emmanuel, A. Abdel-Malek, etc. Ajoutons à ce tableau la faiblesse congénitale du marxisme en matière de théorie de l'État, malgré des perspectives intéressantes qui commencent à se dégager depuis peu [[114]](#footnote-114) et l'on aura une idée assez exacte du caractère exploratoire du présent texte et de la difficulté de notre projet : tenter de dégager certaines implications de l'accession du Québec à la souveraineté pour les rapports de l'État et du citoyen.

Quoi qu'il en soit, on ne saurait prétendre ici décrire une réalité future ni davantage prospecter les diverses alternatives que l'état actuel des choses permet d'entrevoir. Une telle démarche ne relève pas à proprement parler de la sociologie, qui est habilitée a dégager des enjeux et des conflits, bref une problématique, bien plus qu'à établir des pronostics, aux fondements souvent discutables, sur les formes futures de l'organisation sociale. [85] Dans le présent essai, on tentera donc de rendre compte de la manière dont une réappropriation nationale de l'appareil d'État, de ses pouvoirs et de ses ressources humaines et matérielles apparaît susceptible de modifier certaines règles du jeu et certains rapports de force en ce qui concerne, d'une part, l'état actuel des relations entre les pouvoirs publics et le citoyen et, d'autre part, les caractéristiques probables de ces mêmes relations si le régime fédéral devait se maintenir moyennant quelques aménagements. Mais il doit être bien clair que, pour nous, l'indépendance n'est pas en soi une nouvelle forme d'organisation sociale, mais l'ouverture de nouveaux débats, une distribution nouvelle des pouvoirs internes et externes, un réalignement des forces en présence. D'ailleurs, pour prédire la nature des rapports entre l'État et le citoyen après l'indépendance, il faudrait au moins supposer que tous les autres facteurs susceptibles de modifier cette relation soient neutralisés : prolongement de la crise économique mondiale, tension entre les grandes puissances internationales, etc. Bref, la renationalisation de l'État est une des variables, mais non la seule, il s'en faut de beaucoup, appelée à intervenir dans la définition concrète du rôle, de l'influence et des pouvoirs respectifs de l'appareil d'État et des citoyens québécois.

On procédera donc en trois étapes dans cet exposé : après avoir tout d'abord esquissé sommairement quelques traits essentiels du rôle de l'État et de ses rapports aux citoyens dans les sociétés capitalistes avancées, on émettra un certain nombre d'hypothèses sur la manière plus spécifique dont pourraient s'organiser ces rapports dans un cadre fédéral qui ne serait pas fondé sur la reconnaissance explicite du Québec en tant qu'entité nationale et sur la traduction de cette réalité sociologique dans des institutions juridiques et politiques. Dans un troisième temps, on s'interrogera sur les relations de l'État et du citoyen dans l'hypothèse de l'accession du Québec à la souveraineté. Par ailleurs, la position du citoyen québécois devant l'appareil politico-administratif sera analysée chaque fois sous trois angles : l'évolution des libertés publiques (personnelles ou collectives) ; les modifications dans les rapports sociaux et l'orientation des politiques de l'État qui en découle ; et enfin, la manière dont l'appareil bureaucratique s'articule avec les besoins sociaux en formation, pour tenter soit d'y répondre de façon rationnelle, soit de les contrôler et de les réduire.

[86]

I) L'ÉTAT ET LE CITOYEN  
DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE AVANCÉE

a) Les droits de l'homme

Si l'on accorde une place spécifique à ce problème c'est en raison de la place qu'elle tient dans les discours politiques actuels et de l'importance fondamentale qui est généralement reconnue à ces libertés, notamment dans les courants de pensée libéral et social-démocrate. On sait par ailleurs la réhabilitation récente dont elles ont été l'objet dans bon nombre de partis communistes de l'Europe occidentale, ce qui ne supprime évidemment pas toutes les divergences relatives à la signification de ces libertés, à leur portée réelle ou à leur étendue.

Dans la société libérale, les droits de l'homme tendaient à protéger 1'individu contre toute intervention de l'État susceptible de porter atteinte a un certain nombre de libertés jugées essentielles : droit à l'intimité de la vie privée, liberté de pensée, de conscience, etc. Les droits plus collectifs, comme celui de former des associations syndicales, ne se sont développés que plus tard, comme moyen d'assurer une protection plus efficace à certaines catégories d'individus par rapport à d'autres groupes ou à l'État. Enfin, un certain nombre de droits économiques, sociaux et culturels ont émergé, qui, contrairement aux précédents, requièrent non plus une abstention de l'État, mais son intervention comme condition même de leur réalisation : droit à l'enseignement, à la culture, au logement, à la sécurité sociale, etc., autant de créances contre l'État ; mais autant de droits aussi qui sont liés au niveau de développement de la société et à la capacité des pouvoirs publics d'assumer de telles charges. Il va de soi que ces derniers droits, que nous appellerons sociaux, ont un caractère plus relatif que ceux que nous avons évoqués précédemment et qui constituent des droits civils et politiques.

Cette évolution dans la conception et la reconnaissance des droits de l'homme doit de toute évidence être rapportée aux transformations des sociétés capitalistes, de plus en plus organisées et marquées par l'interventionnisme étatique. Mais ce qui nous importe ici c'est de montrer comment [87] l'État a pu justifier son emprise croissante, notamment dans le domaine - pourtant réservé - des droits civils et politiques : d'une part, les revendications des organisations politiques et syndicales ont tendu à déplacer l'accent d'une reconnaissance plutôt formelle des libertés a l'établissement des conditions de leur exercice effectif ; par ailleurs, le rôle actif de l'État dans la définition et l'extension des droits sociaux a probablement contribué à légitimer son interventionnisme dans d'autres domaines. Mais quoi qu'il en soit, il semble bien qu'une réglementation, et souvent des limites, étaient inévitables dans la mesure où plusieurs libertés peuvent entrer en conflit, dans la mesure aussi où les droits collectifs - qui sont certainement une des conditions essentielles de l'exercice effectif des libertés les plus personnelles - peuvent aussi venir limiter et restreindre ces dernières : tel pourrait être le cas d'une association volontaire efficace dans la revendication mais échappant au contrôle de ses membres et s'imposant à eux par des procédés comme le chantage ou la violence physique. [[115]](#footnote-115) De la même façon, le développement des droits sociaux affecte la signification des libertés personnelles qui doivent désormais se concilier avec certaines normes nationales : droit au logement qui, précisé par une loi, vient limiter la libre disposition de son bien par le propriétaire, ou encore législation linguistique, protection du droit de grève, etc. A la limite, le droit individuel ne serait protégé que dans la mesure où il est utile à la collectivité.

On le voit, malgré l'inspiration qui a présidé a leur reconnaissance initiale, les droits de l'homme sont actuellement loin d'échapper a l'interventionnisme étatique qui se manifeste dans les autres sphères de l'activité sociale, et qui tend même à égratigner certaines libertés à caractère purement privé dont l'exercice ne devrait - du moins selon le droit international - [88] souffrir aucune restriction, comme le droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance, le droit a la liberté de pensée, de conscience et de religion [[116]](#footnote-116). Cependant le caractère composite et même contradictoire des droits et libertés fondamentaux rende tout bilan difficile. Retenons simplement que la tendance a l'élargissement et à l'approfondissement réel des libertés et des droits fondamentaux ont permis a l'État de jouer un rôle majeur dans la réglementation et l'organisation de ces dernières, ainsi que des services qui s'y rattachent ; l'autonomie des individus a pu souffrir du cadre administratif et des règles bureaucratiques ainsi constituées, quand ce n'est pas des restrictions apportées par les pouvoirs publics a l'exercice de certaines libertés, voire même des empiétements dans certains domaines très privés de la vie. Ce qui nous conduit à nous interroger maintenant sur la signification générale de 1'interventionnisme étatique dans les sociétés capitalistes avancées.

b) L'État et les rapports sociaux

Malgré le caractère encore souvent exploratoire de la recherche et un certain nombre de divergences ou contradictions dans les thèses présentées, il faut bien se résoudre a avancer quelques propositions destinées à alimenter la discussion et pour lesquelles nous nous appuierons sur des auteurs comme J. O'Connor, Claus Offe, J. Habermas.

On a pu dire de l'État qu'il remplissait une double fonction dans nos sociétés : orienter le profit et contrecarrer les irrégularités du marché et, par ailleurs, consolider la légitimité du système par l'institutionnalisation d'un système de bien-être. Ce dernier consiste, d'une part en [89] certains correctifs aux inégalités matérielles et, d'autre part, en une infrastructure destinée à répondre à certains besoins plus qualitatifs (santé, etc.) [[117]](#footnote-117). On ne s'attardera pas ici au rôle économique de l'État moderne : subventions, incitations, investissements d'infrastructure, création d'entreprises mixtes ou nationalisation, etc. [[118]](#footnote-118). Contentons-nous de souligner que les différents modes d'intervention de l'État-providence ne sont pas sans susciter un certain nombre de problèmes nouveaux, notamment 1'hyperthrophie des structures organisationnelles de support à la politique de bien-être, les relations de ces organismes avec les entreprises soumis à la recherche du profit, la crise fiscale de l'État.

Au point de vue de la fonction sociale de l'État, on a mis en évidence un certain nombre de limites : en particulier une distribution plus égalitaire des revenus supposerait un système de taxation extrêmement progressif qu'aucun État ne peut se permettre parce qu'il affecterait l'épargne, la motivation au travail et l'esprit d'initiative [[119]](#footnote-119).

En ce qui concerne les rapports sociaux, on a émis l'hypothèse d'un antagonisme de classe devenu latent : d'une façon générale, l'intérêt au maintien de la fonction compensatoire de l'État transcende les frontières de classe. De plus, il existe de profondes disparités entre différents [90] secteurs de la vie sociale dans la mesure où l'État s'arrange pour limiter autant que possible les conflits ouverts dans les sphères stratégiques au point de vue de la stabilité du système. On a pu souligner de la même façon que les conflits les plus aigus se produisaient précisément dans les organisations chargées de mettre en œuvre les politiques de bien-être : hôpitaux, écoles, universités, etc.

On sait enfin que dans les sociétés industrielles avancées la pauvreté continue de coexister avec l'abondance. Plutôt que d'une véritable armée de réserve entrant en compétition avec les salariés, il s'agit souvent de personnes qui ont perdu tout espoir de retrouver un travail pour des raisons tenant à la non-qualification, à la discrimination, à l'âge, etc. Appartenant à des catégories sociales différentes et ne formant de toute façon pas une classe sociale, les sous-privilégiés peuvent à l'occasion se révolter contre l'État, mais non le renverser. On pourrait dire, en d'autres termes, qu'ils ne constituent pas un mouvement social.

Ces modifications survenues dans les rapports sociaux et la nature des difficultés du nouveau mode de fonctionnement de la société ont une incidence certaine sur les relations de l'État et du citoyen, les formes et la qualité de la vie démocratique. On souligne volontiers à cet égard l'accroissement des pouvoirs et de l'arbitraire de l'État et en particulier de sa branche exécutive. On mentionne aussi parfois que le rôle économique de l'État a tissé des liens étroits entre le personnel politique, la haute fonction publique et les milieux d'affaires, voir les militaires. Mais la place de plus en plus grande de vastes organisations hiérarchisées et rationalisées dans le fonctionnement démocratique est d'une portée du moins aussi considérable pour notre débat. C'est ce point que nous abordons maintenant.

[91]

c) Les conflits reliés à la gestion

Le conflit entre le capitaliste et le prolétariat n'épuise pas la dialectique sociale. Celle-ci comprend également les rapports entre les dirigeants des organisations et appareils (technostructure) et les salariés, la ségrégation et la domination rigides des uns sur les autres, bref, ce que S. Moscovici désigne comme rapports de caste, fondés sur le pouvoir et non sur la propriété [[120]](#footnote-120). Bien entendu, reconnaître cette dualité du fonctionnement social ne signifie pas que cette double série de rapports n'interfèrent pas et ne se recoupent pas parfois dans la réalité. Il reste que pour comprendre la relation qu'ils entretiennent les uns avec les autres, il convient de les distinguer clairement dans l'analyse.

L'importance actuelle de cette problématique au niveau des organisations et de la société toute entière découle des phénomènes déjà mentionnés : mode de gestion de l'entreprise, interventionnisme économique, social et culturel de l'appareil étatique avec son corollaire, la bureaucratisation des organisations politiques et syndicales. Fondées sur le principe de la hiérarchie, de la spécialisation et de la division rigide entre dirigeants et exécutants, ces organisations rationalisées étendent leur emprise dans les domaines les plus divers de l'activité sociale et tendent à y imposer un modèle essentiellement technique de résolution des problèmes humains.

Dans ce type de fonctionnement fondé sur la relation impersonnelle, tout ce qui est communauté naturelle - quartiers, ethnies, nations en tant que distinctes des États - apparaît comme un obstacle à la rationalité et un héritage du passé. Aussi est-ce au niveau tantôt, du repli contre-culturel, tantôt au niveau de l'affirmation des solidarités naturelles - femmes, ethnies, homosexuels ... - que se noue le conflit sociétal. Car, faut-il le rappeler, le contrôle exercé dans nos sociétés n'est total (totalitaire) ni dans son étendue (vie privée), ni dans son ampleur : phénomène dont tentent [92] de rendre compte des concepts comme ceux de technodémocratie (Duverger) ou de bureaucratisation fragmentée (Castoriadis).

À l'intérieur même des bureaucraties étatiques ou privées, la contestation tend, de son côté, à développer des thèmes autogestionnaires, s'inscrivant ainsi dans le courant plus général de la recherche de la qualité de la vie (définie non bureaucratiquement).

Si la démocratie consiste bien en la capacité des citoyens de définir leurs besoins de façon autonome et de les transcrire en institutions, compte tenu d'un certain nombre de contraintes - économiques, techniques, géopolitiques - il faut alors poser que l'enjeu renvoie au conflit opposant la technostructure et les salariés, les grandes organisations rationalisées et les mouvements sociaux fondés sur des solidarités naturelles ou communautaires. C'est la capacité de contrôle des seconds sur les premiers qui déterminera la qualité démocratique du fonctionnement social.

II) UNITÉ ÉTATIQUE  
OU INDÉPENDANCE NATIONALE

Pour la suite de notre démarche, nous opposerons deux modèles hypothétiques, l'un de type unitaire pan-canadien coiffant un certain nombre d'États provinciaux (éventuellement regroupés par régions), l'autre dans lequel l'État national québécois est souverain, sauf a déléguer certains pouvoirs aux organes chargés de gérer une éventuelle association avec le Canada. Ce genre d'approche comparative nous paraît la meilleure manière de faire ressortir les incidences de l'indépendance du Québec sur l'avenir des rapports entre l'État et le citoyen.

Comme tout modèle, celui-ci est simplificateur et repose sur des prémisses évidemment discutables. En particulier nous pensons que le fédéralisme, "renouvelé" ou non, tendra finalement au renforcement de l'État central, même si dans l'immédiat certaines concessions devaient être faites aux provinces en raison de la conjoncture politique actuelle. Selon nous, cette évolution tient à la fois du caractère interventionniste de l'État moderne [93] et à l'enjeu même du système fédéral : le maintien de l'unité et de la cohésion pan-canadienne [[121]](#footnote-121) aux points de vue économique, social et culturel d'une nation encore a bâtir. Il nous semble aussi que ce processus ne rencontrera que de faibles résistances tant qu'il s'inscrira dans un cadre politique où le Parlement et le gouvernement fédéraux pourront légitimer leur action par le suffrage universel pan-canadien ; où ainsi le Québec n'obtiendra qu’un appui mitigé et circonstancié des autres provinces dans son combat autonomiste dans la mesure où les problèmes d'une nation ne sont pas ceux d’une région plus ou moins particulière, dans le mesure aussi ou l'État national des uns n’est pas le même que celui des autres ; où enfin, la Cour Suprême continuera en toute hypothèse à interpréter la Constitution dans le sens de l'unité pan-canadienne.

Ces hypothèses admises (ou non), il reste un problème méthodologique. Sur quelles bases construire nos deux modèles ? Il ne serait pas pertinent de s'en remettre aux programmes de quelque parti ou homme politique que ce soit. Cela vaut tout particulièrement pour le Parti Québécois. Certes il serait tentant de scruter son programme, ses réformes projetées ou en chantier. On constaterait alors l'importance majeure accordée à la décentralisation des pouvoirs et la participation des citoyens dans les objectifs et réformes prévus dans le programme [[122]](#footnote-122) ; de la même manière, il serait possible d'examiner les réformes et projets du gouvernement québécois actuel : on noterait alors une volonté de déconcentration (rapprocher les services des usagers : Direction des pêches, service hydraulique du ministère de l'agriculture, services de protection des consommateurs. Régie des accidents du travail ...) et décentralisation (délégation de pouvoirs : cf. la discussion â peine amorcée sur les Conseils de comté). On s'attacherait enfin au projet de démocratisation de la vie municipale qui, en reconnaissant l'existence de partis a ce niveau, en assainissant le mode de financement de ces derniers, en instaurant la règle d'un élu par quartier, etc. contribue à rapprocher les conseillers municipaux des citadins et établit un meilleur contrôle sur les décisions. [94] Par contre, la même démarche nous conduirait à montrer que cet accent sur la participation va de pair avec une certaine vision de la société à bâtir, impliquant l'élargissement des sphères traditionnelles d'intervention de l'État.

Or, les conclusions que l'on pourrait tirer de cette approche risqueraient d'être erronées. Certains aspects de la politique actuelle du gouvernement pourraient dépendre d'une conjoncture politique spécifique (le référendum par exemple). D'autre part, le Parti Québécois repose avant tout sur le projet indépendantiste. Une fois cet objectif réalisé, il est probable qu'il se produira un réalignement au moins partiel des organisations politiques suivant des critères différents.

Il nous faut donc procéder différemment et effectuer une démarche essentiellement logique. Lorsque les programmes ou pratiques actuels d'un gouvernement ou d'un parti seront pris en considération ce ne sera donc pas pour en tirer directement un argument sur 1'après-indépendance, mais pour savoir si les déterminations qui rendent ce comportement probable jouent toujours dans l'un ou l'autre de nos modèles et suivant quelle pondération.

a) Les droits de l'homme

Cette question renvoie aux rapports de l'État et du citoyen au point de vue de l'autonomie, des libertés et des droits de ce dernier plutôt qu'à celui de la participation et du contrôle de la gestion de la société (démocratie). Le thème des droits de l'homme tient une grande place dans le discours libéral, aux niveaux tant fédéral que provincial [[123]](#footnote-123) et il semble bien que le droit des minorités de langue officielle à recevoir l'enseignement dans leur langue serait un des éléments d'une réforme constitutionnelle canadienne ; il sera cependant stipulé que la minorité en question devra être suffisamment nombreuse et que ses membres auront à demander à exercer leur [95] droit constitutionnel. Question : Quelle minorité à l'échelle pan-canadienne est appelée a profiter le plus de cette possibilité de choix, compte tenu des institutions scolaires existantes [[124]](#footnote-124) ? Quel intérêt y a-t-il à étudier dans une langue inutilisable au travail et dans les principales institutions de la société ? Sauf erreur, c'est Anatole France qui raillait la superbe majesté de la loi française lorsqu'elle interdisait à tous - clochards et bourgeois- de dormir sous les ponts ... Autres questions : ce droit sert-il les Québécois en tant que collectivité nationale ? Et comment se fait-il que le droit international des droits de l'homme ne fasse pas mention des droits linguistiques ? Pour quel motif la plupart des sociétés industrialisées formées de deux ou plusieurs groupes linguistiques n'adoptent-elles pas de solution linguistique constitutionnelle fondée sur le libre choix individuel mais bien sur le principe de la territorialité (et dès lors il s'agit d'un ensemble de droits et d'institutions linguistiques) ? [[125]](#footnote-125)

En fait, on sait que les droits de l'homme ne forment pas un ensemble homogène exempt de toute contradiction. On se souviendra que la loi française du 14 juin 1791 interdisant les associations de travailleurs déclarait celles- ci " (...) inconstitutionnelles et attentatoires à la liberté et à la déclaration des droits de l'homme (...)" et suspendait les auteurs chefs et instigateurs du délit de l'exercice de tous leurs droits de citoyens actifs pendant un an [[126]](#footnote-126). Bref, comme toute norme juridique, les droits de l'homme dans leur [96] utilisation et même leur conception ne sont pas toujours à l'abri des calculs politiques et des intérêts de groupes particuliers, que ce soit d'ailleurs à l'intérieur d'une société ou dans les relations internationales.

Il faudra sans doute d'autres arguments que linguistiques pour nous convaincre de la supériorité du fédéralisme au point de vue du respect des droits de l'homme. De plus, la vogue récente de la notion de "sécurité nationale" [[127]](#footnote-127) dans la législation canadienne et comme argument politique, plusieurs révélations récentes sur des illégalités policières [[128]](#footnote-128) amènent à s'interroger sur les raisons d'une telle évolution. Se pourrait-il par exemple que la volonté de créer une véritable identité nationale pan-canadienne (autre chose que la mapisme dépeint par A. Rotstein [[129]](#footnote-129)) à partir d'un appareil étatique central et sans trop tenir compte d'un certain nombre de réalités sociologiques, se pourrait-il que ce projet soit source de répression et d'une dégradation des droits et libertés de la personne ?

Dans l'autre hypothèse, celle d'un Québec souverain, une fois établies les politiques d'intégration (non d'assimilation) des minorités, il semble que la question des droits de l'homme pourrait se poser de deux façons : les minorités conserveront-elles le droit de maintenir leur propre vie culturelle avec les autres membres de leur groupe (art. 43 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec) ? On peut supposer que la tolérance actuelle continuera de prévaloir à cet égard, sans compter que l'un au moins de ces groupes bénéficiera de la vigilance de nos puissants voisins. Aussi l'enjeu [97] le plus ouvert sera-t-il peut-être la capacité de l'État et des organisations de s'ouvrir de façon parfaitement non discriminatoire aux québécois de toute origine ethnique. Car, dans le contexte de la souveraineté politique, une attitude de solidarité défensive ne pourrait être qu’un héritage historique dysfonctionnel, humainement et socialement coûteux.

b) Les rapports sociaux

C'est dans ce domaine qu'il paraît le plus aléatoire de formuler des hypothèses. Sans doute peut-on penser que dans l'hypothèse d'un affaiblissement à moyen terme de l'État québécois au profit des instances politiques fédérales, la fraction dirigeante qui s'est formée au sein de la fonction publique et des organisations para-étatiques québécoise s'étiolera et se dispersera. Au lieu d'avoir affaire a une élite de développement et à un projet sociétal, les groupes d'intérêts québécois seront confrontés et tenteront de négocier avec une élite politique locale dont la fonction économique sera amoindrie et qui se chargera surtout de maintien de l'ordre et d'un rôle médiateur dans la distribution des avantages et services nécessaires a la stabilité du système. On peut présumer que dans les périodes de difficultés économiques un tel État - qui ne joint dans tous les cas que d'une mince marge de négociation - serait inévitablement assez répressif.

Dans l'hypothèse contraire de l'indépendance, le caractère développeur de l'élite politique, le fait qu'il s'agit d'une fraction plus dirigeante que dominante et acharnée à défendre des privilèges [[130]](#footnote-130) permet d'escompter des rapports sociaux plus dynamiques, donnant lieu à des négociations et débouchant sur des réformes économiques et sociales. Par contre, il est concevable que l'opposition d'élites locales, régionales ou institutionnelles et de certaines fractions de la bourgeoisie engendre des affrontements à ce niveau et renforce la propension à promouvoir le changement par en haut. Ce qui nous amène â notre dernier point.

[98]

c) La gestion bureaucratique

À cet égard, un héritage récent mais déjà lourd, des habitudes et des structures acquises doivent, en toute hypothèse, être prises en considération. Il n'est pas inintéressant de rappeler en passant que c'est une élite politique d'inspiration libérale qui est à l'origine de la centralisation actuelle : c'est, semble-t-il, une caractéristique propre aux sociétés dépendantes - c'est-à-dire celles dont le développement s'effectue par une bourgeoisie extérieure - que ce recours constant à l'État et l'hypertrophie de celui-ci. Car seul l'appareil étatique apparaît comme un intermédiaire possible entre la bourgeoisie étrangère et les forces sociales locales, et il est l'instrument le plus approprié pour corriger certaines des distorsions les plus criantes occasionnées par ce type de développement aux points de vue social, économique et culturel. Il reste que toute politique réelle de décentralisation doit reposer sur de véritables pouvoirs locaux ou régionaux, c’est-à-dire pas seulement sur des organismes dotés de certaines ressources, mais aussi sur des normes étatiques suffisamment souples pour que s’offrent de vérita- bles options. On a dit tout à l'heure que toute élite orientée vers le changement risquait de vouloir vaincre les résistances d'un certain nombre de notables locaux par un encadrement rigide de leurs activités. De ce point de vue, seule une réappropriation populaire des municipalités, commissions scolaires et autres instances permettrait de déplacer le conflit sur un terrain plus favorable au fonctionnement démocratique des institutions et à une décentralisation réelle et non conservatrice.

Mais le système fédéral canadien engendre de son côté un cercle vicieux bureaucratique. Ayant vocation à établir où à consolider une certaine cohésion ou coordination sur l'ensemble du territoire, poussé par l'interventionnisme propre à l'État moderne, le gouvernement fédéral est amené à agir dans de multiples domaines, avec ou sans compétence constitutionnelle [[131]](#footnote-131).

[99]

Il peut de la sorte remettre en question certaines priorités provinciales ; mais surtout, son action suscite automatiquement une réaction défensive, l'instauration de nouvelles normes, l'implantation de nouvelles structures. Le citoyen est sur organisé, et tel est néanmoins le prix a payer pour conserver un certain contrôle collectif sur le devenir de la société québécoise.

Le caractère de rationalité abstraite des décisions et du fonctionnement des organisations bureaucratiques n'est-il pas encore plus net lorsqu'il ne repose pas sur une certaine homogénéité culturelle (à moins que l'administration ne soit portée a s'inspirer tout simplement des aspirations et besoins de la culture majoritaire). L'éloignement de l'administration et du citoyen n'est-il pas pire encore ? Rappelons que le service fédéral chargé d'attribuer les subventions de recherche, et dont on a parlé plus haut, était a 98% anglophone... [[132]](#footnote-132) À ce point de vue, l'essaimage des ministères fédéraux au Québec et ailleurs, s'il a une visée politique évidente, ne risque pas de rapprocher beaucoup l'usager de l'administration.

Il faut dire enfin, du moins si l'on accepte la thèse selon laquelle la relation bureaucratique et la tyrannie de la rationalité désincarnée de la technostructure se heurtent avant tout à des résistances communautaires, que toute extension à l'échelle canadienne des organisations volontaires (syndicats, partis, etc...) ne feraient que creuser le fossé entre leurs dirigeants et leurs membres, à aliéner ceux-ci comme consommateurs, bref, à priver les formes démocratiques de tout contenu réel.

[100]

CONCLUSION

La réflexion que nous avons amorcée pèche sans doute par bien des lacunes, les propositions émises peuvent apparaître bien discutables. Bref, on reste un peu sur sa faim : l'incidence de l'indépendance sur les rapports de l'État et du citoyen reste floue et incertaine pour une bonne part. Cela tient à plusieurs raisons dont sans doute la faiblesse des théories de l'État. Mais après tout, ces lacunes et ces indéterminations n'étaient-elles pas inévitables et prévisibles ? Car l'indépendance n'est pas un régime politique, c'est-à-dire une forme déterminée d'organisation politique de la société québécoise. On peut donc supposer qu'elle ne bouleversera pas à court terme les rapports de l'État et du citoyen. Et, en ce qui concerne le long terme, bien d'autres facteurs déterminants devraient entrer en considération.

Alors ? Eh bien, il faut se souvenir d'une chose. L'indépendance n'est pas une pure technique. Elle est aussi une valeur en elle-même [[133]](#footnote-133) dans la mesure où elle se rattache à l'autodétermination collective, et ceci en particulier dans des sociétés marquées par l'intervention étatique dans pratiquement toutes les sphères de l'existence. Pas plus que le fédéralisme, l’indépendance ne peut donc nous garantir absolument que l'État sera démocratique et respectueux des droits de la personne. Mais l'indépendance nous assure au moins que pour autant que l'État sera démocratique, ce seront les aspirations et besoins de citoyens et de collectivités concrètes qui seront débattues, combattues, aménagées et traduites en politiques.

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

ATELIER 4

SOUVERAINETÉ  
ET CONTRÔLE SOCIAL  
DU DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[101]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 4**

“Distribution du pouvoir  
et développement.”

Par Arnaud SALES

Professeur, département de sociologie  
Université de Montréal

[Retour à la table des matières](#tdm)

Si bien des gens pensent que les sociologues sont des gens particuliers, la sociologie par contre n'est pas une science sociale particulière. Je veux dire par là qu'elle se définit généralement comme une science de la totalité sociale. Alors, c'est pour cette raison que des associations de sociologues comme la nôtre n'ont absolument pas peur de placer au centre de leurs débats des sujets aussi vastes, aussi complexes et aussi mouvants que les problèmes liés aux implications d'une souveraineté possible, mais pas encore acquise.

En lui-même, l'objet de cet atelier n'est pas tellement plus restreint que le thème général du colloque et je dois dire, en tant que participant, que je me suis demandé longuement comment j'allais pouvoir aborder cette question, plutôt large, de la souveraineté et du contrôle social du développement dans les dix minutes allouées.

En fait la question mériterait d'être légèrement modifiée, parce que le concept de développement implique en lui-même l'idée de meilleur contrôle de la société sur elle-même. Le développement, on le sait, n’ est pas la simple croissance économique ou démographique sur un continuum mesuré par le P.N.B., le nombre de téléviseurs, de réfrigérateurs et d'automobiles par habitant, mais plutôt le passage d'un type de société à un autre où la collectivité accroît la capacité à se transformer par elle-même. Ce point de vue qui n'est pas nouveau, et qui a, notamment, été développé par Touraine prend un sens particulièrement clair dans une société aussi dépendante que l'est le Québec où justement le P.N.B., le nombre de téléviseurs et d'automobiles par habitant est particulièrement élevé bien que la maîtrise de l'économie échappe en très grande partie a la communauté québécoise.

[102]

En fait, même si l’on s'interroge sur les "possibles" d'une souveraineté éventuelle, on ne peut douter qu'à travers la lutte pour cette souveraineté, la société québécoise continue a chercher des moyens pour accroître sa maîtrise de l'investissement productif et donc sa capacité à orienter l'accumulation réalisée sur son propre territoire.

Car l'enjeu principal se trouve là heurtant de front la grande bourgeoisie canadienne. En principe en effet la souveraineté québécoise pourrait profondément mettre en cause, à long terme, la structure et les stratégies du capital monopoliste canadien qui ne sont pas étrangers aux nombreux problèmes de l'économie québécoise. [[134]](#footnote-134)

Sans me lancer dans une analyse fouillée de la question, je compte donner ici quelques éléments qui peuvent ouvrir la discussion à partir de ce point de vue.

LES PROBLÈMES

En ce qui concerne les problèmes économiques de moins en moins supportables pour le Québec, il faut peut-être rappeler d'abord que :

- Son marché intérieur se rétrécit faute d'un apport naissances et migrations suffisantes.

- La part relative du Québec dans les investissements au Canada décline régulièrement à un point tel que l'investissement per capita dans les Maritimes dépasse depuis 1969 celui réalisé au Québec.

[103]

- Le secteur industriel souffre de déficiences structurelles dues à la présence insuffisante d'entreprises de biens intermédiaires et d'équipement [[135]](#footnote-135). Par contre les secteurs dits "mous" par lesquels la croissance de la demande est faible occupent le quart de la main-d'oeuvre québécoise (seulement 15% de la main-d'oeuvre pour les biens d'équipement).

- En fait depuis une quinzaine d'années, l'économie du Québec à l'intérieur du Canada semble décliner globalement puisque d'après les données de l'O.P.D.Q., la part du Québec dans le produit intérieur brut est passée de 25.5% à 22.7% entre 1961 et 1974.

Alors, il n'est pas étonnant que le chômage se maintienne à un niveau insupportablement élevé et que le développement des régions du Québec soit situé assez bas dans l'ordre des priorités au niveau des faits.

Face a ces problèmes, la distribution du pouvoir économique entre les groupes nationaux et ethniques, l'organisation et le mode de croissance du capital monopoliste canadien ne sont pas pour arranger les choses.

Je n'insisterai pas ici sur la distribution nationale et ethnique du pouvoir économique. Ces éléments sont maintenant bien connus sous divers angles. Ils peuvent être brièvement résumés en présence importante du capital étranger, très faible maîtrise par les canadiens-français du capital monopoliste, implantation et orientation pan-canadienne de la fraction monopoliste de la bourgeoisie.

[104]

Pour préciser ce dernier point, on peut notamment dire que cette orientation pan-canadienne est très liée à la forte concentration du capital bancaire et du capital industriel et qu'elle n'implique pas particulièrement une perspective régionale.

Or si l'on s'interroge sur la capacité du Québec a développer ses régions, on ne risque pas de se tromper en disant qu'il ne s'agit pas d'une des préoccupations majeures de la grande bourgeoisie qui, à l'échelle canadienne, a su parfaitement jouer sur les déséquilibres régionaux quand elle ne les induisait pas systématiquement. Sans parler du Québec, il suffit de penser, par exemple, à l'extraordinaire organisation des tarifs de transport entre le Canada Central et les Prairies au moment de l'Économie du blé.

Pourquoi y a-t-il alors cette sorte d'antinomie entre le capital monopoliste canadien et un aménagement équilibré des régions. Il y a évidemment les aspects historiques qui ont défini les lignes de forces principales. Mais actuellement, il y a surtout la structure du capital et sa stratégie de croissance.

Au niveau structurel, trois phénomènes frappent particulièrement. Le premier, c'est l'appropriation par le capital étranger de secteurs spécifiques surtout dans l'industrie et les mines, le deuxième c'est la puissance du capital bancaire et financier canadien par rapport aux autres fractions, le troisième, c'est la super-concentration du capital. Pour le capital industriel, cette concentration est nettement plus forte qu'aux États-Unis. Pour le capital bancaire, il suffit de se rappeler que les cinq grandes banques se partagent 90% des actifs du secteur.

Ces différents éléments sont étroitement enchevêtrés et j'ai déjà eu l'occasion de rappeler que la dépendance de l'industrie canadienne a l'égard de l’étranger se trouve être en partie une dépendance induite par le capital bancaire qui, historiquement, a toujours dominé les milieux d'affaires

[105]

Dans le contexte d'une telle concentration, on peut imaginer qu'il est plus intéressant et aussi plus facile pour l'Establishment de jouer avec de très grands projets menés par les grandes entreprises que de stimuler les potentialités de croissance des régions à travers de multiples projets plus restreints et parfois aussi plus risqués. Par ailleurs, pour faciliter les choses, il faut, entre autres, centraliser à Toronto les grands centres de décision financiers et industriels.

L'économiste André Ryba, dans ses études sur le secteur financier a mis en évidence que la concentration bancaire et plus largement financière associée à l'unification monétaire des régions canadiennes avait probablement nui au développement régional à cause des contraintes très lourdes imposées par une structure aussi centralisée.

Si on examine maintenant l'impact possible des modes de croissance du capital, on peut dire qu'au niveau des stratégies c'est l'heure de l'internationalisation plutôt que celle de la micro-régionalisation.

Pour les nouvelles transnationales canadiennes les régions ne sont plus les Prairies, les Maritimes ou l'Ontario, mais plutôt l'Europe, l'Amérique du Nord, l'Afrique ou l'Asie.

L'EXPORTATION DE CAPITAL  
PAR LE QUÉBEC

Avant de tirer quelques conclusions, j'aborderai un problème lié aux précédents et qui touche au coeur de la question du contrôle de l'accumulation québécoise. Je veux parler du problème de l'exportation de capital par le Québec qui, pour le grand public, est apparu notamment à l'occasion du débat sur la fuite du siège social de la Sun Life de Montréal vers Toronto.

On sait en effet que contrairement au reste du Canada, le Québec, via les institutions financières, exporte plus de capitaux qu'il n'en reçoit et ce, dans des proportions non négligeables. Cette exportation de capital qui dure depuis fort longtemps a des conséquences énormes car, d'après un des [106] rapports du groupe Gamma, il serait possible "d'établir un lien direct entre l'ampleur du flux de capital vers le Canada et le niveau de chômage au Québec" car ces deux grandeurs évoluent habituellement dans le même sens.

CONCLUSION

Quand on parle de souveraineté, on se réfère généralement à des formes constitutionnelles qui touchent l'État Fédéral et l'État Québécois. À dessein je n'a pas abordé ces questions et notamment le problème de la récupération des pouvoirs économiques d'État par le Québec car derrière les négociations qui risquent d'être menées, se profileront sans doute constamment, et sous des angles variés, la distribution du pouvoir économique entre les groupes nationaux dans les secteurs clés, le problème du contrôle de l'investissement étranger et surtout la question de la structure et du contrôle du système bancaire et financier. Alors se poseront concrètement les possibilités de la régionalisation et du développement.

[107]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 4**

“Les régions et l’avenir  
du Québec.”

Par Fernannd HARVEY, sociologue  
et Yves DION, économiste

Université du Québec à Rimouski

I) L'HÉRITAGE RÉGIONAL

[Retour à la table des matières](#tdm)

Avant de s'interroger sur l'avenir des régions au Québec, il importe de rappeler brièvement comment elles se sont constituées et dans quelle mesure elles sont devenues une réalité économique, sociale et culturelle.

À la fin du régime français, l'espace peuplé du Québec correspond aux seigneuries de la vallée du St-Laurent, soit un axe central Montréal-Québec avec des prolongements vers la vallée du Richelieu, la Beauce et le Bas Saint-Laurent. Après 1840, on assiste à un vaste mouvement de colonisation qui donne progressivement naissance à de nouvelles régions : l'Estrie, le Saguenay, le Lac St-Jean, les Laurentides, l'arrière-pays du Bas St-Laurent et de la Gaspésie, l'Abitibi, le Témiscamingue. Plus récemment, depuis la seconde guerre mondiale, le développement de la Côte-Nord et du Nouveau-Québec est venu compléter ce mouvement d'occupation du territoire.

Il ne s'agit pas ici de faire la genèse des régions du Québec mais plutôt de dégager certains traits en rapport avec cette genèse et qui sont susceptibles d'influencer d'éventuelles politiques concernant le développement régional. Nous retiendrons, pour ce faire, quatre dimensions : la répartition démographique, la structure économique, l'organisation sociale, la culture et le sentiment d'appartenance.

[108]

A) LA RÉPARTITION DÉMOGRAPHIQUE

Dès les débuts de la colonie, la population se concentre surtout dans l'axe Montréal-Québec. Cette tendance n'a pas tellement évolué depuis, de sorte que 80% de la population vit dans le Québec de base, soit le triangle Montréal, Québec, Sherbrooke. La région de Montréal retient à elle seule, 60% de l'ensemble de la population.

Les régions périphériques (Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac St- Jean, Bas St-Laurent-Gaspésie et Côte Nord) n'ont été, en somme, que le déversoir du Québec de base et notamment, des seigneuries. Aujourd'hui, les régions périphériques ne représentent qu'environ 20% de l'ensemble de la population du Québec. Ce faible poids démographique n'est pas sans avoir de conséquences sur le plan politique.

B) LA STRUCTURE ÉCONOMIQUE

Avant l'essor de l'industrialisation du Québec, soit avant les années 1880, il existait un certain équilibre économique entre les régions en ce qui concerne du moins l'agriculture et l'activité artisanale. Cette dernière était décentralisée sur l'ensemble du territoire. A partir de la fin du XIXe siècle, l'industrialisation a amorcé un mouvement de centralisation de l'activité manufacturière dans la région de Montréal. Cette tendance est depuis longtemps consacrée et ne laisse aux autres régions du Québec qu'un rôle marginal sur le plan des activités de transformation via les petites et moyennes entreprises et les coopératives. Cette situation de fait explique l'émergence au Québec de la notion de centre/périphérie dans le débat actuel sur les régions.

C) L'ORGANISATION SOCIALE

Sous le régime français, la société globale se caractérisait par une très grande distance entre l'organisation sociale locale et l'organisation sociale d'ensemble. C'est dans l'isolement de la famille, du rang, puis de la paroisse que se sont édifiés les rapports sociaux sur le plan local tandis [109] que le pouvoir royal français, relayé par le gouvernement de Québec, parvenait difficilement à imposer son autorité au niveau local.

Il faut attendre le XIXe siècle pour que les instances locales deviennent des réalités politiques et qu'apparaissent des instances intermédiaires entre l'organisation sociale d'ensemble et l'organisation locale.

Rappelons que sur le plan local, la première loi créant des municipalités date de 1840 et que le système municipal, qui recouvre le système paroissial déjà existant, prend une forme à peu près définitive en 1855.

C'est entre l'organisation sociale d'ensemble et l'organisation sociale locale qu'il faut situer une instance intermédiaire : l'instance régionale. Or à ce niveau précisément, la cohérence sociale et politique semble la plus faible, historiquement. À ce stade, il convient de distinguer deux agents de structuration de l'espace régional : l'Église et l'État.

Compte tenu de l'emprise du clergé sur la société québécoise, surtout entre 1850 et 1950, on ne s'étonnera pas de constater que l'Église a exercé une profonde influence sur l'organisation sociale à tous les niveaux. Sur le plan régional, le diocèse a été un important agent de structuration de l'espace, non seulement sur le plan religieux, mais également sur le plan social et culturel. On n'a qu'à penser à l'implantation de collèges et d'hôpitaux dans les villes désignées comme sièges épiscopaux, surtout à partir de la fin du XIXe siècle.

Quant à l'État, son action est demeurée timide en ce qui concerne la mise sur pied d'instances régionales. Les premières divisions en comtés dates de 1792 mais n'ont guère d'influence sur la structuration de l'espace régional. En 1855, la mise sur pied de municipalités de comtés accorde de faibles pouvoirs régionaux aux conseils de comtés. À partir de 1857, la création de districts judiciaires, qui regroupent deux ou trois comtés, permet la désignation de chefs-lieux disposant de l'équipement relié à l'administration de la justice.

[110]

Par la suite, il faut attendre en 1966 pour que l'État québécois divise le territoire québécois en dix (10) régions administratives pour fins de gestion et de planification, a partir de critères surtout économiques. Ces nouvelles divisions régionales sont maintenant fortement remises en question puisqu'on songe à revenir à la limite du comté pour des raisons socio-culturelles liées au sentiment d'appartenance.

D) LA CULTURE ET LE SENTIMENT  
D'APPARTENANCE

Il convient de rappeler que les différentes régions du Québec se sont formées progressivement à partir de l'axe central de peuplement Montréal-Québec. Cette émigration de proche en proche, a eu comme conséquence de maintenir à un degré relativement élevé l'homogénéité de la culture québécoise francophone. C'est pourquoi le problème régional québécois se pose rarement en termes de défense d'un héritage culturel spécifique (comme c'est le cas en Europe par exemple) mais plutôt en termes de disparités régionales.

Malgré l'histoire récente des régions au Québec, on n'en relève pas moins l'existence d'un fort sentiment d'appartenance dans certains cas. À cet égard, le cas de la Beauce et celui du Saguenay sont bien connus.

Bien que ce phénomène ait été peu étudié a l'échelle du Québec, il semble bien que ce sentiment d'appartenance à la région soit plus élevé dans les régions périphériques que dans le Québec de base où la population s'identifie davantage à la société globale québécoise dominée par la culture montréalaise.

Ce survol rapide de l'héritage régional démontre qu'il s'agit d'une question relativement nouvelle au Québec. La difficulté d'identifier clairement des limites entre les régions indique clairement le peu de traditions socio-politiques à ce niveau. Cependant, le débat autour des disparités économiques régionales, amorcé à partir des années soixante (1960) a permis de relancer la question des régions.

[111]

Les tendances structurelles et historiques étant ce qu'elles sont, examinons maintenant quelles seraient les orientations du développement économique et régional, dans l'hypothèse de la souveraineté du Québec ...

II) LES ORIENTATIONS DU DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE ET RÉGIONAL

Même si cela va de soi, il n'est pas inutile de se rappeler qu'au moment de l'accession à la souveraineté politique du Québec, les dilemmes auxquels fait face l'économie québécoise demeurent : dilemme Montréal/région et dilemme économie traditionnelle/économie moderne. Il en va de même d'un certain nombre de problèmes : celui des disparités économiques régionales demeure celui du contrôle étranger de l'économie demeure, et celui du pouvoir de décision, en bonne partie. Actuellement, l'État québécois s'efforce déjà de ménager les susceptibilités. Ne sera-t-il pas contraint à continuer de le faire à tout le moins dans les premiers temps de l'indépendance ?

Il est aussi important de constater que certains problèmes deviendront plus urgents à régler et qu'on ne renverse pas du jour au lendemain des tendances structurelles persistantes sans avoir à faire des choix difficiles. D'un autre côté, il est tout aussi vrai de dire qu'avec l'accession à la souveraineté politique, l'État québécois récupère la totalité des ressources fiscales québécoises et n'a plus à se débattre dans deux structures administratives d'intervention parallèle.

Dès lors, la nouvelle situation créée par l'indépendance pourrait effectivement permettre au Québec d'établir des stratégies et des politiques économiques plus cohérentes et efficaces, en fonction des intérêts québécois d'abord. On n'aurait plus à se perdre dans des querelles paralysantes comme celle de la taxe de vente en raison de l'existence de deux gouvernements obéissant à des politiques économiques différentes du moins quant à leur impact.

Cette nouvelle situation favoriserait de plus une meilleure rationalisation des ressources financières en évitant le double emploi et en permettant, par une saine gestion, de dégager des ressources supplémentaires [112] pouvant servir à des fins plus utiles. Dans la même perspective, il serait possible d'envisager une plus grande concentration et une meilleure coordination au niveau des politiques et des programmes d'intervention.

En d'autres termes, en mettant de côté pour l'instant les modalités d'une éventuelle association économique, la souveraineté politique, permettrait au Québec de devenir un État souverain disposant des moyens d'intervention communs à tout État souverain.

Par contre, ceci étant dit, comme dans la plupart des autres pays, le Québec continuera à faire face à des problèmes de disparités régionales. Au départ, la seule véritable amélioration possible par rapport à la situation actuelle consistera à atténuer la partie des disparités régionales dues à l'existence de la double structure de décision et d'intervention qui conduit trop souvent à la confusion et à l'incohérence. Mais cela ne suffira pas à faire disparaître les disparités régionales. Par la suite, tout dépendra de la façon dont sera abordée la problématique économique et régionale québécoise.

L'État québécois souverain, on peut le présumer, aura des politiques économiques québécoises conçues et appliquées en fonction des québécois. Mais, c'est tout. Quant à connaître la nature de cette politique, tout dépendra de l'idéologie du parti politique au pouvoir ainsi que de la volonté politico-sociale des québécois. Une fois l'indépendance acquise, rien ne sera encore totalement dit sur la société dans laquelle veulent vivre les Québécois. Peut-on même dire qu'elle pourra correspondre globalement à la conception qu'en véhiculera alors le parti politique au pouvoir ?

Vers quoi semble se diriger actuellement le Parti québécois ? Au niveau des thèses spatiales de développement économique, il semble délaisser la thèse Montréal et villes satellites (thèse HMR) et la thèse du triangle urbain central (Montréal-Sherbrooke-Trois-Rivières) pour explorer plus à fond la thèse Montréal et Capitales régionales. Cette thèse veut s'inscrire dans le sens d'une politique de décentralisation et de régionalisation. On veut donc ainsi renforcer Montréal mais tout en créant des foyers de croissance dans les [113] régions pouvant soutenir leur développement. Si cette thèse, notamment pour les régions-ressources ou périphériques, peut paraître plus favorable que les précédentes, elle n'en assure pas pour autant leur développement. Les régions, et surtout leur capital, sont loin de faire face aux mêmes problèmes et ne peuvent se développer à partir d'une même politique. Comment ainsi créer À Rimouski, qui est essentiellement une ville de services sans véritable armature industrielle, un de ces foyers de croissance dont les effets d'entrainement pourraient au mieux atteindre Matane et Rivière-du-Loup ? Qu'en est-il alors de la Gaspésie ?

Au niveau des choix de production et de l'allocation des activités suc l'espace québécois, le Parti québécois, en raison de l'urgence des problèmes, penche vers des stratégies sectorielles plutôt que sur la conception d'une stratégie globale qui prend du temps. Les mini-sommets économiques ainsi que les politiques économiques qui en découlent s'inscrivent dans cette optique.

À plus long terme, on s'orienterait sur une double stratégie :

- une stratégie de substitution des importations définie en fonction des intérêts québécois et tenant compte de certaines réalités économiques telles que les biens à économie d'échelle ;

- une stratégie basée sur l'exportation de produits manufacturiers et en particulier sur la transformation des ressources. L'extraction et une première transformation de la ressource auraient lieu dans les régions-ressources, alors que la seconde transformation et la fabrication se réaliseraient dans le Québec de base. On espère ainsi mieux établir les liens intersectoriels et interrégionaux. Dans ce cadre on s'efforcerait de déconcentrer l'activité industrielle entre Montréal et le Québec de base, entre le Québec de base et les régions-ressources.

[114]

Une telle orientation aurait certes plus de chances de se réaliser dans un Québec souverain pouvant définir ses propres stratégies que dans un Québec assujetti à une double stratégie québécoise et canadienne. Toutefois, certaines contraintes dues à la présence canadienne et américaine demeureront. On peut aussi se demander jusqu'où pourra aller la déconcentration. Tel que nous venons de le souligner, elle devrait se limiter aux ressources et en ce qui concerne les régions, à une première transformation, à moins d'avantages comparatifs évidents. Il est peu probable par exemple que le gouvernement québécois force une nouvelle entreprise d'IBM à s'installer a Rimouski à coup de subventions comme le gouvernement fédéral a fait pour IBM à Bromont. De même, le MIC, devant une entreprise qui pensait à s'installer au Québec, l'a rarement incitée à s'installer à Hull de peur de la voir traverser la rivière Outaouais.

En somme, en raison des forces en présence, des pouvoirs de décision et des lieux de décision, inévitablement on peut s'attendre à ce que la hiérarchie soit respectée : Montréal d'abord, régions de base ensuite, enfin les régions périphériques dans la mesure où les pressions seront suffisantes. Les régions-ressources demeureront régions-ressources et ne pourront espérer un développement qu'à partir de ces dernières.

III) LES RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES

Un minimum de réalisme nous force à croire que la tendance naturelle et probablement inévitable de développement économique québécois se fera en fonction de Montréal et du Québec de base où se concentre la majorité de la population québécoise et où l'économie n'est pas déjà en très bonne santé. Au départ, les régions périphériques ont peu de poids réel dans la balance (et en auraient probablement encore moins dans l'avenir) sauf dans le mesure où elles servent à la prospérité du centre. Comme nous l'avons souligné, les disparités économiques peuvent s'atténuer, mais sont là pour demeurer longtemps, à moins d'un revirement décisif et soutenu. De plus, le développement restera basé sur les ressources.

[115]

Par contre, ce n'est pas tant le problème des disparités qui inquiètent le plus les régions périphériques, que la situation intolérable du chômage et de l'assistance sociale qui les maintiennent dans un état de dépendance inacceptable. Pour la population de ces régions, 1’émigration vers les grands centres industrialisés et la concentration urbaine dans leur territoire par la fermeture des localités marginales apparaissent de plus en plus comme une solution inacceptable. Les gens veulent demeurer dans leur région pour y travailler et pour participer au processus de développement.

Il faut donc permettre à la population des régions périphériques de vivre sur son territoire, de développer une pensée régionale et de définir ses propres priorités, au niveau du développement économique et social. En dehors des grandes orientations qui concernent le Québec dans son ensemble, les régions doivent avoir la possibilité d'élaborer leurs projets de développement au lieu d'être constamment en position de réaction et de lutte contre les modèles imposés de l'extérieur. La première dépendance à briser est la dépendance de la pensée. D'un côté, la région doit devenir capable de répondre aux modèles qui lui viennent de l'extérieur, et de l'autre, elle doit devenir capable de forcer les autres à répondre à ses propres modèles. À cet égard, les universités nouvellement implantées dans les régions périphériques sont susceptibles d'apporter une contribution importante au développement d'une pensée régionale, pourvu qu'on leur en donne les moyens.

Déjà dans l'Est du Québec, les gens, bien qu'encore de façon limitée, prennent conscience de la possibilité d'orienter leur développement économique et social selon leurs désirs et le mode de vie souhaité. C'est là à notre avis qu'on peut commencer à parler du contrôle social du développement économique pour les régions périphériques : JAL, Coopérative d'aménagement de ressources du transcontinental, Pêcheurs-Unis du Québec, coopérative agricole du Bas St-Laurent, Cartonnerie de Cabano, scierie d’Esprit-Saint, projet de Val-Brillant, etc.. D'abord sectorielles, les actions coopératives et populaires se dirigent maintenant vers l'aménagement intégré des ressources. La création récente d'une Société d'aménagement intégré des ressources de l’Est du Québec (SAIREQ) illustre bien cette tendance.

[116]

Si l'État central d'un Québec souverain veut libérer les régions, il devra leur permettre de contrôler une partie de leur développement économique. On ne lui demande pas d'amener IBM à Rimouski, on lui demande de. permettre que des projets comme la papeterie de Val-Brillant existent, que des expériences comme JAL puissent survivre autrement qu'à coups de pressions et que des expériences comme l'aménagement intégré des ressources se multiplient.

IV) LES PROBLÈMES LIÉS  
AU CONTRÔLE SOCIAL  
DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

L'hypothèse d'une véritable régionalisation de certains pouvoirs ne réglera pas pour autant tous les problèmes liés au contrôle social du développement régional. Le type de structure politique régionale qui sera adopté et les groupes sociaux qui en prendront le contrôle constituent deux problèmes majeurs sur lesquels on ne peut pour l'instant qu'émettre des hypothèses.

A) La structure politique régionale

Le projet de régionalisation du gouvernement québécois s'appuie sur une réforme des conseils de comtés qui leur permettra de prendre en charge le développement et l'aménagement de leur territoire. Cette option s'appuie sur ces critères socio-culturels liés au sentiment d'appartenance à une région restreinte, plutôt que sur ces critères économico-administratifs qui caractérisent les divisions régionales actuelles.

On se réfère ainsi à l'espace vécu, plutôt qu'à l'espace administratif d'une bureaucratie centrale lointaine. Et c'est tant mieux! Mais la mise sur pied de cette nouvelle structure régionale devra surmonter plusieurs obstacles dont le moindre n'est pas l'absence de traditions régionales au niveau administratif et l'absence de personnel de cadre compétent en nombre suffisant.

[117]

D'autres difficultés risquent de surgir : quels seront les rapports entre les conseils de comtés et le gouvernement central à Québec ? Si nous sommes en présence de cinquante à cent conseils de comtés, ceux-ci auront-ils les ressources humaines et financières nécessaires pour exercer un véritable contrôle sur le développement et l'aménagement régional ? Ou bien seront-ils à la remorque, enfin de compte, du gouvernement central pour toute action de planification et de développement ? On aboutirait alors à la séparation entre le développement, réservé au gouvernement central, et à l'aménagement, confié aux conseils de comtés.

Que deviendront dans tout cela les dix régions administratives actuelles ? Il semble difficile d'envisager leur disparition dans la mesure où la déconcentration des services du gouvernement central va demeurer une nécessité après la réforme envisagée et qu'une décentralisation des ministères au niveau de chaque conseil de comté apparaît irréaliste.

Dans la mesure où le sentiment d'appartenance à un espace plus restreint constitué par le comté n'exclut pas le besoin et la nécessité d'une coordination à une échelle régionale plus vaste, il y a fort à parier que dans certains coins du Québec, on assistera à un regroupement de conseils de comtés sur la base des régions administratives actuelles, compte tenu des traditions qui se sont développées depuis une dizaine d'années.

B) Les groupes sociaux et le pouvoir régional

Le deuxième problème majeur lié au contrôle social du développement régional concerne les groupes sociaux en cause à l'intérieur de chaque région.

Les structures régionales actuelles créées à la fin des années soixante ('60) permettent à divers organismes de faire entendre leurs revendications, soit à l'intérieur des Conseils régionaux de développement ou de leurs conseils spécialisés, soit de façon indépendante. Ces divers groupements [118] ayant des assises sociales différentes et des intérêts souvent divergents ont joué jusqu'ici le rôle de groupes de pression. C'est, du reste, le seul rôle qu'ils pouvaient jouer étant donné l'absence de véritables pouvoirs décisionnels au niveau régional.

Il n'y a donc pas lieu de se surprendre que dans certaines régions, comme l'Est du Québec par exemple, les CRD aient souvent changé d'orientation politique, étant dominés tantôt par la bourgeoisie commerçante, tantôt par L'OPDQ, tantôt par les mouvements populaires.

Jusqu'ici, en dépit de certaines frictions entre les groupements régionaux, c'est surtout en fonction du pouvoir central à Québec que se sont dirigées les revendications. On a même assisté à des fronts communs à l'intérieur d'une même région. Ce fut le cas dans le Bas Saint-Laurent pour s'opposer au déménagement à Québec de l'Institut de Marine de Rimouski.

Mais â partir du moment où l'on confiera de véritables pouvoirs aux régions, à partir du moment où il y aura des enjeux réels, on assistera à une lutte pour le pouvoir entre les différents groupements d'une même région. Dans la mesure où une décision politique régionale impliquera des choix, des conflits inévitables surgiront entre les différents groupements dont les assises économiques et sociales sont différentes.

Ainsi, dans l'hypothèse d'une régionalisation effective, on verra apparaître avec plus de clarté les rapports de classes à l'intérieur des régions. Dans cette perspective, on peut se demander qui des élites traditionnelles ou des mouvements populaires exerceront le plus d'influence au sein des conseils de comté. Il faut avouer, à cet égard, que les élites traditionnelles ont une bonne longueur d'avance dans la course qui s'amorce car ils dominent depuis longtemps la scène municipale.

[119]

En guise de conclusion, un certain nombre d'aspects méritent d'être soulignés. Ils découlent de ce qui vient d'être dit.

1- On peut identifier des régions au Québec à partir de critères tels que le milieu naturel, la polarisation économique, l'identité culturelle, mais l'histoire du Québec se caractérise par l'absence d'institutions régionales sur le plan politique et administratif. En d'autres termes, les régions au Québec, c'est tout sauf le politique.

2- Dans l'hypothèse d'un Québec indépendant, la régionalisation deviendra une nécessité à défaut de quoi, nous aurons un État très centralisé.

3- La réforme envisagée par le Parti québécois visant à créer des structures politiques et administratives régionales constitue un projet d'envergure qui pourrait marquer un tournant majeur dans l'histoire du Québec. Cependant, pour réussir, cette réforme devra surmonter certains obstacles liés à l'esprit traditionnel des élites qui contrôlent la scène municipale et à l'absence de traditions politiques régionales. Il faudra voir dans quelle mesure les agents de changement social qui œuvrent dans les mouvements populaires en marge du pouvoir pourront et voudront participer à ces nouvelles structures régionales.

4- En dépit des efforts de régionalisation, les forces structurelles de domination économiques, sociales et culturelles de la région montréalaise continueront de s'exercer sur les régions périphériques. La marge de manœuvre du pouvoir politique dans l'éventualité d'un Québec souverain demeurera très mince à cet égard. Cette tendance demeure inévitable mais il faudra prendre conscience que l'avenir du Québec repose sur un meilleur équilibre entre la région de Montréal et les autres régions du Québec.

5- La régionalisation aura atteint ses objectifs dans la mesure où elle permettra de développer l'esprit d'innovation dans les différentes régions du Québec, tant au niveau de la pensée et de l'organisation sociale que de la technologie.

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

ATELIER 5

SOUVERAINETÉ ET  
INTÉGRATION CULTURELLE  
DES NÉO-QUÉBÉCOIS

[Retour à la table des matières](#tdm)

[120]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 5**

“Les fondements sociaux  
des types d’insertion culturelle  
observés chez les néo-Québécois  
et l’utilisation politique  
des cultures ethniques.”

par

|  |  |
| --- | --- |
| Anne LAPERRIÈRE  Département de sociologie (U.Q.À.M.) | Gilles DESCHAMPS  Sociologue Ministère de l'immigration du Québec |

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le thème de l'atelier aborde d'emblée un sujet qui depuis longtemps anime un débat scientifique encore très actuel et polarisé et un débat socio-politique qui a été l'un des enjeux des dernières élections québécoises après avoir été ravivé par l'expression publique des intérêts des groupes ethniques minoritaires à chacune des occasions où l'on a semblé vouloir défendre législativement les intérêts de la majorité francophone. Il s'agit donc d'un sujet chaud et, précisément pour cela, le titre même de l'atelier a quelque chose de provoquant dans sa manière de définir les concepts à discuter.

Qu'il s'agisse d'intégration, par surcroît culturelle, ou des Néo-Québécois, on peut être sûr qu'il se trouvera quelque part quelqu'un pour remettre en cause l'un ou l’autre de ces concepts. Il faut en effet savoir que l'épithète de néo-québécois est fréquemment considéré par ceux qui s'en voient affublés comme une des nombreuses formes sournoises de discrimination à leur endroit et comme un qualificatif inutile à moins que l'on ne cherche volontairement à entretenir une catégorisation sociale. Être néo-québécois c'est en conséquence ne pas être tout-à-fait québécois et peut-être implicitement ne pas pouvoir mériter ce titre. De leur côté, les scientifiques discuteraient certainement longtemps de l'à-propos du concept d'intégration culturelle pour ses défauts culturalistes et l'allusion qui y est faite à l’ancien idéal américain de "melting pot" et donc au bon vieux concept d'assimilation qu'il avait pourtant détrôné. Dans le cadre du débat scientifique sur la question, le concept d’intégration culturelle est déjà jugé par plusieurs comme un concept rétrograde, ou du moins dépasser. Pour d'autres c'est carrément un faux concept.

[121]

Si ce débat verse parfois dans le dogmatisme et devient intransigeant, il n'en soulève pas moins des questions importantes sur une réalité sociale que personne ne conteste. Malheureusement, il faut aussi constater que ce débat, qui va bientôt célébrer son centenaire, n'a pas encore produit de résultats théoriques remarquables. L'éternelle actualité du sujet y est peut-être pour quelque chose mais il est également très probable que l'on soit parti sur une fausse piste en parlant uniquement de culture.

L'analyse qui suit se propose de démystifier, en un premier temps, les concepts de "culture" et "d'intégration culturelle". En effet, un des éléments qui a rendu inopérants les concepts des théories sur l'intégration culturelle est le fossé qu'on y a creusé entre la culture et les réalités économiques, sociales et politiques vécues par les immigrants dans la société d'accueil, comme si la culture était un en-soi psychique singulièrement résistant à toute influence du monde social. Une analyse des données disponibles sur les minorités néo-québécoise fera ressortir comment, au contraire, les grandes lignes des modes d'adaptation des québécois d'arrivée récente relèvent beaucoup plus des conditions socio-économiques et du contexte politique auxquels ils se trouvent confrontés que des données idiosyncratiques de leurs cultures d'origine.

En poussant plus loin l'analyse, nous démontrerons dans une deuxième section comment la culture non seulement, subit l'influence du contexte social dans lequel elle s'inscrit, mais contribue de plus activement à le définir ou à le justifier idéologiquement. Ainsi, étudierons-nous comment la culture peut être activement utilisée tant par les collectivités immigrées que par les divers sous-groupes de la société d'accueil pour façonner des attitudes, des idéologies ou des mouvements collectifs qui servent leurs intérêts particuliers. Dans cette optique, nous verrons comment en Amérique du Nord, les interprétations sociologiques strictement culturalistes concernant l'intégration des immigrants [[136]](#footnote-136) ont objectivement servi bien à propos d'instrument idéologique pour camoufler les mécanismes réels d'une stratification ethnique persistante, en en renvoyant les causes aux caractéristiques psychologiques des groupes ethniques mêmes.

[122]

Enfin, en un troisième temps, nous réinterprèterons, en les reliant systématiquement au contexte économique, social et politique du Québec, les relations interethniques québécoises des trente-cinq dernières années.

À la lumière de ces analyses sur la nature de la culture et de son utilisation politique nous tenterons en conclusion un exercice de prospective en ce qui concerne l'avenir de l’"intégration culturelle" des néo-québécois sous un gouvernement souverainiste ; nous en ferons ressortir que, quelle que soit l'option idéologique que prendra le gouvernement du Parti québécois - celle d'un projet commun québécois qui accueillerait d'emblée tous les membres des minorités ethniques acceptant de se définir comme Québécois, ou celle d un multiculturalisme québécois – 1’intégration culturelle relèvera en dernier lieu, par-delà les mots, du type de fonctionnement économique - hiérarchisé ou égalitariste - qu'il choisira de promouvoir.

I) L'APPROCHE CULTURALISTE  
EN RELATIONS ETHNIQUES :  
UNE DÉMYSTIFICATION

La plupart des approches théoriques en matière de relations ethniques se sont montrées à ce jour plus descriptives qu'explicatives. Nous ne prendrons comme exemple que l'approche culturaliste qui a eu, de ce côté de l'Atlantique, le plus grand succès et que beaucoup utilisent encore tant elle est séduisante par la simplicité de sa vision linéaire de l'intégration culturelle et son bon sens évident. Sa logique est simple comme un jeu de société et ramène tout le dynamisme de l'insertion sociale de l'immigrant à quatre étapes d’un transfert d’allégeance culturelle (de la culture d'origine à celle de la société d’accueil) qui sont autant de tonalités culturelles caractérisées par des états psychologiques de plus en plus euphoriques à mesure que l'anomie culturelle est réduite et que l'on va vers l'assimilation complète de la culture de la société d'accueil. Cette théorie mécanique est dans un sens parfaite dans sa manière d’aller chercher toute sa vraisemblance dans l'intuition que l'on a du phénomène. En même temps elle est parfaitement invérifiable dès que l'on tient compte de la mouvance des cultures, de la multiplicité des traits culturels impliqués et enfin des contextes différents d'intégration. Le triomphalisme [123] culturel de cette approche fait en effet complètement abstraction des situations sociales, économiques et politiques objectives qui sous-tendent, conditionnent et limitent les diverses cultures. L'approche de "l'intégration culturelle" considère la culture comme un en-soi, existant en dehors de toute influence macro-sociale. Elle aboutit en conséquence à un cul-de-sac psychologiste, lorsqu'il s'agit d'expliquer les phénomènes ayant trait aux relations interethniques dans nos sociétés.

La sociologie américaine est elle-même venue à mettre cette approche très sérieusement en cause non seulement par la critique qu'elle en a faite mais aussi par la constatation d'une corrélation irréductible et omniprésente entre le statut socio-économique, l'appartenance ethnique et le degré d'intégration à laquelle se sont heurtées régulièrement les analyses culturalistes. De là à émettre l'hypothèse que les formes d'insertion sociale des minorités ethniques pouvaient être également déterminées et orientées par le dynamisme des rapports socio-économiques et politiques, il n'y avait qu'un pas, qui ne fut franchi que très récemment et après nombreux piétinements. Cette corrélation entre statut socio-économique, ethnicité et mode d'intégration est particulièrement claire dans le cas des néo-québécois.

A) Modèles culturels d'insertion sociale  
et situation socio-économique des minorités québécoises  
d'implantation récente

Dès que l'on se donne la peine de relier les cultures aux situations sociales objectives qui les sous-tendent, et de la considérer non plus comme des en-soi psychologiques, mais comme des réponses concrètes à ces situations objectives (réponses pouvant varier, mais à l'intérieur des limites de ces situations) l'analyse des phénomènes culturels devient particulièrement parlante. Ainsi, peut-on distinguer chez les Québécois d'établissement récent deux modes d'insertion opposés, qui correspondent systématiquement aux conditions socio-économiques objectives contrastantes dans lesquelles ils vivent.

[124]

Nous connaissons peu des façons caractérisées de sentir, de parler et d'agir des minorités ethniques québécoises, si ce n'est celles ayant trait à leurs modes spécifiques d'insertion dans la société québécoise ou à leurs modes de relations avec les autres communautés ethniques québécoises (types d'organisations et institutions ethniques, concentration résidentielle, endogamie-exogamie conservation de la langue ethnique d'origine, connaissance de la langue du pays d'accueil, etc...) Ces caractéristiques, si limitées soient-elles, n'en constituent pas moins des indicateurs particulièrement significatifs dans une analyse de l'intégration de minorités dans la société québécoise d'accueil, et font ressortir des contrastes singulièrement éclairants. Ces caractéristiques sont d'autre part infiniment plus rentables pour une analyse des relations interethniques que les indicateurs culturalistes typiques ayant trait à la survie des façons de faire du pays d'origine que l'on a souvent recensées, mais dont on n'a jamais pu démontrer la signification sociale. L'analyse de l'intégration culturelle des minorités suivant ces caractéristiques dégage de façon nette deux types différents d'intégration, se situant aux deux extrêmes de l'échelle socio-économique.

D'une part, on retrouve au bas de l'échelle socio-économique, les minorités néo-québécoises à forte cohésion interne et â forte identification ethnique (principalement des Européens du Sud et de l'Est) totalisant 45% de la population néo-québécoise. Les indices de cohabitation ethnique [[137]](#footnote-137), d'endogamie, de conservation de la langue d'origine et de non connaissance des langues officielles "canadiennes" y sont très forts [[138]](#footnote-138) ; les associations et institutions etchniques de tous genres (affaires, écoles, information, etc.) y foisonnent et y jouent un rôle-clef dans la survie de la communauté [[139]](#footnote-139).

[125]

La majorité des néo-québécois de ces groupes ethniques sont d'origine modeste, le plus souvent rurale. De ceux qui sont nés à l'étranger, plus des deux tiers ont moins de sept ans de scolarité. [[140]](#footnote-140)

Ces néo-québécois ont émigré pour des raisons économiques, a la faveur de la forte demande de main-d'oeuvre au Canada dans les années d'après-guerre, et du parrainage, par la suite. À leur arrivée, ces immigrants se retrouvent massivement dans les emplois les plus difficiles et les moins bien payés (textile, hôtellerie, restauration, etc.). Ils connaissent une mobilité sociale ascendante rapide [[141]](#footnote-141), en cumulant les heures de travail et le travail de tous les membres disponibles de la famille, et en vivant de façon austère dans des logements souvent partagés par plusieurs familles. Leur but premier est l'établissement matériel de leur famille, dans une maison qu'ils possèdent.

À l'autre extrémité de l'échelle socio-économique, un deuxième ensemble de néo-québécois numériquement tout aussi important que le premier (principalement des Européens du Nord et de l'Ouest et des Américains) affiche un mode d'intégration inverse. Ses membres, hautement qualifiés (de ceux nés à l'étranger, plus de 40% ont plus de 11 ans de scolarité et plus de 75% en ont plus de 7 ans) occupent à l'autre extrême de l'échelle sociale au Québec, les postes les plus rémunérés de notre société [[142]](#footnote-142), où ils se sont liés avec les anglophones. Quoiqu'ils émigrent d'abord pour des raisons économiques, comme les néo-québécois du premier type, ces motifs ne sont pas aussi purs, car le désir de vivre dans une société où la mobilité sociale est plus facile et le style de vie différent, les motive tout autant [[143]](#footnote-143). Très intégrés à la minorité anglophone, ils ne sont pas ostensiblement regroupés [[144]](#footnote-144) résidentiellement [126] par communauté ethnique, mais ont essaimé dans les quartiers de l'ouest de la ville, à l'exclusion des quartiers francophones de l'est et du centre : ils ne connaissent d'ailleurs pas plus le français que les néo-québécois du premier type (seul 43% le connaisse) [[145]](#footnote-145), et ce, malgré leur haut taux de scolarisation et leur établissement plus ancien au Québec. Leur exogamie est très forte (environ 75%, soit l'inverse des ethnies du premier type [[146]](#footnote-146)). Ils comptent parmi les groupes ethniques qui tiennent le moins à conserver leur langue d'origine (seul 6% la conserve comme langue d'usage à la deuxième génération [[147]](#footnote-147)). Leurs associations ne jouent pas le rôle important d'intégration interne de la communauté que jouent les associations du premier groupe : dans ce cas-ci, il s'agit plutôt d'associations artistiques ou "de souvenir" [[148]](#footnote-148). Enfin, notons qu'aucune de ces ethnies ne profitait avant 1970 du règlement permettant la création d'écoles ethniques, ni de celui permettant la diffusion de programmes en langes ethniques. La contribution économique, sociale et artistique des non-francophones du groupe à la société québécoise se fond à celle de la minorité anglophone. Cette intégration structurelle à la communauté anglophone, enfin, ne correspond pas nécessairement chez ce groupe à un engagement et à une identification à leur nouvelle société : des études faites a Toronto auprès des néo-canadiens les plus qualifiés et exactement des mêmes origines [[149]](#footnote-149) ainsi qu'une étude plus limitée faite a Montréal [[150]](#footnote-150), font ressortir qu'ils se considèrent beaucoup moins comme "Canadiens" que les néo-canadiens moins favorisés. Cela est sans doute dû au fait qu'ils font parties de cette élite de techniciens et de diplômés fortement en demande sur le marché international, et qu'ils sont, en conséquence, très mobiles.

En bref, alors que les néo-québécois hautement qualités ont typiquement renoncé au départ à leur identité ethnique collective et se sont fondus [127] sans peine dans le groupe anglophone aux plus hauts échelons de l'échelle sociale québécoise, les néo-québécois peu qualifiés se sont au contraire tournés au départ vers leur communauté ethnique pour leur fournir emploi, logis, et "culture" ; passée cette phase de première adaptation, la référence à la communauté ethnique a perduré et s'est même cristallisée, malgré sa nécessité économique moindre, en toute apparence.

Bien qu'il soit raisonnable de supposer que les façons de penser, de sentir ou d'agir qui constituent la culture d'origine des diverses communautés ethniques continuent à survivre sous différentes formes dans le pays d'accueil, les limites imposées à la culture des minorités ethniques par leur statut socio-économique objectif dans le pays d'accueil même ressortent clairement de cette typologie : qu'elles soient grecque, portugaise ou italienne, les ethnies dont le statut socio-économique de départ était faible ont systématiquement eu recours au ghetto comme mode d'insertion dans la société québécoise ; celles dont le statut de départ était élevé ont "opté" au contraire pour l'invisibilité sociale.

C'est notre hypothèse que ces modes d'insertion contrastants (ghetto ou invisibilité ethniques) modèlent les façons de penser et d'agir des minorités ethniques d'arrivée récente au moins autant que tout élément de la culture d'origine, sinon plus, et ce, particulièrement en ce qui concerne leurs relations avec la majorité démographique francophone et la majorité économique anglophone. Assez étrangement, la littérature traditionnelle a ignoré l'influence évidente de la société d'accueil dans le façonnement de la culture des immigrants, insistant de façon exclusive sur leur passé culturel. Pourtant, l'importance du poids des influences de la société d'accueil se traduit de façon nette par une conformité certaine des modes d'insertion culturelle et des types de relations établis entre communautés "autochtones" et minorités ethniques de toutes origines. Cette homogénéité est directement rattachée au statut socio-économique de ces minorités qui pose à toutes les mêmes limitations dans leur choix.

[128]

II) UTILISATION POLITIQUE  
DE LA CULTURE

A) Ethnicité et modèles d'insertion sociale :  
une remise en question

L'idéologie courante sur l'ethnicité et tout particulièrement celle prônée par le multiculturalisme nous ont habitué â considérer l'ethnicité et les cultures ethniques d'un point de vue statique, en termes d'identification â une communauté et à un bloc de façons de penser et d'agir importées du pays d'origine et presque immuables. Cette identification a été considérée tour à tour comme le principal obstacle ou l'intermédiaire indispensable à l'adaptation des immigrants ; mais quelle que soit l'appréciation qu'on lui a donnée, l'ethnicité a été considérée comme une notion figée, faisant référence aux seuls acquis culturels du passé pré-migratoire et à leurs survivances dans la société d'accueil.

Dans cette optique, le contraste entre les modes d'insertion des diverses ethnies en Amérique du Nord a traditionnellement été interprété comme un choix libre des diverses minorités et des individus qui les composent, en fonction de leur degré respectif de "grégarisme culturel", de l'éloignement de leur culture d'origine de celle de la société d'accueil, ou, plus simplement, de la taille du groupe. De telles interprétations ne résistent cependant pas à l'analyse, ou sont difficilement vérifiables : les Japonais, par exemple, ont beaucoup mieux réussi en Amérique du Nord que les groupes italien ou grec, malgré un "éloignement culture" plus considérable ; les Québécois d'origine allemande sont aussi nombreux que ceux d'origine grecque : pourtant, ils ne se sont pas regroupés en ghetto ; les Italiens, à leur tour plus nombreux que les Allemands, 1’ont fait ; enfin, il est difficile de démontrer que le groupe allemand est en soi culturellement moins grégaire que le groupe grec. Après analyse systématique des variables connues, la seule qui soit en rapport constant avec le mode d'insertion par ghetto ou par immersion est celle du statut socio-économique. Ce ne sont donc pas tant les cultures ethniques et l'ethnicité qui seraient â l'origine des types d'insertion des diverses ethnies immigrées dans leur société d'accueil que les conditions sociales et économiques qu'elles y rencontrent associées aux caractéristiques socio-économiques de départ de leurs membres.

[129]

Une analyse historique menée par Orlando Patterson sur les Chinois de Jamaïque et de Guyane [[151]](#footnote-151) venait récemment mettre ce fait plus en lumière. Patterson y démontre comment, au fil des variations dans le contexte économique, politique et social, les Chinois ont utilisé leur ethnicité de façon différente, en vue de servir leurs intérêts sociaux et économiques le plus efficacement possible. En Jamaïque, les Chinois se sont dispersés et mêlés à la population noire en un premier temps, l'immigration étant exclusivement masculine, d'une part, et le travail agricole qu'on leur réservait collectivement ne les attirant guère.

Ayant dû se disperser et se métisser pour survivre, les Chinois mirent obligatoirement de côté leur identification ethnique durant cette première période. Ce n'est que lorsqu'ils se retrouvèrent bien établis et bien en contrôle du commerce de détail de l'île, que les élites blanches et métisses méprisaient et pour lequel la population noire n'avait pas les ressources nécessaires, que les Chinois crurent de leur intérêt de donner un caractère ethnique à ce monopole, afin de leur donner une assise. Ce caractère ethnique fut essentiellement "culturel", les fils métis étant envoyés en Chine pour se faire éduquer et revenant souvent mariés à des Chinoises. Lorsqu'après la décolonisation, les élites mulâtres parvenues au pouvoir insisteront pour la création d'une nation jamaïcaine homogène, les Chinois se verront reprocher leur hermétisme culturel ; ils décideront alors d'abolir leurs écoles et autres institutions et de se fondre dans l'élite. Cette intégration â l'élite sera d'ailleurs aidée par la relocalisation du commerce chinois dans les banlieues urbaines nouvellement développées ; en effet, à partir du moment où les classes moyennes et favorisées avaient élu la banlieue comme lieu de résidence, il s'était créé un besoin en supermarchés et en vastes centres d'achats ; il devenait dès lors plus rentable pour les commerçants chinois de délaisser le centre-ville pour un commerce plus prometteur en banlieue, ce qui impliquait en même temps, la dispersion spatiale de la communauté. C'est ainsi que les commerçants chinois en viendront à abandonner leur identification ethnique de type "culturel" pour faire place à une identification ethnique de type racial, correspondant à une sympathie diffuse entre Jamaïcains d'origine raciale chinoise.

[130]

Ainsi, de cette analyse des mutations du contenu de l'ethnicité chinoise en Jamaïque, Patterson conclut en disant que "ce qui est essentiel dans l'étude des groupes ethniques, ce n’est pas tant l'ensemble des objets symboliques qui les différencient entre eux que l'utilisation sociale qui est faite de ces objets symboliques". Ainsi, "les allégeances ethniques reflètent-elles les intérêts socio-économiques sous-jacents des membres du groupe, et sont maintenues par ces intérêts socio-économiques" [[152]](#footnote-152).

Mais l'identité ethnique, ajouterons-nous, n'est pas utilisée et maintenue qu'en fonction des seuls intérêts des membres du groupe ethnique. Les analyses marxistes et celles sur le racisme dans les sociétés multiculturelles, démontrent bien comment l'ethnification de sous-groupes sociaux peut être encouragée de l'extérieur par les groupes sociaux dominants d'une société [[153]](#footnote-153). Elles mettent en relief l'utilisation qui a été faite historiquement de l'ethnicité des groupes sociaux dominés ou exploités dans une société par les groupes dominants, en vue de maintenir et justifier cette domination par des critères génétiques ou culturels [[154]](#footnote-154) et d'empêcher chez les groupes dominés une coalition d'intérêts en les divisant ethniquement.

B) La fonction politique de la sociologie culturaliste

Ainsi, l'analyse de l'ethnicité en termes d'instrument et non plus en termes absolus met-elle l'accent dans l'analyse culturelle non plus sur le passé pré-migratoire mais sur les contextes social, politique et économique de la société d'accueil et les modes de vie qu'ils imposent concrètement aux immigrants et aux minorités ethniques. Que la science sociale se soit arrêtée si tard à prendre en compte l'influence évidente de la société d'accueil sur le développement des cultures ethniques n'est pas le fruit du hasard. Les [131] sciences sociales ont servi plus souvent qu'autrement d'instrument idéologique visant à justifier et maintenir le statu quo social. Tant que l'on considérait l'ethnicité comme un pôle d'identification immuable, procédant exclusivement- ou presque - du passé pré-migratoire, l'intégration malaisée de certaines ethnies confinées en ghettos dans la société nord-américaine pouvait être automatiquement reliée à leurs caractéristiques "ethniques" dysfonctionnelles : la société d'accueil sortait ainsi absoute de toute responsabilité et de toute discrimination à leur endroit.

En faisant ressortir au contraire l'importante influence des conditions objectives prévalant dans la société d'accueil sur les styles d'intégration des minorités d'établissement récent - et cette influence est évidente au Québec, comme l'illustre notre typologie - la société d'accueil devient inévitablement mise en cause dans le processus d'insertion culturelle.

Ainsi, dans l'éclairage de cette analyse, serait-il plus juste de voir dans le regroupement en communautés étanches des ethnies québécoises à faible statut socio-économique d'abord le résultat d'une dynamique des intérêts sociaux en présence dans la société d'accueil, plutôt qu'une manifestions inévitable - ou salutaire - de leur attachement à leur culture d'origine : en effet, en admettant qu'une telle manifestions soit inévitable, comment expliquer qu'un nombre tout aussi important de néo-québécois, mais à l'autre extrémité de l'échelle sociale, se soit effectivement fondu dans 1'establishment anglophone ? Admettant, d'autre part, qu'une telle manifestation culturelle soit salutaire, comment expliquer que ceux qui y ont explicitement renoncé se retrouvent au haut de l'échelle sociale, alors que ceux qui y recourent se retrouvent assez ironiquement au bas de cette même échelle ? Serait-ce que le salut est dans la pauvreté ?

En fait, l'attachement à la culture d'origine, et plus particulièrement, à son expression en formes ghettoisées ne tient pas tant d'une nécessité absolue que d'une nécessité strictement politique, comme nous le démontrerons dans les sections qui suivent.

[132]

C) L'utilisation politique des cultures ethniques  
dans la société nord-américaine

Dès 1962, Porter avait constaté que la stratification sociale canadienne correspondait de près à une stratification ethnique rigide [[155]](#footnote-155), où les Britanniques et les originaires des pays européens protestants accaparaient le haut de l'échelle sociale dans un ordre déterminé, alors que les autres ethnies semblaient bloquées aux échelons inférieurs, suivant une hiérarchie tout aussi impeccable, et indépendamment de leur durée de séjour au pays. Parallèlement, la sociologie américaine découvrait récemment que l'isolement des ethnies de niveau socio-économique inférieur était un fait qui, loin de s'atténuer au fil des années ou même des générations, perdurait en dépit même de l'idéologie et des politiques assimilationnistes ou égalitaristes nord-américaines ("the unmeltable ethnics"). Fait frappant, lorsque l'on parlait de ces ethnies qui "se refusaient" â l'assimilation, on visait toujours systématiquement les ethnies qui, dans l'ensemble, accusaient un faible statut socio-économique, comparativement aux autres, et qui constituaient l'immense majorité des ethnies "visibles", regroupées en ghettos.

L'idéologie multiculturaliste au Canada et celle du retour aux communautés ethniques de base aux États-Unis sont venues transformer bien à point en vertu ce vice de fonctionnement soudainement mis a jour dans une société qui se voulait égalitaire. Plutôt que de s'attaquer aux racines du mal, ce qui impliquait une transformation sociale majeure, on décida de le glorifier.

On fit de la survie des cultures ethniques un sujet de fierté pour les minorités visées et d'ouverture d'esprit pour la société dans son ensemble, alors même qu'il venait d'être démontré que la visibilité ethnique correspondait de façon systématique à une infériorisation socio-économique des minorités impliquées et à sa justification idéologique : si ces groupes étaient visibles, n'était-ce pas dû à leur incapacité de s'adapter [[156]](#footnote-156) ? En fait, la mise en relief de caractéristiques différencielles des "immigrants" permettait leur identification, donc leur minorisation et leur exploitation ; la glorification de ces différences permettait en plus de les rendre heureux de cet état de choses. Politiquement, la lancée du multiculturalisme constituait un coup de maître.

[133]

Il est significatif d'ailleurs que les néo-québécois de haut statut social n'aient fait que peu de cas du multiculturalisme et que ce ne soient que les ethnies de statut socio-économique nettement inférieur - ou plus précisément leurs élites respectives, dont la base économique est socialement ethnique [[157]](#footnote-157) - qui l'aient adoptée avec enthousiasme.

Enfin, l'exaltation des différenciations ethniques parmi les classes sociales les plus défavorisées par le système économique actuel avait une utilité politique plus générale fort appréciable : elle permettait de consolider leur fragmentation, de masquer leurs intérêts communs et de détourner des classes dominantes les conflits engendrés par l'inégalité sociale, pour les ramener à des conflits inter-ethniques aux niveaux inférieurs de l'échelle sociale.

Aux termes de cette analyse de la réalité ethnique, il s'avère plus juste de préférer aux concepts statiques d'ethnicité, d'identité ethnique et de minorité ethnique ceux plus dynamiques d'ethnification, d'identification ethnique et de minorisation ethnique.

III) DES INTERPRÉTATIONS CULTURALISTES  
AUX FONDEMENTS ÉCONOMIQUES  
ET POLITIQUES DES CONFLITS ETHNIQUES  
AU QUÉBEC

Le Québec n'a pas échappé au cours de ce siècle aux versions culturalistes et aux interprétations "racistes" qui en découlent pour expliquer les conflits ethniques qui y perdurent depuis la colonisation anglaise. Ainsi, la position économique subordonnée des Canadiens français, directement entraînée par la colonisation britannique, a-t-elle été considérée comme une conséquence [134] de l'incapacité congénitale de ces derniers a "faire des affaires : interprétation idéologique répandue par l'élite dominante, mais aussi intériorisée, acceptée comme telle par la majorité des Canadiens français eux-mêmes [[158]](#footnote-158) jusqu'aux années soixante. D'autre part, la non-intégration des minorités ethniques de faible statut socio-économique à la majorité francophone, en dépit d' "affinités culturelles" évidentes, a été expliquée par la xénophobie caractérisée des Québécois français [[159]](#footnote-159), alors que les aspirations de ces mêmes minorités ethniques à l'école et à la langue anglaise étaient justifiées idéologiquement par la "plus grande ouverture d'esprit" et la supériorité des anglophones [[160]](#footnote-160).

Cette dernière section proposera une rapide réinterprétation de l'évolution des conflits ethniques au Québec ces vingt-cinq dernières années non plus suivant les idéologies populaires culturalistes, mais en s'attachant systématiquement aux situations économique, politique et sociale objectives qui ont présidé à l'orientation des relations interethniques au Québec depuis 1945.

On a souvent interprété à tort l'option politique et idéologique de plus en plus ouverte des minorités ethniques québécoise de faible statut socio-économique en faveur du groupe anglophone comme un indicateur de leur intégration culturelle croissante à ce groupe. En fait, le mode d'insertion culturelle de ces néo-québécois n'a guère varié depuis la deuxième guerre mondiale : ils se sont invariablement retrouvés et se retrouvent toujours en ghettos, alors que les immigrants les plus qualifiés continuent de passer incognito dans notre société en se fondant au groupe anglophone.

Mais quoique leurs conditions objectives d'insertion au Québec n'aient guère changé, leur alignement politique, qui s'est traduit en termes d'aspirations culturelles, s'est considérablement accentué suite aux changements marqués dans le système éducationnel et aux changements observés dans le contexte socio-politique québécois. C'est cette cristallisation de l'idéologie [135] politique des minorités ethniques québécoise de faible statut que nous étudierons dans la section qui suit, dans la mesure où elle illustre particulièrement bien l'enracinement des idéologies sur la culture dans les situations économiques et politiques concrètes.

Le Québec d'avant les années soixante présentait deux sociétés étanches, l'une anglophone, dominant les rouages de l'économie, l’autre francophone, cantonnée aux paliers inferieurs et dans les professions libérales. Entre ces deux sociétés aux intérêts divergents, peu de moyens de transition, et une idéologie tour â tour raciste ou culturaliste, qui attribuait aux incapacités génétiques ou â la "paresse" des Canadiens français leur position subalterne.

C'est dans ce contexte que se sont inscrites la mince immigration d'avant-guerre et celle, beaucoup plus importante, des années 1945 à 1960. Les nouveaux Québécois qualifiés s'inscrivaient d'emblée dans la société anglophone, qui leur faisait largement place, évitant par là d'avoir à faire place aux francophones, ce qui aurait perturbé une stratification ethnique utile. Les moins qualifiés, dont faisait peu de cas la majorité francophone préoccupée essentiellement par sa propre survie, se sont retrouvés dans des ghettos, en marge à la fois des francophones, dont ils partageaient pourtant le destin socio-économique, et de la société anglophone, dont 1’accès était pratiquement inexistant pour les citoyens de faible statut socio-économique.

Le Québec d'avant les années soixante offrait ainsi l'image d'une société pluriculturelle typique [[161]](#footnote-161), clairement stratifiée suivant des lignes ethniques étanches qui recouvraient des positions socio-économiques prescrites. Tant que la domination de la majorité économique anglophone s’est exercée sans encombre sur la majorité démographique francophone, à 1’abri des critères culturels systématiquement mis de l'avant, les tiers groupes se sont conformément greffés à l'une ou l'autre société en fonction de leur statut socio-économique, et n'ont tenu aucun rôle public sur la scène de la "société stable" qu’était alors le Québec. C'est à cette époque d'ailleurs que les néo-québécois qui partageaient avec les francophones le bas de l’échelle socio-économique [136] ont le plus donné priorité au français sur l'anglais comme langue seconde, langue d’usage ou langue d'éducation de leurs enfants (Cf. les tableaux 1 et 2).

C'est avec le déblocage de la société francophone que les tiers groupes se sont soudain trouvés propulsés à l’avant-scène de la politique québécoise. Les années soixante, en ouvrant la porte de la mobilité sociale aux francophones du Québec (par la réforme du système d'éducation, notamment) l’ouvraient également aux minorités ethniques qui partageaient le même statut social. Ces réformes s'appliquaient en effet à tous. Ces autres minorités, établies pour la plupart alors depuis une bonne dizaine d'années au Québec, avaient eu le temps, d'autre part, de se créer des assises économiques assez viables pour songer désormais à plus et profiter du mouvement ascendant des francophones.

Un jeu de forces complexe s’enclenche alors entre les groupes francophone, anglophone et allophone. L'establishment économique anglais, véritable élite coloniale et parfaitement hermétique socialement jusque là, ne peut s'opposer â la mobilité sociale massive nécessitée au Québec (comme partout en Amérique du Nord) par les développements technologiques de la dernière décennie. Cependant, la démocratisation qu'entraîne cette mobilité comporte des risques dans la mesure ou elle implique forcément une modification importante de la composition ethnique des classes sociales, étant donné l'importance démographique du groupe français. L'intérêt pour la minorité dominante anglaise de s'allier les tiers-groupes encore neutres en leur ouvrant des perspectives économiques intéressantes, à titre de principal pourvoyeur d’emploi, devient alors évident et lui permet en outre de choisir plus judicieusement une forme moins menaçante de métissage des classes sociales, en minimisant les chances que ce métissage ne se fasse avec les francophones (théorie du groupe tampon) et en ne s'opposant pas à l'émancipation des classes les moins favorisées.

[137]

TABLEAU 1

Langue maternelle des personnes d'origine ethnique italienne,  
1931-1961 (répartition procentuelle)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Anglais | Français | Autre |
| 1931 | 2.9 | 9.8 | 87.3 |
| 1941 | 6.0 | 17.6 | 76.4 |
| 1951 | 9.2 | 21.3 | 69.5 |
| 1961 | 5.9 | 13.6 | 80.5 |
| 1971 | 8.7 | 12.3 | 79.0 |

Source : R. Maheu, "Groupes ethniques et linguistiques", doc. 415 (c). p. 13 et Statistique Canada, 1971

TABLEAU 2

Répartition procentuelle des transferts linguistiques  
subis par les autres groupes ethniques, 1931-1961

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Année | Vers l'anglais | Vers le français | Total |
| 1931 | 48.0 | 52.0 | 100% |
| 1941 | 64.1 | 35.9 | 100% |
| 1951 | 70.5 | 29.5 | 100% |
| 1961 | 69.6 | 30.4 | 100% |

Source : R. Maheu, "Groupes ethniques et linguistiques" doc. 415 (c) p. 29.

[138]

Il est évident que les minorités néo-québécoises, de leur coté, ont aussi vu là l'occasion d’associer leurs intérêts à ceux du groupe anglophone : à partir des années soixante, qui marquent l'ouverture du maraudage ethnique au Québec, les néo-québécois choisissent systématiquement et résolument l'école et la langue anglaises (voir les tableaux 1 et 2). Sans doute, est-ce là en partie un reliquat du mauvais accueil qu’ils avaient reçu dans les écoles françaises confessionnelles de l'époque duplessiste, mais de façon beaucoup plus essentielle, c'est une lancée dans l'échelle sociale, via les instruments culturels anglophones, qui ira s'accentuant jusqu'à la loi 101. Le rappel constant des mauvais souvenirs du confessionnalisme scolaire des francophones aura souvent servi à justifier ce choix de plus en plus massif de l'anglais de la part des minorités, malgré le net effort qu'aura affiche la majorité francophone, à partir de 1968, pour mettre sa culture à la portée de tous.

Répartition des inscriptions des enfants des immigrants italiens  
par secteur scolaire pour quelques années académiques de 1931 a 1971

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Année | École française | École anglaise |
| 1930-1931 | 52.2% | 46.8% |
| 1950-1951 | 34.3% | 65.7% |
| 1962-1963 | 25.2% | 74.8% |
| 1971-1972 | 10.7% | 89.5% |

Tiré du rapport Gendron, tome 3, p. 202

En fait, les minorités ethniques à faible statut socio économique ont estimé dans les années soixante que l'insertion au monde anglophone constituait encore pour elles la voie la plus accessible et la plus directe à la promotion sociale. Il fallait, bien sur, reconnaître le fait français ; mais les Québécois d'établissement récent n'étaient pas prêts à y laisser s'engouffrer leurs chances de réussite sociale : pensant que leur statut de [139] néo-québécois les placerait toujours derrière les autochtones, quelles que soient leurs qualifications, mieux valait, somme toute, être derrière les plus riches que derrière les plus pauvres.

Bien sûr, on était conscient de l'effervescence que connaissait la majorité francophone, à laquelle les leaders néo-québécois destinaient leurs professions de foi dans le "bilinguisme" et la "neutralité politique" des tiers-groupes québécois alors même que, au-delà de ce discours idéologique l'anglicisation et la politisation s'accroissaient de façon constante chez ces groupes. En conséquence, la question néo-québécoise a monopolisé forcément l’attention de tous ces groupes impliqués lors des trois dernières élections québécoises et constitué le point brûlant de tous les débats autour des lois, linguistiques. La minorité anglophone, un moment ébranlée par la poussée nationaliste des Québécois, se voyait ainsi appuyée par ceux qui étaient devenus en cours de route ses plus farouches défenseurs. D'autre part, sans doute y avait-il objectivement plus de chances de promotion sociale pour les minorités ethniques dans un Québec lui-même dominé par une minorité ethnique que dans un Québec contrôlé ethniquement par une écrasante majorité démographique. Dès lors, la lutte pour le maintien du statu quo dans les relations ethniques devenait-il objectivement rentable.

Les néo-québécois hautement qualifiés, aussi nombreux que les immigrés d'origine modeste, n'ont pas pris part au débat public, quant à eux. Sans doute est-ce parce qu'il les touchait fort peu, leur place dans l'échelle sociale leur étant assurée par la relative "rareté" de leurs qualifications, et la mobilité internationale leur étant relativement aisée, en cas de détérioration de la situation [[162]](#footnote-162).

En bref, l'évolution des alignements politiques en rapport avec l'intégration des immigrants au Québec s'est structurée autour de la dynamique des rapports entre les deux principaux groupes antagonistes et démographiquement dominants de la société québécoise. Avec l'avènement du nationalisme québécois incarné par le Parti québécois et l'évidente séduction de ce nationalisme [140] pour le groupe francophone, on a constaté le net passage d'un discours strictement économique sur les minorités ethniques vers un discours à prédominance politique, directement destiné au maraudage ethnique. En même temps, ces minorités ethniques prenaient conscience du poids grandissant qu'elles prenaient. Il est clair qu’elles ont opté d’abord pour une neutralité confortable en réclamant un règlement préalable du conflit entre anglophones et francophones et en espérant sans doute que ce règlement se ferait a l'avantage des anglophones, avec le maintien d'un statu quo susceptible de garantir des modes d'insertion sociale stables.

Avec le temps, cette neutralité n'a pas été payante dans la mesure où ce choix avait mis les minorités ethniques quelque peu en marge de ce conflit et où les gouvernements québécois successifs ont progressivement accordé de plus en plus d'importance au débat linguistique et constitutionnel et aux intérêts des francophones. Il fallait en conséquence intervenir plutôt que subir les conséquences de cette évolution du rapport de force qui prenait de plus en plus l'allure d'un revirement de situation. Les prises de position dites ethniques se sont alors multipliées autour des causes-types et des lois qui symbolisaient pour les non-francophones cette reprise en mains par le groupe francophone du pouvoir politique (loi 63, loi 22, loi 101). Ce sont en outre les minorités à faible statut socio-économique les plus importantes qui sont les premières entrées dans la bataille et le soutien anonyme et moral du groupe anglophone qui prenait en même temps conscience de son inorganisation politique a certainement facilité cette initiative.

Cette seconde attitude n'a pas suffi à calmer l'ardeur du mouvement d'émancipation des francophones jusqu'à l'élection de novembre 1976. Elle a probablement eu l’effet contraire de renforcer la solidarité francophone face aux assauts répétés.

La troisième attitude, dont on voit déjà quelques manifestations, prend un peu la tournure de la résignation ou du moins de l'acceptation d'un fait accompli. Il ne faut pas non plus négliger l'usure provoquée par ces tensions. Il est certain que bon nombre de québécois francophones trouvent [141] déjà que cette évolution des rapports de force est suffisante. Il semble que la surprenante élection du Parti Québécois ait entraînée une sorte de trêve devant l'éclat du gain effectué et ses conséquences législatives immédiates. Il faut donc réviser les positions et les stratégies de part et d'autre.

IV) L'UTILISATION POLITIQUE DE LA CULTURE  
DANS LE CONFLIT SOCIAL QUÉBÉCOIS

Il est facile de voir comment, tout au long de ces trente-cinq dernières années de l'histoire québécoise, la culture a été utilisée idéologiquement pour justifier des positions ou des aspirations sociales des divers groupes sociaux québécois, définis ethniquement. Ainsi, l'élite britannique a-t-elle esquivé la troublante question sur l’infériorité socio-économique persistante de la forte majorité francophone québécoise en l'attribuant à une infériorité culturelle. De même, c'est sur le droit à leur culture que les minorités québécoises d'arrivée récente ont appuyé à la fois leur rejet du système scolaire franco-québécois et leur adhésion massive au système scolaire et d'affaires anglophones.

Étant donné la position politique délicate dans laquelle risquait de les mettre cette dernière position, les minorités ont voulu l'atténuer en spécifiant que cette adhésion au système scolaire n'était pas culturelle mais uniquement utilitaire (qualité de l'école anglaise et nécessité de l'anglais), les minorités ayant déjà leurs propres cultures.

Les analyses de la section précédente démontrent assez clairement les positions et aspirations sociales et économiques que recouvrent ces positions "culturelles" successives. Ce n'est que reliées à ces contextes socioéconomiques que ces positions culturelles prennent effectivement sens.

[142]

CONCLUSION

À la lumière des analyses précédentes sur la nature de la culture et son utilisation politique appliquées au cas québécois, il apparaît que nous ne pourrons prévoir l’"intégration culturelle" des groupes ethniques québécois qu'en autant que le contexte économique, social et politique fera place à une telle intégration ; tant qu'il n'y aura pas intégration des groupes sociaux aux niveaux économique et politique, c'est-à-dire, tant que 1’isolement ou les antagonismes entre groupes sociaux seront essentiels au maintien du système économique, l'intégration au niveau culturel sera difficilement envisageable ; dans un tel contexte, il serait en effet toujours tentant de profiter de la variable ethnique pour découper des classes sous—favorisées ou sur-favorisées et justifier idéologiquement ce découpage, par la suite.

Ainsi, afin de pouvoir prédire l'avenir de 1’intégration culturelle" sous le gouvernement du Parti québécois faudrait-il observer en premier lieu l'évolution de la structure économique afin de voir si la hiérarchisation et la ghettoïsation des emplois, et donc celle des groupes sociaux et du pouvoir politique, tend à se maintenir, voire à s'accentuer, ou, au contraire, à s'atténuer.

Par delà cette donnée fondamentale, il faut prévoir qu'il sera difficile - si le transfert du pouvoir économique québécois vers la majorité francophone va s'accentuant — de substituer aux idéologies racistes [[163]](#footnote-163), qui ont présidé à ce jour au découpage des privilèges économiques au Québec, une idéologie d’échanges et d'intégration culturelle, posant comme idéales la réduction et, à long terme, la disparition du fonctionnement ethnique antérieur, fondamentalement antagoniste.

Dans cette optique, deux options semblent s ouvrir au gouvernement du Parti Québécois. On peut en effet vouloir tenir compte de 1’ usure dont nous parlions et prolonger en conséquence la trêve tout en poursuivant systématiquement [143] le maraudage ethnique amorcé en espérant que la nouveauté du contexte socio-politique favorisera le rapprochement des minorités ethniques et du groupe francophone. Pour y arriver il faudrait les convaincre, comme le fait le Parti québécois, que la souveraineté est de toute façon imminente et que le groupe francophone obtiendra tôt ou tard le pouvoir économique qui lui manque. Si le rapprochement ne se fait pas dès maintenant et progressivement, il sera plus difficile ensuite de le réaliser sans heurt. Avec l'assurance d'avoir atteint le point de non-retour et un certain ton de fermeté amicale, le gouvernement actuel peut, en introduisant le concept d'indépendance douce, infléchir l'orientation "naturelle" des minorités ethniques vers les anglophones. Dans cette hypothèse, jusqu'où le Parti québécois acceptera-t-il d'aller ? Jugera-t-il nécessaire de donner aux minorités ethniques des preuves tangibles de sa bonne volonté, preuves qui risquent fort d'indisposer ses éléments durs ?

La seconde hypothèse postule une trêve courte et une reprise de l'escalade du conflit ethnique et social principal jusqu'à l'obtention ultime d'un pouvoir économique respecté et respectable par les francophones. Il s'agirait alors d'aller au bout de la logique de l'analyse péquiste jusqu'à l'émancipation politique et économique complète des francophones. Préconisant ainsi l'option d'une indépendance dure, une telle stratégie impliquerait plus certainement le sacrifice des intérêts des minorités ethniques un peu à la manière des affrontements des années soixante-dix. Là aussi la question reste entière même si l'on peut dire que les dirigeants actuels du gouvernement manifeste plus d'intérêts pour la solution précédente.

À ces deux stratégies, correspondent deux propositions idéologiques entre lesquelles le gouvernement du Parti québécois semble osciller ; d'une part, celle de l'intégration des minorités ethniques à un projet commun québécois ouvert et non-discriminatoire, où on considérerait d'emblée les membres de ces minorités comme des Québécois à part entière, "comme les autres", à condition, bien sûr, qu'ils veuillent bien se considérer comme tels ; d'autre part, celle d'un "sain" multiculturalisme, respectueux des particularismes culturels et qu'il est difficile de ne pas comparer, avec un peu d'inquiétude, au multiculturalisme avancé par le gouvernement fédéral.

[144]

Il est sûr que cette dernière idéologie s'avère de beaucoup la plus facile à répandre et la plus rentable, du moins à moyen terme. En effet, il est évident qu'elle continue à séduire les élites des minorités ethniques les plus cohésives, qui semblent peu touchées, d'une part, par le lien entre le maintien de cultures ethniques distinctes et de groupes sociaux ethniques distincts et par conséquent, discriminables en vertu même de ces distinctions et qui se refusent, d'autre part, à envisager un transfert du pouvoir économique québécois du groupe anglophone à la majorité francophone dont ils tiennent par conséquent, à se distinguer. L'idéologie multiculturaliste s'avère par ailleurs plus rentable à moyen terme, car elle permet de minoriser la communauté anglophone québécoise, qui est la plus pénalisée par ce transfert de pouvoir, comme le multiculturalisme canadien avait permis de minoriser les Canadiens français", qui s'avéraient le groupe ethnique le plus pénalisé par la Confédération canadienne. La combinaison de ces deux considérations rendrait de toute évidence l'idéologie multiculturaliste séduisante, advenant la souveraineté du Québec : elle permettrait de minoriser un groupe ethnique encore puissant, tout en s'alliant les élites des autres communautés ethniques et en n'enlevant, rien sur les plans économique ou politique (le multiculturalisme canadien n'a-t-il pas démontré que les paroles suffisaient, à la face même d'une stratification ethnique persistante ?) à la majorité francophone au pouvoir.

Que feront de leur coté les Anglo-québécois et les Néo-québécois ? Ils ne 1’ont pas encore dit au-delà des premières réponses immédiates et épidermiques qui donnent un peu raison au Parti québécois lorsqu'il juge que le Québec s’oriente irrémédiablement vers la souveraineté. Qu'il s'agisse d'une certaine augmentation de l'émigration québécoise, de transferts de capitaux et de sièges sociaux en des lieux plus sûrs, d'allusions publiques à l'outrage qui est fait à la démocratie ou plus encore, de déclarations violentes sur le nazisme du gouvernement Lévesque, dans tous les cas on dénote une certaine désorganisation et il est en conséquence difficile d'en dégager une tendance. Il s agit peut-être aussi pour ces groupes d'obtenir de la part du Parti québécois des indications plus claires de sa propre stratégie ou encore que le danger d'une option favorable à une indépendance dure soit définitivement écarté

[145]

ANNEXE 1

Degré de scolarité de la population née à l’étranger,  
pour certains (1) des principaux pays de naissance, Montréal, 1971

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Année de scolarité  Pays de naissance | 0-3 ans | | 4-7 ans | | 7 ans et - | 8-11 ans | | 12 ans et + | | 8 ans et + | Total 100% |
| Nb | % | Nb | % | % | Nb | % | Nb | % | % | % |
| Italie | 16 735 | 19 | 46 190 | 53 | 72 | 20 490 | 23 | 4 240 | 25 | 28 | 87 655 |
| Royaume-Uni | 2 865 | 5 | 10 715 | 19 | 24 | 23 505 | 42 | 19 505 | 34 | 76 | 56 590 |
| États-Unis | 2 910 | 11 | 5 605 | 21 | 32 | 8 310 | 32 | 9 525 | 36 | 68 | 26 350 |
| France | 2 230 | 8 | 3 540 | 10 | 18 | 9 795 | 39 | 10 505 | 42 | 81 | 25 070 |
| Grèce / | 3 205 | 12 | 13 565 | 52 | 64 | 5 655 | 22 | 3 465 | 13 | 35 | 25 890 |
| Pays arabes | 1 595 | 8 | 2 785 | 14 | 22 | 6 865 | 35 | 8 625 | 43 | 78 | 19 870 |
| Portugal | 2 520 | 24 | 4 895 | 47 | 71 | 2 420 | 23 | 555 | 5 | 29 | 10 390 |
| Antilles anglaises | 420 | 6 | 965 | 14 | 20 | 3 305 | 50 | 1 950 | 24 | 79 | 6 640 |
| Haïti | 235 | 7 | 250 | 8 | 15 | 790 | 26 | 1 805 | 58 | 84 | 3 080 |
| Belgique | 385 | 6 | 900 | 14 | 20 | 2 730 | 44 | 2 220 | 36 | 80 | 6 235 |
| Suisse | 265 | 8 | 180 | 6 | 14 | 1 320 | 42 | 1 340 | 43 | 85 | 3 105 |
| Péninsule indienne | 505 | 10 | 510 | 10 | 20 | 1 875 | 35 | 2 405 | 45 | 80 | 5 295 |
| TOTAL | 33 880 | 12 | 89 100 | 32 | 45 | 87 060 | 32 | 66 140 | 24 | 55 | 276 170 |

(1) Nous n'avons pas de données sur les originaires de Pologne, d'Allemagne et d'URSS, qui se classent parmi les dix principaux pays de naissance de la population québécoise née â l'étranger.

[146]

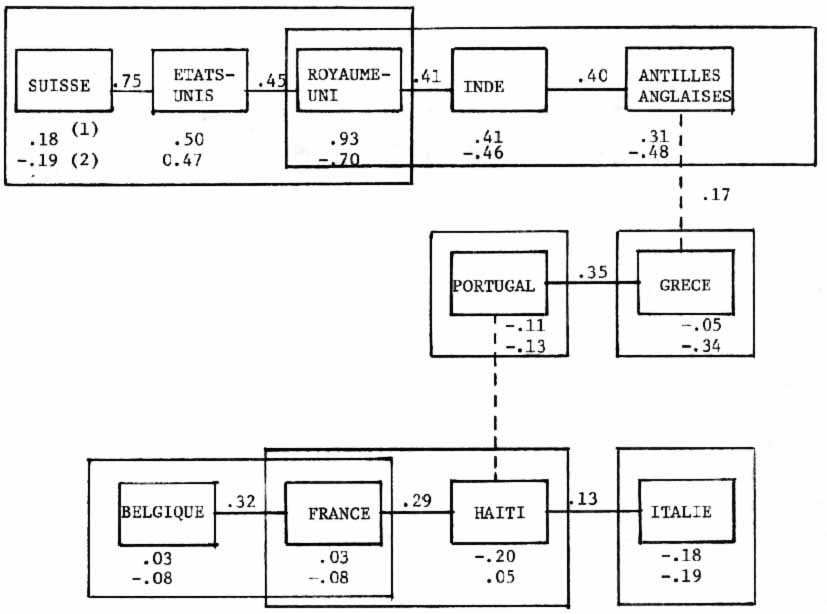
ANNEXE 2a

Matrice des inter corrélations écologiques entre pays de naissance et origines ethniques (Montréal métropolitain - 1971)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ethnie** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Britannique | \* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Français | -.70 | \* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Pays de naissance** | | | | | | | | | | | | | |
| États-Unis | .50 | -.47 | \* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Royaume-Uni | .93 | -.70 | .45 | \* |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Antilles ang. | .31 | -.48 | -.18 | .32 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Inde | .41 | -.46 | .23 | .41 | .40 | \* |  |  |  |  |  |  |  |
| France | .03 | -.18 | .15 | .09 | .22 | .18 | \* |  |  |  |  |  |  |
| Haïti | -.20 | .05 | -.07 | .17 | -.03 | .04 | .29 | \* |  |  |  |  |  |
| Belgique | .03 | -.08 | .05 | .09 | .03 | -.03 | .32 | .08 | \* |  |  |  |  |
| Suisse | .18 | -.19 | .75 | .12 | .10 | .15 | .11 | .00 | .04 |  |  |  |  |
| Italie | -.18 | -.19 | -.14 | -.18 | -.02 | -.03 | -.05 | .13 | -.04 | -.05 | \* |  |  |
| Grèce | -.05 | -.34 | -.04 | .04 | .17 | .07 | .06 | .04 | .06 | .00 | .08 | \* |  |
| Portugal | -.11 | -.13 | -.06- | -.10 | -.02 | .04 | .00 | .12 | .01 | -.02 | -.01 | .35 | \* |
|  | .17 | -.29 | .11 | .10 | .10 | .15 | .14 | .04 | .07 | .12 | -.03 | .08 | .03 |

[147]

Annexe 2b



(1) Corrélations avec l'ethnie britannique

(2) Corrélations avec l'ethnie française

[148]

ANNEXE 3

Proportions brutes des familles époux épouse endogames et exogames  
(selon le type) par groupe ethnique, Québec, 1971

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Groupe ethnique | Proportions des mariages endogames | Proportions des mariages exogames conjoint d'origine ethnique : | | |  | % Vertical |
| Anglaise | Française | Autre |
| Britannique | 50 | \* | 39 | 11 | 100 | 14 |
| Français | 89 | 7 | \* | 4 | 100 | 73 |
| Allemand | 26 | 24 | 37 | 13 | 100 | 1 |
| Italien | 67 | 6 | 23 | 4 | 100 | 4 |
| Juif (1) | 92 | 3 | 3 | 3 | 100 | 2 |
| Néerlandais | 26 | 36 | 25 | 13 | 100 | 0 |
| Polonais | 43 | 16 | 21 | 20 | 100 | 1 |
| Scandinave | 14 | 45 | 28 | 13 | 100 | 0 |
| Ukrainien | 39 | 20 | 21 | 20 | 100 | 1 |
| Asiatique | 64 | 8 | 16 | 12 | 100 | 1 |
| Autres | 59 | 11 | 20 | 10 | 100 | 3 |
| TOTAL AUTRE | 60 | 11 | 20 | 9 | 100 | 13 |
| TOTAL | 80 | 7 | 8 | 5 | 100 | 100 |

Tiré de Gilles Deschamps, (1977)

[149]

Répartition de la population née au Canada par origine ethnique, langue maternelle, langue d'usage  
et connaissance du français et de l'anglais, Montréal (R.M.R.), 1971

ANNEXE 4a

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Origine  Langue | Française | | Britannique | | Italienne | | Juive (1) | | Allemande | | Polonaise | |
| Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % |
| **LANGUE** **MATERNELLE**: | | | | | | | | | | | | |
| Française | 1 664 880 | 96.9 | 45 085 | 12.4 | 16 945 | 23.8 | 2 070 | 3.0 | 6 205 | 31.7 | 1 340 | 13.5 |
| Anglaise | 49 330 | 2.9 | 314 835 | 86.9 | 11 515 | 16.2 | 58 410 | 85.1 | 10 130 | 51.7 | 4 845 | 48.6 |
| Autre | 4 180 | 0.2 | 2 575 | 0.7 | 43 760 | 60.0 | 8 110 | 11.8 | 3 255 | 16.6 | 3 775 | 37.9 |
| **LANGUE D’USAGE**: | | | | | | | | | | | | |
| Française | 1 648 415 | 95.9 | 47 075 | 13.0 | *7?* 015 | 30.9 | 1 955 | 2.8 | 6 230 | 31.8 | 1 495 | 15.0 |
| Anglaise | 68 940 | 4.0 | 314 455 | 86.7 | 18 420 | 25.9 | 63 755 | 93.0 | 11 850 | 60.5 | 6 835 | 68.6 |
| Autre | 1 135 | 0.1 | 960 | 0.3 | 30 785 | 43.2 | 2 880 | 4.2 | 1 510 | 8.8 | 1 630 | 16.4 |
| **CONNAISSANCE DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS:** | | | | | | | | | | | | |
| Français seulement | 1 056 580 | 61.5 | 18 435 | 5.1 | 11 710 | 16.5 | 1 045 | 1.5 | 3 270 | 16.7 | 720 | 7.2 |
| Français et anglais | 644 060 | 37.5 | 124 725 | 34.4 | 35 280 | 49.5 | 31 505 | 45.9 | 6 855 | 35.0 | 4 370 | 43.9 |
| Anglais seulement | 17 745 | 1.0 | 219 215 | 60.5 | 13 775 | 19.3 | 35 780 | 52.2 | 9 230 | 47.1 | 4 685 | 47.0 |
| Ni français, ni anglais | 95 | - | 115 | - | 10 455 | 14.7 | 265 | 0.4 | 235 | 1.2 | 185 | 1.9 |
| TOTAL | 1 718 490 | 100.0 | 362 485 | 100.0 | 71 220 | 100.0 | 68 590 | 100.0 | 19 590 | 100.0 | 9 960 | 100.0 |

Source: Recensement du Canada 1971, cat. 92-736.

(1) Voir note de l'annexe 5.

[150]

ANNEXE 4a (suite)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Origine  Langue | Ukrainienne | | Néerlandaise | | Scandinave | | Groupes asiatiques | | Autres inconnus | | Total | |
| Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % |
| **LANGUE** **MATERNELLE**: | | | | | | | | | | | | |
| Française | 1 120 | 10.0 | 630 | 13.1 | 590 | 14.1 | 1 900 | 16.0 | 14 375 | 26.1 | 1 755 125 | 75.1 |
| Anglaise | 5 325 | 47.3 | 3 715 | 77.6 | 3 295 | 78.8 | 4 670 | 39.3 | 18 250 | 33.1 | 484 420 | 20.7 |
| Autre | 4 800 | 42.7 | 445 | 9.3 | 295 | 7.1 | 5 310 | 44.7 | 22 500 | 40.8 | 98 010 | 4.2 |
| **LANGUE D’USAGE**: | | | | | | | | | | | | |
| Française | 1 335 | 11.9 | 565 | 11.8 | 580 | 13.9 | 2 135 | 18.0 | 14 795 | 26.8 | 1 746 605 | 74.7 |
| Anglaise | 7 510 | 66.8 | 4 000 | 83.5 | 3 450 | 82.5 | 6 265 | 52.7 | 24 420 | 44.3 | 529 905 | 22.7 |
| Autre | 2 400 | 21.3 | 225 | 4.7 | 150 | 3.6 | 3 480 | 29.3 | 15 910 | 28.9 | 61 045 | 2.6 |
| **CONNAISSANCE DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS:** | | | | | | | | | | | | |
| Français seulement | 420 | 3.7 | 285 | 5.9 | 230 | 5.5 | 1 125 | 9.5 | 8 685 | 15.8 | 1 102 525 | 47.2 |
| Français et anglais | 5 505 | 49.0 | 1 390 | 29.0 | 1 435 | 34.4 | 4 080 | 34.3 | 17 475 | 31.7 | 876 685 | 37.5 |
| Anglais seulement | 5 145 | 45.8 | 3 060 | 63.9 | 2 455 | 58.8 | 5 345 | 45.0 | 23 615 | 42.8 | 340 045 | 14.5 |
| Ni français, ni anglais | 165 | 1.5 | 55 | 1.2 | 55 | 1.3 | 1 330 | 11.2 | 5 345 | 9.7 | 18 305 | 0.8 |
| TOTAL | 11 245 | 100.0 | 4 790 | 100.0 | 4 180 | 100.0 | 11 880 | 100.0 | 55 125 | 100.0 | 2 337 555 | 100.0 |

Source: Recensement du Canada 1971, cat. 92-736.

[151]

Répartition de la population née à l'étranger par origine ethnique, langue maternelle,  
langue d'usage et connaissance du français et de l’anglais. Montréal (R.M.R.), 1971

ANNEXE 4b

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Origine  Langue | Française | | Britannique | | Italienne | | Juive (1) | | Allemande | | Polonaise | |
| Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % |
| **LANGUE** **MATERNELLE**: | | | | | | | | | | | | |
| Française | 39 820 | 90.1 | 1 290 | 1.7 | 2 900 | 3.2 | 6 420 | 14.0 | 575 | 3.1 | 545 | 5.2 |
| Anglaise | 2 780 | 6.3 | 72 600 | 95.5 | 2 485 | 2.8 | 13 625 | 29.9 | 2 350 | 12.5 | 1 170 | 11.2 |
| Autre | 1 605 | 3.6 | 2 125 | 2.8 | 84 000 | 94.0 | 25 585 | 56.1 | 15 290 | 81.1 | 8 735 | 83.6 |
| **LANGUE D’USAGE**: | | | | | | | | | | | | |
| Française | 35 590 | 89.6 | 1 660 | 2.2 | 7 750 | 8.7 | 6 210 | 13.6 | 1 115 | 5.9 | 885 | 8.5 |
| Anglaise | 3 880 | 8.8 | 73 420 | 96.6 | 6 790 | 7.6 | 24 070 | 52.8 | 9 905 | 52.6 | 3 100 | 29.6 |
| Autre | 730 | 1.6 | 940 | 1.2 | 74 845 | 83.7 | 15 350 | 33.6 | 7 825 | 41.5 | 6 465 | 61.9 |
| **CONNAISSANCE DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS:** | | | | | | | | | | | | |
| Français seulement | 20 770 | 47.0 | 245 | 0.3 | 24 520 | 27.4 | 2 525 | 5.5 | 320 | 1.7 | 640 | 6.1 |
| Français et anglais | 22 405 | 50.7 | 16 700 | 22.0 | 35 685 | 39.9 | 18 290 | 40.1 | 6 590 | 35.0 | 3 750 | 35.9 |
| Anglais seulement | 970 | 2.2 | 58 980 | 77.6 | 9 750 | 10.9 | 23 755 | 52.1 | 11 615 | 61.6 | 5 495 | 52.6 |
| Ni français, ni anglais | 50 | 0.1 | 85 | 0.1 | 19 435 | 21.8 | 1 055 | 2.3 | 320 | 1.7 | 565 | 5.4 |
| TOTAL | 42 205 | 100.0 | 76 015 | 100.0 | 89 385 | 100.0 | 45 630 | 100.0 | 18 845 | 100.0 | 10 450 | 100.0 |

Source: Recensement du Canada 1971, cat. 92-736.

[152]

ANNEXE 4b (suite)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Origine  Langue | Ukrainienne | | Néerlandaise | | Scandinave | | Groupes asiatiques | | Autres inconnus | | Total | |
| Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % | Nb | % |
| **LANGUE** **MATERNELLE**: | | | | | | | | | | | | |
| Française | 190 | 2.8 | 280 | 6.6 | 30 | 1.4 | 2 525 | 10.3 | 7 595 | 9.1 | 62 160 | 15.3 |
| Anglaise | 565 | 8.3 | 880 | 20.7 | 755 | 34.7 | 4 475 | 18.2 | 10 190 | 12.2 | 111 885 | 27.6 |
| Autre | 6 045 | 38.9 | 3 095 | 72.7 | 1 390 | 63.9 | 17 615 | 71.5 | 65 525 | 78.7 | 231 635 | 57.1 |
| **LANGUE D’USAGE**: | | | | | | | | | | | | |
| Française | 270 | 4.0 | 415 | 9.7 | 90 | 4.1 | 3 535 | 14.4 | 10 550 | 12.7 | 72 255 | 17.8 |
| Anglaise | 1 400 | 20.6 | 2 790 | 65.6 | 1 665 | 76.6 | 6 715 | 27.3 | 19 755 | 23.7 | 153 485 | 37.8 |
| Autre | 5 130 | 75.4 | 1 050 | 24.7 | 420 | 19.3 | 14 365 | 58.4 | 53 005 | 63.6 | 179 940 | 44.3 |
| **CONNAISSANCE DU FRANÇAIS ET DE L'ANGLAIS:** | | | | | | | | | | | | |
| Français seulement | 265 | 3.9 | 95 | 2.2 | 10 | 0.5 | 2 010 | 8.2 | 9 620 | 11.5 | 61 010 | 15.0 |
| Français et anglais | 2 165 | 31.8 | 1 890 | 44.4 | 560 | 25.7 | 8 565 | 34.8 | 24 080 | 28.9 | 140 680 | 34.7 |
| Anglais seulement | 3 970 | 58.4 | 2 240 | 52.7 | 1 570 | 72.2 | 11 495 | 46.7 | 38 315 | 46.0 | 168 170 | 41.5 |
| Ni français, ni anglais | 405 | 5.9 | 30 | 0.7 | 35 | 1.6 | 2 550 | 10.3 | 11 290 | 13.6 | 35 820 | 8.8 |
| TOTAL | 6 800 | 100.0 | 4 255 | 100.0 | 2 175 | 100.0 | 24 615 | 100.0 | 83 310 | 100.0 | 405 680 | 100.0 |

Source: Recensement du Canada 1971, cat. 92-736.

[153]

BIBLIOGRAPHIE

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (1) | Assimopoulos, N.B. | Intégration culturelle des Néo-Canadiens d'origine italienne en milieu montréalais. CECM, avril 1976  "Intégration civique sans acculturation, Les Grecs à Montréal", in Sociologie et Sociétés, vol. 7, no 2, novembre 1975, pp. 129 à 143. |
| (2) | Baillargeon, M. et Benjamin, C. | "La situation linguistique à Montréal en 1971", mai 1977. |
| (3) | Bernier, B., Elbaz, M. et Lavigne, G. | Ethnicité et lutte de classe", document inédit, novembre 1976. |
| (4) | Boissevain, Jeremy | The Italians of Montreal: Social Adjustment in a Plural Society. Studies of the Royal Commission on Bilingualism and Biculturalism, Ottawa, Imprimerie de la Reine, 1970, 87 p. |
| (5) | Cappon, P. | Conflit entre les Néo-Canadiens et les francophones de Montréal, Centre national de recherche sur le bilinguisme, Presses de l'Université Laval, Québec 1974. |
| (6) | Castonguay, Charles | "Le groupe italien et l'assimilation", Le Droit, 1974. |
| (7) | Carlos, S. | Sondage auprès de la population montréalaise pour le compte de Radio-Canada (1974).  Attitudes des Québécois face à l'immigration, Sondage d'opinion publique effectué en mai et juin 1976 pour le ministère de l'Immigration du Québec, Version préliminaire, mars 1977. |
| (8) | Carlos, S., Bélanger, D. et Petit-Tessier, D. | Monographie sur l'immigration au Québec, Centre de sondage, Université de Montréal, janvier 1974, 72 p. |
| (9) | Deschamps, G. | "Trois indicateurs de la francophonisabilité des principaux groupes ethniques de Montréal", Document de travail, Ministère de l'immigration du Québec, Direction de la Recherche, septembre 1976.  "Quelques données sur les propensions à l'endogamie et à l'exogamie de la nuptialité ethnique au Québec", document de travail, ministère de l'Immigration du Québec, Direction de la Recherche, mars 1977. |
| [154] |  |  |
| (10) | Didier, R. et Bordeleau, Y. | Les processus des choix linguistiques des immigrants au Québec. Étude réalisée pour le compte de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, 1973. |
| (11) | Ferguson, E. | Newcomers in Transition, International Institue of Metropolitain Toronto, 1964, 128 p. |
| (12) | Glazer, N. et Moynihan, D.P. (ed.) | Ethnicity: Theory and Experience, Harvard University Press, 1975. |
| (13) | Novak, M. | The Rise of the Unmeltable Ethnicy, New York, Macmillan, 1973. |
| (14) | O'bryan, K.G., Reitz, J.G. et Kuplowska, O.M. | Les langues non officielles: étude sur le multiculturalisme au Canada, Ottawa, 1976. |
| (15) | Patterson, O. | "Context and Choice in Ethnic Allegiance : a Theoretical Framework and a Crribean Case Study" in Glazer N. et Moynihan D.P. éd. Ethnicity: Theory and Experience, Harvard University Press, 1975. |
| (16) | Porter, J. | "Ethnic Pluralism in the Canadian Perspective, in Ethnicity: Theory and Experience, Glazer N., et Moynihan D.P. (éd.) Harvard University Press, 1975, pp. 267 à 304. The Vertical Mosaic, 1962. |
| (17) | Richmond, A.H. | Certains aspects de l'intégration et de l'adaptation des immigrants, Ottawa, 1974. |
| (18) | Stamiris, Helen | "A Study of Greek Immigrants in Montréal", thesis paper, (inédit), 1969. |
| (19) | Vaillancourt, F. | "Un aperçu de la situation économique des anglophones et francophones du Québec de 1961 à 1971" Mémoire présenté à la Commission parlementaire sur la Charte de la langue française au Québec, mai 1977. |
| (20) | Van Der Berhe, P.L. | Race and Racism; A Comparative Perspective, New York, Wiley, 1967, 169 p. |
| (21) | Veltman, C.J. | "Les incidences du revenu sur les transferts linguistiques dans la région métropolitaine de Montréal" Département de Sociologie, Suny, Plattsburgh, janvier 1977. |
| [155] |  |  |
|  | Commissions d'enquête | Rapport de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, livre 3 : Les groupes ethniques, Québec, décembre 1972, 570 p.  Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, livre IV : L'apport culturel des autres groupes ethniques. Imprimeur de la reine, 1969, 390 p. |

[156]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 5**

“L’intégration dans un contexte  
de souveraineté : fin du  
multiculturalisme.”

Par Nadia BREDIMAS-ASSIMOPOULOS

Bureau de recherche institutionnelle  
Université de Montréal

[Retour à la table des matières](#tdm)

Les transformations opérées dans la structure ethnique du Québec, ainsi que les conséquences socio-culturelles de ce phénomène, trouvent en partie leur explication dans le comportement de dénatalité qui caractérise depuis quelques années le groupe Canadien français. Toutefois, l'orientation de la politique gouvernementale en matière d'immigration et d'intégration des groupes ethniques constitue un facteur non négligeable dans l'évolution de ce processus.

Il est question bien sûr ici principalement des politiques émanant du gouvernement fédéral puisque l'immigration n'est pas de la juridiction des provinces. Plus précisément, c'est au fédéral que revient la responsabilité de contrôler le flot d'immigration et de déterminer le type d'immigrant qu'il souhaite accueillir. Une province pourrait éventuellement "recruter" les immigrants qui semblent convenir le mieux à ses besoins, mais la décision finale, par le truchement du visa d'immigrant, émane du gouvernement fédéral. Par une entente bilatérale conclue récemment (février 1978) le gouvernement fédéral concède au Québec la possibilité de sélectionner ses propres immigrants [[164]](#footnote-164) ; mais il faudra que quelque temps s'écoule avant que les effets de cette entente puissent se faire sentir.

Notre propos ici consiste essentiellement à comparer les politiques gouvernementales canadiennes et québécoises relatives à l'intégration des immigrants. En effet, l'Acte de l'Amérique du Nord britannique autorise le gouvernement québécois (qui s'en est d'ailleurs le plus souvent abstenu) à prendre des mesures et à établir des politiques d'insertion des immigrants en fonction d'orientations socio-culturelles déterminées. D'ailleurs, certaines mesures législatives, sans se référer explicitement à la question immigrante, peuvent avoir des incidences sur le comportement d'intégration : nous pouvons citer ici à titre d'exemple les diverses tentatives de francisation des entreprises qui, [157] si elles se révèlent efficaces, devraient contribuer à orienter les immigrants vers une intégration aux francophones. Notre démarche nous amène à aborder successivement les points suivants :

1. montrer que pour des raisons historiques précises l’insertion des groupes ethniques au Québec, et au Canada en général, s’est effectuée selon les modalités très différentes du melting-pot américain ;

2. esquisser l'évolution des politiques culturelles à l’égard des groupes ethniques autres que français ou anglais, en spécifiant notamment les besoins auxquels répondent les concepts de mosaïque des ethnies", de "pluralisme" et, récemment, de "multiculturalisme" ;

3. faire le point sur la signification pour le Québec du modèle d'intégration adopté par les divers groupes ethniques ;

4. et, finalement, débattre la question du dépérissement, dans un contexte de souveraineté, de la politique de multiculturalisme mise de l'avant par le gouvernement fédéral tel que semblent l'appréhender les minorités ethniques du Québec.

I) MODALITÉS D'INSERTION  
DES GROUPES ETHNIQUES AU QUÉBEC

La sociologie des mouvements migratoires a longtemps été subjuguée par l’observation de la situation américaine : l’évolution du phénomène d'intégration des groupes ethniques et celle des rapports sociaux forgés dans un contexte de concurrence, de compétition et de conflit ethniques sous la domination incontestable du groupe anglo-saxon-protestant. Ainsi, on a un peu négligé, jusqu'à récemment du moins, de reconnaître la spécificité du mouvement migratoire canadien qui se dirige vers, ou qui part d'une société dualiste. De sorte que dans leurs travaux les sociologues se réfèrent encore le plus souvent à des concepts, tels que celui d'assimilation, générés par la situation américaine. Or, si des ressemblances existent entre les deux mouvements, il n'en [158] reste pas moins que des différences essentielles caractérisent à la fois les politiques et l'évolution des phénomènes de l'immigration et de l'insertion des nouveaux venus dans les deux pays.

Bien sûr, les similitudes sont réelles :

\* la même succession des groupes ethniques selon l'aire géographique de provenance qui a généré la distinction à connotation péjorative entre "l'ancienne" et la "nouvelle" immigration [[165]](#footnote-165) ;

\* la même préférence accordée aux immigrants originaires des pays de l'ancienne immigration, en particulier aux WASP (White Anglo-Saxon-Protestants) et le mépris des autres plus ou moins accentué selon leur place â l'échelle de prestige ethnique ;

\* la même attitude discriminatoire à l'égard des groupes peu prestigieux en particulier ceux de couleur : noirs et asiatiques ;

\* le même déplacement des frontières dû au mouvement de colonisation d'est en ouest où la création du réseau ferroviaire transcontinental ainsi que la découverte des gisements orifiques, ont joué un rôle aussi important que la disponibilité de vastes espaces ;

\* la même succession dans les phases de développement, agricole d'abord, économico-industriel ensuite, qui détermine l'établissement de la main-d'oeuvre immigrante dans les régions rurales avant qu'elle ne vienne grossir les noyaux urbains ;

\* la même préoccupation enfin, d'assimiler les diverses minorités ethniques (celles qui le méritaient bien entendu...) à la majorité anglophone.

[159]

Or, les différences sont tout aussi flagrantes.

En premier lieu, on constate un décalage non seulement chronologique mais aussi, ce qui est plus important, numérique entre les vagues migratoires dirigées vers les deux pays. Le climat un peu rude du Canada en est pour une large part responsable. Mais il ne faut point négliger le facteur idéologique : point de statue de la liberté, ni de volonté (au moins au niveau des intentions) d'y accueillir tous les pauvres et les déshérités du vieux continent [[166]](#footnote-166). Il faut faire également la part du mythe : "l'Amérique" c'était les États-Unis ; c’était l'endroit où on pouvait refaire sa vie, non seulement survivre mais aussi faire rapidement fortune et s'élever ainsi dans la hiérarchie sociale, chose impossible dans la vieille Europe avec ses cadres sociaux rigides. L'Amérique, c'est-à-dire les États-Unis, c'était l'endroit de rêve, le pays où, si l'immigrant devait parfois échouer, ses enfants, eux, avaient une chance de bénéficier de cette mobilité sociale. L'Amérique, c'était l'avenir pour soi et pour ses descendants. Notons cependant que la réalité sociale a parfois justifié et alimenté ces croyances qui n'étaient certes pas sans quelque fondement. Mais tout cela fait qu'on est venu plus tard au Canada et en moins grand nombre. Pour donner un exemple, il a fallu que le mouvement de colonisation de l'Ouest américain s’achève pour que celui de l'Ouest canadien commence.

En deuxième lieu, conséquence des facteurs précédents, il existe un décalage entre les mouvements de réémigration à partir de ces deux pays qui témoigne justement de l'attraction extraordinaire exercée par les États- Unis. En effet, le nombre d'Américains qui s'installent dans les Prairies canadiennes (sans négliger l'arrivée préalablement des 40 000 Loyalistes consécutive à l'Indépendance) après la fin de la colonisation de l'Ouest américain correspond à peine au nombre d'émigrants Canadiens français qui s'établissent au Vermont et en Nouvelle Angleterre, entre le milieu du XIXe siècle et le premier quart de notre siècle. Mais de plus, la majorité des immigrants canadiens (Britanniques pour la plupart) n'hésitent pas à traverser la frontière (pas très étanche à cette époque) et à s'installer aux États-Unis [[167]](#footnote-167). À cela il faut ajouter le nombre d'immigrants d'autres origines ethniques qui ont [160] suivi cet exemple au point ou l'on n’a pas hésité à qualifier amèrement le Canada de "chambre d’attente" des États-Unis. [[168]](#footnote-168).

En troisième lieu, le Canada reste longtemps attaché à l'Empire ce qui d'une part, lui a valu d'attirer les Loyalistes et, d'autre part, l'a incité à élaborer des politiques d'immigration en fonction, entre autres, de la désirabilité des immigrants selon le critère de leur fidélité â la Couronne [[169]](#footnote-169). En outre, ces politiques semblables quant à la régulation du mouvement migratoire et la composition ethnique et socio-professionnelle marquent également un décalage chronologique comparativement aux États-Unis.

Finalement, la Constitution canadienne, reflétant ce même souci de fidélité à la Couronne, évite de justesse l'adhésion des Canadiens français à la Révolution américaine en leur restituant certains de leurs droits. Dans ce contexte de dualité ethnique, qui caractérise la société canadienne, les diverses minorités ethniques ont pu préserver une relative autonomie culturelle. De sorte que le Canada put se définir assez tôt comme une société pluraliste plutôt que de "melting pot".

Or, de l'existence de cette dualité ethno-culturelle, doublée, il faut le dire, d'une dualité socio-économique [[170]](#footnote-170), découle l'existence de deux structures sociales distinctes, de deux idéologies différentes et aussi de deux attitudes divergentes à l'égard de l'immigration en général et des groupes ethniques qui le composent.

Les Canadiens anglais ont toujours compté sur l'apport de l'immigration pour renforcer leur situation démographique et politique. Conséquemment, les Canadiens français se sont montrés traditionnellement méfiants â l'égard de ces nouveaux venus qui, à l'exception des catholiques, devaient tôt ou tard rejoindre l'autre camp. Leur méfiance n'était pas sans fondement. Nous verrons plus loin que la majorité des immigrants, à l'exception des Italiens qui se dirigeaient surtout vers le groupe francophone, s'est alliée aux Anglais.

[161]

Or, le modèle d’intégration adopté par le seul groupe favorable aux Français a récemment changé d’orientation.

Mais nous devons au préalable examiner dans quelle mesure les politiques gouvernementales y ont contribué et comment elles ont abouti à la reconnaissance officielle du Canada comme une société multiculturelle.

II) POLITIQUES D’IMMIGRATION  
ET POLITIQUES CULTURELLES

La politique gouvernementale canadienne de peuplement a traditionnellement favorisé et encouragé l'immigration des personnes qui devaient s'installer définitivement au pays. Les immigrants devaient donc être absorbés facilement par l’économie canadienne et contribuer à son expansion : ils gonfleront la population rurale pendant le XIXe siècle et la population urbaine des le début du XXe siècle alors que l'économie devenait liée au développement industriel. Mais ils devaient également présenter des affinités ethniques et culturelles avec les habitants, à savoir ceux qui dominent politiquement et économiquement, les Britanniques d'origine. Les arguments qui sont avancés déjà au XIXe siècle pour justifier cette préférence pour les immigrants britanniques sont significatifs : besoin de développer l'Ouest (qui devait stimuler le développement économique et industriel du Canada) et nécessité de faire contrepoids à la forte natalité des Canadiens français. On évoque également la plus grande facilité des Britanniques à s'acculturer dans un pays qui possède un système de valeurs et des institutions similaires à ceux de leur pays d'origine. C'est dans cet esprit que les Allemands, les Néerlandais et les Scandinaves sont également considérés favorablement. L'immigration de ces groupes reste néanmoins très limitée comparativement à celle des Britanniques. L'immigration des non-Britanniques n'a jamais été importante avant la colonisation des Prairies (à laquelle ont fortement contribué la construction du chemin de fer transcontinental canadien et la découverte de l'or du Yukon) et sera surtout stimulée par une politique particulièrement ouverte mise de l'avant par le cabinet Laurier. L'Europe du Nord-Ouest n'étant pas en mesure de fournir tous ces "paysans laborieux" dont le Canada avait besoin pour peupler "les solitudes de l'0uest" [[171]](#footnote-171) l'immigration se recrute désormais aussi dans [162] les pays européens du Centre, de l'Est et du Sud. Nous avons déjà montré ailleurs que le but de peuplement s'est établi en fonction de la nécessité de développement économico-industriel. Mais il correspond également au besoin de faire contrepoids aux velléités expansionnistes des Américains et de sauvegarder ainsi l'unité politique et idéologique du Canada de l'est à 1'ouest.

Or, c'est la sauvegarde de cette unité canadienne face aux Américains, qui avait déjà obligé le gouvernement canadien à céder des droits importants à la deuxième "race" fondatrice (selon l'expression utilisée à l'époque) qui confère sa spécificité à la société canadienne vis-à-vis de la société américaine. Non seulement on ne peut pas parler en termes d'assimilation aux Anglais mais il n'est plus question de "melting pot" puisque les deux groupes fondateurs gardent jalousement leur autonomie culturelle. Officiellement, on parle déjà d'intégration à la "mosaïque canadienne". D'autres facteurs (éloignement géographique, concentration résidentielle, arrivée récente de certains groupes) ont permis l'existence et l'épanouissement d'enclaves ethniques qui ont perpétué la conscience ethnique davantage encore qu'aux États-Unis.

Des différences d'ordre structurel expliquent en grande partie que les modalités d'insertion ethnique à la société canadienne sont fort distinctes de celles qui se sont constituées aux États-Unis. Les concepts de "melting pot où "d'absorption" n'ont pas les mêmes racines que celui d'insertion dans une "mosaïque des ethnies". La définition du Canada comme une société "pluraliste" plutôt que "de creuset", découle justement de la nécessité pour ce pays de se forger un caractère national distinctif de son voisin du sud afin de sauvegarder son unité et son intégrité territoriales, mais l'orientation de tolérance et l'acceptation des différences ethniques et culturelles servent également à contrebalancer l'impact de l'autonomie culturelle accordée aux Canadiens français afin d'éviter la dislocation de la dernière colonie britannique en Amérique du Nord,

Les politiques gouvernementales canadiennes, en mettant l'accent sur le folklore ethnique, en réduisant donc à leur aspect pittoresque les différences [163] socio-culturelles entre les groupes ethniques, minimisent l'importance accordée aux Canadiens français les faisant apparaître comme ayant pratiquement les mêmes privilèges que les autres groupes ethniques et faisant valoir ainsi leurs revendications comme étant sans fondement. La politique officielle de multiculturalisme perpétue cette tactique, amorcée en réalité depuis fort longtemps, de mettre sur le même plan les revendications culturelles des Canadiens français et celles des groupes ethniques. Mais elle a également deux autres objectifs : en valorisant l'aspect culturel, elle attribue les aspirations à l'indépendance politique, à des revendications culturelles et ramène ainsi la question de l'unité canadienne aux seuls aspects économique et politique ; secondairement, en accordant cette faveur aux groupes ethniques, elle permet de rallier les différentes minorités ethniques au groupe majoritaire, les Britanniques et, surtout, s'accorder le vote ethnique [[172]](#footnote-172). Finalement, l'importance accordée à l'aspect "folklore" masque les inégalités sociales forgées à la fois sur une base ethnique et sur une différenciation interne de chacun des groupes ethniques.

Pour conclure, la politique gouvernementale du multiculturalisme, concrétisée dans les faits bien avant de se traduire en politique officielle, tout en faisant constat de la réalité de la survivance des diverses cultures ethniques elle pourrait éventuellement avoir comme conséquence le renforcement du groupe anglophone mettant en situation de minorité, en l'isolant, le groupe francophone non assimilé jusqu'à ce jour. Le fait que le multiculturalisme officiel naît d'un gouvernement soi-disant dirigé par des Canadiens français rend pour le moins ironique l'expression de "French Power" à Ottawa.

Quelle a été la réaction des Canadiens français au niveau gouvernemental de la province, à l'égard de l'orientation fédérale ?

Quoique l'Acte de l’Amérique du Nord Britannique confère à l'État fédéral la primauté en matière d'immigration, le gouvernement québécois (comme tous les autres gouvernements provinciaux) conserve un certain nombre de pouvoirs. Il peut en particulier adopter des mesures en ce qui concerne le recrutement, l'accueil, l'établissement et l'intégration des immigrants ; à condition bien sûr que ces mesures soient compatibles avec celles adoptées par le [164] gouvernement fédéral. Il peut avoir son propre service et ses propres agents d'immigration à l'étranger. Il peut aussi habiliter certains corps professionnels qui relèvent de sa juridiction à restreindre l'admission des immigrants (selon des critères de qualification, de mérite professionnel, de connaissance linguistique, d'opinion politique, d'origine ethnique ou de citoyenneté) les excluant ainsi de la pratique de ces professions [[173]](#footnote-173).

Mais, le gouvernement québécois jusqu'à une date fort récente s'est complètement désintéressé de la question et n'a légiféré en cette matière qu'à de rares occasions notamment lors de l'octroi des terres gratuites (homesteads) [[174]](#footnote-174) de la "loi des enfants immigrants" [[175]](#footnote-175), ainsi que, indirectement, lors de la "Loi sur la discrimination dans l'emploi" [[176]](#footnote-176). En réalité, jusqu'en 1968, date à laquelle fut créé le ministère de l'Immigration [[177]](#footnote-177), toute mesure en matière d'accueil et d'intégration des immigrants était laissée à l'initiative d’organismes privés. Aucun effort sérieux n'a été entrepris pour l'enseignement du français aux immigrants ou à leurs enfants [[178]](#footnote-178), souvent même on leur en interdit l'accès (la CECM n'a commencé à accepter officiellement les enfants non-catholiques qu'en 1969). Le Québec, officiellement du moins, conscient de former une communauté distincte avec une identité ethno-culturelle qui lui est propre, n'a véritablement pris conscience de l'impact de l'immigration sur son évolution économique et sociale que lors de la période de la "Révolution tranquille". Il s'y trouve confronté par des changements socio-économiques et politiques très importants, concrétisés par l'accélération du mouvement de mobilité socio-professionnelle des Québécois francophones, l'essor des nouvelles classes moyennes et le succès grandissant des thèses indépendantistes. Simultanément, le Québec expérimente, comme toute société industrielle moderne, une diminution radicale du taux de natalité des Canadiens français qui, jointe à l'émigration, aboutit à un ralentissement notoire de l'accroissement de sa population. Ce problème démographique, aussi sérieux soit-il, ne saurait devenir alarmant dans un contexte différent, puisque l'immigration vient généralement compenser cette dénatalité des pays avancés. Mais dans le contexte actuel, où les immigrants montrent une forte tendance à s'angliciser, cela risque de bouleverser le statu quo au profit du groupe anglophone.

[165]

Depuis cette prise de conscience, les mesures gouvernementales en matière d'immigration commencent à se succéder (Lois 63, 74, 250, 22), les unes allant à chaque fois un peu plus loin que les autres dans la poursuite d'un double objectif : assurer la suprématie de la langue française et orienter l'insertion des immigrants vers la communauté francophone. La première mesure législative du nouveau gouvernement fut justement d'introduire une politique linguistique beaucoup plus rigoureuse : la Loi 101, appelée "Charte de la langue française". Cette loi a suscité, comme il fallait s'y attendre, l'hostilité des anglophones du Québec ainsi que des groupes ethniques, notamment les Italiens. De nombreux parents italiens ont même été jusqu'à défier la loi en inscrivant leurs enfants au secteur anglophone de l'enseignement.

Pourquoi le gouvernement provincial (quel que soit le Parti au pouvoir - la Loi 63 était déposée par l'Union nationale, la Loi 22 par le Parti libéral et la Loi 101 par le Parti québécois) juge nécessaire de centrer ses efforts sur un aspect limité du culturel, la question linguistique, et pourquoi les réactions des différentes parties intéressées sont si vives ? La réponse réside je crois dans la double prise de conscience par les Canadiens français qu'ils ont d'une part désormais besoin de l'apport linguistique des immigrants et que, d'autre part, ils ne peuvent l'obtenir sans avoir recours à des lois.

III) SIGNIFICATION  
DU MODÈLE D’INTÉGRATION ADOPTÉ   
PAR LES IMMIGRANTS AU QUÉBEC

Cette prise de conscience est venue sur le tard alors que le processus d'intégration des immigrants était déjà orienté vers le groupe anglophone. L'observateur le moins averti aura tôt fait de remarquer qu'à Montréal l'anglicisation des groupes ethniques était bien avancée. La langue adoptée par les immigrants eux-mêmes peut quelquefois ne pas avoir d'importance, surtout lorsqu'il s'agit d'une population peu éduquée et qui ne connaît de l'anglais que ses rudiments. Mais dans la situation montréalaise elle revêt une signification particulière puisqu'elle oriente en même temps le choix des parents vers le secteur anglophone pour l'éducation ou l'instruction de leurs enfants. D'autant plus que ce choix est effectué également par des immigrants tels que les Italiens qui, catholiques et de culture latine, sont ceux qui [166] traditionnellement optaient pour l'intégration aux Canadiens français. En 1962-63, seulement le quart (25.2%) des enfants d'immigrants italiens étaient inscrits au secteur francophone de la CECM, les autres fréquentaient le secteur anglophone [[179]](#footnote-179). La situation s'est rapidement détériorée, et en 1971-72, 10.7% choisissaient l'instruction en français [[180]](#footnote-180). Ce mouvement correspond bien sûr à une perception de l’importance que revêt l'anglais sur le marché du travail. De nombreuses études, dont celles de la Commission Laurendeau-Dunton [[181]](#footnote-181) et de la Commission Gendron [[182]](#footnote-182), non seulement constatent cette prépondérance de l'anglais dans le milieu du travail en général mais encore concluent à une spécialisation ethno-linguistique des travailleurs. Cette spécialisation se concrétise par une concentration des anglophones aux niveaux supérieurs de la hiérarchie administrative et technique dans la grande entreprise ainsi que dans la structure de contrôle du secteur privé, à savoir les sièges sociaux. Les deux Commissions s'accordent également pour affirmer que ce phénomène se double d'une disparité des revenus : les anglophones unilingues ont des revenus supérieurs aux francophones bilingues, qui eux-mêmes ont des revenus supérieurs aux francophones unilingues. Tous les groupes ethniques, excepté les Italiens, avaient en moyenne des revenus supérieurs, aux Québécois unilingues français [[183]](#footnote-183). D'autres études confirment cette tendance : l'accès à l'enseignement supérieur permet aux Québécois anglophones de s’élever dans la hiérarchie sociale tandis que les Québécois francophones doivent en outre devenir bilingues [[184]](#footnote-184). De sorte que l'élite anglophone voit sa position renforcée par l'adhésion à la fois des élites allophones et l'anglicisation d'une proportion de l'élite francophone [[185]](#footnote-185). L'anglicisation massive des immigrants est bien sûr le résultat de plusieurs facteurs, dont la politique de l'immigration n'est pas le moindre. Mais le facteur le plus important est sans doute cette perception qu'ont les immigrants des Canadiens français comme économiquement dominés par les Anglais non seulement au Canada mais aussi au Québec. [[186]](#footnote-186) À cela il faut ajouter le fait que la grande majorité des immigrants s'installe dans la région métropolitaine de Montréal, où se trouvent la plupart des Canadiens anglais du Québec, entretenant ainsi tout un réseau institutionnel autonome. De plus, les Canadiens français formant une communauté relativement homogène et numériquement expansionniste ne se sont pas montrés soucieux du problème des immigrants. Or, nous avons vu [167] plus haut que les québécois francophones ont vu ces dernières années, diminuer fortement leur taux de natalité sans pour autant pouvoir compter sur les immigrants pour renforcer leurs rangs : ces derniers continuent à affluer en grand nombre à Montréal et ont un taux de natalité supérieur à celui de la population d'origine britannique et française. Bien sûr, la situation en saurait être aussi alarmante qu'on l'a souvent prétendue, les français resteront pour longtemps encore la catégorie numériquement la plus importante du Québec [[187]](#footnote-187). Mais la détérioration de la situation linguistique à Montréal risque surtout de compromettre l'autonomie culturelle des francophones, ce qui sert à la fois de prétexte et de prérequis a la souveraineté politique. Les Canadiens français, après les mutations sociales et structurelles des dernières années ne peuvent plus continuer à se replier culturellement comme lorsqu'ils véhiculaient encore des valeurs et une idéologie de société rurale.

De plus en plus de gens semblent donc convaincus que l'autonomie culturelle ne pourrait se réaliser sans l'autonomie politique laquelle apparaît également nécessaire pour une plus grand autonomie sur le plan économique : cette question est liée en partie à l'évolution de la structure socio-professionnelle des québécois qui ne peuvent plus se contenter d'occuper des postes inférieures et de ne pouvoir réaliser leur mobilité sociale que par le truchement du secteur public. Cette nouvelle classe moyenne des Québécois francophones n'accepte pas non plus de monter dans la hiérarchie sociale en sacrifiant sa langue comme cela se passe dans toute structure sociale dominée. Ainsi, la question linguistique revêt une importance symbolique sans conteste et devient le lieu d'affrontement entre groupes ethniques, chacun luttant tour à tour pour défendre ses intérêts ou pour améliorer les positions acquises.

Or, cette lutte se déroule souvent par groupes ethniques interposés, à savoir les groupes immigrants. Dans le contexte actuel le groupe le plus visé est sans doute le groupe italien. Plusieurs caractéristiques le rendent particulièrement visible : importance numérique, concentration résidentielle, sauvegarde de la culture ethnique. Mais le trait le plus important est le fait que les Italiens, catholiques, et jusque là montrant un grand penchant pour la francisation, changent de cap depuis quelques années et préfèrent nettement l'anglicisation. C'est surtout le comportement des Italiens [168] qui suscitent le plus le ressentiment des Canadiens français ; c'est aussi la situation qui crée le plus d'ambiguïté dans la mesure où les Canadiens français ne peuvent pas négliger le fait que les Italiens constituent encore le groupe ethnique le plus francisé au Québec.

IV) LA SOUVERAINETÉ  
POURRAIT-ELLE SIGNIFIER LE DÉPÉRISSEMENT  
DES POLITIQUES DE MULTICULTURALISME ?

C'est à un niveau plus global encore que les québécois sont actuellement aux prises avec une attitude ambivalente. D'une part, ils ont du ressentiment vis-à-vis les immigrants. D'autre part ils se sentent culpabilisés puisqu'on leur a toujours dit que finalement c'était grâce à leur faible pouvoir d'attraction, comparativement aux Anglais, que les groupes ethniques ont préféré ces derniers. On a souvent dit aussi que les québécois sont "xénophobes" ce qui à mon avis est assez faux, il s'agit plus d'une attitude d'isolationnisme que de xénophobie [[188]](#footnote-188).

Par ailleurs, au niveau des politiques culturelles, il existe aussi une ambiguïté. On voudrait bien que la culture et, surtout, la langue française soient protégées et s'épanouissent, ce qui n'est pas possible actuellement sans recours à des mesures législatives. Mais d'un autre côté, les Canadiens français ont si longtemps constitué une minorité au sein du Canada, luttant pour leur survie ethno-culturelle qu'ils ne peuvent, sur la plan idéologique et politique, prendre des mesures pour étouffer les cultures ethniques. Il est significatif à cet égard de voir la place qu'accorde la Politique québécoise de la langue française [[189]](#footnote-189) au principe du "respect des minorités, de leurs langues et de leurs cultures". Ce principe ne s'adresse pas à la seule minorité anglaise mais à toutes les minorités ethniques du Québec [[190]](#footnote-190). Dans ce texte on réfuté le modèle du "melting pot" comme objectif souhaitable ou même acceptable par la société québécoise, on reconnaît comme indispensable l’enrichissement apporté par la société québécoise, on reconnaît comme indispensable l'enrichissement apporté par la diversité ethnique et l'on déplore "le peu de soutien offert jusqu'à maintenant par le gouvernement québécois" aux efforts de maintien de la langue et de la culture ethniques.

[169]

Derrière ces préoccupations d'ordre pragmatique et stratégique, nous devons reconnaître également le facteur idéologique à dominance humaniste. Mais, ces démarches ne semblent pas apaiser les appréhensions des groupes ethniques. D'une part parce que les préoccupations de ces derniers sont davantage concernées par les facteurs économiques et que l'hypothèse de souveraineté leur fait craindre une crise économique encore plus grande. D'autre part, parce qu'ils ne sont pas si convaincus qu'un gouvernement souverain ne perdra pas l'intérêt qu'il montre actuellement à l'égard des cultures ethniques, d'autant plus qu'il se trouvera confronté à des problèmes économiques de taille qui risquent de détourner son attention des problèmes culturels des minorités, problèmes d’ordre secondaire. Les immigrants, pour conclure, ne semblent pas être convaincus que l'intérêt qu'on leur porte actuellement n'est pas purement conjoncturel et ne s'éteindra une fois l'objectif de souveraineté atteint. De plus, ils redoutent la perte, après l'autonomie politique du Québec, de l'aide financière, sous forme de subventions aussi nombreuses que diverses du fédéral qui contribue largement à la survie et au fonctionnement de multiples associations ethniques et dont on doute finalement que le gouvernement québécois aura les moyens de reconduire. À cela, il faut ajouter les craintes entretenues par les groupes ethniques, et soigneusement alimentées par toute une presse anglophone, au sujet du nationalisme canadien français qui pourrait ramener à des vues moins larges le gouvernement souverainiste, une fois en position de force. La proposition récente de certains groupes francophones, et le refus que leur a opposé le gouvernement, de faire la distinction entre vote ethnique et vote québécois par la création d’urnes séparées lors du référendum pour la souveraineté, sont significatives à cet égard.

Pour finir, je dois ajouter que les préoccupations des Canadiens français à l'égard de l'intégration des immigrants dépasse l'esprit du multiculturalisme donc du "laissez faire" dans la pure tradition libérale. En effet, le gouvernement québécois n'entend pas se contenter de remplacer le gouvernement fédéral sur le seul aspect de la perpétuation du folklore ethnique Au contraire, un Québec souverain demanderait à ses minorités ethniques qu'elles gardent leur spécificité culturelle bien sûr, mais également qu'elles s'impliquent davantage qu'elles ne le font actuellement dans la vie de la communauté [170] francophone. C'est précisément pour éviter la confusion avec les vues du multiculturalisme actuel que plusieurs passages de la Politique québécoise de la langue française ont été modifiés avant que le texte soit voté sous le nom de la loi 101. Mais c'est aussi précisément ce que redoutent les groupes ethniques qui auraient bien aimé garder le statu quo actuel dans lequel ils jouissent en somme d'un important degré d'autonomie institutionnelle. Par conséquent, pour les groupes ethniques l'enjeu est de taille et dépasse les simples préoccupations économiques concernant le support financier de leurs institutions : il se trouve au niveau politique et social et signifie une réorientation radicale de leur comportement d'intégration et d'action collective. Faut-il voir là la possibilité d'un glissement éventuel vers l'abandon du multiculturalisme tel qu'il a été pratiqué jusqu'ici ? C'est en tout cas ce qu'appréhendent les groupes ethniques qui sont loin d'apprécier la condition, toute nouvelle, posée à la sauvegarde de leur culture, à savoir la francisation. Ils semblent redouter également qu'un gouvernement québécois souverainiste ne redéfinisse sa politique culturelle et ne retire, une fois la francisation obtenue, l'appui qu'il accorde actuellement à la survivance des cultures ethniques.

La question qu'ils se posent donc consiste à savoir si un tel gouvernement ne serait pas amené à abandonner sa politique d'intégration au profit de l'assimilation semblable à celle pratiquée depuis longtemps aux États-Unis.

[171]

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[172]

[173]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

ATELIER 6

SOUVERAINETÉ  
ET TRANSFORMATION  
DES RAPPORTS DE CLASSE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[174]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 6**

“La nouvelle bourgeoisie  
canadienne-française.”

Par Jorge NIOSI

Professeur, département de sociologie  
UQÀM

[Retour à la table des matières](#tdm)

Ce texte se propose d'examiner les principaux traits du capitalisme canadien-français contemporain et d'avancer quelques hypothèses pour expliquer ses caractéristiques. Pour le faire on commencera par revoir rapidement la littérature existante sur la question, pour ensuite présenter les données de notre recherche et finalement en tirer des conclusions et prévisions.

I) LA BOURGEOISIE CANADIENNE-FRANCAISE  
DANS LA LITTÉRATURE

La quasi-totalité des auteurs qui ont examiné la place des "entrepreneurs", des "hommes d'affaires" ou de la "bourgeoisie" canadienne-française dans l'économie et la société de la Confédération, ont commencé par constater la position d'infériorité de celle-ci vis-à-vis la bourgeoisie anglophone. Ces auteurs ont par la suite avancé des hypothèses pour expliquer cette infériorité, qui est concomitante au statut économique d'infériorité de l'ensemble de la population canadienne-française par rapport aux canadiens d'expression anglaise. Notons tout de suite qu'on ne fait pas ici référence au "retard" du Québec vis-à-vis plusieurs autres provinces de la Confédération, "retard" qui se manifeste par le type d'industrie traditionnelle qui y est dominante, par le revenu per capita toujours de 10% inférieur au Québec, etc. On fait plutôt référence à l'inégale distribution du revenu et des professions par groupe "ethnique" au sein même de la Province, c'est-à-dire au fait que, au Québec comme ailleurs au Canada, les canadiens-français occupent les emplois les moins qualifiés et les moins rémunérés.

Les différents auteurs ont proposé des explications d'ordre économique, politique et culturel, qu'ils présentent comme autant de facteurs mutuellement exclusifs et souvent irréconciliables. Il n'est pas difficile cependant [175] de constater que plusieurs parmi ces différentes hypothèses sont complémentaires sur le plan historique et sociologique.

La thèse de la conquête de Maurice Séguin [[191]](#footnote-191) apporte probablement une partie de la réponse. La nouvelle métropole privilégia les liens commerciaux et financiers du Dominion avec l'Angleterre : le commerce, le transport et la finance commerciale anglo-canadienne ont été pendant un siècle et demi les activités économiques dominantes au Dominion, et elles sont restées principalement entre les mains de la bourgeoisie anglo-saxonne. Cette dernière possédait tous les avantages (langue, contacts, connaissance du marché anglais ainsi que du droit et des coutumes de la métropole, etc.) pour retenir une position dominante. Même s'il n'y avait pas au moment de la conquête une classe de grands entrepreneurs francophones la présence même d'une nouvelle bourgeoise anglophone a empêché qu'une telle clase se forme parmi les canadiens—français. Ceux-ci n'ont probablement pas été "refoulés" vers l'agriculture (le terme est de Séguin. » : là conquête les a probablement laissés là, empêchant la formation d'une bourgeoisie créole comme ce fut le cas en Amérique Latine.

Pendant la période qui va de 1760 a la fin du XIXe siècle une petite et moyenne bourgeoisie canadienne-française s'est formée. Elle contrôlait plusieurs banques, des compagnies industrielles (dans 1’alimentation, le textile, la chaussure, le vêtement, le papier), des sociétés commerciales et de transport. Mais les vagues de fusions d'entreprises du premier tiers de notre siècle ont arraché au contrôle canadien-français les entreprises dans la plupart des secteurs où il y avait une bourgeoisie francophone. Cette thèse, de Paul-André Linteau [[192]](#footnote-192), semble bien expliquer la disparition des banques, manufactures et compagnies de services canadiennes-françaises de 1900 à 1930. Entretemps, la grande majorité des canadiens-français (premiers occupants) restait liée à des activités agricoles, et l'on sait que sous le régime capitaliste de production l’agriculture, notamment la petite agriculture familiale, est exploitée par le commerce, la finance et l'industrie qui sont des activités urbaines plus dynamiques et plus concentrées.

De 1930 à 1940, peu de nouvelles sociétés ont été fondées, la récession cantonna les capitalistes à leurs secteurs respectifs. La demande de [176] la IIème Guerre Mondiale stimula la croissance économique et le développement de nouvelles branches d'industrie. C'est à cette époque que les Simard de Sorel ont bâti Marine Industries, Sorel Industries et Sorel Steel Foundries entre autres [[193]](#footnote-193). Toutefois des cas comme ceux des Simard restent plutôt rares à cette époque. C'est ici que pour expliquer le "retard" dans la création d'une nouvelle bourgeoisie francophone de 1930 à 1960 il faut faire entrer en ligne de compte des facteurs politiques et culturels. Jusqu'en 1960 l'État québécois n'a pas joué un rôle de promoteur d'une bourgeoisie canadienne-française. Il n'en avait pas le projet politique, il ne s'en est pas donné les moyens. L’État duplessiste s'est cantonné dans un nationalisme conservateur et clérical.

Le système d'éducation supérieur était depuis toujours entièrement voué à la formation de religieux, de professionnels traditionnels et de gens de lettres. Les sciences, la technologie, l'administration, l'économie ont été quasi totalement délaissées. L'État fédéral, comme l'État provincial, promouvaient le développement industriel suivant des critères de rentabilité, et ces critères favorisaient l'entreprise américaine, européenne ou canadienne anglaise. C'est Errol Bouchette le premier qui a souligné avec force le rôle que 1’État québécois et canadien devaient jouer dans la promotion de l'industrie canadienne-française [[194]](#footnote-194).

La bourgeoisie francophone de la fin du XIXième siècle et du début du XXième, celle qui fut anéantie dans les vagues de fusion de 1900 à 1930, était par ailleurs localisée au Québec. Les Sénécal (chemins de fer), Boivin (chaussure), Barsalou (savon), Dupuis (commerce de détail), Béique (hydroélectricité), Forge (finances, papier), Leduc (sciage), Rolland (papier), Brillant (électricité). Desjardins, Beaudry (banque), etc. opéraient dans un marché quasi exclusivement québécois. Quelle qu'en fut la raison, leurs entreprises n'ont jamais débordé les frontières de la province. Elles ne pouvaient donc pas aspirer à devenir des sociétés dominantes à échelle canadienne. Pour la plupart, elles étaient vouées à l'absorption par la concurrence canadienne anglaise ou américaine. Ce caractère provincial de l'entreprise canadienne-française au tournant du siècle contribue à expliquer sa fragilité.

[177]

D'autres hypothèses qui ont été avancées semblent prendre les conséquences de la situation d'infériorité économique pour leur cause. Le caractère familial de l'entreprise canadienne-française (Jacques Melançon, Norman Taylor), la mentalité conservatrice des entrepreneurs francophones (Fernand Ouellet) ne sont à notre avis que des effets périphériques de la situation d'infériorité socio-économique [[195]](#footnote-195). Celle-ci doit davantage être expliquée par les structures économiques et politiques dépendantes et par le système d'éducation qui en est issu. Par ailleurs, les causes de cette infériorité économique des canadiens-français (et de leur bourgeoisie) n'ont probablement pas été les mêmes au cours des siècles, et elles semblent aujourd'hui périmées en bonne partie. Le dynamisme du capitalisme canadien d'après-guerre a permis l'éclosion d'une nouvelle bourgeoisie canadienne-française dans le contexte d'une économie et d'une société désormais dépendante des États-Unis.

II) LA BOURGEOISIE  
CANADIENNE-FRANCAISE CONTEMPORAINE

L'étude porte sur les propriétaires des plus grandes sociétés sous contrôle des canadiens-français à la fin de 1975. On a fixé un seuil minimum de $10 millions d'actif total. Les données sur l'actif ne peuvent être cueillies que sur des sociétés publiques puisque les sociétés privées ne publient pas leurs états financiers. Notre liste n'inclut donc pas les plus importantes maisons de courtage canadiennes-françaises (comme Lévesque, Beaubien ou René T. Leclerc Inc), pas plus que des sociétés familiales comme J.B. Baillargeon Express ou Sorel Steel Foundries qui restent entièrement privées. Les données sur les actifs et sur l'histoire des compagnies ont été tirées des Surveys Annuels publiés par le Financial Post ainsi que des rapports du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions Financières du Québec [[196]](#footnote-196). La revue Commerce de Montréal publie mensuellement depuis 1950 des portraits de compagnies et d'entrepreneurs canadiens-français qui ont aidé à retracer leur histoire. Les données sur la propriété des actions ont été recueillies dans les Bulletins de la Commission des Valeurs Mobilières du Québec et de la Ontario Securities Commission. Des renseignements supplémentaires sur les administrateurs de ces sociétés viennent du Financial Post Directory of Directors, du Martindale-Hubbell Law Directory, et des principaux dictionnaires biographiques canadiens, dont les Biographies canadiennes-françaises, le Canadian Who' s Who et le Who’ s who in Canada [[197]](#footnote-197).

[178]

Les données recueillies sont résumées dans l'annexe I. Parmi ses sociétés, on a tout d'abord quelque dix-sept (17) sociétés dont les actifs se situaient au-delà de $100 millions à la fin de 1975. Ce sont les neuf plus grandes compagnies du groupe Power Corporation (voir graphique no 1, p. ) deux sociétés immobilières (Campeau Corporation et Allarco Developments), la compagnie Bombardier Ltée, le Trust Général du Canada, la Banque Canadienne Nationale, la Banque Provinciale du Canada et la Banque d'Épargne. En août 1977, Provigo, une compagnie commerciale québécoise est venue s'ajouter à cette liste en absorbant M. Loeb & Co. d'Ottawa. Voici les principaux traits des grandes compagnies canadiennes-françaises.

Dans une liste des cent trente-six (136) plus grandes sociétés, sous contrôle canadien à la fin de 1975, les compagnies contrôlées par des canadiens français ne forment que 11%. L'élément francophone est donc sous-représenté au niveau de la grande bourgeoisie du Canada. [[198]](#footnote-198)

La quasi totalité de ces compagnies, sauf les banques, sont soit de fondation récente (Campeau Corp en 1953, Allarco Developments en 1954, Bombardier en 1942, Provigo en 1969) et restent sous contrôle de leurs fondateurs propriétaires ; ou bien le contrôle fut acquis récemment par des canadiens- français : le cas du groupe Power Corp. acheté par Paul Desmarais aux familles Nesbitt et Thompson en 1968. Seul le Trust Général du Canada, fondé en 1909, et les trois banques citées sont d'anciennes grandes sociétés, canadiennes-françaises depuis toujours.

Toutes ces compagnies ont des intérêts dans plusieurs provinces : elles sont pan-canadiennes, et dans plusieurs cas multinationales. C'est ici une importante différence par rapport aux grandes compagnies canadiennes-françaises du tournant du siècle, dont l'intérêt quasi exclusif, était le marché québécois.

L'élément canadien-français non québécois est bien représenté dans ces grandes compagnies : les franco-ontariens Paul et Louis Desmarais (Power Corp.) et Robert Campeau (Campeau Corp.), le franco-albertain Charles Allard (Allarco Developments) sont là pour le prouver.

[179]

Il y a donc lieu de conclure qu'au cours de l'après-guerre s'est développée une grande bourgeoisie canadienne-française (non uniquement québécois) aux visées pancanadiennes et multinationales. Elle est certes sous- représentée au niveau des très grandes compagnies sous contrôle canadien, mais elle est dynamique et en pleine croissance.

Derrière ces grandes sociétés, il y a quelque trente autres compagnies moyennes, dont les actifs se situent entre $10 millions et $100 millions (voir Annexe I). Au-delà de 50% de ces compagnies ne sont pas très anciennes et datent à peine de l'après-guerre. Des quatre compagnies commerciales de notre liste seule Dupuis Frères (établie en 1868) est sous un contrôle canadien-français ancien. Cassidy's Ltd fut achetée par Alphonse T. Brodeur aux familles Prentice et Yuile en 1953 [[199]](#footnote-199). United Auto Parts a été fondée par Charles-E Préfontaine en 1926 et elle est devenue publique en 1961 ; Provigo est le résultat d'une fusion de trois grosses épiceries en 1969. Des trois sociétés de transport, deux, soit Logistec Corp. et La Vérendrye ont été fondées dans l'après-guerre.

Sur les onze compagnies industrielles, sept ont été fondées après 1945 : Québécor, Normick Perron, Télécapitale, Télé-Métropole, Simard-Beaudry, et Vachon Inc. ; une autre a été mise sur pied pendant la IIième Guerre, soit Bombardier Ltée. Quant aux compagnies financières, la majorité des firmes moyennes, dont les actifs se situent entre $10 millions et $100 millions, ont été fondées depuis 1940 y compris de nombreuses compagnies d'assurance (L’Unique, La Solidarité, l'Union Canadienne, etc.) et des fonds mutuels. L'Annexe II résume l'année et le lieu d'incorporation des sociétés de notre liste.

Les propriétaires de ces compagnies n'appartiennent pas à la bourgeoisie francophone du début du siècle. La plupart de ces capitalistes ont fait fortune en espace d'une génération. Des noms comme ceux de Paul Desmarais, Charles Allard, Robert Campeau, Antoine Turmel, René Provost, Marc Carrière, Jean-Louis Lévesque, Jean-Paul Tardif, Gérard Parizeau, Paul et Benoît Vachon, Michel Latraverse, Paul Gourdeau, les frères Perron, Alphonse T. Brodeur, Pierre Péladeau ou Fernand Doyon ne disaient rien aux biographes et historiens canadiens-français de 1940. Quelques exceptions à cette règle générale sont [180] la famille Beaubien (de Beaubran Corp. et Lévesque, Beaubien), les Rolland (de Papier Rolland) et les Marchand (des Distilleries Melchers, tombées en faillite en 1977).

Il est difficile d'estimer le degré de sous-représentation des canadiens-français au niveau des compagnies "moyennes", mais cette sous-représentation est au moins aussi prononcée qu'au niveau des grandes entreprises. Sur plus de mille compagnies de taille comparable listées par les Annuaires du Financial Post et du Moody's par les Rapports du ministère des Consommateurs, Coopératives et Institutions Financières du Québec, et par d'autres sources publiques, le caractère presque marginal de l'entreprise canadienne-française ne fait pas de doute. Cela est vrai même si l'on incluait les sociétés privées qui ne publient pas leurs états financiers, dont plusieurs maisons de courtage, des compagnies industrielles et de transport.

Les niveaux de contrôle des compagnies canadiennes-françaises sont très élevées. On entend par contrôle la capacité d'élire le Conseil d'administration d'une compagnie ou sa majorité ; le contrôle est donné par les actions avec vote émises par la compagnie et il revient au détenteur (individu, groupe ou famille) du bloc le plus important de ces actions. On a adopté ici la catégorisation de Jean-Marie Chevalier [[200]](#footnote-200) : contrôle quasi-absolu (80% à 100% des voix), majoritaire (50% à 79% des voix), minoritaire (5% à 49% des voix) et interne (0 à 4.9% des voix).

Les quarante-six (46) compagnies de notre liste ont été classées selon le niveau de contrôle (voir tableau I). Les filiales faisant partie de la liste ont été classées selon le niveau de contrôle de la maison-mère elle-même, sauf si cette dernière détient sur sa filiale un niveau de contrôle inférieur au niveau qui est exercé, sur elle-même. Ainsi par exemple le Fonds F-I-C est contrôlé a 35.9% par Jean-Louis Lévesque. Le Fonds contrôle à 100% la société industrielle Alfred Lambert Inc. ; cette dernière est donc classifiée comme étant à contrôle final minoritaire. En ceci on suit les critères adoptés par tous les ouvrages classiques sur le contrôle.

[181]

TABLEAU I

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| NIVEAU DE CONTRÔLE | NOMBRE DE COMPAGNIES | |
| Interne | 5 | (10%) |
| Minoritaire | 8 | (17%) |
| Majoritaire | 25 | 52%) |
| Quasi absolu et privé | 9 | (19%) |
| Inconnu | 1 | (2%) |
| TOTAL : | 46 | (100%) |

Le tableau ne changerait pas beaucoup si l'on ajoutait une vingtaine de compagnies privées qui ne publient pas leurs états financiers ou quelques compagnies mutuelles d'assurance, dont le groupe La Laurentienne est le plus important.

Les cinq (5) compagnies sous contrôle interne sont les deux banques à charte canadiennes-françaises, la Banque d'Epargne de la Cité et du District de Montréal et les deux principales filiales de la BCN soit Imnat et Canagex.

Les compagnies sous contrôle minoritaire sont celles du groupe J.L. Lévesque (voir graphique no 5, page 191), deux du groupe Power Corporation (Consolidated Bathurst et sa filiale Domglas) ainsi que Provigo. Plus de 50% des sociétés sont sous contrôle majoritaire et un autre 20% est sous contrôle quasi-absolu ou privé. Ce niveau très élevé de contrôle s'explique en grande partie par la dimension des sociétés, plus réduite que celle des compagnies des études classiques sur le contrôle. Un contrôle aussi élevé est aussi la conséquence de la jeunesse relative des compagnies et du caractère d'outsider des nouveaux capitalistes francophones.

Il y a donc une nouvelle bourgeoisie canadienne-française qui a vu le jour dans l'après-guerre. Les conditions de son expansion sont les suivantes :

[182]

A) La croissance de nouveaux secteurs d'activité économique ne nécessitant pas d'une technologie industrielle. C'est le cas de l'immobilier, dont le développement s'explique par l'urbanisation et la spéculation foncière qui s'en est suivie.

B) La concentration du commerce de détail dans l'après-guerre a fourni à plusieurs petits commerçants l'occasion de bâtir de gigantesques corporations dans la distribution.

C) L'augmentation des revenus du Québec en général et des Canadiens-français en particulier, depuis 1940 et jusqu'à nos jours, a élargi le marché pour les capitalistes locaux. Le revenu personnel per capita au Québec est passé seulement de $363 en 1926 à $655 en 1946 (une augmentation de 80%), alors qu'en 1974 il se chiffrait à $4 504 (une augmentation de presque 700% de 1946 à 1974). Les canadiens-français sont devenus un marché de plus en plus solvable tout au long de l'après-guerre. Ils accédèrent à de nouveaux services financiers, à des assurances, à des logements urbains et ils se sont pleinement intégrés à l'économie de marché.

D) Le déclin relatif de l'idéologie religieuse et l'adoption d'une idéologie plus adaptée à la société capitaliste canadienne contemporaine.

E) L'appui de l'État québécois aux capitalistes canadiens-français à partir de 1970. En effet, la Révolution Tranquille a mis sur pied un ensemble d'institutions publiques qui ont aidé le développement d'une bourgeoisie francophone. Parmi ces institutions, il y a la Caisse de Dépôt et de Placement et la Société Générale de Financement. Grâce à leur participation au capital-actions de nombreuses entreprises québécoises francophones, ces institutions ont aidé la capitalisation des compagnies canadiennes-françaises, ont soutenu des conseils d'administration francophones là ou ils [183] risquaient de perdre le contrôle de leurs compagnies, et ont placé des administrateurs canadiens-français aux C.A. des entreprises dont ces institutions publiques sont actionnaires.

Fondée en 1965 par le gouvernement libéral de Jean Lesage, c'est-à-dire en pleine Révolution Tranquille, la Caisse de Dépôt et de Placement s'est vue accorder l'administration du Régime des rentes du Québec, celui de la Régie de l'Assurance-Maladie et le portefeuille de placement de plusieurs autres organismes gouvernementaux et paragouvernementaux. Son actif est partagé entre les obligations (provinciales, municipales, de l'Hydro-Québec, des hôpitaux, etc.) et les actions de compagnies canadiennes qui forment 15% à 20% des avoirs de la Caisse. Même si la liste des actions détenues par la Caisse est tenue en secret, on sait qu'elle possède des blocs importants dans Provigo, Bombardier, Logistec et autres sociétés canadiennes-françaises et anglaises. Voici quelques exemples de l'appui donné par la Caisse aux capitalistes canadiens-français.

À la fin du mois d'août de 1977, Provigo Ltée a acheté près de 80% actions en circulation de M. Loeb Ltd, une multinationale ontarienne dans le commerce de détail. Provigo devenait ainsi un groupe commercial dont l'actif consolidé se rapproche de $300 millions de dollars. Deux semaines plus tard le groupe Sobey Stores de la Nouvelle-Écosse, contrôlé à 54% par la famille Sobey et à 40% par les Weston, de G. Weston Ltd, a réussi à acheter 12.5% de Provigo. Ces actions de la compagnie québécoise se transigeaient à $7 en mai 1977 mais elles furent payées $14 l'unité en septembre par le groupe néo-écossais. Le risque d'une prise de contrôle par Sobey's Stores était d'autant plus grand que le groupe privé canadien-français qui dirige Provigo ne détient que 18% environ des actions de celle-ci. Heureusement la Caisse de Dépôt et de Placement était là. Détentrice de 24.6% des actions de Provigo, la Caisse a appuyé l'administration Turmel-Provost-Lamontagne, et refusé de vendre à Sobey's. Le 24 septembre 1977 Le Devoir pouvait titrer "Provigo restera québécoise"

"Grâce à l'appui de quelques institutions financières, la direction de Provigo s'est assurée que le contrôle de l'entreprise restera bien entre leurs mains" affirmait hier le président du Conseil M. Antoine Turmel" (Le Devoir, 24-9-77, p. 11)

[184]

Par contre, lorsque Paul Desmarais a essayé de prendre le contrôle de Argus Corporation en mars-avril 1975, la Caisse de Dépôt a cédé à Power Corp. ses titres de la société de portefeuille torontoise [[201]](#footnote-201).

Par ailleurs en avril 1976, Marcel Cazavan, directeur général de la Caisse déclarait que cette institution avait dressé une liste de francophones qui devraient être élus au Conseil des grandes entreprises dont la Caisse est actionnaire.

"La Caisse de Dépôt et de Placement a l'intention de jouer un rôle plus important dans la sélection des administrateurs des entreprises dans lesquelles elle détient des intérêts" a déclaré hier au Devoir le directeur général de cet organisme, M. Marcel Cazavan. Avec un portefeuille de plus de $600 millions en action s ordinaires, la Caisse de Dépôt peut dire son mot dans le choix des administrateurs de plusieurs grandes sociétés canadiennes ./... /

Récemment M. Robert Després de l'Université du Québec a été désigné sur le "board" de Campeau Corp. et de Norcen Energy, deux sociétés dans lesquelles la Caisse possède des intérêts importants." (Le Devoir, 6-4-76, p. 16).

Il va de soi que la simple élection de canadiens-français au C.A. des sociétés, dont la Caisse est actionnaire ne fera pas grandir automatiquement la bourgeoisie canadienne-française. Mais ce mécanisme pourrait initier certains grands commis de l'État aux secrets de la haute administration des grandes compagnies leur donnant ainsi la possibilité d'apprendre l'art de devenir millionnaire.

III) L'ORGANISATION CONGLOMÉRAL  
DES NOUVEAUX GROUPES

La nouvelle bourgeoisie canadienne-française a adopté les formes de gestion qui caractérisent tout le mouvement de réorganisation industrielle de l'après-guerre, soit les formes conglomérats. Les conglomérats sont des sociétés ou des groupes de sociétés à contrôle unique, dont la production de biens ou de services s'étendent sur des activités non mutuellement reliées. Le [185] mouvement de formation de conglomérats caractérise l’organisation industriel le aux États-Unis et au Canada depuis 1945. Au Canada, des groupes comme ceux du Canadien Pacifique, Brascan Ltd et Power Corporation, auparavant actifs dans une ou deux industries reliées (le transport et l'électricité) sont aujourd’hui des conglomérats qui s'étendent sur une dizaine de branches d'activité différentes. Argus Corporation, fondée en 1945 est venue s'ajouter à cette liste, sous une organisation qui était conglomérale dès le départ.

On a déjà examiné ailleurs le conglomérat de Power Corporation [[202]](#footnote-202). Rappelons seulement qu'à travers ses filiales, acquises de 1960 à 1973, Power Corp. contrôle un tiers des fonds mutuels du Canada (Investors Group) la moitié de là-circulation des journaux francophones du Québec (Gesca Ltée), le principal transporteur sur les grands lacs (Canada Steamship Lines), la quatrième compagnie d'assurances du Canada (Great West Life), la sixième société de fiducie du Dominion (Montréal Trust), la troisième compagnie de finance (Laurentide Financial Corp.), la quatrième papetière (Consolidated-Bathurst), la première productrice de verre (Dominion Glass), etc. Ce conglomérat est contrôlé à 53% par Paul Desmarais.

Les nouveaux groupes canadiens—français ont adopté, à une plus petite échelle, les mêmes formes d'organisation. Le groupe contrôlé par Jean Louis Lévesque (voir graphique no 5, page 191) comprend notamment la maison Lévesque, Beaubien Inc., la plus importante société canadienne française de courtage en valeurs mobilières ; le Fonds F-I-C, une société de portefeuille dont les filiales fabriquent des chaussures (Alfred Lambert Inc), font le commerce de quincaillerie en gros et en détail (C. Durant Ltd) et opèrent un hippodrome (Windsor Raceway Holdings) ; J.-L. Lévesque détient aussi la plus importante participation connue au capital-actions du Trust Général du Canada, qui contrôle à son tour le Sherbrooke Trust. Signalons que Jean-Louis Lévesque a déjà eu le contrôle de nombreuses autres sociétés dont Dupuis Frères en 1949 et d'un autre conglomérat, la Corporation des Valeurs TransCanada qui fut achetée par Paul Desmarais en 1963 et postérieurement intégrée au groupe Power Corporation. C'est à la suite de la vente de la Corporation des Valeurs que Jean-Louis Lévesque s'est intéressé aux compagnies qui forment son nouveau conglomérat.

[186]

Le groupe Prêt et Revenu (graphique no 2, page 188) est beaucoup plus ancien dans ses origines. La société-mère fut fondée en 1928 sous le nom de Corporation Prêt et Revenu par Alphonse Tardif. Le contrôle passa à son fils Jean-Paul en 1947. La diversification commença en 1953 avec la fondation de la St-Maurice, Compagnie d'Assurances. En 1957, on ajouta au groupe deux sociétés nouvellement incorporées : Aeaterna-Vie et le Fonds Mutuel Prêt et Revenu. En 1961, on créa la Fiducie Prêt et Revenu ; les autres fonds mutuels du groupe ont été créés en 1968, 1972 et 1975. Le tout constitue un conglomérat à contrôle familial, avec des actifs de l'ordre de $141 millions en décembre 1975.

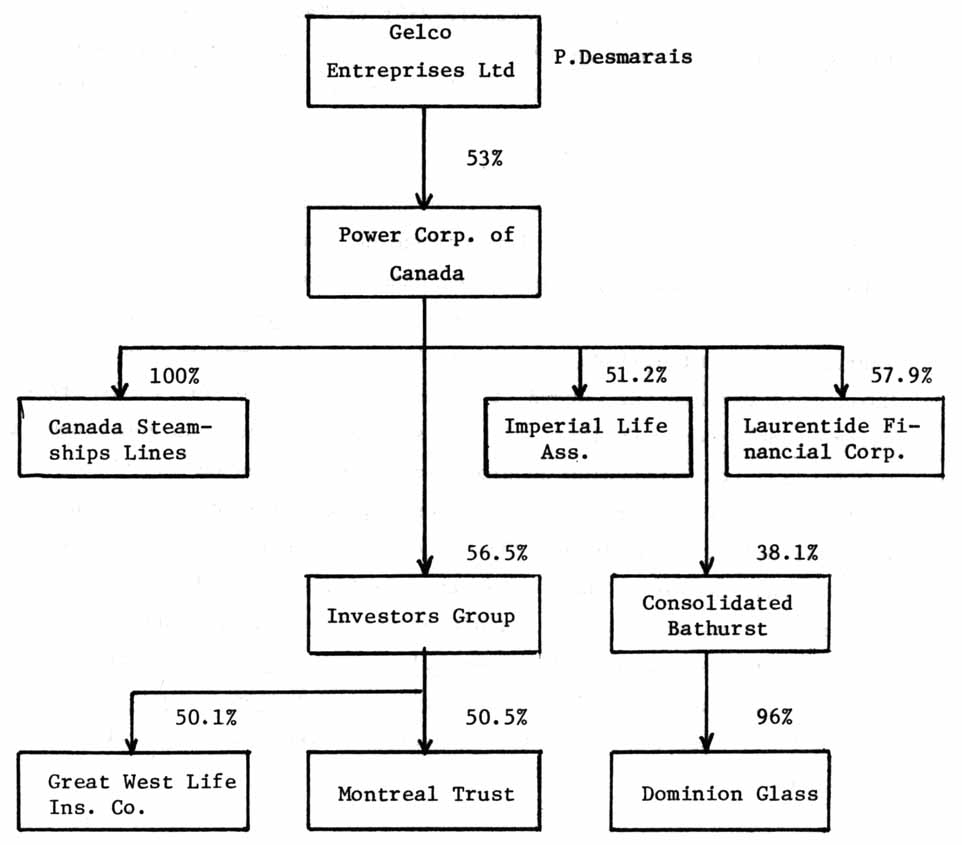
Le groupe Sodarcan (voir graphique no 3, page 189) regroupe douze entreprises qui opèrent dans le courtage de l'assurance et de la réassurance, dans la réassurance proprement dite, dans la consultation et dans la gestion des compagnies de réassurance. La compagnie Sodarcan Ltée, fondée en 1972 est venue regrouper ces entreprises au niveau financier. La majorité des actions de Sodarcan est détenue par Gérard et Robert Parizeau, le père et le frère respectivement de Jacques Parizeau, le ministre des finances du gouvernement du Parti Québécois. Les compagnies du groupe ont été fondées ou achetées pendant l'après-guerre. La plus importante, La Nationale, Compagnie de Réassurance du Canada, dont les actifs à la fin de 1975 étaient de $9 millions fut achetée en 1965 à la Nationale de Paris, dont elle était la filiale canadienne. Le groupe Sodarcan est très dynamique au Canada et aux États-Unis ; dans ce dernier pays il agit à travers sa filiale Intermediaries of America (courtiers de réassurance) ; il a aussi une filiale ontarienne, Canadian Reinsurance Brokers Ltd depuis 1972. Les actifs totaux du groupe étaient de $45 millions à la fin de 1975. [[203]](#footnote-203)

Enfin le groupe York Lambton Corp. est contrôlé par Michel Latraver- se et associés à travers une société privée, Wellington Corp. York Lambton a acheté en mai 1975 la Corporation d'Expansion Financière, une société de portefeuille dont les filiales font des affaires dans l'industrie de la construction (Simard-Beaudry Inc), fabriquent des produits électriques (BFG Industries Ltd), des produits plastiques (GM Plastic Corp), de panneaux en verre (Superseal Corp) et des produits pétroliers (Gasex Ltd).

[187]

Graphique no 1

Le Groupe Power Corporation



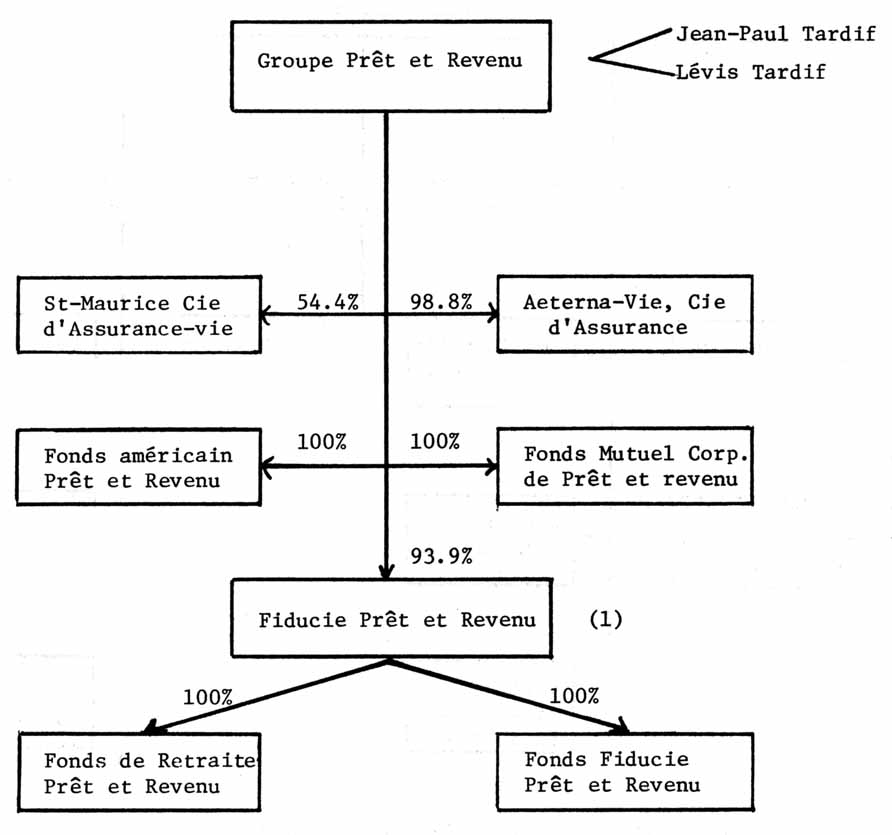
SOURCES : Financial Post Directory of Directors, 1976. F.P. Survey of Industrials, 1976.

Actifs du groupe (déc. 1975) = $6 236 millions.

[188]

Graphique no 2

Le groupe prêt et revenu



Actif du groupe (fin 1975) = $141 millions

SOURCES : Financial Post Directory of Directors, 1976

Financial Post Survey of Funds, 1976

Ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières : Rapport Annuel du Service des Assurances, Éditeur du Québec, 1976

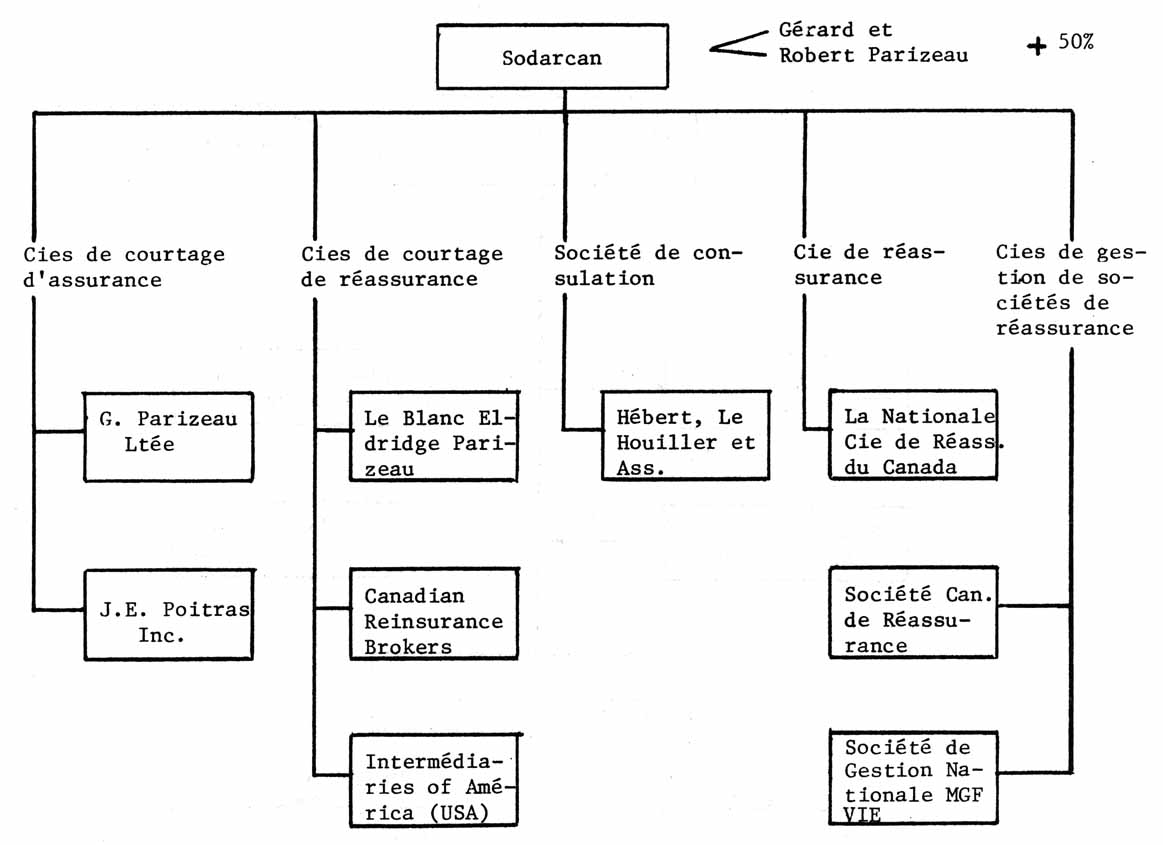
Financial Post Survey of Industrials, 1976

Notes : (1) Fiducie Prêt et Revenu administre le Fonds de Retraite et le Fonds H Prêt et revenu

[189]

Graphique no 3

Le Groupe Sodarcan



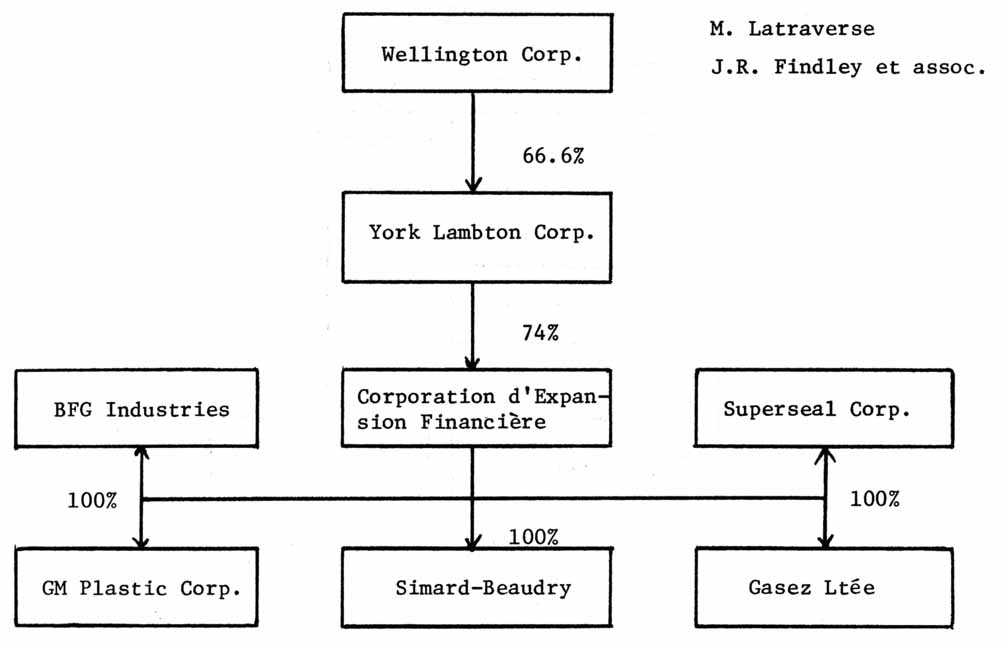
Actifs du groupe (novembre 1975) = $45 millions

SOURCE : La Presse, le 11-11-1975

[190]

Graphique no 4

Le Groupe York Lambton Corp.



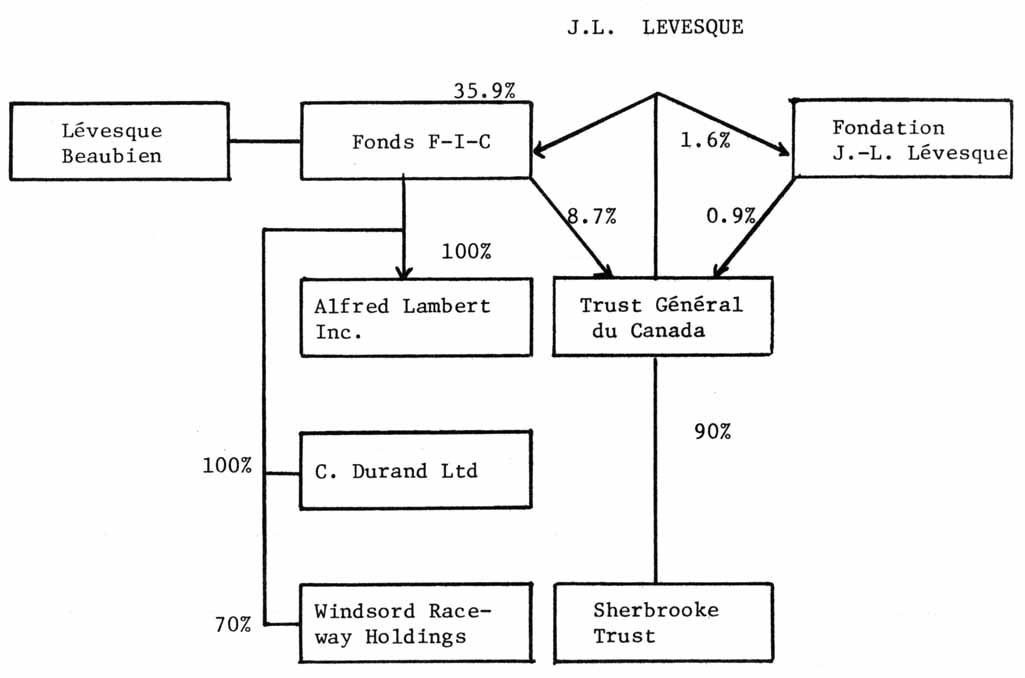
Actifs du groupe (déc. 1975) = $124 millions

Source : F.P. Directory of Directors, 1976;  
F.P. Survey of Industrials, 1976.

[191]

Graphique no 5

Le Groupe Jean-Louis Lévesque



Actifs du groupe (sans Lévesque Beaubien Inc.) déc. 1975 = $510 millions

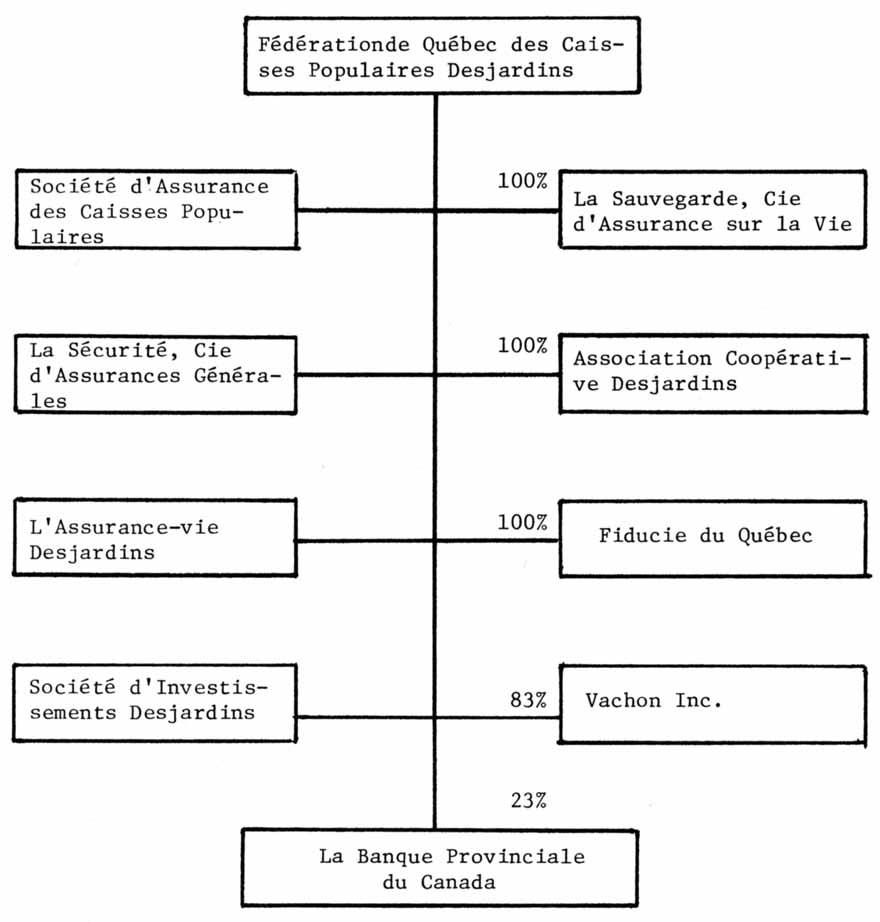
SOURCES : F.P. Survey of Industrials, 1976

Bulletin : Ontario securities Commission, Commission des Valeurs Mobilières du Québec

[192]

Graphique no 6

Le Mouvement Desjardins



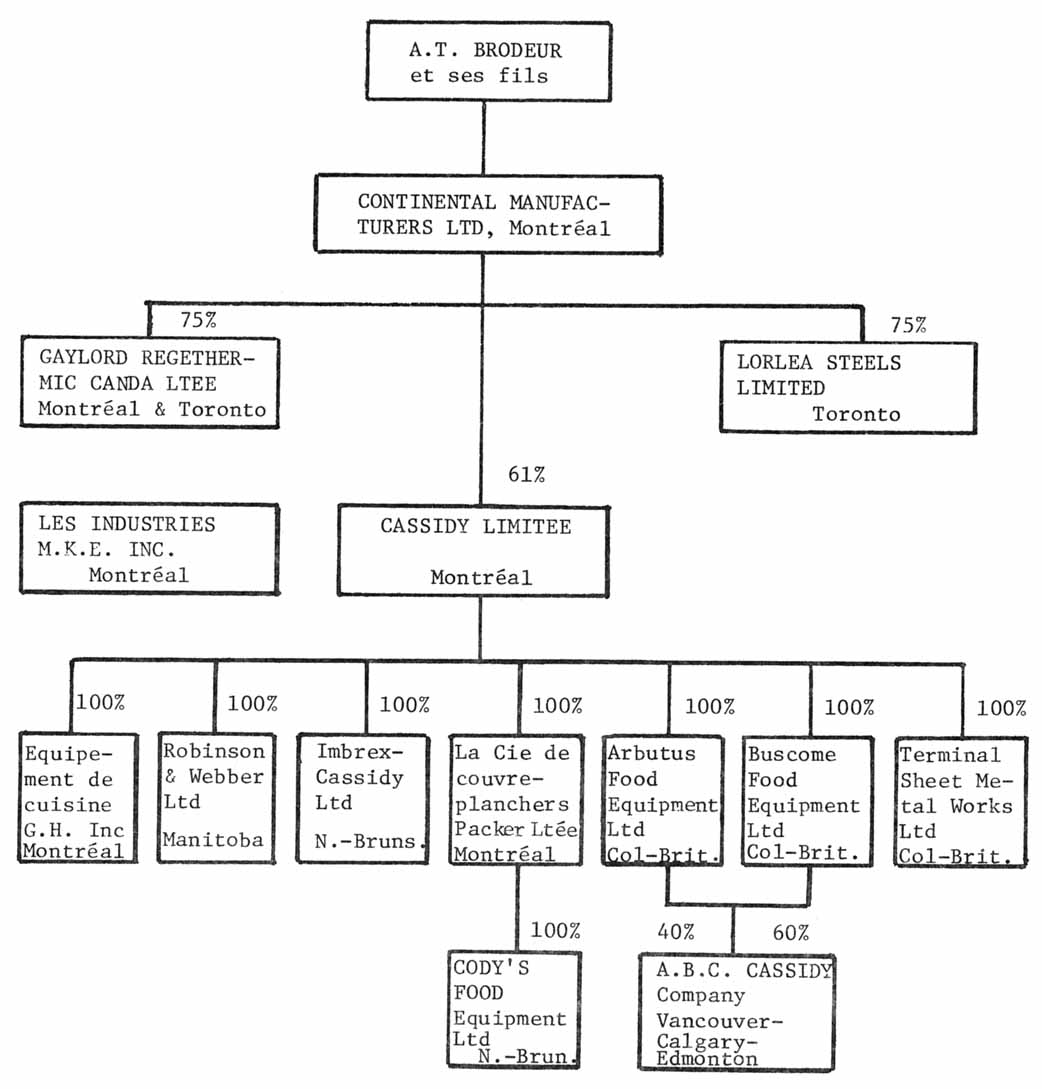
Actifs du groupe (fin 1975) = $8 971 millions

SOURCES : Rapports Annuels des sociétés du groupe

[193]

Graphique no 7

Le Groupe Cassidy



Source : Revue Commerce, juillet 1977, p. 30.

[194]

IV) DES INTELLECTUELS ORGANIQUES :  
LES AVOCATS

Les sources dont on s'est servi nous permettent de séparer la paille et le grain. Autant on peut identifier les détenteurs du contrôle, autant on peut reconnaître les conseillers et consultants non propriétaires qui siègent au C.A. des sociétés canadiennes-françaises.

Membres de bureaux juridiques ou exerçant leur profession à leur compte ces avocats aident les hommes d'affaires dans les multiples questions reliées à la loi. Toutefois, les avocats comme les conseillers en administration en placement ou les actuaires-conseil, ne se confondent pas avec la bourgeoisie.

L'annexe III dresse la liste des avocats qui sont employés comme administrateurs externes des compagnies canadiennes-françaises retenues. On peut constater que la majorité des sociétés utilisent les services d'au moins un avocat. Seules 17 compagnies (36%) n'ont aucun avocat qui siège comme administrateur externe au Conseil. La moyenne pour les compagnies de la liste est de 1.4 avocats par C.A. Les sociétés qui ont retenu les services de plusieurs avocats, les choisissent dans plusieurs bureaux différents. Ainsi, il y a cinq avocats au C.A. du Trust Général du Canada mais quatre parmi eux appartiennent à des bureaux différents et le cinquième (l'Honorable Edouard Asselin) est à son compte.

Les avocats possèdent très peu d'actions dans les sociétés qu'ils conseillent. Ainsi dans le Trust Général, Me Asselin déclare posséder seulement 1 153 actions ordinaires, Me Lavéry Sirois, 3 533, Me Isidore Pollack 1 023, Me Marcel Piché 1666 et Me Daniel Doheny 216 actions. Dans chaque cas c'est là la dernière déclaration faite à décembre 1975. En cette année, les actions ordinaires du Trust Général valaient entre $17.50 et $22.00 à la Bourse. Le contrôle était exercé par Jean-Louis Lévesque, qui en possédait directement ou indirectement 94 441 actions ordinaires, qui valaient en Bourse quelque $2 millions. Dans Power Corp. les quatre (4) avocats conseillers, soit Me Wilbrod Bhérer, Pierre Genest, Claude Pratte et l'Honorable John P. Robarts possédaient respectivement 2 500 actions, 100 actions, 5 375 actions et 100 [195] actions. Paul Desmarais détenait 1 353 035 actions privilégié a 6% (donnant 10 voix chacune) et 1 585 058 actions privilégiées à 5% (donnant une voix chacune) ce qui lui accorde 53% des voix dans l'Asssemblée des actionnaires de la compagnie. En dernier exemple, Cassidy's Ltd est contrôlée à 61.1% par la famille Brodeur à travers Continental Manufacturers qui possédé 458 497 actions ordinaires de Cassidy's. L'avocat-conseil de la compagnie, F.C. Cope, du bureau juridique montréalais de Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke et Kirkpatrik, possède 480 actions ordinaires de Cassidy’s. [[204]](#footnote-204)

Dans de rares cas, des avocats membres d'un bureau juridique sont aussi propriétaires ou copropriétaires de contrôle. Ainsi Claude Pratte membre du bureau d'avocats de Létourneau, Stein, Marseille, Delisle & La Rue possède 73 864 actions classe B (25% du vote) de Télé-Capitale qu'il contrôle avec MM. Hervé Baribeau et J.A. Pouliot. Ces derniers détiennent chacun le membre nombre d'actions que Me Pratte. C'est cependant le seul exemple qui se présente dans notre liste. Dans des compagnies canadiennes anglaises on a pu, par ailleurs trouver des cas semblables.

Les avocats au sein des C.A. occupent rarement des postes à la direction des compagnies : ils sont neuf fois sur dix rien d'autre que des administrateurs externes, qui assistent aux réunions mensuelles du Conseil et reçoivent de $2 000 à $8 000 de revenu global par an selon la dimension des sociétés qu'ils administrent. De par leur détention d'actions, leur place au C.A. et leur rémunération, il serait abusif de les confondre avec les capitalistes qu'ils conseillent. Ils ne sont que des intellectuels non propriétaires, organiquement liés à la classe dominante.

La majorité des entreprises canadiennes-françaises utilisent les services de bureaux d'avocats francophones, mais cette règle est loin d'être absolue. Les compagnies les plus grosses, notamment celles du groupe Power Corporation, emploient des avocats de bureaux anglophones, comme ceux de Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke et Kirkpatrick, de Montréal ou encore Aird, Zimmerman & Berlis de Toronto. Même des compagnies moyennes comme Beaubran Corporation, Cassidy's Ltd ou Papier Rolland le font.

[196]

Les théories des élites économiques ou corporatives, dont celles de John Porter et Wallace Clement au Canada, accordent à tous les administrateurs le même poids au sein des Conseils d'administration. On a déjà eu 1’occasion de critiquer ces théories [[205]](#footnote-205). Soulignons qu'elles ne sont nullement l'apanage des sociologues radicaux canadiens. L'ancien ministre libéral de l'industrie et du commerce du Québec, M. Guy St-Pierre y croit aussi. Peu avant la défaite électorale de son parti (et la sienne) il déclarait au Canadian Club de Montréal que toute entreprise oeuvrant au Québec devrait engager au moins deux canadiens-français à son C.A. pour élargir 1’élite corporative francophone.

"Une vingtaine de francophones font partie de l'élite des administrateurs et apparaissent aux conseils d'administration des sociétés les plus grandes et les plus prestigieuses selon le principe régulièrement critiqué de la chaise musicale" (Le Devoir, 06/4/76 page 17)

Et puisqu'il croit fermement à ses convictions, monsieur St-Pierre a accepté en octobre 1977 la présidence de la société Ogilvy Mills dont le contrôle est détenu par Brascan Ltd de Toronto [[206]](#footnote-206).

Les plus gros bureaux d'avocats du Québec ont des partenaires et des associés anglophones et francophones. C'est le cas pour le plus grand du Canada, celui de Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick de Montréal, avec 76 avocats. C'est aussi le cas pour le deuxième plus important de la province, Martineau, Walker, Allison, Beaulieu, McKell & Clermont avec 44 membres.

Et pour le troisième : Weldon, Courtois, Clarkson, Parsons & Tétreault avec 42 avocats. D'autres bureaux, passablement plus petits quant au nombre de partenaires et d'associés, sont exclusivement canadiens-français. C'est par exemple le cas des bureaux d'Amyot, Lesage, de Grandpré, Colas, Bernard & Drolet de Québec avec 23 avocats ou de celui de Desjardins, Ducharme, Desjardins & Bourque de Montréal, avec 28 membres.

[197]

Les plus grands bureaux, ainsi que les plus prestigieux, ont des clients parmi les compagnies étrangères, canadiennes anglaises et canadiennes françaises. Leurs principaux partenaires siègent au C.A. de compagnies dont le contrôle reste entre les mains de groupes de nationalités différentes. Ainsi les deux principaux partenaires du bureau St-Laurent, Monast, Walters & Vallières de Québec, soit Renault St-Laurent (aujourd'hui décédé) et André Monast siégeaient en 1975 au conseil de nombreuses sociétés. Parmi ces compagnies il y avait la Banque Canadienne Impériale de Commerce, Dominion Stores, Noranda Mines et Confederation Life (canadiennes anglaises), la Banque Canadienne Nationale et Imperial Life (canadiennes-françaises) IAC Ltd (famille Bronfman), Canada Cement (filiale de Ciments Lafargue, France) IBM Canada et Home Oil (sous contrôle américain), Rothmans of Pall Mall (sous contrôle sud africain), etc. Le tableau No 2 ci-dessous résume quelques données sur les principaux bureaux où les avocats canadiens-français participent.

Tableau 2

Principaux bureaux d'avocats canadiens-francais

| Nom du bureau | Nombre de partenaires | Nombre d’associés | En conseil | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Amyot, Lesage, de Grandpré, Colas, Bernard & Drolet (Québec) | 22 | | 1 | 23 |
| Barnard, Fournier, Savoie, Demers, Caron, Tanguay et Dupré (Sherbrooke) | 8 | | 1 | 9 |
| Bhérer, Bernier, Côté, Ouellet, Dionne, Houle & Morin (Québec) | ? | ? |  | ? |
| Blain, Piché, Godbout, Emery & Blain (Montréal) | 5 | 14 |  | 19 |
| Byers, Casgrain & Stewart (Montréal) | 20 | |  | 20 |
| [198] |  |  |  |  |
| De Grandpré, Colas, Amyot, Lesage, Deschênes & Godin (Montréal | 26 | | 1 | 27 |
| Desjardins, Ducharme, Desjardins & Bourque (Montréal) | 11 | 15 | 2 | 28 |
| Flynn, Rivard, Cimon, Lessard & Le May (Québec) | 19 | | 1 | 20 |
| Gagnon, de Billy, Cantin, Dionne, Martin, Beaudoin & Lesage (Québec) | 14 | |  | 14 |
| Guy, Vaillancourt, Bertrand, Bourgeois & Laurent (Montréal) | 11 | |  | 11 |
| Létourneau, Stein, Marseille, Delisle & La Rue (Québec) | 16 | |  | 16 |
| Martineau, Walker, Allison, Beaulieu, Mackell & Clermont (Montréal) | 16 | 25 | 3 | 44 |
| Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) | 72 | | 4 | 76 |
| Riel, Vermette, Ryan, Dunton & Vallières (Québec) | ? | ? |  | ? |
| St-Laurent, Monast, Walters & Tétreault (Montréal) | 7 | |  | 7 |
| Weldon, Courtois, Clarkson, Parsons & Tétreault (Montréal) | 39 | | 3 | 42 |

Source : Martindale-Hubbell Law Directory, 1976.

Nota Bene : Certains bureaux ne séparent pas les partenaires des associés.

[199]

V) LA PETITE BOURGEOISIE REGROUPÉE :  
LE MOUVEMENT COOPÉRATIF QUÉBÉCOIS

Le mouvement coopératif au Québec est en passe de devenir un géant financier et commercial. Avec des actifs de $5.2 milliards en décembre 1975, la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins domine largement le secteur d'épargne et de crédit du Québec. Ses Filiales dans l’assurance, la fiducie, la gestion et le placement avaient des actifs de $717 millions à la fin de 1975, sans compter par ailleurs les $3 059 millions de la Banque Provinciale du Canada (contrôlée par la Fédération à 23%) et les $27millions de la compagnie Vachon Inc. (contrôlée à 83%). En tout, le Mouvement Desjardins et ses filiales détenaient en décembre 1975 quelque $9 milliards d’actif net total.

Les autres composantes du mouvement coopératif québécois se situent loin derrière. Parmi elles, il y a la Coopérative Fédérée de Québec, avec $116 millions d'actif ; la Coopérative Agricole de Granby ($67 millions), la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins ($48 millions), la fédération des Caisses d'Économie de Québec ($28 millions) , les Pêcheurs Unis du Québec, etc. Tous ces chiffres sont pour la fin de 1975.

Fondé en 1900 par Alphonse Desjardins, le mouvement des caisses populaires connut au début un développement lent. En 1920 il y avait 113 caisses avec 32 000 membres et des actifs de $6.3 millions. Au cours des années '20 quatre unions régionales furent créées : celles de Québec, Trois-Rivières, Montréal et Gaspé. En 1932 ces unions ont formé la Fédération de Québec des Caisses Populaires Desjardins. En 1945, une douzaine de caisses de Montréal se sont séparées de la Fédération de Québec pour former la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins. Au cours de l'après-guerre le Mouvement Desjardins est devenu une organisation ressemblant à un conglomérat. En effet, en 1948 il organisa sa première compagnie d'assurance : la Société d'Assurance des Caisses Populaires (S.A.C.P), en tant que compagnie mutuelle. En 1948 la S.C.A.P. devint une mutuelle d'assurance-vie. La même année le Mouvement Desjardins créa l'Assurance-Vie Desjardins, une autre compagnie mutuelle. En [200] 1962, on fonda la Fiducie du Québec un trust à fonds social qui gère parallèlement six fonds mutuels. Toujours en 1962 le Mouvement achète à la famille Ducharme la majorité du capital-actions de La Sauvegarde, compagnie d'Assurances sur la Vie. Les Ducharme avaient fondé cette société en 1901 et ils en ont gardé le contrôle jusqu'en 1962. Aujourd'hui deux membres de la famille Ducharme siègent encore au C.A. de La Sauvegarde, qui est entièrement contrôlée par le Mouvement Desjardins. En 1953, La Sécurité, Compagnie d'Assurances Générales du Canada, fut achetée à des financiers français. L'Association Coopérative Desjardins (A.C.D.) a été mise sur pied en 1963 en tant que société de gestion sans but lucratif pour détenir les actions de plusieurs filiales du Mouvement, dont La Sauvegarde, La Sécurité et la Fiducie du Québec. À son tour, l'A.C.D. est contrôlée par les Unions Régionales de la Fédération de Québec qui en détiennent la majorité des actions. La Société d'investissements Desjardins (S.I.D.) a été créée en 1971 ayant comme but le crédit et l'investissement à moyen et long terme dans des sociétés commerciales et industrielles nouvelles et en opération. Compagnie à fonds social, le capital-actions de la S.I.D. est contrôlé par la Fédération de Québec. Au cours des années'60, par ailleurs, le Mouvement Desjardins s'est rendu le premier actionnaire de la Banque Provinciale du Canada, la sixième banque à charte du Canada en termes d'actifs. En 1970 le Mouvement a aussi acheté 83% des actions de Vachon Inc. la compagnie qui approvisionne 55% du marché québécois de gâteaux.

La gestion du Mouvement Desjardins s'est voulue démocratique dès le départ. Les usagers des Caisses Populaires en sont les actionnaires et au cours des assemblés annuel chaque actionnaire a une voix. Ce type de structures a empêché la prise de contrôle du Mouvement par les capitalistes canadiens-français. Il a aussi favorisé l'apparition et le développement d'une couche de gestionnaires qui siègent au C.A. de la Fédération de Québec, des Unions Régionales et des filiales. Cette couche de gestionnaires se recrute parmi les avocats, notaires, comptables, médecins, dentistes, pharmaciens, actuaires, petits entrepreneurs locaux, ingénieurs, etc. C'est de la petite bourgeoisie que vient la grande majorité des administrateurs du Mouvement Desjardins et de ses filiales. Ils représentent les usagers les plus prospères des Caisses et ils sont issus des différentes régions de la Province. Ils ne [201] sont pas les propriétaires privés du Mouvement et ils ne peuvent pas disposer des actifs de ses institutions pour leur bénéfice personnel ni pour financer le parti politique de leur choix. Il serait erroné de confondre la petite bourgeoise qui administre le Mouvement Desjardins avec la grande ou la moyenne bourgeoisie canadienne-française du secteur privé.

On trouve dans quelques filiales du Mouvement un autre type d’administrateur, différent de celui qu'on vient de décrire, au C.A. de Vachon Inc. siègent deux membres de la famille Vachon ; celle-ci détient 17% des actions de la société. Au C.A. de la Banque Provinciale du Canada siègent plusieurs capitalistes canadiens-français dont Antoine Turmel (de Provigo) Marc Bourgie (de Urgel Bourgie Inc.) P.H. Plamondon (de La Solidarité, compagnie d'assurance sur la vie), etc. Les Ducharme sont devenus administrateurs du groupe Desjardins. Deux d'entre eux siègent au C.A. de La Sauvegarde, l'ancienne compagnie familiale ; et un Ducharme siège au Conseil de La Sécurité.

Par ailleurs, au Conseil des filiales du Mouvement Desjardins, on retrouve quelques avocats, comptables ou actuaires qui conseillent aussi les plus grandes compagnies privées du Canada. Parmi eux l'on trouve par exemple les avocats Louis Desrochers et Jacques de Billy. Desrochers est partenaire du bureau juridique de Mc Craig, Desrochers d'Edmonton, Alberta, et il est administrateur entre autres de la Banque de Montréal. De Billy est partenaire du bureau De Billy, Cantin, Dionne, Martin, Beaudoin & Lesage (Québec) et il siège notamment au conseil de la Banque Toronto-Dominion. On retrouve aussi le comptable Marcel Bélanger au C.S. de la Banque provinciale. Bélanger est membre de la firme Bélanger, Dallaire, Gagnon et Associés, Comptables Agréées de Québec. Il siège aussi au conseil de John Labatt Ltd, Provigo, etc. Toutefois, la bourgeoisie canadienne-française et ses avocats, comptables ou actuaires ne forme qu'une minorité très réduite au Conseil d'administration des filiales du Mouvement Desjardins et elle n’est pas représentée au C.A. de la Fédération de Québec. Le Mouvement Desjardins reste sous contrôle de la petite bourgeoisie canadienne-française dont il est un des instruments de promotion.

[202]

Les mêmes conclusions découlent de l'analyse des autres composantes du mouvement coopératif québécois. La Coopérative Fédérée de Québec a été fondée en 1922 pour regrouper trois coopératives agricoles du Québec.

En 1972 elle avait 52 000 membres et son chiffre d'affaires était de $255 millions. La Coopérative Fédérée est un conglomérat dont les ventes se répartissent en 1975 comme suit : approvisionnement de la ferme (42%), viandes (23%) et industrie laitière (35%). En pleine croissance, la Coopérative Fédérée a acquis de nombreuses sociétés laitières, des fermes et des usines avicoles du Québec. La plus importante de ces dernières est Quebec Poultry en mai 1975.

Le capital social de la Coopérative Fédérée est composée d'actions ordinaires de qualification souscrites par les sociétaires et des actions ordinaires et privilégiées émises. La règle aux Assemblées des Actionnaires est celle de "un homme, un vote". La démocratie, bien sûr, reste au niveau des propriétaires, les fermiers coopérants ; elle ne s'étend pas aux employés salariés qui ne participent pas aux décisions. Les salaires, les conditions de travail, l'ouverture et fermeture d'usines suivent des critères de rentabilité capitaliste. Une publication de la Confédération des Syndicats Nationaux le dit bien : la Coopérative Fédérée est capitaliste dans son fonctionnement [[207]](#footnote-207). La Coopérative Fédérée est administrée presque uniquement par des fermiers. Le contrôle de cet organisme reste entre les mains de la petite bourgeoisie agricole du Québec.

La Coopérative Agricole de Granby, fondée en 1938 est spécialisée dans la commercialisation, l'élaboration et la manufacture de lait et de produits laitiers ; elle approvisionne aussi les fermes en machinerie, outillage et matières premières. Elle a créé une filiale, Québec-Lait, contrôlée à 70% dont les ventes en 1975 ont été de $52 millions. Elle opère par ailleurs douze usines industrielles, cinq laiteries et un entrepôt de grains. Elle domine le marché québécois de lait, et prend une proportion croissante des secteurs connexes (lait en poudre, beurre, etc.). Administrée par des fermiers elle sert, tout comme la Coopérative Fédérée à la promotion économique de la petite bourgeoisie agricole.

[203]

Avec des moyens plus réduits les autres institutions coopératives du Québec, telles que la Fédération de Montréal des Caisses Desjardins, la Fédération des Caisses d'Économie de Québec, les Pêcheurs Unis du Québec (ces derniers représentant 50% de la valeur de la pêche du Québec), les coopératives forestières etc constituent autant d'organisations regroupant la petite bourgeoisie québécoise devant le processus de concentration industrielle, commerciale et financière qui menace son existence comme classe.

VI) LA BOURGEOISIE  
CANADIENNE-FRANÇAISE  
ET LA POLITIQUE

Le poids politique de la bourgeoisie francophone est nécessairement réduit à cause notamment de son étroitesse numérique, de sa faible base d’accumulation (le marché québécois) et, en ce qui concerne les plus grands capitalistes, de sa jeunesse historique. Dans l'ensemble on peut dire toutefois qu’elle est fédéraliste, soit libérale, soit conservatrice. La raison en est simple : aussitôt qu'elles atteignent un niveau de production relativement important les entreprises canadiennes-françaises songent au marché canadien dans son ensemble. Provigo a acheté en août 1977 une filiale ontarienne, M. Loeb Co pour devenir un géant de taille canadienne dans le commerce de détail. Vachon contrôle 35% du marché ontarien des gâteaux. Rolland Paper possède une usine à Scarborough, Ontario. Le Fonds F-I-C a une des ses filiales, Windsor Raceway Holdings, en Ontario. Power Corporation est pancanadien au niveau de toutes et chacune des ses filiales. Bombardier Ltée vend ses moto-neiges et ses wagons partout à travers le Canada. Campeau Corporation a son siège social à Ottawa et fait des affaires au Québec et en Ontario. Allarco Developments a son siège à Edmonton, Alberta. Cassidy's Ltd a des établissements dans plusieurs provinces. Normick Perron a une de ses usines à Cochrane Ontario. En somme pour la bourgeoisie canadienne-française la séparation du Québec ne peut que tronçonner son marché principal, la forcer à réorganiser ses entreprises et l'affaiblir sur le plan canadien et international.

La bourgeoisie canadienne-française est libérale. Il n'est aucun mystère que les grandes chaînes de journaux de Power Corporation de Paul Desmarais et de Québécor de Pierre Péladeau appuient le Parti Libéral aux [204] niveaux provincial et fédéral. Le sénateur libéral Paul Desruisseaux (propriétaire des Distilleries Melchers) ou les liens traditionnels de la famille Simard avec le Parti Libéral du Québec ne sont que des exemples du rapprochement existant entre la bourgeoisie francophone et le Parti Libéral.

Le Parti Conservateur a été depuis toujours moins perméable aux revendications canadiennes-françaises. Dans le passé il a été partisan d'un fédéralisme centralisateur que le Québec n'a jamais accepté. Par ailleurs, le Parti Conservateur n'a jamais eu un leader canadien-français. Il y a bien sûr des exceptions. La famille Beaubien, de Beaubran Corporation, Lévesque Beaubien, etc en est la plus remarquable. Depuis quatre générations cette famille d'hommes d'affaires fournit régulièrement des sénateurs, des ministres provinciaux et des fonds aux gouvernements conservateurs.

La bourgeoisie canadienne-française boude le Nouveau Parti Démocratique avec ses orientations travaillistes, et sauf pour des cas très particuliers elle ne s'intéresse pas au Parti Québécois. La présence de Jacques Parizeau et de Guy Joron au Cabinet Ministériel du P.Q. n'annonce nullement un changement d'allégeance politique de la bourgeoisie francophone. Le Parti Québécois est et reste un parti dirigé par des professionnels du langage : journalistes, avocats, éditeurs, écrivains, artistes, professeurs, instituteurs, notaires. Les préoccupations du gouvernement péquiste ne sont aucunement celles de la bourgeoisie ni celles des travailleurs salariés mais celles de ceux qui vivent de la manipulation de symboles, et qui voient dans l'assimilation de la nation québécoise une atteinte directe à leurs intérêts et à leurs idéologies.

Notre analyse de la bourgeoisie francophone rejoint en partie et infirme en partie l'analyse déjà classique de Gilles Bourque et Nicole Frenette [[208]](#footnote-208). Ceux-ci soutiennent que la domination de la bourgeoise anglophone ne laisse aux entrepreneurs canadiens-français qu'une place subordonnée en tant que petite bourgeoisie. Ils affirment que cette petite bourgeoisie se divise en deux grands secteurs, l'un traditionnel (agriculteurs, petit commerce et professions libérales) représenté par l'Union Nationale de 1936 à 1960, et l'autre moderne, urbain et industriel, représenté par le Parti Libéral [205] du Québec de 1960 à 1967. Au sein de celle-ci deux fractions se démarqueraient progressivement : une fraction dans le secteur privé représentée toujours par le PLQ et une fraction technocratique (administrateurs des sociétés d'État, fonctionnaires, etc.) Il me semble que Bourque et Frenette aient minimisé l'importance de la grande et moyenne bourgeoisie francophone et ses possibilités de croissance. Au moment où plusieurs groupes canadiens-français contrôlent des sociétés géantes il y a lieu de dire qu'il y a dans le secteur privé québécois et canadien bien plus qu'une "petite bourgeoisie". Aussi, il appert que le Parti Québécois représente une partie de la petite bourgeoisie traditionnelle des professions libérales ainsi qu'une majorité des enseignants et fonctionnaires. Mais son programme ne peut attirer que les secteurs les plus retardataires de l'agriculture et de l'industrie locales, ceux qui ont besoin de protection face à la concurrence pancanadienne. Notre analyse coïncide avec celle de Bourque et Frenette, en ce qu'elle voit le Parti Libéral, fédéral et provincial, comme l'instrument le plus à même de canaliser les intérêts de la nouvelle bourgeoisie francophone.

CONCLUSION

À partir de la Seconde Guerre Mondiale, une bourgeoisie francophone nouvelle a vu le jour principalement, mais non exclusivement au Québec. Elle se retrouve dans la production de services financiers (assurance, fiducie, fonds mutuels) dans le commerce, le transport et l'immobilier et dans quelques secteurs traditionnels de l'industrie (à l'exception de Bombardier Ltée). Elle a eu par conséquent accès aux secteurs où la technologie ne joue aucun rôle majeur, aux secteurs où le développement technique n'empêche pas l’entrée de nouveaux concurrents.

La croissance de cette bourgeoisie est déterminée par le développement de nouveaux secteurs non contrôlés par la bourgeoisie anglophone, dont l'immobilier. Par ailleurs, la centralisation tardive de secteurs où une petite bourgeoisie locale existait déjà, comme le commerce de détail, a fourni à plusieurs petits entrepreneurs la possibilité de croître par absorption des concurrents. L'augmentation rapide des revenus des canadiens-français depuis [206] 1940/45 et leur entrée en tant que consommateurs à de nouveaux marchés qui leur étaient jusqu'alors inaccessibles (services financiers, assurances, habitation et commerce urbains) a créé une demande sans cesse croissante pour les petits capitalistes locaux. Enfin, la création d'un État Provincial Québécois doté d'institutions capables et désireuses de stimuler la croissance d'une bourgeoisie canadienne-française a aidé dans de multiples cas le capitalisme francophone. C'est là le projet politique du Parti Libéral du Québec et de la Révolution Tranquille.

Cette nouvelle bourgeoisie a des intérêts pancanadiens. Elle investit ses fonds et vend ses produits d'un océan à l'autre : elle est par là opposée à l'indépendance du Québec. Le Parti Québécois ne peut pas représenter les intérêts de cette bourgeoisie montante : il représente plutôt les professions libérales (avocats et notaires surtout), les fonctionnaires, les enseignants, les artistes, les écrivains, les éditeurs ; en somme les salariés et les petits producteurs de services qui vivent de l'exercice de la parole. Un projet politique axé sur la séparation du Québec et sur la nationalisation du symbolique ne peut pas attirer les hommes d'affaires qui rêvent de conquérir le marché canadien.

Le mode même de financement du P.Q, par cotisations individuelles limitées, le différencie des parties bourgeois, financés à même de grosses contributions de compagnies et de riches individus, et des partis ouvriers (dont une partie du financement vient des organisations syndicales ouvrières et populaires). La classe électorale du P.Q., typiquement petite bourgeoise, ne semble pas pouvoir être investie par quelque gros contribuable que ce soit [[209]](#footnote-209).

Incapable de concurrencer les secteurs dynamiques de l'industrie par manque de recherche technologique autonome, la bourgeoisie canadienne- française, comme le mouvement coopératif, sera contrainte de s'étendre sur les secteurs traditionnels et occasionnellement elle enlèvera à la bourgeoisie anglophone le contrôle de compagnies déjà établies comportant un certain degré de complexité technologique, suivant l'exemple de Paul Desmarais. Si ce projet [207] réussit, la nouvelle bourgeoisie francophone se développera parallèlement à la classe capitaliste anglophone et sur les mêmes secteurs : commerce, finance, transport et services, immobilier. Si par contre la province du Québec forme un État autonome sous la direction de sa petite bourgeoisie, la nouvelle bourgeoisie francophone cherchera à s'emparer de cet État avec les moyens qu'elle possède déjà (contrôle quasi absolu des moyens de communication de masse, financement d'un ou de plusieurs partis politiques, participation à la direction de ces partis, etc.).

Notre analyse infirme directement les conceptions de la nation québécoise en termes de "classe ethnique". (Marcel Rioux). Elle infirme aussi les analyses de ceux qui voient dans la nouvelle bourgeoisie canadienne-française une bourgeoisie "nationale" en formation. En réalité cette bourgeoisie francophone n'est rien d'autre que la section canadienne-française de la classe capitaliste canadienne. Son marché, ses investissements, ses visées, sont pancanadiens. Tout en s'appuyant sur un État québécois qu'elle a su renforcer, elle n'est nullement intéressée à la séparation du Québec. La petite bourgeoisie regroupée dans le mouvement coopératif, par contre, peut trouver dans le programme et dans la pratique du gouvernement péquiste de quoi nourrir ses rêves d'auto-défense face â l'agression du grand capital. Cette petite bourgeoisie, comme les "travailleurs du langage" du secteur public [[210]](#footnote-210) sont aujourd'hui au Québec les principaux porteurs et producteurs de l'idéologie indépendantiste. Si la classe ouvrière veut un jour devenir la classe hégémonique de la société québécoise ou canadienne elle devra - dans une stratégie d'alliance de classe - reprendre à son compte une partie au moins des revendications de la petite bourgeoisie nationaliste du Québec.

[208]

**NOTES**

Pour faciliter la consultation des notes en fin de textes, nous les avons toutes converties, dans cette édition numérique des Classiques des sciences sociales, en notes de bas de page. JMT.

[209]

[210]

[211]

ANNEXE I

COMPAGNIES CANADIENNES-FRANÇAISES  
ACTIFS ET CONTRÔLE EN DÉCEMBRE 1975

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 1. | **FINANCES** | ACTIF ($ millions) | CONTRÔLE |
| 1.1. | Banques |  |  |
|  | Banque Canadienne Nationale | 4 872 | Interne (1) |
|  | Banque Provinciale du Canada | 3 059 | Mouvement Desjardins (23%) |
|  | Banque d'Epargne | 969 | Interne (2) |
| 1.2. | Sociétés de fiducie |  |  |
|  | Montréal Trust | 757 | Power Corp à travers Investors Group (50%) |
|  | Trust Général du Canada | 411 | J.-L. Lévesque (10.6%), Fam. Simard (8%) (3) |
|  | Fiducie Prêt et Revenu | 68 | Groupe Prêt et Revenu (94%) |
|  | Sherbrooke Trust | 53 | Trust Général du Canada (90%) |
|  | Société Nationale de Fiducie | 37 | Privée |
|  | North West Trust Co | 170 | Allarco Financial Corp. (91.9%) |
| 1.3. | Compagnies d'assurance |  |  |
|  | Great West Life Insurance Co. | 2 349 | Power Corp. |
|  | Impérial Life Assurance Co. | 714 | Power Corp. |
|  | La Solidarité | 39 | Privée |
|  | La Nationale, Cie de Réassurance | 29 | Gérard et Robert Parizeau (-50%) (4) |
|  | La Cie d'Assurances Provinces Unies | 25 | Privée (Famille Major ?) |
|  | L'Union Canadienne | 23 | Privée |
|  | L'Unique | 12 | Privée (Famille Bélanger ?) |
| 1.4. | Fonds mutuels |  |  |
|  | Investors Group | 636 | Power Corp. (56.2%) |
|  | Fonds Mutuel Corp. de Prêt et Revenu | 25 | Groupe Prêt et Revenu (99%) |
|  | Beaubran Corp. | 22 | Famille Beaubien ? |
|  | Canagex Ltd | 15 | Banque Canadienne Nationale |
| [212] |  |  |  |
| 1.5. | Sociétés de portefeuille |  |  |
|  | Power Corp. | 579 | Paul Desmarais (53%) |
|  | Corporation d'Expansion Financière | 51 | York Lambton Corp. (79%) |
|  | York Lambton Corp. | 50 | Wellington Corp. (66.6% |
|  | F-I-C- Fund | 39 | J.-L. Lévesque (35.9%) |
| 1.6. | Compagnies de finance |  |  |
|  | Laurentide Financial Corp. | 429 | Power Corp. (57.9%) |
| 1.7. | Compagnies de prêt hypothécaire |  |  |
|  | Imnat Ltd | 29 | Banque Canadienne nationale (50%) |
| 2. | **INDUSTRIE** | ACTIF ($ millions) | CONTRÔLE |
|  | Alfred Lambert Inc. | 18 | F-I-C. Fund (100%) |
|  | Bombardier Ltée | 145 | Famille Bombardier (75%) |
|  | Consolidated-Bathurst Corp. | 662 | Power Corp. (38.1%) |
|  | Distilleries Melchers | 22 | Hon. Paul Desruisseaux (45.9%) S. Marchand (6.5%) |
|  | Dominion Glass | 107 | Consolidated Bathurst Corp. |
|  | Mines East Sullivan | 47 | Famille Beauchemin |
|  | Noriuick Perron | 40 | Normand, Michel et Jean Perron |
|  | Québécor | 34 | Pierre Péladeau et famille (72.8%) |
|  | La Compagnie de Papier Rolland | 62 | L.G. Rolland et famille (54.5%) |
|  | Télé-Capitale | 11 | H. Baribeau, J.-A. Pouliot, Cl. Pratte (75%) |
|  | Télé-Métropole | 37 | Héritage J.A. De Sève (82.6%) |
|  | Simard-Beaudry Inc. | 23 | Corporation d’Expansion Financière (100%) |
|  | Vachon Inc. | 27 | Mouvement Desjardins (83%) Famille Vachon (17%) |
| 3. | **COMMERCE** | ACTIF ($ millions) | CONTRÔLE |
|  | Cassidy's | 24 | Cont. Manufacturer (famille Brodeur) (61.1%) |
|  | Dupuis Frères | 21 | Marc Carrière (75%) |
|  | Provigo | 77 | A. Turmel, J. Lamontagne, R. Provost et ass (18%) |
|  | U.A.P. Inc. | 43 | Famille Préfontaine (100%) |
| [213] |  |  |  |
| 4. | **TRANSPORT ET SERVICES** | ACTIF ($ millions) | CONTRÔLE |
|  | Canada Steamships Lines | 394 | Power Corp. (100%) |
|  | La Vérendrte, soc. de gestion | 21 | CA et CD (32.9%) |
|  | Logistec Corp. | 21 | P. Gourdeau, R. Paquin et ass. (30%) |
| 5. | **IMMOBILIER** |  |  |
|  | Allarco Development | 101 | Dr. Charles Allard (48.2%) |
|  | Campeau Corp. | 482 | Robert Campeau (62.5% |

1. Fin août 1977, la Caisse de Dépôt et de Placement et l'Hydro-Québec détenaient 10% des actions, le Canadien Pacifique 4.5%, la Sun Life Assurance Co. 3.7%, le Trust Général 3.5%, le Canadien National 1.9%, le Mouvement Desjardins 1.8%, le Montréal Trust 1.6% (La Presse, 03-09-77, p. A7).

2. Fin janvier 1977 la Caisse de Dépôt et de Placement détenait 10% des actions, le Canada Permanent Trust 10%, le Crédit Foncier Franco-Canadien 5%, Trucina 5%, la Laurentienne 6% (La Presse, 26-02-77)

3. La Presse, le 21-09-74, p. A6

4. La Presse, le 11-11-75, p. El

[214]

ANNEXE II

COMPAGNIES CANADIENNES-FRANÇAISES, 1975  
Année et lieu d'incorporation

|  | ANNÉE | LIEU |
| --- | --- | --- |
| **FINANCE** |  |  |
| Banque Canadienne Nationale | 1873 | Dominion |
| Banque Provinciale du Canada | 1861 | Dominion |
| Banque d'Epargne | 1871 | Dominion |
| Montreal Trust | 1889 | Québec |
| Trust Général du Canada | 1909 | Québec |
| Fiducie Prêt et Revenu | 1961 | Québec |
| Sherbrooke Trust | 1874 | Québec |
| Société Nationale de Fiducie | 1918 | Québec |
| Northwest Trust Co. | 1962 | Edmonton |
| Great West Life | 1891 | Dominion |
| Impérial Life | 1896 | Dominion |
| La Solidarité | 1942 | Québec |
| L'Union Canadienne | 1943 | Québec |
| L'Unique | 1967 | Québec |
| Cie d'Assurances Provinces-Unies | 1927 | Québec |
| La Nationale, Cie de Réassurances | 1948 | Dominion |
| Fonds Mutuels, Corp. de Prêt et Revenu | 1957 | Dominion |
| Beaubran Corp. | 1947 | Charlottetown, I.P.E. |
| Canagex Fund | 1969 | Dominion |
| Power Corp. | 1925 | Dominion |
| Corporation d'Expansion Financière | 1957 | Québec |
| York Lambton Corp. | 1926 | Dominion |
| F-I-C Fund | 1962 | Québec |
| Laurentide Financial Corp. | 1950 | Victoria, Col. Brit. |
| Imnat | 1971 | Québec |
| **INDUSTRIE** |  |  |
| Alfred Lambert Inc. | 1937 | Québec |
| Bombardier Ltée | 1942 | Québec |
| Consolidated-Bathurst | 1928 | Dominion |
| Distilleries Melchers | 1898 | Québec |
| Dominion Glass | 1913 | Dominion |
| Mines East Sullivan | 1944 | Québec |
| Normick Perron Inc. | 1968 | Québec |
| Québécor | 1965 | Québec |
| Papier Rolland | 1880 | Québec |
| Simard-Beaudry | 1964 | Québec |
| Télé-Capitale | 1953 | Dominion |
| Télé-métropole | 1960 | Québec |
| Vachon | 1947 | Québec |
| [215] |  |  |
| **COMMERCE** |  |  |
| Cassidy's | 1796 | Québec |
| Dupuis Frères | 1868 | Québec |
| U. A.P. | 1926 | Québec |
| Provigo | 1969 | Québec |
| **TRANSPORT ET SERVICES** |  |  |
| Canada Steamship Lines | 1913 | Dominion |
| La Vérendrye | 1962 | Québec |
| Logistec Corp. | 1952 | Québec |
| **IMMOBILIER** |  |  |
| Allarco Developments | 1954 | Alberta |
| Campeau Corporation | 1953 | Ontario |

SOURCES : F. Post Survey of Industriels, Toronto, 1928-76, Annuel.

F. Post survey of Funds, Toronto, 1962-76, Annuel.

Ministère des Consommateurs, Coopératives et institutions financières Rapport Annuel du Service des Assurances, Editeur du Québec, 1976

[216]

Annexe III

Les avocats dans les conseils d'administration  
des compagnies canadiennes-françaises (1975)

| COMPAGNIE ET AVOCAT | BUREAU D'AVOCATS |
| --- | --- |
| Banque Canadienne Nationale | |
| W. Bhérer | Bhérer, Bernier, Côté, Ouellet, Dionne, Houle & Morin (Québec) |
| J. Lagassé  R. St-Laurent | Lagassé, Lagassé, Lagassé (Sherbrooke) St-Laurent, Monast, Walters & Vallières (Québec) |
| Banque Provinciale du Canada | |
| C. Ducharme | Desjardins, Ducharme, Desjardins & Bourque (Montréal) |
| Hon. J.O. Renaud | Renaud & Renaud (Montréal) |
| Banque d’Épargne | |
| Aucun avocat |  |
| Trust Général du Canada | |
| Hon. Edouard Asselin | À son compte (Montréal) |
| L. Sirois | Sirois & Tremblay (Québec) |
| J.C. Pollack | Létourneau, Stein, Marseille, Delisle & La Rue (Québec) |
| M. Piché | Blain, Piché, Godbout, Eméry & Blain (Montréal) |
| D.O. Doheny | Doheny, Mackenzie, Grivaker, Gervais & Lemoyne (Montréal) |
| Sherbrooke Trust (filiale du Trust Général) | |
| J. Lemieux | Lemieux, Royer & Assoc. (Sherbrooke) |
| Fiducie prêt et revenu (filiale du Groupe Prêt et Revenu) | |
| J. Taschereau | Taschereau, Grenier, Wright, Grainville & Champagne (Québec) |
| Hon. J. Flynn | Flynn, Rivard, Cimon, Lessard & Le May (Québec) |
| [217] |  |
| Montreal Trust (filiale de Investors Group) | |
| M.S. Hannon | Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) |
| D.A. Berlis | Aird, Simmerman & Berlis (Toronto) |
| K.H. Brown | Lafleur & Brown (Montréal) |
| Hon. J.M. Godfrey | Campbell, Godfrey & Lewtas (Toronto) |
| Hon. J. Lesage | Howard, McDougall, Ewasew, Graham & Stocks (Montréal) |
| R. de W. Mackay | Duquet, Mackay, Weldon & Bronstetter (Montréal) |
| J.W.E. Mingo | Stewart, Mackeen & Covert (Halifax) |
| A.E. Sheperd | Sheperd, Mackenzie, Plaxton, Little & Jenkins (London, Ont.) |
| Hon. W. Owen | Owen, Bird (Vancouver) |
| The North West Trust Co. | |
| Aucun avocat |  |
| Société Nationale de Fiducie | |
| Aucun avocat |  |
| Great West Life Insurance Co. (filiale de Investors Group) | |
| J.B. Macaulay | Aikins, Macaulay & Thoryalson (Winnipeg) |
| Imperial Life Ass, (filiale de Power Corp.) | |
| J. Porteous | Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) |
| R. St-Laurent | St-Laurent, Monast, Walters & Vallières (Québec) |
| L'union Canadienne, Cie d’assurances | |
| Aucun avocat |  |
| La Prévoyance | |
| W. Bhérer | Bhérer, Bernier, Côté, Ouellet, Dionne, Houle & Morin (Québec) |
| J. Ahern | Ahern, de Brabant, Nuss, Drymer (Montréal) |
| La Solidarité, Cie d'Assurance sur la vie | |
| Aucun avocat |  |
| [218] |  |
| L’unique, Cie d'Assurance sur la vie | |
| Jule Landry | Avocat |
| La compagnie d’assurances Provinces-Unies | |
| B.F. Clarke | Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) |
| Hon. J. Lesage | Howard, McDougall, Ewasew, Graham & Stocks (Montréal) |
| Investors Group (filiale de Power Corp.) | |
| Aucun avocat |  |
| Fonds mutuel corp. de prêt et revenu | |
| Hon. J. Flynn | Flynn, Rivard, Cimon, Lessard, & Le May (Québec) |
| J. Taschereau | Taschereau, Brenier, Wright, Grainville et Champagne (Québec) |
| Beaubran Corp. | |
| R.L. Munro | Ogilvy, Cope Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) |
| Canagex Fund Ltd | |
| Aucun avocat |  |
| Power Corp. | |
| W. Bhérer | Bhérer, Bernier, Côté, Ouellet, Dionne & Morin (Québec) |
| P. Genest | Cassels, Brock (Toronto) |
| C. Pratte | Létourneau, Stein, Marseille, Délisle & La Rue (Québec) |
| Hon. J.P. Robarts | Stikemen, Elliott, Robarts & Bowman (Toronto) |
| [219] |  |
| YORK LAMBTON CORP. | |
| P.F. Vineberg | Philips & Vineberg (Montréal) |
| J.G. Porteous | Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) |
| J. Guy | Guy, Vaillancourt, Bertrand, Bourgeois & Laurent (Montréal) |
| P. Casgrain | Byers, Casgrain & Stewart (Montréal) |
| CORPORATION D’EXPANSION FINANCIÈRE | |
| J. Guy | Guy, Vaillancourt, Bertrand, Bourgeois & Laurent (Montréal) |
| [219] |  |
| YORK LAMBTON CORP. | |
| P.F. Vineberg | Philips & Vineberg (Montréal) |
| J.G. Porteous | Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) |
| J. Guy | Guy, Vaillancourt, B ertrand, Bourgeois & Laurent (Montréal) |
| P. Casgrain | Byers, Casgrain & Stewart (Montréal) |
| CORPORATION D'EXPANSION FINANCIÈRE | |
| J. Guy | Guy, Vaillancourt, Bertrand, Bourgeois & Laurent (Montréal) |
| F-I-C FUND | |
| Aucun avocat |  |
| LAURENTIDE FINANCIAL CORP. (filiale de Power Corp.) | |
| Aucun avocat |  |
| IMNAT (filiale de la BCN) | |
| Aucun avocat |  |
| **INDUSTRIE** |  |
| ALFRED LAMBERT INC. (filiale du FONDS F-I-C) | |
| Aucun avocat |  |
| BOMBARDIER LTÉE | |
| Aucun avocat |  |
| CONSOLIDATED BATHURST CORP. (filiale de Power Corp.) | |
| Hon. J.B. Aird | Aird, Zimmerman & Berlis (Toronto) |
| R.E. Morrow | Ogilvy, Cope Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) |
| DISTILLERIES MELCHERS | |
| Aucun avocat |  |
| [220] |  |
| DOMINION GLASS (filiale de Consolidated-Bathurst) | |
| Hon. J.B. Aird | Aird, Zimmerman & Berlis (Toronto) |
| MINES EAST SULLIVAN | |
| C. Beauchemin | Avocat à son compte |
| NORMICK PERRON | |
| Aucun avocat |  |
| QUEBECOR | |
| P.W. Gauthier | Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) |
| PAPIER ROLLAND | |
| E.J. Courtois | Weldon, Courtois, Clarkson, Parsons & Tétreault (Montréal) |
| Hon. J.B. Aird | Aird, Zimmerman & Berlis (Toronto) |
| TÉLÉ-CAPITALE | |
| C. Pratte et R. Letourneau | Letourneau, Stein, Marseille, Délisle & La Rue (Québec) |
| W. Bhérer | Bhérer, Bernier, Côté, Ouellet, Dionne, Houle & Morin (Québec) |
| R. Amyot | Amyot, Lesage, de Grandpré, Colas, Bernard & Drolet (Québec) |
| TÉLÉ-MÉTROPOLE | |
| M. Godbout et M. Piché | Blain, Piché, Godbout, Eméry & Blain (Montréal) |
| SIMARD-BEAUDRY INC. (filiale de Corpex) | |
| J. Guy | Guy, Vaillancourt, Bertrand, Bourgeois & Laurent (Montréal) |
| VACHON INC. | |
| Aucun avocat |  |
| [221] |  |
| **COMMERCE :** |  |
| CASSIDY'S LTD | |
| F.C. Cope | Ogilvy, Cope, Porteous, Montgomery, Renault, Clarke & Kirkpatrick (Montréal) |
| DUPUIS FRÈRES | |
| Aucun avocat |  |
| PROVIGO INC. | |
| J. Lagassé | Lagassé, Lagassé, Lagassé, (Sherbrooke) |
| M. Bélanger | Bélanger, Dallaire, Gagnon & Associés (Québec) |
| U.A.P. INC |  |
| C. Ducharme | Desjardins, Ducharme, Desjardins & Bourque (Montréal) |
| **TRANSPORT ET SERVICES :** |  |
| CANADA STEAMSHIP LINES (filiale de Power Corp.) | |
| W. Bhérer | Bhérer, Bernier, Côté, Ouellet, Dionne, Houle & Morin |
| Hon. J.P. Robarts | Stikeman, Elliott, Robarts & Bowman (Toronto) |
| LA VERENDRYE MANAGEMENT CORP. | |
| Aucun avocat |  |
| LOGISTEC CORP. | |
| R. Amyot | Amyot, Lesage, De Grandpré, Colas & Drolet (Québec) |
| **IMMOBILIER** |  |
| ALLARCO DEVELOPMENTS | |
| Aucun avocat |  |
| [222] |  |
| CAMPEAU CORP. |  |
| F. Mercier | Stikeman, Elliott, Tamaki, Mercier & Robb (Montréal) |
| R.W. Macaulay | Macaulay & Perry (Toronto) |

[223]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 6**

“L’appauvrissement  
des petits salariés.”

Par Astrid LEFEBVRE-GIROUARD  
et Nicole GAUTHIER

Avec la collaboration spéciale de  
Jean RENAUD

EXTRAITS DE LA PRÉFACE  
DE JACQUES GAGNÉ

[Retour à la table des matières](#tdm)

"Depuis longtemps les chercheurs et les académiciens étudient les conditions de la pauvreté ou encore la vie quotidienne des travailleurs. Récemment, les travaux sur la santé au travail ont pris une certaine popularité.

Mais cette recherche-ci marque un point tournant quant à plusieurs aspects de la recherche sociale. En effet, l'appauvrissement des petits salariés, projette un éclairage tout a fait nouveau sur le processus de mobilité descendante, une réalité que notre société d'affluence nous a portés à minimiser considérablement, d'autant plus qu'il s'agit de mobilité intragénérationnelle. Cette recherche questionne beaucoup de croyances et d'idées préconçues quant au travail et au sort des travailleurs dans une société post-industrielle où la technique nous avait fait miroiter non seulement une civilisation de loisirs mais aussi un renouveau des milieux de travail. Ce miroitement avait été doublé par une croyance quasi viscérale de mobilité sociale ascendante, produit par 1'American Dream.

Cette recherche trouble même le renouveau actuel de la conscience sociale vis-à-vis les travailleurs et l'accent mis sur les mesures de santé et de sécurité au travail. Comme beaucoup de nos mesures institutionnelles plaquées sur des situations inacceptables, ces mesures touchent peu les dynamiques réelles de la détérioration et risquent, d'une façon déconcertante, de maintenir, sinon d'accentuer, les conditions mêmes qu'elles visent à améliorer.

[224]

La civilisation post-industrielle a-t-elle généré une société d’égale opportunité et réduit les chances d’appauvrissement et la distance entre les niveaux de vie ? À ceux qui croient encore à ces visions heureuses, cette recherche contient des vérités pénibles. La convergence des caractéristiques de départ, des types d'emploi et des conditions de travail, des habitudes de vie et des styles de vie, lorsque agencés selon une logique d’exploitation et d’aliénation, produit ce tunnel noir ou la faible lueur est le piège du chômage et de l’assistance sociale.

Quelque part le long de ce déroulement de la vie des pauvres se situent souvent les agences de santé et de services sociaux. Que cette recherche puisse éveiller non seulement une prise de conscience mais l’imagination nécessaire pour éviter la complicité possible de ces établissements à l’appauvrissement des petits salariés et plutôt contribuer a changer le cours d’une civilisation technicienne ...

Jacques Gagné, D.S.P.

Juin 1977

[225]

Cette communication porte sur une partie de la recherche L’Appauvrissement des Petits Salariés et traite de tendances observées entre 1955 et 1974 chez divers groupes de travailleurs et d'anciens travailleurs de la région du Montréal Métropolitain quant à leur mobilité sociale intragénérationnelle et à leur mobilité intersectorielle.

Il s'agit d'une étude comparative et longitudinale de différents groupes de travailleurs et d'anciens travailleurs devenus chômeurs ou assistés sociaux. Le but de cette étude était de vérifier l'existence chez les "petits salariés" d'un processus d'appauvrissement résultant de l'usure de la force de travail.

Cette recherche a débuté en 1973 sous l'égide du Conseil de Développement Social du Montréal Métropolitain et à sa fermeture, survenue en 1976, le Centre des services sociaux du Montréal métropolitain (C.S.S.M.M.) accepta de continuer à la poursuivre.

C'est grâce à une subvention accordée par le Directorat des subventions nationales du ministère de la Santé nationale et du Bien-Etre social que cette recherche fut réalisée. Elle a été effectuée par une équipe très restreinte : Nicole Gauthier, économiste et Astrid Lefebvre-Girouard, sociologue responsable de cette recherche. Jean Renaud, sociologue et méthodologue apporta une précieuse collaboration au cours de la dernière année. Plusieurs spécialistes de diverses disciplines ont été consultés afin de solutionner divers problèmes méthodologiques.

Le Centre de Sondage de l'Université de Montréal a effectué la cueillette des données par questionnaire, administré en entrevues d'une durée moyenne de deux (2) heures, auprès d'un échantillon représentatif de mille cinq cent quarante-neuf (1549) travailleurs et anciens travailleurs de la région du Montréal Métropolitain (hommes et femmes). Ceux-ci ont été sélectionnés en 1974, selon leur occupation professionnelle et le secteur de l'activité économique, suite â une pré-enquête téléphonique portant sur neuf mille (9 000) individus choisis au hasard systématique.

[226]

Une partie du questionnaire porte sur l'Histoire professionnelle des répondants. Des questions fermées relatives aux quatre derniers emplois tenus ont permis de connaître pour chacun de ces emplois le type d'occupation professionnelle exercé, le secteur de l'activité économique, le salaire hebdomadaire moyen, la durée de l'emploi, la présence et la durée de périodes intermédiaires sans travail, l'obtention de prestations d'assurance-chômage et de prestations du bien-être social durant ces périodes sans travail.

Ces données ont été datées sur une période de vingt (20) ans de 1955 à 1974 inclusivement, afin de pouvoir comparer les cinq groupes de travailleurs à des années précises. Les statuts socio-économiques ont été mesurés suivant l'échelle de prestige de Blishen. Les salaires annuels de cette période ont été remis en dollars constants de 1971.

Cette approche longitudinale et concrète des années antérieures au travail, nous a permis d'étudier un processus social méconnu en société nord américaine : l'appauvrissement des petits salariés par l’usure de la force de travail.

COMPOSITION DE L'ÉCHANTILLON

Les "petits salariés" sont ici les travailleurs manuels dont les conditions physiques de travail sont pénibles et susceptibles d'être nuisibles à la santé. Ces "petits salariés" doivent pour gagner leur vie vendre leur "force de travail" i.e. leur capacité physique ou leur dextérité manuelle nécessaires à la réalisation de travaux manuels semi ou non spécialisés.

L'échantillon a été subdivisé en cinq (5) groupes de travailleurs se répartissant dans les secteurs de l'activité économique suivants.

[227]

|  |  |
| --- | --- |
| les petits salariés : travailleurs exposés à des conditions physiques et générales pénibles de travail | secteurs de l'activité économique |
| - manufacturier  - construction  - services non professionnels et administration publique (travaux manuels) |
|  |  |
| travailleurs non-exposés à des conditions physiques de travail (quoique exposés à des conditions générales) | - groupes contrôle  (direction, sciences, enseignement, médecine, arts, travail administratif, commerce) |
|  |  |
| anciens travailleurs | chômeurs ou assistés  (tous les secteurs de l'activité économique et toutes les catégories professionnelles au moment du dernier emploi) |

La majorité des travailleurs manuels du groupe du manufacturier (14.07% de la population réelle) [[211]](#footnote-211) exercent des occupations dans le traitement ou l'usinage des matières premières ou dans la fabrication ou la préparation de produits finis. Ce peut être des dépeceurs, conserveurs de viande, fruits et légumes, des meuniers, ouvrières de laiteries, mélangeurs de divers produits, fileurs, tisseurs, teinturiers, fondeurs, lamineurs, concasseurs, tôliers, soudeurs, graveurs et tout ouvrier affecté à la fabrication et au montage de divers produits de quelque nature que ce soit.

Les travailleurs du groupe de la construction (3.44% de la population réelle) ont été sélectionnés parmi les industries de la construction (bâtiments, routes, ponts, rues et autres constructions). Il s agit en grande partie d'excavateurs, niveleurs, paveurs, monteurs de lignes électriques, électriciens, charpentiers, briqueteurs, maçons, plâtriers, peintres, couvreurs, ouvriers d'isolation, plombiers, monteurs de charpentes métalliques, vitriers, etc.

[228]

Les travailleurs manuels du groupe des services et de l’administration publique (9.84% de la population réelle) (gardiens, concierges, personnel d'entretien, etc) ont été sélectionnés parmi les organismes et entreprises de services sociaux, commerciaux, industriels, personnels et divers. A cette catégorie ont été ajoutés les organismes réservés à l’administration publique et à la défense nationale. Il s’agit majoritairement de gardiens, veilleurs de nuit, cuisiniers, barmen, serveuses, hôtesses, placiers, logeuses, femmes de chambre, hommes d’entretien, coiffeurs, gardiennes d’enfants, blanchisseurs, presseurs, cordonniers, femmes de ménage, conducteurs d'ascenseurs, pompiers, agents de la police et de la sécurité, etc.

À titre de travailleurs non-exposés à des conditions physique, de travail, les travailleurs du groupe contrite (58.4% de la population réelle) sont salariés ou à leur compte et ne sont soumis qu'à des conditions générales de travail plus avantageuses que celles des trois groupes précédents. Ces individus sont des professionnels, occupant des emplois de cadre ou simplement des emplois de bureau à tous les échelons. Il s'agit de directeurs, de surveillants ou de contremaîtres de quelque secteur de l'activité économique que ce soit, de professionnels (sciences naturelles, génie, mathématiques, sciences sociales, droit, médecine, etc) de religieux, d'enseignements, de travailleurs de la santé, d'artistes, du personnel administratif et du personnel des commerces

Les anciens travailleurs constituent le groupe des chômeurs et assistés (14.25% de la population réelle). Ils étaient à leur dernier emploi dans tous les secteurs de l’activité économique et de toutes les occupations professionnelles, sans aucune distinction, afin de vérifier leur provenance professionnelle.

RÉSUMÉ

Poser le problème de l’APPAUVRISSEMENT, oblige à considérer l’existence antérieure d’un état AUTRE que la pauvreté : une période de travail pendant laquelle divers éléments ont été défavorables. Cette perspective oblige à étudier certains facteurs extérieurs parce qu’antérieurs à l’état de pauvreté : des facteurs susceptibles de provoquer l’appauvrissement chez certains travailleurs.

[229]

Cette étude a révélé qu'il est faux de prétendre que LES ASSISTÉS ET LES CHÔMEURS ne sont que des "marginaux", des individus moins doués dont l'état d'assistance, dans lequel ils se retrouvent, n'a aucun rapport avec les structures et l'organisation du marché du travail.

À l'analyse, on a constaté que les CHÔMEURS ET ASSISTÉS avaient subi, lors de leur dernier emploi, des conditions de travail plus pénibles que celles subies par les travailleurs demeurés sur le marché du travail.

Les CONDITIONS DE TRAVAIL, de quelque nature qu'elles soient, constituent un élément prépondérant de cette recherche, puisqu’elles sont l’expression de contraintes subies au travail ou des conditions auxquelles tout travailleur doit se plier s'il veut pouvoir réaliser le travail pour lequel il est rémunéré. Les conditions de travail, selon leur nature et leur intensité, sont susceptibles de provoquer un vieillissement précoce du travailleur, de porter atteinte à sa santé, d'user démesurément sa "force de travail" et, par le fait même, de le rendre graduellement inapte au travail.

Dans un phénomène D'APPAUVRISSEMENT où intervient la DÉTÉRIORATION DE LA SANTÉ, il y a interaction constante entre LA SANTÉ ET LE REVENU. La détérioration de la santé, parce qu'elle provoque une réduction des heures de travail, des absences au travail et même des périodes de chômage, entraîne une diminution du revenu. Or, cette diminution du revenu, lorsqu'elle affecte un faible salaire, oblige à restreindre la qualité des conditions de vie : logement, nourriture, loisirs, médicaments, etc... Celles-ci peuvent à leur tour contribuer à détériorer davantage la santé du travailleur dont le revenu ne cesse de diminuer. Il peut se créer un "cercle vicieux" dont l'aboutissement ne peut être que le chômage chronique ou l'assistance sociale.

L'USURE DE LA FORCE DE TRAVAIL SE TRADUIT PAR UNE ATTEINTE À LA SANTÉ, subie SUR LES LIEUX DU TRAVAIL. Il peut s'agir d'accidents de travail ou d'une détérioration de l'état de santé occasionnée par le travail lui-même.

[230]

À l'étude, le phénomène s'est révélé très complexe. Tous les groupes de travailleurs, n'en sont pas victimes au même degré. Les atteintes varient selon l'hérédité et la vulnérabilité du travailleur, la pénibilité des conditions de travail, la durée d'exposition à de telles conditions.

Tous les travailleurs ne sont pas exposés à des CONDITIONS PHYSIQUES PÉNIBLES DE TRAVAIL. Dans le même ordre d'idée, il n'existe pas un seul marché de travail où tous les individus ont des chances égales d'obtenir les mêmes salaires, d'être soumis aux mêmes conditions de travail où tous les individus peuvent suivre la même évolution de carrière.

Bien au contraire, l'étude démontre qu'il existe DEUX TYPES MAJEURS DE TRAVAILLEURS : les TRAVAILLEURS EXPOSÉS aux conditions physiques de travail [[212]](#footnote-212) et les TRAVAILLEURS NON-EXPOSÉS à de telles conditions [[213]](#footnote-213). Ces deux types de travailleurs constituent des groupes relativement "étanches" puisqu'au cours de leur vie active, même lorsqu'ils changent d'emplois, les travailleurs exposés à des conditions physiques pénibles de travail ont tendance à le demeurer.

Correspondant à ces deux types de travailleurs, il semble exister DEUX TYPES DE MARCHÉS D'EMPLOIS : un MARCHÉ PRIMAIRE spécifique aux travailleurs non-exposés et un MARCHÉ SECONDAIRE propre aux travailleurs exposés. Le MARCHÉ PRIMAIRE est réservé aux travailleurs plus scolarisés et il est caractérisé par des professions non-exposées à des conditions physiques néfastes de travail, dans lesquelles il est possible d'accumuler tous les avantages acquis antérieurement, statuts et salaires, et d'y suivre un "plan de carrière".

Le MARCHÉ SECONDAIRE est destiné aux travailleurs moins scolarisés. Ces travailleurs exercent des travaux manuels et sont exposés à des conditions néfastes de travail. Pour obtenir de tels emplois, ils doivent posséder des capacités physiques ou une dextérité manuelle particulière. Les emplois exercés dans le marché secondaire, ne sont rétribués qu'en fonction des exigences du moment et non en raison d'acquis antérieurs.

[231]

De ces deux types de marchés d'emplois découlent DEUX TYPES DE CARRIÈRES nettement spécifiques aux travailleurs exposés et aux travailleurs non-exposés. Les cheminements, poursuivis par les travailleurs non-exposés, indiquent qu'ils suivent un PLAN DE CARRIÈRE nettement structuré. Les acquis antérieurs conservés influencent les emplois et salaires subséquents.

Chez les travailleurs exposés, les salaires gagnés sont influencés uniquement par les salaires antérieurs, sans qu'il y ait trace des emplois exercés précédemment. Ils n'exercent pas de professions qui permettent de franchir des étapes et de suivre une progression. Il s'agit de SITUATIONS DE TRAVAIL, distinctes les unes des autres et rétribuées selon l'instant. On peut déduire de ce type de cheminement, qu'il s'agit d'un système purement compétitif de travail. Même le fait de subir des situations pénibles de travail ne permet pas d'être mieux rémunéré par la suite.

Il n'existe qu'une faible possibilité de passer d'un type de marché à un autre, en raison de certains déterminismes : 1'ORIGINE SOCIALE et la SCOLARITÉ. Dès la naissance, ces acquis orientent différemment les individus vers ces deux types de carrière et les vouent aux marchés d'emplois qui leur sont réservés. L'un, le marché primaire, est spécifique aux emplois de type administratif, au poste de direction, aux techniciens et aux professionnels ; l'autre, le marché secondaire, correspond aux travaux manuels, de production, de fabrication, de montage ou de services non-spécialisés. De plus, les travailleurs exposés sont vulnérables au phénomène de l'appauvrissement par l'usure de la force de travail.

L'inégalité, vécue au moment de l'orientation professionnelle et du choix des professions, se répercute dans les conditions de travail subies ultérieurement et se traduit par un état de santé fort différencié.

Le PHÉNOMÈNE DE L'APPAUVRISSEMENT EST SPÉCIFIQUE AUX TRAVAILLEURS EXPOSÉS puisque les CHÔMEURS ET ASSISTÉS, dont nous avons étudié 1'histoire professionnelle, proviennent en très grande partie (75%) des professions manuelles des secteurs manufacturiers, des services et de la construction où se manifestent [232] les conditions physiques pénibles de travail. Ces anciens travailleurs ont exercé de telles professions lors des quatre emplois qu'ils ont tenus antérieurement.

Cette incapacité de réaliser un travail rémunéré ne dépend pas uniquement du changement observé dans la structure économique, mais découle dans une large mesure d'une régression par rapport au statut antérieur déjà atteint par le travailleur au cours de sa vie active. Cette régression provient d'une usure accélérée de sa force de travail qui se manifeste par une détérioration plus marquée de sa santé.

Il faut se rappeler que le petit travailleur (PETIT SALARIÉ) semi ou peu qualifié n'obtient du travail qu'a cause de sa force physique ou d’une certaine dextérité à manier des appareils. Lorsque sa capacité physique est atteinte, il lui devient très difficile de trouver un emploi. CETTE ATTEINTE À LA FORCE PHYSIQUE peut parfois se manifester par une plus grande lenteur, une certaine maladresse ou un état de fatigue chronique. Ce que l'on qualifie souvent de "paresse" cache parfois une diminution de la force de travail et une atteinte à l'état général de santé. Plusieurs maladies industrielles ont pour symptôme initial, une certaine lassitude avant de dégénérer vers des symptômes plus évidents.

PHÉNOMÈNE ÉVOLUTIF

LE PHÉNOMÈNE DE L'USURE DE LA FORCE DE TRAVAIL EST ÉVOLUTIF PUISQU'IL PROGRESSE AU COURS DE LA VIE ACTIVE. Il n'agit pas seulement au moment de l'intervention ou de la présence des conditions de travail néfastes, mais continue à évoluer même APRÈS LA DISPARITION DE CES DÉTERMINANTS.

Il a été démontré que même l'application de CONDITIONS DE TRAVAIL FAVORABLES au moment de leur intervention (services de sécurité, d'hygiène et de prévention) ne peuvent parvenir à ENRAYER L'EFFET DÉVASTATEUR causé par les autres conditions néfastes de travail. Leur "effet compensatoire recherché est inefficace à annihiler l'effet nocif des conditions néfastes de travail. [233] Même lorsque divers services médicaux ont été mis en place afin de prévenir la maladie (examens médicaux, tests de laboratoire, médicaments prescrits), l'effet nocif, créé par les conditions néfastes de travail, persiste après plusieurs années et continue à détériorer la santé.

On se rend compte que les mesures préventives, mises en place avec les meilleures volontés, sont souvent inefficaces en terme de prévention et ne servent très souvent qu'à dépister une clientèle nécessitant des soins curatifs.

De la même façon, des SALAIRES plus élevés accordés dans le but de compenser des conditions physiques pénibles de travail peuvent au début exercer un effet bénéfique sur la santé mais s'avèrent néfastes par la suite. Il a été démontré que les salaires plus élevés, gagnés à certaines années ne peuvent au cours des années subséquentes enrayer l'atteinte causée à la santé. Des individus soumis à des conditions néfastes de travail peuvent gagner plus cher dans l'immédiat mais voient leur santé se détériorer par la suite et leur revenu subséquent diminuer de ce fait.

Il faut se rappeler que les MALADIES INDUSTRIELLES, celles qui sont contractées sur les lieux de travail, se caractérisent par leur ACTION LENTE, ÉVOLUTIVE ET IRRÉVERSIBLE. Elles prennent plus d'acuité au cours des années, même si le travailleur n'est plus soumis aux facteurs qui ont causé de telles maladies.

Cette ÉVOLUTION LENTE ET IRRÉVERSIBLE du phénomène de l'usure de la force de travail s'inscrit dans l'histoire professionnelle des travailleurs qui la subissent. Si l'on tient compte de l'âge des répondants et de l'évolution de leurs quatre derniers emplois, on constate qu'il se produit en cours de vie active chez les travailleurs exposés, une certaine MOBILITÉ INTEROCCUPATIONNELLE agissant à la façon d'une SÉLECTION NATURELLE. Celle-ci s'opère à l'intérieur du MARCHÉ SECONDAIRE DES EMPLOIS où se retrouvent les travailleurs exposés.

C'est ainsi que s'opère au cours de la vie active, entre les professions et les secteurs de l'activité économique caractérisés par des conditions physiques pénibles de travail, une MOBILITÉ INTERSECTORIELLE. Seuls les individus [234] les plus résistants travaillent pendant toute leur vie active dans les secteurs manufacturiers et celui de la construction. Les individus dont la constitution physique est moindre passent d'un secteur à l'autre pour se retrouver, en fin de carrière, aux secteurs des services et de l'administration publique, dans des emplois de concierge ou de surveillance quelconque.

PHÉNOMÈNE DIFFÉRENCIÉ

Le processus de l'usure de la force de travail s'est révélé être un PHÉNOMÈNE DIFFÉRENCIÉ selon qu'il s'agit de travailleurs exposés à des conditions physiques pénibles de travail ou qu'il s'agit de travailleurs non ou moins exposés. Selon les deux types de travailleurs, l'usure de la force de travail y est déterminée différemment au cours des années.

Dans une PERSPECTIVE À LONG TERME, on se rend compte que dans le cas des TRAVAILLEURS EXPOSÉS, l'état de SANTÉ reste marqué par le STATUT D'ORIGINE (milieu d'origine de ces travailleurs) et les STATUTS SOCIO-ÉCONOMIQUES ACQUIS au cours de leur vie (emplois évalués selon leur prestige et leur rentabilité).

Ce fait signifie que si l'on ne considère que LES ANTÉCÉDENTS des TRAVAILLEURS jugés EXPOSÉS au moment de l'enquête, on constate que le MILIEU D'ORIGINE de ces individus (tant par l'aspect de la quantité du revenu familial disponible, de la qualité de la vie de ce milieu ou est né ce travailleur et des habitudes culturelles qui y étaient véhiculées) et les TYPES D’EMPLOIS qu'ils ont exercés au cours de leur vie active, ont une influence persistante sur leur santé, même après plusieurs années.

Dans le cas des TRAVAILLEURS NON-EXPOSÉS ou peu exposés à des conditions physiques de travail, leur santé est marquée par leur SCOLARITÉ et les SALAIRES qu'ils ont gagnés antérieurement (meilleures études et meilleurs salaires) alors que les autres travailleurs, ceux qui exercent des emplois dans des conditions de travail néfastes, continuent à être marqués par les désavantages de leur milieu d'origine et des emplois dangereux qu'ils ont eus par la suite.

[235]

Sur une longue période, la modification du REVENU est également différente. Le PHÉNOMÈNE D'APPAUVRISSEMENT est particulier aux individus les plus pauvres : ceux qui gagnent le moins en 1974 sont ceux qui non seulement gagnaient le moins en 1955, mais qui ont également subi une DIMINUTION de salaire au cours de ces vingt dernières années [[214]](#footnote-214). On constate que les augmentations acquises au cours des années sont inférieures à l'augmentation du coût de la vie et se traduisent en fait par une diminution de revenus et de leur pouvoir d'achat.

Cette diminution de salaire a frappé particulièrement les travailleurs qui sont devenus chômeurs ou assistés en 1974. Ces derniers ont toujours eu au cours de cette période [[215]](#footnote-215) les salaires les plus bas. Les salaires les plus faibles observés en 1974 ont baissé depuis 1965 dans une proportion de 25.6%.

Par contre, ce sont les travailleurs dont les revenus sont les plus élevés en 1974, particulièrement ceux dont les salaires hebdomadaires sont de $400.00 et plus qui ont joui dans une forte proportion (75% de cette catégorie salariale) d'augmentations de salaires depuis 1955.

Les travailleurs dont les salaires semblent conserver une certaine stabilité entre 1955 et 1974 sont ceux qui gagnent en 1974 des salaires hebdomadaires variant entre $100. et $199.

Il semble que les travailleurs les plus pauvres ont tendance à s'appauvrir au cours des années alors que les travailleurs les plus riches, et ce dans une forte proportion, ont tendance à s'enrichir

Il faut réaliser que toutes les caractéristiques étudiées ne suffisent pas à elles seules à rendre compte de la totalité de la DÉTÉRIORATION DE LA SANTÉ. L'étude n'a retenu que des facteurs sociaux. D'autres facteurs d'ordre pathologique agissent indéniablement sur la santé : virus, dégénérescence des tissus, inflammation, etc.

[236]

Il est cependant intéressant de constater que les facteurs sociaux retenus sont plus importants pour certains groupes de travailleurs et semblent y avoir exercé une plus grande influence sur la détérioration de la santé.

Les CONDITIONS DE TRAVAIL expliquent à elles seules près de la moitié de la détérioration de la santé des travailleurs du groupe du manufacturier, du groupe des services et de l'administration publique et du groupe des chômeurs et assistés. Elles expliquent que le tiers de l'atteinte a la santé des travailleurs de la construction.

De façon générale, des conditions de travail en apparence favorables à la santé (services de prévention et services périphériques à la tâche) sont en réalité des indicateurs d'un travail néfaste et ne compensent aucunement l'atteinte faite à la santé. Par ailleurs, l'accroissement de l'âge, de la fatigue, du chômage antérieur et de la quantité d'alcool absorbé amène une détérioration de la santé.

Lorsque l'on se réfère à l'histoire professionnelle, on constate que la grande majorité des CHÔMEURS ET ASSISTÉS provient des secteurs du manufacturier, des services et de l'administration publique en raison d'une mobilité inter-occupationnelle agissant à la façon d'une sélection naturelle.

On remarque une certaine difficulté â persister à un âge avancé dans le secteur du MANUFACTURIER. Les individus amoindris et "usés" dans ce secteur changeraient d'occupations dès la force de l'âge passée pour se retrouver plus vieux, travailleurs manuels dans les secteurs des SERVICES ET DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE (concierge, homme d'entretien, garçon d'ascenseur garde de sécurité) ou chômeurs et assistés. Une certaine part de la détérioration causée au secteur manufacturier serait mesurée chez les travailleurs manuels des services.

Par ailleurs, les travailleurs qui réussissent à pratiquer les métiers de la CONSTRUCTION, semblent suffisamment costauds pour être en mesure d'exercer ces occupations jusque vers un âge relativement avancé.

[237]

Les ACCIDENTS DE TRAVAIL frappent davantage les travailleurs de la construction et ceux des services et de l'administration publique qui y exercent des occupations manuelles. Ces travailleurs ont été en plus grand nombre victimes d'accidents de travail et sont également ceux qui ont eu les accidents les plus graves.

Ces mêmes facteurs sociaux expliquent dans une proportion plus grande l'attribution du REVENU. Ils en rendent compte à un taux très élevé (77%) pour les travailleurs manuels des services et ceux du manufacturier.

Les caractéristiques de l'individu déterminent davantage le revenu de tous les groupes de travailleurs, sauf celui des travailleurs manuels des services où prédominent, mais moins fortement, les conditions de travail.

Certaines conditions de travail difficiles et néfastes sont compensées par de hauts salaires alors que d'autres tout aussi difficile coïncident avec de bas revenus, dépendant des secteurs de l'activité économique où travaille l'individu.

Il semble que lorsque le risque physique d'accidents de travail est diminué par l'application de services de prévention ou de sécurité exigeant des déboursés pour l'entreprise, celle-ci compense de tels coûts par l'application de salaires plus bas payés à ses employés.

La SANTÉ NE S'ACHETE PAS, NI NE PEUT ÊTRE ADÉQUATEMENT COMPENSÉE PAR DES SERVICES D'HYGIÈNE, DE SANTÉ OU DE PRÉVENTION. Tout indique que la majorité des primes payées pour un travail dangereux ou pénible n'empêche pas l'atteinte causée à la santé par la réalisation d'un tel travail. La plupart des services de prévention et de santé ne réussissent pas à annuler l'atteinte faite à la santé et correspondent souvent à des salaires inférieurs, puisque l'entreprise défraie les coûts de tels services à même l'excédent des salaires qui devraient revenir aux travailleurs.

[238]

Plutôt que de négocier des conditions de travail "compensatoires" ou d'obliger le travailleur à porter une "cuirasse" pour se protéger, ce qui semble peu efficace, il serait plus logique de rendre plus sécuritaire la machinerie utilisée ou de tenter de réduire la nocivité de certains produits, ne serait-ce qu'en améliorant l'état des lieux par des systèmes de ventilation ou de réduire l'usage des matières les plus toxiques. Le CURATIF ne peut TENTER que de réparer les dommages causés à la santé alors que le PRÉVENTIF s'attaque aux sources.

Une politique de conditions de travail qui n'agirait qu'au plan curatif, en multipliant les visites médicales dans les usines où existe le plus de dangers, aurait bien des chances de ne soigner qu'une partie des travailleurs atteints, ou même d'accorder des soins aux travailleurs les plus résistants.

Il existe une SÉLECTION NATURELLE qui s'exerce entre les travailleurs exposés et qui élimine vers d'autres secteurs de production ou de services moins dangereux les individus les plus faibles et souvent les plus atteints.

L'étude démontre que les occupations manuelles des services et de l'administration publique sont exercées par les travailleurs dont l'état de santé est le plus déficient. Pourtant, ce secteur semble oublié particulièrement dans le cas des occupations des services personnels en secteur privé et dans les petites entreprises.

D'autres travailleurs deviennent tout simplement chômeurs ou assistés, devenus incapables de remplir les fonctions exigées. Sortis de la population active, on les oublie tout simplement ...

CONCLUSION

La recherche a démontré qu'il n'existe pas un seul marché de travail ou tout le monde a une chance égale d'obtenir les mêmes salaires et d'être soumis aux mêmes conditions de travail.

[239]

Dans une conjoncture donnée, tous les travailleurs salariés n'ont pas la même propension au chômage, à la déclassification et aux accidents de travail. L'influence du passé vécu au travail durant la période antérieure au chômage est pourtant d'une importance capitale à bien des points de vue. On oublie trop facilement que l'ambiance de travail, les diverses conditions subies et le type de tâche exécutée façonnent l'individu moralement, psychologiquement et même physiquement.

Le phénomène de l'appauvrissement devient un phénomène COLLECTIF spécifique à tout un ensemble de catégories professionnel, lorsqu'on tient compte des contraintes imposées par les secteurs de l'activité économique et par l'organisation et la division du travail. Il semble que certains secteurs de production et de services soient un indice à la fois de bas salaires, de propensions aux accidents de travail et à certaines maladies industrielles. Ils indiquent même une détérioration des emplois et des revenus, lorsque l'on considère les quatre derniers emplois exercés par les travailleurs.

Il est impossible de freiner le phénomène de l'appauvrissement, ni même d'améliorer l'état de santé de toute une collectivité, si l'on ne s'interroge pas sur les facteurs susceptibles de provoquer progressivement une "descente dans l'échelle sociale". Facteurs qui détériorent les conditions de travail et entraînent une diminution du revenu réel. Les travailleurs les plus vulnérables sont les PETITS SALARIÉS.

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

ATELIER 7

SOUVERAINETÉ,  
NIVEAU DE VIE  
ET QUALITÉ DE VIE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[240]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 7**

“La souveraineté, pourquoi ?  
La qualité de vie ?”

Par Lucien LAFOREST

Sociologue, Faculté de médecine  
Université de Sherbrooke

[Retour à la table des matières](#tdm)

Depuis quelques années, on parle au pays du Canada et du Québec de souveraineté. On nous a presque convaincu que la souveraineté n'est qu'une abstraction. Le Canada revendique l'autonomie de décision dans les affaires nationales et internationales et pendant ce temps, nous apprenons que le gouvernement fédéral doit composer avec les gouvernements provinciaux qui eux aussi revendiquent des droits à l'autonomie et avec d'autres gouvernements nationaux qui n'acceptent plus d'être laissés au rancart dans le cadre de discussions susceptibles de les affecter.

Et tout cela pourquoi ? Pour protéger les intérêts de groupes divers qui au bout de la ligne ne forment qu'une minorité. Pourtant cette souveraineté dans les décisions on la veut dans le plus grand intérêt de la nation. Où en est-il de cet intérêt ? Lorsqu'on se hasarde à le définir, on parle du maintien ou de l'amélioration du niveau de vie, jamais de l'amélioration de la qualité de la vie. Alors j'ai de petites nouvelles pour vous : l'amélioration de la qualité de la vie, ça ne va pas de pair avec l'amélioration du niveau de vie.

Comme nous le savons tous, le concept de niveau de vie se mesure avant tout en termes économiques d'où son utilité pour mesurer les progrès économiques réalisés par une nation.

Cependant, derrière l'accumulation de biens et services, il y a la facture sociale qu'il faut payer. Et certains groupes notamment les plus défavorisés ont toujours à payer une part plus forte que les autres. Alors la facture sociale, ça veut dire quoi ? Ca veut dire que la qualité de la vie a subi progressivement un recul net. Et ici, je dois préciser que la notion même de qualité de la vie ne nous a pas permis d'y voir facilement clair.

[241]

La définition de la qualité de la vie présente des difficultés en raison de sa double dimension objective et subjective. Subjectivement parlant, on parlera de la qualité de la vie en référant à certaines valeurs auxquelles on tient. Il peut s'agir de coutumes, de préférences, de rythme de vie, d'un mode de vie particulier et même d'obtention de nouveaux biens, tout dépend de l'optique où l'on se situe. Ce n'est donc pas d'un point de vue objectif que nous pourrions établir un consensus sur l'objectif d'une certaine forme de souveraineté.

Mais sur le plan objectif, il existe, au Québec, des indicateurs très nets d'une régression substantielle de la qualité de la vie.

En tant que professeur dispensant un cours en écologie humaine en rapport avec la santé, j'ai pu au gré de mes lectures de travaux d'étudiants recueillir nombre d'analyses qu'il me plaît de vous présenter. Vous jugerez par vous-même de la plausibilité de l'objectif qualité de la vie et de la relation que la souveraineté du Québec pourrait avoir avec cet objectif.

Vous avez eu l'occasion de lire des articles sur les multiples pollutions auxquelles nous sommes tous exposés À des degrés divers. Mais les données factuelles à ce sujet manquent. Aussi faut-il nous appuyer en bonne partie sur les données d'études étrangères. Je vais commencer par l'empoisonnement au plomb.

TRAVAIL DE RACHEL BUJOLD-BRANCH  
(1ère année de médecine)

"Il est évident que l'empoisonnement des enfants par le plomb contenu dans la peinture et le mastic est tragique, mais ce n'est pas la seule source d'exposition au plomb quel homme rencontre dans l'environnement. Le plomb, comme la plupart des éléments, est présent dans l'environnement naturel à de très faibles doses. La révolution industrielle suivie de la prolifération de 1’automobile, particulièrement dans notre hémisphère nord, a graduellement augmenté le taux de plomb dans l’environnement. Des échantillons de neige et de glace pris au Groenland, ont démontré une augmentation inquiétante de plomb de 300% depuis 1940. Une partie de ce plomb provient de sources industrielles mais la principale source du plomb atmosphérique provient des émissions d'automobiles.

[242]

"Le plomb a été ajouté à l'essence sous la forme de tétraethyl de plomb depuis les années 1923. À ce moment, le plomb provenant de cette source était minime mais au cours des années subséquentes, 2.6 x 1012 grammes de plomb ont été brûlés et distribués dans l'hémisphère nord. Une bonne proportion de ce plomb s'est écoulée dans les océans entraînant une augmentation du plomb dans les eaux de surface. À Los Angeles, dans une journée ordinaire, l'autoroute principale génère au-dessus de 30 mille livres de plomb provenant des 7 millions de gallons d'essence qui sont brûlés ce qui contribue à un taux de 2.5 mg de plomb/m3. Cette concentration est de cinquante fois la concentration rurale dans l'air et de 5 000 fois la concentration naturelle. Les automobiles constituent ainsi une source très importante du plomb atmosphérique qui se dépose par la suite dans les poussières et le sol des régions avoisinantes. Les enfants qui jouent dans les maisons, les cours d'école et les rues soulèvent cette poussière qui est alors respirée. La poussière et la terre sur leurs mains peut aussi être une autre source d'ingestion du plomb surtout chez les enfants qui ont l'habitude de porter leurs mains ou des objets à leur bouche".

"Le plomb est en plus retrouvé dans l'eau potable, les fruits en conserves, la végétation le long des routes, la pâte à dents, les crayons, la cendre de cigarette, les papiers journaux et dans nombre d'autres matériaux d'usage courant. En 1973, une étude sur la quantité de plomb dans un certain nombre d'aliments a démontré des quantités considérables dans les jus de fruits en conserve pour bébés et dans le lait en conserve. Ces sources peuvent constituer un apport considérable de plomb chez le jeune enfant et ces sources sont d'autant plus dangereuses si l'on considère le fait que l'enfant peut ingérer ce plomb à un très bas âge, qu'il peut être contaminé par d'autres sources en plus comme la peinture et la poussière et qu'il y a des évidences que les très jeunes enfants absorbent le plomb beaucoup plus efficacement que les enfants plus âgés. Les résidus de plomb dans les aliments peuvent provenir de l'absorption par les plantes du plomb contenu dans le sol qui elles sont mangées par les animaux ou l'homme ; l'utilisation de l'arsenate de plomb dans les pesticides et dans les glaçures utilisées dans la poterie servant pour la cuisson ou la conserve des aliments."

[243]

"On pourrait dire donc que l'excès de plomb dans notre environnement est un problème écologique présent et actuel et semble représenter un danger surtout pour les enfants. Il a été démontré que le plomb est l'élément aéroporté le plus dangereux pour la santé mentale des enfants et peut contaminer l'air, l'eau et le sol de sorte que le plomb peut être bu, ingéré et respiré."

"Le plomb a une effet nocif principalement sur le sang, les reins et les nerfs. Les symptômes sont une anémie par une interférence avec la production des globules rouges, une néphrite chronique qui peut contribuer à l'hypertension et éventuellement à une insuffisance rénale ; de plus le plomb a des effets nocifs sur le système nerveux provoquant des troubles de comportement caractérisés par des convulsions et un œdème cérébral."

"C'est néanmoins l'aspect asymptomatique de l'empoisonnement chronique du plomb qui est le plus dangereux pour les enfants. Souvent plusieurs tests diagnostiques sont nécessaires avant de pouvoir poser le diagnostic et à moins d'être recherché, peut passer inaperçu. La période de 1 à 5 ans est critique pour la croissance et le développement du cerveau et une intoxication pendant cette période résulte souvent en des dommages irréversibles."

"L'empoisonnement au plomb, même s'il est connu de l'homme depuis des siècles, n'a que récemment commencé à être un sujet d'intérêt pour les écologistes, les médecins et les personnes à charge de la santé et de la sécurité des enfants. Les très jeunes enfants, et en particulier ceux ce moins de 3 ans sont les plus susceptibles aux effets nocifs d'une absorption accrue de plomb et peuvent subir des dommages irréversibles. Aux États-Unis, on a estimé à 600 000 le nombre d'enfants qui ont un apport exagéré de plomb parmi lesquels 6 000 sont susceptibles de subir des dommages neurologiques permanents. Approximativement 200 morts résulteront directement d'une intoxication au plomb".

Un autre exemple d'agresseur détériorant notre qualité de la vie, c'est le méthyl-mercure.

[244]

TRAVAIL DE JACINTHE GAGNON  
(1ère année de médecine)

"La pollution par le mercure n'est pas le moindre de ces problèmes étant donné son importance de plus en plus grandissante et des conséquences qu'il a sur la santé humaine et sur tous les systèmes écologiques."

"Issu des rejets industriels, le mercure passe dans l'alimentation. Il a déjà provoqué des dizaines de morts et on a fini par s'en émouvoir".

"Il a fallu attendre quinze (15) ans, le temps que se déroulent le drame de Minamata et les enquêtes qui l'ont accompagné ou suivi, il a fallu près de 70 morts sur plus de 400 cas pour que le mercure soit mis hors la loi au Japon. Encore ce bilan est-il loin d'être exhaustif : on a eu en effet beaucoup de mal à dépister les victimes car les symptômes peuvent apparaître plusieurs années après la contamination."

"Aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, en Suède ou au Japon, ce sont les poissons qui "stokent" les plus grandes quantités de mercure : certains poissons pêchés dans la région des Grands Lacs contiennent jusqu'à 10 mg de mercure par kilo. C'est dire à quel degré de pollution en sont arrivées les eaux de ces lacs."

"Les oiseaux sont aussi affectés. En Suède, dès 1950, on signalait que dans ce pays des populations entières d'oiseaux disparaissaient, empoisonnées par des graines de semence traitées au méthylmercure."

"Et puis il y a l'homme qui est finalement menacé par l'intermédiaire de la chaîne alimentaire, La Food and Drug Administration, a découvert que près de 40% du thon en boîte mis sur le marché de gros en décembre 1970 et février 1971 contenait des résidus de mercure dont la moyenne se situait entre 0.5mg/kg et 1 mg/kg. De même pour l'espadon : en trois mois, sur 583 espadons examinés, 43 seulement ne dépassaient pas la norme autorisée, celle-ci étant de 0.5 mg/kg".

[245]

"En France, il y a une vingtaine d'années, 230 habitants de Pont Saint-Esprit, dans le Gard, furent frappés d'un mal mystérieux, cinq personnes moururent. On s'aperçut que ces personnes mangeaient du pain fabriqué par un même boulanger ; on apprit alors que la farine utilisée venait d'un sac qui avait contenu du mercure."

"Mais de façon paradoxale, c'est dans les pays en voie de développement que les intoxications ont fait le plus de ravages. Le Guatémala en est un exemple qui, au cours des années 1963-1965, a connu une intoxication par des semences empoisonnées au mercure."

"Toutefois, le chiffre exact des cas, des décès et des invalidités permanentes demeure inconnu."

"Parmi les métaux lourds, le mercure semble donc bien aujourd'hui avoir le titre "d'ennemi public no 1". Si le sulfure mercurique, insoluble, ne peut être une source de pollution, le traitement du métal peut amener la fuite de vapeurs mercuriques au moment du grillage du minerai. Des experts estiment que la totalité de ces pertes n'excèdent pas 2 à 3% chaque année. Si l'on tient compte du fait que la production du mercure est annuellement de l'ordre de 10 000 tonnes et que la consommation à tendance à régresser, on aura une idée de la quantité de mercure qui se perd dans l'atmosphère lors du raffinage."

"La consommation de mercure diminue, comme il vient juste d'être mentionné. Pourtant les usages de ce métal sont assez nombreux. Citons notamment les instruments de contrôle : baromètres et thermomètres. Quelle peut être l'influence de ces appareils sur l'environnement ? À première vue, elle pourrait sembler négligeable mais il n'en est rien : les thermomètres médicaux cassés chaque année dans l'ensemble des hôpitaux canadiens contribuent pour 6 tonnes à l'augmentation du mercure dans l'environnement '. D’autre part 8 tonnes de mercure sont perdues chaque année sur les stocks des cliniques dentaires."

"Un autre usage du mercure est bien connu : sous forme d'oxyde mercurique, il existe dans la composition des piles sèches à longue durée, celles-ci étant remarquables pour la régulation de tension qu'elles fournissent. Cette [246] propriété les fait d'ailleurs rechercher pour de nombreux usages spécifiques, notamment en prothèses auditives ou pour les appareillages scientifiques.

"La peinture fabriquée en Europe chaque année conduit à étaler 2 000 tonnes de mercure par an sur les murs. Ce mercure, en définitive, passe lui aussi dans l'atmosphère."

"C'est en agriculture que l'on a surtout eu recours à lui, pour ses qualités fongicides. Ces traitements s'avèrent à la fois efficaces et peu coûteux, mais leur nocivité est indéniable. On met ainsi en danger la survie de certaines espèces, en particulier celles des oiseaux prédateurs.

"Passer en revue toutes les applications industrielles du mercure serait fastidieux et je n'ai mentionné que les plus importantes. De très grandes quantités de mercure sont donc actuellement rejetées dans le milieu ambiant. Cet élément chimique est toujours toxique mais il l'est davantage sous certaines formes que sous d'autres. Et le passage de l'une à l'autre peut se faire naturellement ! Un certain nombre d'expériences ont montré que le mercure peut être méthylé par un grand nombre de microorganismes dans des conditions aérobies. Ce processus a lieu dans les sédiments et même parfois, dans le sol. Volatil, le diméthylmercure peut contaminer l'air, l'eau et le sol."

"Le méthylmercure ne se métabolise que très lentement dans l'organisme des animaux. Chez l'homme, il est très rapidement absorbé et s’ attaque au système nerveux central mais se localise aussi dans le foie. Les chercheurs pensent que c'est en grande partie la faculté que possède le méthylmercure de rester longtemps dans le sang qui le rend particulièrement toxique, ajouté au fait qu'il s'attaque volontiers au cerveau."

"Mais il s'attaque aussi au fœtus sans que la mère qui a vraisemblablement absorbé d'importantes quantités de mercure pendant la grossesse, ait montré les symptômes caractéristiques de la maladie. Celle-ci, dans la forme congénitale, ressemble à la paralysie cérébrale infantile. Les enfants sont incapables de coordonner leurs mouvements et présentent des retards dans leur développement mental."

[247]

"Au niveau cellulaire, le mercure, s'il envahit la cellule, ne semble toutefois pas pénétrer dans le noyau. Néanmoins son action sur certains enzymes lui permet de dérégler un certain nombre d'activités de la cellule."

"La pollution par le plomb et le mercure nous a donné un bref aperçu de l'ampleur du problème de la pollution. Encore le problème ne serait-il pas grave si on pouvait le résumer qu'à cet exemple. Mais il n'en est rien. Tous les équilibres naturels de notre environnement sont affectés par les actions polluantes, qui, dans la majorité des cas, sont dues à l'industrialisation de nos sociétés contemporaines, dont l'homme ne doit pas se cacher d'avoir été l'auteur."

J'abrège ces analyses car elles pourraient se multiplier à l'infini presque. Qu'on songe seulement qu'il y a à peu près 400 000 produits chimiques impliqués dans la fabrication des biens de toute espèce et nous réalisons jusqu'à quel point le progrès technologique peut coûter cher à la société en plus de déprécier notre qualité de la vie.

Le jour où nous nous demanderons si l'eau d'un lac situé à 400 milles de toute habitation est buvable sans danger, il sera trop tard pour évaluer le coût véritable de l'amélioration du niveau de vie.

Je soumets donc à votre réflexion ces faits afin que vous puissiez évaluer avec de meilleurs chances d'objectivité ce que la souveraineté politique peut nous apporter de plus sur le plan de la qualité de la vie.

Je m'excuse d'abréger aussi brutalement un exposé qui pourrait nous mener loin. Mais ayant eu seulement une partie d'après-midi pour jeter ces quelques lignes sur le papier, je ne puis faire autrement que de vous laisser sur votre faim.

[248]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 7**

“Souveraineté au Québec  
et politiques sociales  
des transports urbains.”

Par Louise ROY

O.P.D.Q.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le thème de cet atelier tente de dégager certaines implications de la souveraineté sur le niveau de vie et sur la qualité de vie des québécois ; la question posée cherche a cerner si cette qualité et ce niveau de vie s'en trouveront améliorer advenant l'indépendance politique du Québec.

La question des transports par rapport à un thème comme celui-ci est extrêmement complexe parce qu'avant d'identifier ce que pourrait être une politique sociale des transports dans le contexte d'un état souverain, on doit d'abord situer le domaine des transports par rapport aux politiques fédérales actuelles dont il relève en grande partie, voir les répercussions de ces politiques au Québec et identifier les points de conflits entraînés par ces multiples interventions fédérales en matière urbaine. Une fois ce tableau dressé sommairement, nous serons plus en mesure de formuler quelques hypothèses concernant le projet sociétal d'un Québec souverain et si celui-ci serait à même de mieux réaliser certains objectifs d'amélioration de la qualité et du niveau de vie en contrôlant l'ensemble des moyens de transport affectant sont territoire.

I) LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL  
ET LES POLITIQUES DE TRANSPORT

Le rôle des gouvernements dans le domaine des transports au Canada a toujours été de prime importance ne serait-ce que par le budget (plus de 4 milliards en 1973) que les diverses administrations fédérales, provinciales et municipales lui consacrent annuellement.

[249]

Politiquement, le transport a toujours été un instrument déterminant aux services des objectifs nationaux canadiens tout au long de l'expansion économique et politique du Canada. Ainsi, on peut lire dans le discours du Trône du 30 septembre 1974 que ... "les transports doivent devenir l'instrument d'un dessein national et nous permettre d'atteindre d'amples objectifs sociaux et économiques". Le gouvernement fédéral assure donc de façon explicite la mise en place des infrastructures de transport à travers le Canada, malgré les distances, la faible densité de population et les axes naturels nord-sud, dans le but avoué de favoriser l'unité politique du pays.

En plus de son rôle politique, on connaît bien sûr l'importance économique de développer un système de transport sophistiqué dans une économie capitaliste avancée. Les infrastructures de transport sont indispensables à la production et à la distribution des biens produits par l'entreprise privée et lui permettent d'atteindre d'importantes économies. Les dépenses publiques de transport constituent donc un support important aux investissements privés, encouragent la création de nouveaux investissements ainsi que de nombreux emplois dans ce secteur, créent des liens entre les principaux centres urbains et permettent ainsi la circulation des biens et de la main-d'oeuvre.

A) Les domaines de juridiction fédérale

Examinons maintenant les domaines où la gouvernement fédéral exerce ses pouvoirs en matière de transport : il est responsable de la construction de canaux depuis l'époque de la Confédération jusqu'à la Voie maritime du St-Laurent, de l'appui financier accordé aux sociétés de chemins de fer pour leur expansion, de la création d’Air Canada, des investissements dans les aéroports, de la construction de la Trans-canadienne, etc. Donc, les canaux, les ports, la navigation, l'aviation civile, les chemins de fer interprovinciaux et internationaux relèvent de sa juridiction ainsi que des diverses sociétés de la couronne. Aux gouvernements provinciaux revient principalement tout le secteur routier. [[216]](#footnote-216)

[250]

Jusqu'en 1975, date à laquelle on révisa la Loi Nationale sur les transports (1967), on considérait, du moins en principe, que le gouvernement fédéral assumait plutôt un rôle passif par rapport au secteur des transports. La loi prévoyait que le gouvernement devait fournir et exploiter certaines installations et certains services, (ex. : aéroports et ports) et fournir des compensations pour l'utilisation des ressources des installations et des services imposés en tant que fonction publique. Autrement dit, la Loi Nationale sur les transports assumait que les mécanismes économiques de la concurrence, moyennant une certaine réglementation, pourraient guider l'organisation, le financement et le développement des services de transports [[217]](#footnote-217).

Or, en 1975, après huit années écoulées depuis l'entrée en vigueur de la Loi, on sent la nécessité d'apporter officiellement, certaines modifications à la perspective originale véhiculée dans la Loi de 1967. Une série de facteurs, tels une croissance dans la demande et dans les prix des ressources canadiennes, la crise de l'énergie, une conscience accrue des disparités régionales, des améliorations technologiques, la nécessité d'étendre le système dans certaines régions septentrionales, ainsi que sur la côte-ouest et dans le centre-est du Canada, etc., sont identifiés comme autant d'éléments entraînant un changement de politique. Cette nouvelle politique confère au gouvernement central un rôle prédominant en s'appuyant sur le fait que les transports sont si omniprésents et si importants au fonctionnement de l'entité socio-économique du pays que le gouvernement ne peut s'en désintéresser. Les transports doivent donc être envisagés dorénavant comme un outil de la politique nationale et non plus comme un soutien passif.

Il ne fait pas de doute, du point de vue des provinces, que cette intention avouée du gouvernement fédéral d'utiliser activement dans le futur le transport comme instrument politique et économique ne rencontre pas nécessairement leurs intentions. En effet, on peut fort bien s'imaginer que les priorités nationales du gouvernement central concernant les projets d'infrastructures de transport ne correspondent pas nécessairement aux priorités des provinces dans ce domaine [[218]](#footnote-218).

[251]

Si l'on examine de plus près le partage des juridictions [[219]](#footnote-219) entre le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, on peut voir comment actuellement ce partage entraîne des contraintes sérieuses pour les provinces à utiliser les transports comme leur propre instrument de politique économique. En effet, les politiques fédérales tenant compte d’abord d'objectifs nationaux dans l’établissement de leurs priorités, les provinces sont aux prises avec des infrastructures dont elles ne peuvent souvent ni se servir et ni contrôler selon leurs propres besoins.

Comme il a été répété à maintes reprises par différentes commissions, que se soit la Commission Prov. d’urbanisme en 1968, ou encore la recherche effectuée par les économistes Riopel et Takacsy pour le compte du conseil général de l'Industrie (1970) ou encore par le rapport HMR, on a toujours souligné l’importance du transport pour l'économie du Québec, et en particulier de la région de Montréal dont le maintien comme centre de transport et de communication est vital pour la santé économique du Québec.

Or, certaines décisions et interventions du gouvernement fédéral dans ce domaine, au Québec et dans la région de Montréal, ont été déterminantes tant au plan du développement économique que de la qualité de vie. Les nombreux équipements de transport dont le fédéral a le contrôle au Québec sont les équipements structurants de développement dont la localisation a un impact substantiel et durable. Nous allons examiner quelques-unes de ces interventions en matière de transport maritime, aérien, ferroviaire et routier qui ont suscite certains conflits révélateurs des influences marquantes du fédéral sur le rythme du développement économique et social du Québec.

[252]

II) LES INTERVENTIONS FÉDÉRALES  
ET LES CONFLITS SUSCITÉS

A) DOMAINE MARITIME

1) La voie maritime

La politique nationale des transports favorisant les échanges est-ouest s'était articulée au début du siècle autour du développement du système des voies ferrées au Canada. La canalisation du St-Laurent constitue au niveau maritime un prolongement de cette politique et met en évidence un cas de conflit entre les intérêts national et régional [[220]](#footnote-220).

En effet, si la canalisation du St-Laurent devait engendrer des effets de croissance dans la région industrielle de l'Ontario, il semble bien que le recul de Montréal dans le secteur des investissements manufacturiers par rapport à Toronto coïncide également en termes relatifs, avec 1’ouverture de la voie maritime du St-Laurent en 1959. Cette intervention du fédéral ne constitue pas le seul facteur explicatif d'un certain retournement de tendances, mais au nom d'une politique nationale, on a bel et bien conférer des avantages additionnels â la région sud-est de l'Ontario et fait perdre à Montréal un des avantages économiques importants qu'elle détenait par rapport à cette province,

En plus de la vie maritime, l'État fédéral administre les ports de Sorel, Gaspé, Chicoutimi, Trois-Rivières, Québec et Montréal. Les lois permettent également à celui-ci d'acquérir et d'exproprier des terrains nécessaires pour certains ouvrages jugés indispensables au bon fonctionnement de 1’établissement maritime. [[221]](#footnote-221)

D'autres actions fédérales au Québec touchent également le transport maritime : on peut mentionner ici la réforme de l'administration des ports et diverses études sur les ports du Québec ; le comité fédéral d'études sur le transport maritime dans le Haut-Saguenay ; l'entente OPDQ-MEER sur l’élaboration [253] d'un plan de développement du port de Québec, l'offre de vente de superficies considérables de terrains par la commission des ports nationaux à plusieurs municipalités de la région de Québec, et.

B) DOMAINE AÉRIEN

1) Mirabel

Dans le domaine aérien, on sait combien la localisation, l‘aménagement et la gestion d'un aéroport, surtout international, exercent une influence importante sur la région urbaine qu’il dessert. Le choix de Mirabel, comme on le sait, s'est cependant fait à l'encontre du désir du Québec. C'est le gouvernement fédéral qui a joué ici un rôle prédominant, sinon exclusif.

Même si l'on ne conteste pas qu'il existe une hégémonie fédérale en matière de localisation et d'emplacement des aéroports, un droit d'expropriation ainsi qu'un pouvoir d'imposer des restrictions sur les zones périphériques, il n'en reste pas moins que, pour Ste-Scholastique, 90 000 acres furent expropriées par le gouvernement fédéral dont seulement le quart est affecté à la zone opérationnelle. Une partie des meilleures terres agricoles du Québec a été ainsi perdue et seulement 378 des 850 cultivateurs de la région y demeurent encore.

L'emplacement au sud de Montréal du nouvel aéroport, tel que le proposait le Québec, offrait selon lui de meilleures possibilités d'harmoniser le développement de l'ensemble des régions économiques et des centres urbains du Québec et d'agencer le développement de la métropole montréalaise dans une perspective québécoise. Or, cette vision régionale se heurtait de front à la perspective fédérale nationale de consolider l'axe Windsor-Québec en s'appuyant sur Montréal comme pôle de développement mais également en favorisant la région ontarienne à proximité de Mirabel.

De plus, le Québec a à assurer maintenant les retombées de cette localisation en construisant â plus ou moins brève échéance un système de transport rapide entre Montréal et Mirabel, Or, le gouvernement fédéral indique qu’il [254] n'a pas l’intention de s'impliquer financièrement dans la construction d'un lien rapide entre Mirabel et le centre ville si ce n'est que par son programme de déménagement de lignes de chemins de fer. Ce programme de 62.5 millions doit s'étendre sur une période de 5 ans et couvre à peine les estimés minimum de 60 millions - pouvant aller jusqu'à 326 millions - de la construction du REM- Mirabel [[222]](#footnote-222).

D'autres actions du gouvernement fédéral en matière de transport aérien sont également à mentionner : l'expérience A.D.A.C., le programme d'aide aux aéroports régionaux et locaux ; le projet de réglementation de 1’utilisation des terres avoisinant les aéroports, etc.

C) DOMAINE FERROVIAIRE

Dans ce domaine, la controverse actuelle autour du financement du REM-Mirable constitue peut-être le cas le plus flagrant de conflits engendrés par les incohérences de certaines interventions ou absences d'intervention du fédéral. Mais il y a plus encore. En 1975, Ottawa annonçait à grands renforts de publicité un programme de 100 millions pour l'aide au transport urbain (P.A.T.U.), montant disponible aux provinces à compter du 1er avril 1977 et ce pour une période de 5 ans. Or, cette intervention du fédéral en matière de transport urbain peut sembler généreuse à première vue mais elle n'est que la conséquence logique des politiques d'habitation appliquées depuis 30 ans par la SCHL.

Celles-ci, comme on le sait, ont favorisé la multiplication de banlieues à faible densité avec tous les problèmes qui en résultent, dont les liaisons banlieues-centre-ville et, particulièrement, la difficulté d'établir des transports collectifs efficaces dans des milieux aussi peu denses.

Ainsi, les interventions du gouvernement fédéral en matière d'habitation n'ont fait qu'entraîner la nécessité de nouvelles interventions dans le domaine des transports. Cette somme de 100 millions serait portée, selon certaines informations, à 700 millions, mais ces subventions seraient conditionelles [255] à l'approbation par le fédéral d'un plan de développement urbain. De toute façon, malgré les promesses, ces sommes n'ont toutefois pas encore été allouées aux provinces.

Parallèlement, on apprenait que Transport Canada refusait d assumer les déficits des trains de banlieue dans la région de Montréal et que le gouvernement fédéral ne voulait plus assurer l'entretien de ses ponts et tentait de refiler au Québec des infrastructures désuètes et coûteuses, tels que les ponts J. Cartier, Champlain, une partie du pont Mercier ainsi que le canal de Beauharnois [[223]](#footnote-223).

Or, alors même que le fédéral veut se débarrasser de ses ponts, il semblerait que celui-ci compte parmi les premiers responsables du retard avec lequel on procédera à l'instauration d'une voie réservée aux autobus sur le pont Champlain entre la rive sud et l'Ile de Montréal. Cette recommandation faite par le CTRM à l'automne dernier aurait été proposée depuis plusieurs années déjà mais le fédéral en aurait retardé la réalisation parce qu'il ne désirait pas que le pont Champlain, relevant de sa juridiction, soit utilisé à cette fin.

Un quatrième secteur doit être mentionné rapidement, c'est celui du domaine routier.

D) DOMAINE ROUTIER

Même si le domaine des routes est presque exclusivement de compétence provinciale, il n'en demeure pas moins que les communications interprovinciales sont de compétence fédérale. La route transcanadienne, même si elle relève d'un accord entre le fédéral et le gouvernement provincial en ce qui a trait à l'emplacement et même si elle entraîne des retombées économiques positives pour les provinces, constitue néanmoins un élément de perturbation important dans le développement urbain de celles-ci. L'autoroute est-ouest dans la région de Montréal constitue un cas flagrant d'intervention étatique destructrice [256] du tissu urbain dont le prix élevé tant au plan économique (50 millions du mille) qu'au plan de la qualité de vie, devra être payé longtemps par les travailleurs québécois. Cette autoroute bénéficie avant tout aux populations socio-économiquement avantagées de la banlieue ouest de l’Île, aux employés du tertiaire, motorisés et travaillant au centre-ville ainsi qu'à la population utilisant les infrastructures touristiques, et les hôtels localisés au centre. Elle a entraîné la déstructuration de quartiers intégrés socialement, la mobilité forcée de plusieurs centaines de ménages et constitue une plaie béante dans l'espace urbain.

Nous n'avons fait ici que soulever le coin du voile le plus commun des conflits et des incohérences entraînées par les interventions fédérales en matière de transports, maritime, aérien, ferroviaire et routier. Ces interventions concernent seulement celles qui relèvent à proprement parler du champ de juridiction fédérale et ne touchent pas 1'ensemble des interventions fédérales dans les domaines urbain et municipal. Ces interventions sont très bien identifiées dans le dossier noir sur "L'évolution et les conséquences de l'intervention fédérale dans le domaine des affaires municipales et urbaines“, déposé en février dernier par le M.A.M. devant l'Union des municipalités du Québec.

De ces interventions fédérales en matière de transport qui semblent vouloir se multiplier et s'intensifier en milieu urbain, on peut dire qu'elles ont entraîné des situations conflictuelles renouvelées et perturbé, parfois de façon majeure, les plans de développement urbain et régional. De plus, les politiques fédérales de transport n'ont jamais constitué un stimulus sérieux à l'élaboration d'une politique sociale de transport collectif axé sur les besoins de mobilité et d'accessibilité de la population québécoise. Au contraire, les promesses de programmes d'aide au transport urbain constituent des cataplasmes qui tentent de soulager des situations souvent engendrées par l'incohérence des interventions antérieures.

En effet, il semble bien que le gouvernement fédéral n'ait jamais vraiment compté parmi ses priorités une politique sociale des transports privilégiant carrément une option de transport collectif. Au contraire, l'Accord [257] de l’Automobile (A.A.) a consolidé tout le secteur lié à l'industrie de l'automobile localisée presque entièrement en Ontario et a entraîné une hausse considérable des investissements dans cette province dans le secteur de l'automobile [[224]](#footnote-224).

De plus, les politiques fédérales ont non seulement été des politiques d'encouragement à l'automobile mais les interventions fédérales dans le domaine aérien ou ferroviaire n’ont jamais été orientées vers une plus grande mobilité pour l'ensemble de la population. Au contraire, elles ont plutôt servi de support à l'entreprise privée et aux classes supérieures en leur permettant de se déplacer plus rapidement et plus efficacement au plan intra-régional, national ou international.

III) SOUVERAINETÉ  
ET POLITIQUES SOCIALES DE TRANSPORT

Il apparaît difficile pour le Québec d'établir des priorités différentes de celles du fédéral et d'élaborer une réelle politique sociale du transport si celui-ci n'acquiert pas des droits sur l'ensemble des juridictions et des infrastructures de transport sur son territoire.

En effet, dépendant du gouvernement au pouvoir au moment de l'indépendance, un projet de société qui voudrait privilégier certains objectifs de qualité de vie et également d'égalité dans l'accessibilité aux diverses ressources du milieu devrait se servir du transport collectif comme d'un outil déterminant pour la réalisation de ses fins.

Par exemple, une politique privilégiant l’accessibilité aux lieux de villégiature et de loisirs à l'extérieur de la ville pour les ménages à faible revenu et non-motorisés, serait facilité par un contrôle accru du Québec sur les infrastructures de transport. Le système ferroviaire au Québec a principalement été conçu pour faciliter les déplacements dans des axes cohérents avec la politique fédérale est-ouest et non pour encourager et permettre une plus grande accessibilité aux régions de villégiature. On connaît, par exemple, [258] les efforts immenses qu'ont du déployer nombre d'organismes pour permettre au petit train du Nord, entre Montréal et Mont-Laurier, de connaître un dernier souffle de vie l'hiver dernier. Malgré tout, cette dernière expérience n'était véritablement accessible qu'à une portion bien limitée de la population.

On peut également ajouter ici que la difficulté de réaliser rapidement une intégration complète de l'ensemble des modes de transport dans la région de Montréal (métro-trains de banlieue) est en grande partie liée aux difficultés que le Québec a à négocier des ententes avec le gouvernement supérieur à propos de la modernisation des trains de banlieue, et du financement de la construction d'un train rapide Montréal-Mirabel. Or, un réseau intégré de transport urbain et régional apparaît comme une priorité essentielle dans le contexte d'une politique de transport collectif axée sur des objectifs d'amélioration de la qualité de vie.

Le Québec se trouve en position de force pour réaliser ces objectifs parce que l'on retrouve ici une importante industrie manufacturière de l'équipement de transport (Bombardier), des connaissances technologies appropriées (SNC), des ressources électriques abondantes ainsi que les infrastructures. De plus, le rapatriement des pouvoirs au Québec pourrait se faire non seulement au plan du contrôle des juridictions et des infrastructures mais également au plan de la recherche et du développement. Seulement dans la région de Montréal, le gouvernement fédéral subventionne plusieurs bureaux de recherche et de développement : le service de recherche de Transport Canada, celui du C.N. à Pointe-Claire, le service de Génie du C.N., le financement du projet L.R.C. (light, rapid & comfortable) ; le fédéral subventionne également chez Bombardier le développement d'un train prototype exécuté conjointement par la société française MATRA et par Bombardier, Les ressources de ces centres de recherche, actifs dans la région de Montréal, pourraient être intégrées de façon cohérente et articulées à certaines priorités sociales définies par le Québec.

Mais cette récupération des pouvoirs en matière de transport ne s'effectuera pas, bien sur, sans conflit important puisque le fédéral occupe une place stratégique au Québec au plan des investissements et du nombre d'emplois [259] dans ce secteur. Que l'on songe à la Marine Industries, Vickers, Davies, Bombardier, Pratt Whitney, Canadair, Air Canada, toutes ces compagnies vivent largement de contrats fédéraux. Plus de 60 000 personnes sont employés par le gouvernement fédéral dans les secteurs liés aux transports et aux communications. Ces enjeux en terme d'emploi sont importants et il faudra en tenir compte dans la négociation d'un contrôle sur l'ensemble du domaine du transport au Québec.

En somme, le secteur des transport demeure un instrument déterminant du développement économique et que le Québec doit contrôler s'il veut réaliser une intégration cohérente des modes de transport au niveau urbain, régional et national. Cette politique intégrée est actuellement difficilement réalisable à cause des objectifs nationaux et régionaux contradictoires et de la présence d'infrastructures déterminantes dont le Québec n'a pas la responsabilité.

On ne saurait donc articuler une politique des transports orientée vers la promotion du transport collectif, dont les objectifs tiendraient compte de l'amélioration de la qualité de vie ainsi que d'une plus large accessibilité à l'ensemble des ressources du territoire pour l'ensemble des québécois, sans négocier avec le fédéral le contrôle sur l'ensemble du domaine des transports.

Les moyens pour réaliser ce contrôle dans un domaine aussi crucial que celui des transports, demeurent cependant à définir et vont dépendre, à la fois, de la stratégie d'ensemble utilisée par le Québec vis-à-vis d'Ottawa et du projet de société mis de l'avant.

On peut s'attendre cependant à ce que le transport constitue un domaine dont le contrôle sera extrêmement complexe à négocier puisque, pour le Canada, le transport fait partie depuis toujours du mythe de l'unité politique canadienne et, comme tous les mythes, particulièrement difficile à détruire.

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

ATELIER 8

SOUVERAINETÉ  
ET CULTURE AMÉRINDIENNE  
ET ESQUIMAUDE

[Retour à la table des matières](#tdm)

[260]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 8**

“Quand débarquerons-nous  
enfin en Amérique ?”

Par Rémi SAVARD

Département d’anthropologie  
Université de Montréal

[Retour à la table des matières](#tdm)

Le 3 mai dernier, au bulletin de nouvelles de fin de soirée, au réseau anglais de télévision de Radio-Canada, on a pu voir un reportage de plusieurs minutes, provoqué par une importante déclaration des porte-parole de la Fraternité des Indiens du Yukon. Ceux-ci venaient de faire savoir au public canadien qu'il aurait tort de croire ceux qui limitent l'action indienne à la réclamation de droits territoriaux, alors qu'une telle action vise à rien de moins qu'à l'obtention d'un self-government ; les téléspectateurs anglophones purent ainsi assister à des entrevues avec des leaders autochtones, ainsi que avec des représentants affolés de la population blanche du Yukon. Mais le même soir, quelques trente minutes plut tôt, au réseau français de la même société d'état (télévision), ce fut le silence habituel entourant le dossier autochtone.

Pourtant, cette prise de position autochtone avait une signification débordant de beaucoup le phénomène d'intérêt purement local. Elle annonçait que ces gens venaient de se mettre au même diapason politique que leurs collègues des Territoires du Nord-Ouest. Ceux-ci, dans le contexte du projet de construction du pipeline de la vallée du Mackenzie, en étaient déjà arrivés à des conclusions politiques précises. Déjà, en 1975, la Fraternité des Indiens et l'Association des Métis des Territoires, conjointement, avaient commence a formuler les aspirations de la nation Déné, dans un manifeste aussi célèbre que méconnu de la plupart des Québécois :

"Nous les Déné des Territoires du Nord-Ouest, pouvait- on y lire, revendiquons le droit d'être considérés par nous-mêmes, et par le monde, comme une nation (...) Nous luttons pour la reconnaissance de la nation dénée par le gouvernement et le peuple du Canada, et par les peuples et gouvernements du monde entier". [[225]](#footnote-225)

[261]

Deux ans plus tard, soit en 1977, parallèlement aux Inuit des Terri- toires du Nord-Ouest regroupés dans une organisation nommée Inuit Tapirisat, les Déné présentèrent des propositions précises concernant 1’évolution politique des Territoires. On envisageait la possibilité de scinder ceux-ci en trois entités géographiques dont les autorités auraient, avec le gouvernement central, des relations du type de celles qu’entretiennent avec lui les gouvernements provinciaux. Dans l'un de ces régions on trouverait une majorité dénée, dans une autre un majorité inuit, dans la troisième un majorité non-autochtone. Nous verrons plus loin quelle fut la réaction du gouvernement fédéral à ce qu'on peut considérer ni plus ni moins comme une démarche, de la part des autochtones, pour entrer dans la Confédération canadienne. Après la publication du rapport Berger, le gouvernement canadien mit de côté son projet de pipeline dans la vallée du Mackenzie, et le transporta au Yukon où, croyait-on, les exigences autochtones seraient moindres. Mais nous avons vu que les Indiens du Yukon n'ont pas tardé à aboutir aux mêmes conclusions politiques que leurs voisins des Territoires du Nord-Ouest. Quant à ceux-ci, le 30 mars dernier, lors d'une assemblée générale de la Fraternité des Indiens des Territoires du Nord-Ouest, organisation a laquelle se sont joints depuis lors la plupart des Métis de cette région, il fut résolu de doter l'organisation d'un nouveau nom : elle portera désormais celui de Nation Déné, En ce qui a trait à Inuit Tapirisat une nouvelle prise de position est présentement à l'étude ; il est à prévoir qu'elle ira dans le sens de celles des Indiens du Yukon et des Dénés des Territoires du Nord-Ouest.

Même si tout ceci commence à impliquer beaucoup de monde, à toucher une part importante du territoire national, et à soulever certains aspects majeurs du développement économique du pays, il est à craindre que les chefs de pupitre de nos organes d'information continueront encore longtemps d’accorder plus d'importance à la Namibie ou aux tiraillements de la gauche française.

Plus près de nous cette fois, dans le nord de l'Ontario, les chefs du Grand Conseil du traité no 9 remettaient au cabinet des ministres de cette province, le 6 juillet dernier, une importante déclaration politique dont ils avaient demandé au premier ministre W. Davis de faire part à l’ensemble de la population canadienne. Au cas où vous n'en auriez pas été informé, voici [262] quelques extraits significatifs que je citerai en anglais pour éviter d'en trahir les nuances :

"We ... declare our nationhood. We ... declare ourselves to be a free and sovereign nation. We bring you a declaration of independence. We say to you that we have the right to govern our own spiritual, cultural, social and economic affairs. Our nationhood itself is sacred and cannot be negociated". [[226]](#footnote-226)

À l'est du Québec, cette fois, l'Association des Indiens Naskapi Montagnais présentait au gouvernement canadien, le 22 novembre 1977, un véritable cahier de doléances, dont voici quelques extraits :

"We propose that as a nation, recognized in international law, our right to survival and growth through self-determination be recognized within Canada (...). We are proposing ... that the way to proper recognition of our national right is through the recognition of a Naskapi Montagnais territory and a Naskapi Montagnais government (…) This means that we must have our own exclusive political juridiction within or if necessary without Canada (...). Our rights to self-government and self-determination within the Confederation of Canada must be the basis of any agreement with the federal government". [[227]](#footnote-227)

Il semble que un des facteurs responsables de cette accélération, dans l'analyse politique autochtone au Canada, tienne au jugement défavorable porté sur le règlement adopté dans le cadre de la célèbre Convention de la Baie James, proclamée par les gouvernements du Canada et du Québec le 31 octobre dernier. On sait comment, dans ce dossier, les gouvernement en sont arrivés à [263] déjouer les aspirations autochtones à l'auto détermination [[228]](#footnote-228). Suite au célèbre jugement Malouf, les représentants autorisés de l'ensemble des autochtones du Québec déclaraient, lors d'une conférence de presse tenue à Québec, le 22 février 1974 :

"… nous croyons que nous devrions commencer à administrer nos propres affaires... Nous ne dépendrons plus des autres.,. Nous voulons modeler notre avenir ... Nous voulons établir les règlements qui nous guideront ... Nous voulons mettre en place les règlements qui nous gouverneront. Nous voulons appliquer ces règlements. En nous établissant nous-mêmes dans notre propre territoire, et en mettant en place une institution reconnue par le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral, nous voulons contrôler notre évolution sociale, politique et économique [[229]](#footnote-229).

Depuis au moins 1970, l'idée d’un gouvernement régional germe dans la population inuit du Québec, plus particulièrement chez ceux qu'on a plus tard appelés les dissidents, en raison de leur refus d'accepter la Convention de la Baie James.

Il s'agit des gens des villages de Povungnituk, Saglouc, et Ivujivik soit 30% de la population inuit du Québec. Depuis lors, les dissidents se sont regroupés dans le cadre d’une association nommée Inuit Tungavingat Nunamini. Dans un mémoire remis au ministre Camille Laurin en juillet 1977, cette association déclarait :

"Ce que nous voudrions, c'est plutôt la création par les Esquimaux du Nouveau-Québec, d’un véritable gouvernement régional avec tous les [264] pouvoirs pour assurer le développement de notre société, de notre culture et de notre langue". [[230]](#footnote-230)

Si le règlement à la Baie James a accéléré la prise de conscience politique des autochtones, il existe d'autres raisons susceptibles d'expliquer cette avalanche d'affirmations nationales, que certains pouvoirs semblent avoir tout intérêt à cacher à l'ensemble de la population canadienne. Tout récemment, les autochtones des États-Unis ont mis sur pied le Conseil International des Traités Indiens, dont le mandat est d'obtenir la reconnaissance des nations autochtones d'Amérique par l'Organisation des Nations Unies. C'est ce organisme qui se chargea de regrouper à Genève, en septembre 1977, les représentants de groupes autochtones du Canada, des États-Unis, du Mexique et de plusieurs pays d'Amérique du Sud. Les Déné ont participé à cette réunion, de même que les Iroquois du Canada et des États-Unis. Il en est ressorti que les deux Amériques sont présentement le théâtre d'un réveil politique sans précédent, de la part des populations autochtones ayant vécu sur ce continent depuis plus de quarante millénaires [[231]](#footnote-231). Des contacts de plus en plus fréquents et organisés tendent présentement à articuler ces luttes nationales, et il est à prévoir que la prise de conscience à laquelle nous avons assistée ces dernières années se développera de façon exponentielle. Il y a là quelque chose qui part de trop loin, et qui est trop solidaire du continent américain lui-même pour que les commentateurs se contentent de n'y prêter qu'une attention distraite.

Mais revenons au Canada, et attardons-nous aux réactions de nos gou-vernements. Aux Dénés et aux Naskapi Montagnais, qui on présenté les propositions politiques jusqu’à maintenant les plus précises, le gouvernement canadien a répondu officiellement par des accusation de racisme. Du bureau du premier ministre, on a ainsi pu apprendre qu’il était contraire à la tradition canadienne [265] (uncanadian) de fonder des structures politiques sur la race ! "Et les réserves?" ont rétorqué les Dénés, faisant remarquer aux porte-parole du bureau du premier ministre que ce qui semblait surtout uncanadian, c'était que des structures politiques contrôlées par les Autochtones soient dotées de pouvoirs ... La question des richesses naturelles est évidement au centre de ces discussions ; il ne semble pas que le gouvernement central soit disposé à accorder à des Autochtones, comme il le fait pour ses citoyens blancs, la possibilité d'exercer un certain contrôle sur ces richesses par le truchement d'un gouvernement de type provincial.

Dans les territoires déjà érigés en provinces, les Autochtones sont placés dans une impasse assez bien décrite par les auteurs du rapport préliminaire de la Commission Hart, cette commission royale à laquelle le gouvernement ontarien a demandé de se pencher sur les problèmes d'environnement nordique [[232]](#footnote-232) : le paragraphe 91 (article 24) de la constitution canadienne accorde au gouvernement central le pouvoir exclusif de légiférer dans le domaine "des Indiens et des terres réservées pour les Indiens". C'est même dans l'exercice d'un tel pouvoir que se fonde le système des réserves définies par la loi du gouvernement fédéral relative aux Indiens (Indian Act). Or de telles réserves sont beaucoup trop petites pour offrir aux Autochtones, pour qui la terre a toujours représenté le seul moyen de subvenir à leurs besoins, la base économique susceptible de garantir un avenir à leurs communautés. On sait pourtant que, au-delà des réserves, toujours selon la Constitution canadienne, la terre et ses ressources sont possédées par les provinces.

Une telle situation n'est cependant pas le fruit du hasard ou encore le résultat d'une malencontreuse distraction. Dès le début de la Confédération, les textes officiels le démontrent, il était prévu que l'assimilation des Autochtones serait l'affaire de quelques décennies. Mais ces prévisions ne se sont pas réalisées, et tout porte à croire, en raison du réveil politique actuel, qu'elles ne sont pas en voie de l'être. L'explosion démographique, depuis la fin des années '40, n'a fait qu'accentuer le problème. Conscient qu'il fallait [266] frapper un grand coup, le pouvoir central publia en 1979 un Livre Blanc annonçant la fermeture de son ministère des Affaires Indiennes dans un délai de cinq ans. Malgré la rhétorique libérale utilisée dans ce document, selon lequel il tardait que les Autochtones deviennent des citoyens canadiens à part entière, personne n'y a vu autre chose qu'une tentative ultime en vue de dissoudre rapidement et définitivement toute réalité autochtone au Canada.

Du côté des pouvoirs provinciaux, et malgré quelques accrochages constitutionnels avec le gouvernement central, on partage massivement cette vision d'avenir. Et sur ce point, la position de l'actuel gouvernement québécois ne diffère pas de celle de l'Ontario. Au printemps 1977, sur les ondes de la radio de Radio-Canada, le ministre Bérubé clamait sans sourciller l'opposition formelle et définitive de son gouvernement à toute reconnaissance du droit des Autochtones à l'auto-détermination, expliquant que la chose était contradictoire puisque "nous sommes propriétaires du sol". On pouvait encore penser qu'il s'agissait-là d'une déclaration hâtive, provenant d'un ministre ne représentant pas spécialement l'aile progressiste et éclairée du parti au pouvoir. Mais il fallut se rendre à l'évidence en février dernier, lorsque le député Gérald Godin réitéra avec plus de force encore cette approche péquiste du dossier autochtone. Ce gouvernement souverainiste n'en est pas, en ce domaine, à une contradiction près. Le 2 avril dernier, prononçant le discours de clôture de la 4e Conférence des Communautés Ethniques de langue française tenue à Québec, le vice-premier ministre Jacques-Yvan Morin déclarait ce qui suit :

"De ce qu'il advient à des petites et moyennes nations, des conditions d'existence qui leur sont faites, des contraintes dont ils (sic) sont l'objet de la part de peuples plus puissants, des efforts qu'ils (sic) déploient pour s'en dégager, des péripéties de cette lutte et de ses perpétuels recommencements, il y a une lecture de caractère prophétique à faire". [[233]](#footnote-233)

[267]

Serait-il déplacé, ou tout au moins irréaliste, de demander au vice- premier ministre de nous expliquer la mécanique sélective de sa lecture prophétique, grâce à laquelle il arrive à en exclure les nations autochtones vivant à nos côtés ? Jouant les Général de Gaulle au balcon de la francophonie minoritaire, Monsieur Morin a le culot ou 1'inconscience d'affirmer :

"Le nationalisme … est le contraire absolu du droit de disposer des autres…" [[234]](#footnote-234)

Il serait temps, je crois, que nous commencions à appeler les choses par leur nom : que ça plaise ou non aux amis, il faut dire clairement que le gouvernement québécois actuel, dans le dossier autochtone, ne déroge pas d'un iota de la pratique génocidaire appliquée par le gouvernement canadien depuis toujours, et dont le peuple québécois lui-même a souvent été une victime visée. Le gouvernement québécois est en train de reprendre à son compte les mêmes illusions d'assimilation rapide des Autochtones qu'avaient les premiers administrateurs de la Confédération canadienne. Le gouvernement central, qui est bien placé pour savoir qu'il s'agissait-là d'illusions, est trop content de se débarrasser de cette patate chaude en la passant à un gouvernement péquiste en quête de nouvelles juridictions ! Quant au projet d'autodétermination québécoise lui-même, je pense qu'il n'a aucun chance de voir le jour à court, moyen ou long terme, s'il ne commence pas par s'articuler sur la dynamique pan-amérindienne, s'il continue à ignorer de façon aussi cavalière les données sociopolitiques inhérentes au continent américain. Le plus mauvais service que nous pouvons rendre à nos descendants, c'est de sous-estimer la signification politique des aspirations autochtones et la portée continentale de ce vaste réveil politique actuel. Ce sont là des remarques qu'il ne vaudrait même pas la peine de formuler à l'endroit d'un gouvernement non-souverainiste ...

Et il est grandement temps que nous, sociologues, anthropologues, politicologues, analystes de tout acabit, pensions à débarquer enfin en Amérique ...

[268]

**La souveraineté du Québec :  
aspects économique, politique et culturel.**

Actes du colloque annuel de l’ACSALF 1978.

**ATELIER 8**

“Les souverainetés  
irréconciliables.”

Par Jean-Jacques SIMARD

Département de sociologie  
Université Laval

QUELQUES INSTANTANÉS

[Retour à la table des matières](#tdm)

Fort Chimo, 1961. En tournée aux confins de son domaine, le ministre des richesses naturelles du Québec est estomaqué par l'évidente solidarité qui soude les peuples Inuit et Québécois en vertu de leur commune situation de colonisés, minoritaires, menacés d'assimilation, victimes des Fédéraux et des Anglais. "On vous traite comme du bétail" oser lancer René Lévesque en brandissant les gonfalons de l'auto-détermination commune que, de main à main, se passaient les générations successives de fonctionnaires provinciaux en Jihad dans les missions septentrionales des Révérends Pères de la Confédération. Dans le fond de la salle enfumée, certains vieux chasseurs du cru, un peu durs d'oreilles, s'interroge d'un œil incrédule : un ministre de la Couronne vient-il de les traiter de bétail, ou quoi ?

Dix ans plus tard, lors des audiences publiques d'une commission conjointe fédérale-provinciale itinérante venue expliquer aux Inuit qu'en vertu de la loi de l'Extension des Frontières de 1912, leur pays appartenait à la Couronne du chef du Québec, les vieux chasseurs étaient enfin fixés : mon dieu oui, Lévesque avait bien dit qu'ils étaient du bétail. Alors, pour l'édification des hauts-fonctionnaires, ils traçaient sur une carte une ligne allant du sud de Poste-de-la-Baleine, au fond de la Baie d'Hudson, jusqu'en bas de Killinq, à l'extrême pointe occidentale de la Baie d'Ungava : leur pâturage, si cela ne nuisait pas à la Couronne.

1973, dans quelque soubassement où un exécutif de comté du Parti Québécois prépare des résolutions â inclure au programme électoral, dont l'une sur les autochtones au lendemain de l'Indépendance. Un observateur doit défendre [269] l'idée de faire précéder toute proposition libératrice par les mots "Le gouvernement du P.Q. négociera avec les autochtones...".

1977. Les fabricants de programmes électoraux sont en mesure de les mettre en application. À un juriste européen venu étudier les conséquences de l'Entente de la Baie James sur les Inuit du Québec, un membre du gouvernement péquiste affirme, "avec un franchise qui 1'honore, même si elle peut paraître cruelle aux autochtones", que "deux cultures se trouvent en présence, dont l'une est majoritaire. Les gouvernements entendent donner à cette confrontation qui trouve ses racines dans un processus historique les solutions les plus respectueuses possibles des intérêts autochtones. Le Parti Québécois reconnaît même la justesse de nombreux arguments des dissidents (Inuit...). Mais il est, soumis à une nécessité qui prime toutes les autres : celle de gouverner, et de gouverner conformément aux intérêts de la majorité dont il est le mandataire" [[235]](#footnote-235).

Lord Durham, chez qui une chronique faiblesse en maths empirait le manque de franchise démocratique, n'avait pas posé aussi limpidement le problème dans son rapport fameux sur une confrontation culturelle du même type. Vous avez une majorité (a) et une minorité (b). Petit a plus petit b égale grand A. C'est ce qu'on appelle l'équation des souverainetés irréconciliables.

I) LES RACINES,  
OU LE "PROCESSUS HISTORIQUE"

La mémoire des premiers contacts entre les Esquimaux [[236]](#footnote-236)\* du Québec et les blancs retient d'abord quelques baleiniers venus de Nouvelle-Angleterre au milieu du siècle dernier puis, concentrés vers la fin du XIXe, divers explorateurs : 1) payés par la Hudson's Bay Company en mal d'expansion de ses opérations de traite ou de pêche commerciale dans une partie de la gigantesque Terre de Rupert qui lui avait été concédée par charte royale au XVIIe siècle ; 2) émissaires [270] des Églises chrétiennes ; 3) au service de grandes compagnies déjà transnationales lorgnant les ressources du sous-sol.

Établie de façon intermittente d'abord, la H.B.C commence à peine à ériger ses postes permanents sur les côtes du Nouveau-Québec qu'elle est relancée en 1903, par une filiale agressive des fourriers français Revillon. Une lutte typiquement dure oppose les deux titans jusqu'à 1925, alors que la puissante Hudson's Bay prend le contrôle de la Revillon Trading Co., n'en dit mot à personne et maintient artificiellement la compétition entre ses deux visages jusqu'en 1936, ou elle achète le reste des parts de la Revillon canadienne et en ferme brusquement les comptoirs. Les trappeurs Inuit qui avaient porté leur loyauté du côté des "traiteurs français" apprennent à leurs dépens qu'on ne trahit pas impunément la Hudson's Bay Company : ceux qui se sont heurtés aux portes closes de la Revillon Trading se rappelleront plus tard d'avoir été incapables de vendre leurs pelleteries à d'avoir dû se procurer de la nourriture par l'entremise de parents faisant affaires avec la H.B.C. Cette année de purgatoire écoulée, la compagnie anglaise leur pardonna.

Sur un autre front, le premier oblat catholique et francophone à atteindre les rives de l'Ungava au tout début du XXe siècle, arriva dans un territoire ennemi : entre 1890 et 1900, les Esquimaux s'étaient massivement convertis à l'anglicanisme, à la faveur conjuguée d'une dure période de famine et d'une stratégie missionnaire proprement McLuhanienne. En effet, les Anglicans avaient appris aux autochtones une écriture en caractères syllabiques et mis à leur disposition un livre traduit dans leur langue et imprimé en syllabique : la Bible. Les Oblats revinrent à la charge en 1927, mais les quelques missions qu'ils ouvrirent par la suite furent infructueuses. Le dernier curé catholique encore en poste aujourd'hui doit manifester beaucoup d'esprit d'entreprise pour combler les maigres revenus des quêtes auprès de sa cinquantaine de fidèles autochtones.

La H.B.C. vendit la Terre de Rupert à la Couronne Britannique en 1908, qui elle-même la remit au Dominion en 1910, et en 1912 le territoire québécois s'étendit du nord de l'Abitibi jusqu'au détroit d'Hudson. Histoire d'affirmer [271] sa souveraineté, le gouvernement canadien ouvrit trois postes de météo sur le littoral entre 1912 et 1924, et institua, en 1922, la tournée annuelle d'un navire de l'Eastern Artic Patrol".

En 1928, devant une conjoncture très difficile, la H.B.C. accorda du secours aux Inuit et expédia la facture à Ottawa. Les ministères de la Santé et des Affaires Indiennes se repoussèrent la balle quelque temps pour finir par envoyer le compte (environ $30 000) au gouvernement québécois. Alexandre Taschereau refusa de payer, alléguant que l'article 96 de l'A.A.N.B. confiait au fédéral la responsabilité des Indiens et autres habitants sauvages, l’affaire traîna sous Godbout pour finir devant la Cour Suprême dont le jugement en 1939, donna raison au Québec.

Noter ici la conjonction de trois faits qui n'en feront qu'un dans l'esprit de maints Inuit : la supposée trahison de la Revillon "française", la condescendance des Oblats "français” devant le christianisme esquimau ; le mépris du Québec français" à l'égard de ses commettants autochtones. Et à l’opposé, le complexe "Anglicanisme-H.B.C. - langue seconde anglaise - Gouvernement Fédéral qui, avec la traite de fourrures, se fondra intégralement dans ce que la plupart des Inuit d'aujourd'hui considèrent comme leur "culture traditionnelle", "Inuttitut", "la façon des Esquimaux".

Période de famine encore, au milieu des années trente, et de maladies infectieuses qui fauchent les autochtones non immunisés et rendus plus vulnérables par un début de sédentarisation [[237]](#footnote-237)\* autour des comptoirs de traite. La Police Montée s'installe pour trois ans à Inoucdjouac (Baie d'Hudson) et, par l’entremise de la H.B.C., distribue aux Inuit du secours direct.

Avec la seconde guerre mondiale, le Canada sent le besoin de poster trois détachements de la Police Montée sur le territoire, d'autant plus que les Américains érigent une base militaire à Fort Chimo et deux autres têtes de pont du coté de l’Hudson. La conversion de l'économie de guerre vers la production de nouveaux biens de consommation entraîna l'écroulement du marché des fourrures inuites. C'est alors que le secours en nature, le "relief" se transforma en [272] institution permanente. En 1945, on offrait de plus en certains endroits des allocations familiales aux autochtones, puis en 1947, toutes les autres pensions et allocations statutaires. La présence gouvernementale s'étendit rapidement dans les villages du Québec Arctique. En 1949, on ouvrait une école à Chimo - où le ministère des Transports avait repris en mains la base U.S. et à Inoucdjouac, une institutrice itinérante accompagnait le nouveau dispensaire. En 1950, soixante pour cent des achats aux magasins de la H.B.C. de la Baie d'Hudson étaient payés par Ottawa. La mortalité infantile était trois fois plus élevée chez les Inuit qu'au sud, et les ravages de la tuberculose, de quinze à vingt fois plus cruelles. En 1953, Ottawa créa le Ministère des Affaires du Nord, qui plus tard se fondra avec celui des Affaires Indiennes. Les patrouilles antituberculeuses prélevaient sur les familles inuites de dramatiques ponctions, les pères ou les mères devant parfois être évacués sur les sanatoria du Sud. Ceux qui restaient ne pouvaient que se rabattre vers les postes permanents, car de plus en plus leur survie dépendait des services gouvernementaux et des provisions de la H.B.C.

En 1961, au moment du débarquement du premier administrateur fédéral permanent en Hudsonie, les onze villages du Québec Arctique possédaient une école et un dispensaire. De plus, à partir de 1955, Ottawa avait égrené ses bases-radar de la ligne DEW à la hauteur du 55° parallèle.

Aux premiers jours de la Révolution Tranquille, Québec, avait impérialement envoyé sa Police Provinciale remplacer les Mounties du Poste-de-la-Baleine. On comprendra l'ire du ministre Lévesque lorsqu'il réalisa que ces sympathiques mines policières et celles de rares Oblats seraient les seuls visages francophones à retourner ses sourires lors de sa tournée de 1961. De retour à Québec, il créa au sein de son ministère un pendant provincial du Ministère du Nord fédéral, la Direction Générale du Nouveau-Québec. À moitié pour libérer les Inuit du colonialisme anglo-fédéral et les soumettre au nôtre, â moitié pour confirmer la souveraineté provinciale, Québec engagea alors ses fonctionnaires idéalistes dans une guérilla bureaucratique contre ceux d'Ottawa, assis sur leur supériorité mandarinat et leur paternalisme constitutionnel.

Agressivement sympathique, l'État provincial offrit aux Esquimaux deux politiques progressistes : 1) un support actif aux initiatives communautaires d'auto-détermination, particulièrement aux coopératives ; 2) l'enseignement [273] primaire en langue autochtone. Et tandis que les Inuit accueillaient avec extrême prudence ce qu'ils soupçonnaient d'être un racolage subversif, le ministre Lévesque s'entendait avec son correspondant fédéral sur le principe d'un éventuel transfert des responsabilités au gouvernement provincial.

À partir de la défaite de "l'Equipe du Tonnerre", en 1966, jusqu'à l'atterrissage des "Trois Colombes" et l'avènement du "French Power" par l'élection du gouvernement Trudeau à Ottawa, les approches se multiplièrent entre les hauts fonctionnaires de la D.G.N.Q. - dont l'exaltation cédait rapidement à la maturité bureaucratique - et ceux de l'État central afin de mettre fin aux luttes fratricides dans le Grand Nord québécois.

Au nom d'une rationalité commune aux deux côtés d'une frontière constitutionnelle que tous voulaient enterrer, les deux administrations se réconcilièrent. Le gouvernement Trudeau avait d'ailleurs proposé aux Indiens d'en faire des "citoyens à part entière" en abolissant leurs statut et droits particuliers ; on a proposé dans la même veine aux Inuit, en 1970, de laisser le Québec se charger, chez eux, des juridictions qui lui échoyaient normalement en vertu de l'A.A.N.B., soit l'administration municipale, l'éducation, les affaires sociales, le développement régional. C'est â ce moment qu'on en profita pour leur rappeler que la loi de 1912 confiait à la Province l'administration du Nouveau-Québec entier.

Comme nous l'avons dit, les autochtones avouèrent percevoir tout autre ment cette simple normalisation. Leur proposait-on de ratifier l'appropriation unilatérale d'un territoire qu'ils n'avaient jamais concédé ? De se résoudre â échanger un État-Père qu'ils connaissaient contre la domination d'une administration francophone étrangère et pour laquelle ils n'éprouvaient aucune amitié particulière ? Dans chaque assemblée de village, sorte d'États Généraux du peuple Inuk, quelqu'un traçait sur les cartes la frontière du pays esquimau, parlait poliment d'en "changer la couleur", rappelait que ce territoire était celui de leurs ancêtres et de leurs descendants, et qu'on préférait s'arranger avec la Reine du Canada pour l'administrer. C'était en 1971.

[274]

Pendant les deux années qui suivirent, Québec prit le contrôle de l'éducation et des affaires sociales au Nouveau-Québec esquimau, laissant provisoirement à Ottawa la responsabilité - et le coût - des services municipaux. On nomma même un administrateur fédéral-provincial commun dans la région de l'Ungava.

Abandonnons ici le fil de l'expansion coloniale et tournons-nous vers les mouvements intérieurs au sein du peuple autochtone.

II) LES COOPÉRATIVES,  
OU LA RÉVOLUTION CONGELÉE

Ainsi que dans l'ensemble des Territoires du Nord-Ouest, les habitants de l'Arctique québécois avaient reçu comme une manne providentielle la montée chez eux des fonctionnaires et programmes d'assistance fédéraux. Pour plusieurs, cet avènement résolut une question concrète de vie ou de mort. "Avant", disent les Inuit, "nous avions faim; depuis, nous sommes toujours pauvres mais nous n'avons plus faim".

Cependant, dès le milieu de la décennie cinquante, quelques-uns d'entre eux, sous l'instigation d'un gérant local de la H.B.C. que la dépendance du peuple autochtone bouleversait, avaient entrepris de s'organiser pour tenter de s'arracher de la misère. Unissant leurs économies et leurs efforts, quelques familles étendues du poste de Povungnituk, sur la côte hudsonienne, entreprirent de se procurer en commun certains équipements essentiels et de fabriquer des sculptures pour le marché du Sud. Ce qui d'abord avait pris la forme de compte en commun à la H.B.C. devint "La Société des Sculpteurs" animée par un second bénévole indépendant des gouvernements, pasteur catholique sans troupeau. Ce noyau original fut ensuite incorporé en coopérative.

Parallèlement, de l'autre côté du territoire, à George River (tout près de la pointe du Labrador), des fonctionnaires fédéraux fondaient une coopérative de pêche commerciale et lui confiaient la tâche de construire un nouveau village.

[275]

De 1958 à 1966, les coopératives se propagèrent de village en village à partir de ces deux souches. Celles de la côte de l'Hudson, agressivement autonomistes, méfiantes devant les gouvernements, étaient incorporées au Québec, informellement alliées à certains technocrates du Mouvement Desjardins, profitaient des prêts du Québec, et de développaient rapidement par la vente de sculptures et des magasins de consommation. Asen Balika, puis Frank Vallée, observèrent dès le début des années soixante que ces coops avaient tendance à prendre en main les affaires du village et à supplanter les petits conseils communautaires mis sur pied par le Fédéral- pour consulter les autochtones. Elles favorisaient l'émergence d'un leadership esquimau très sûr de lui, très indépendant. En 1963, lors d'une conférence nationale sur la coopération nordique, les gens de Povungnituk surprirent tout le monde en défendant l'idée d'une grande confédération coopérative de tous les Inuit canadiens.

De l'autre côté, en Ungava, les coops créées par Ottawa s'accrochaient aux marges du commerce de consommation et aux jupes des crédits et administrateurs fédéraux, manquaient d'une production vraiment rentable, et jouaient dans le domaine de l'économie le même rôle plutôt insignifiant de participation dépendante que les conseils communautaires en matière d'administration locale. D'ailleurs, les coopérateurs distinguaient mal ce qui leur appartenait, ce qui relevait d'eux, et ce qui appartenait au Ministère des Affaires du Nord.

En 1966, les coopérateurs hudsoniens voyant que les Inuit des Territoires du Nord-Ouest n'étaient pas prêts à fonder une grande union coopérative, s'allièrent avec des gens des Caisses Desjardins, du Conseil de la Coopération et du Gouvernement québécois pour regrouper toutes les coops du Québec en fédération. Il s'agissait en somme, que le peuple Inuk tente de reprendre sa survie matérielle et culturelle en main et, travaillant à l'unisson, s'extirpe de la dépendance économique et politique qui l'étouffait. On se tromperait à minimiser la portée de cette idéologie par comparaison avec la timidité des projets coopératifs dans les pays occidentaux ou leurs colonies du Tiers-Monde ''officiel". Non seulement le réseau coopératif constituait-il la seule structure d'organisation sociale locale (à part la parenté) qui n'émanait point des gouvernements, mais avec la Fédération, seul il transcendait les bases locales pour souder une nouvelle [276] solidarité régionale et même, dans son esprit, pan-ethnique. L'authenticité et l'ampleur du projet coopératif nouveau-québécois monopolisait, et créait du même coup, un "nationalisme" inuit et une volonté collective d'auto-détermination très nettement arc-boutée sur la maîtrise des choses économiques, et comme on le verra, très tôt en concurrence ouverte avec les appareils de l'État.

Après la formation de la Fédération, en 1968, le mouvement connut une rapide expansion. En 1969, il fournissait déjà le tiers des revenus touchés par les familles autochtones du territoire. Sculpture, gravure, artisanat, pêche commerciale, tourisme, consommation, cinéma, construction, restauration, il couvrait tous les champs du commerce ou de l’"industrie" locale. En 1972, ses ventes globales dépassaient les $4 000 000. Perpétuellement à court de liquidité pour soutenir leur croissance, les coops se heurtaient aux réticences de plus en plus fortes des gouvernements prêteurs qui, rappelons-nous, s'entendaient comme larrons en foire, et entre autres choses, sur le fait que les coopérateurs esquimaux, naturellement bons et naïfs, étaient "manipulés par un ou deux employés blancs peu scrupuleux de la Fédération (puisqu'au Nord toutes les affaires étaient strictement entre les mains des seuls Inuit). En réalité, ce supposé "corps intermédiaire" se transformait de plus en plus en large mouvement politique et se trouvait en compétition avec les États coloniaux tant en ce qui touchait l'appropriation des capitaux collectifs appliqués au développement du Nouveau-Québec que du point de vue idéologique. Il prétendait vouloir construire l'auto-détermination esquimaude et se permettait de critiquer les programmes fédéraux et provinciaux qui encourageaient la dépendance économique, la sujétion politique et l'assimilation culturelle. On y discutait de tout : d'éducation, des services de bien-être, du travail, de l'habitation, de la culture inuite, du pouvoir, des ressources naturelles et même du développement minier à l'occasion de l'ouverture de la seule mine en opération au Grand Nord du Québec, celle de l'Asbestos Corporation à Putinik. Ce mouvement se prenait pour l'État. Or, les Esquimaux ne peuvent pas se prendre pour l'État. Donc chez le blanc manipulateur et ambitieux ; le bâtisseur d'empire.

[277]

Tout se passait comme si, au Québec français, le mouvement Desjardins s'était muté en monstrueux Parti Québécois et se fut engagé dans une lutte unitaire, à la fois contre le capital et contre l'État canadien.

Les efforts intergouvernementaux pour "régulariser" l'administration du Nouveau-Québec (mentionnés plus haut) servirent de déclencheur aux coopérateurs Inuit. Sortant carrément du champ "économique" où l'on voulait les enfermer, ils prirent l'initiative de réunir à leurs locaux de Lévis, en 1971, deux représentants de chaque village autochtone. Au sortir d’une réunion de plu sieurs jours, les délégués des coops et des conseils de village demandèrent à être reçus par "leur" ministre provincial, M. Gilles Massé des richesses naturelles .

Leur message : "Depuis quelques années, nous avons monté un mouvement coopératif pour vaincre notre dépendance. Maintenant, nous plafonnons. Nous sommes disposés à jouer le jeu constitutionnel canadien, à vivre avec les Québécois et à reconnaître la juridiction provinciale chez nous. Mais nous voulons nous gouverner nous-mêmes. Nous demandons que Québec légifère pour créer un gouvernement régional du Nouveau-Québec, administré par les résidents du territoire, peu importe leur appartenance ethnique. Nous voulons que disparaissent les administrations coloniales et demandons au Québec de nous aider financièrement, cette année et l'an prochain, à mettre sur pied le gouvernement régional autonome du Nouveau-Québec."

Massé, pour le Québec, accepta. Conseillé par quelques fonctionnaires que les Inuit avaient depuis plusieurs mois sensibilisés à leur projet, il avait obtenu un accord de principe du cabinet provincial, qui voyait là une solution acceptable du problème des droits aborigènes sur le territoire nouveau- québécois.

Le lendemain, les média titraient : LES ESQUIMAUX CHOISISSENT LE QUÉBEC. Les gens du Nord bondirent : "Il y a malentendu'. Nous avons choisi d'être responsables de nous-mêmes et de nous gouverner entre nous'." Mais il était trop tard. À Ottawa et au Nord, chez les fonctionnaires fédéraux comme chez les Inuit de droite - oui, oui, cela existe - la manchette des média sema la panique.

[278]

Simplifions : une bien curieuse et bien spontanée convergence d’intérêts se produisit. Un jeune leader inuit, employé du Fédéral, prit sur lui de descendre au Sud pour tenter d'empêcher ce renoncement au bénéfice du Québec. Arrivant aux bureaux québécois du Ministère fédéral des Affaires Indiennes, il trouva un budget tout fait de $75 000 pour fonder une association ethnique inuite. [[238]](#footnote-238)\* En un rien de temps, la Northern Quebec Inuit Association (N.Q.I.A) fut fondée, reconnue officiellement comme porte-parole des Esquimaux québécois par Ottawa, et, mystère inexplicable, par Québec. À sa première réunion générale d'Inoucd- jouac, les leaders de la N.Q.I.A. convainquent leurs congénères qu'ils ne sont "pas prêts" à se gouverner eux-mêmes, et que le projet de gouvernement régional doit être, non pas abandonné, mais repoussé indéfiniment. Il faut auparavant défendre les droits des Inuit. En ne précisant pas que son projet impliquait une compensation indirecte et perpétuelle d'un renoncement aux "droits territoriaux aborigènes" par le biais de royautés, points d'impôts et subventions statutaires concédés au futur gouvernement régional, le mouvement coopératif avait commis une dramatique erreur tactique. Pour l'écarter de la scène politique, la N.Q.I.A. et les gouvernements allaient prêcher partout au Nord que la mission des coops se confinait "normalement" au monde des affaires. Pour éviter effectivement un déchirement interne dû au déplacement de la légitimité coloniale vers l'Association, le mouvement dut se tenir coi et s'occuper d'affaires. Cette année, ses ventes dépasseront $8 000 000.

Le 30 avril 1971, le premier ministre du Québec annonce le Projet de la Baie James. Le 15 novembre 1973, la Cour supérieure accorde aux autochtones une injonction interlocutoire ordonnant l'arrêt des travaux, car ils portent préjudice à leurs droits territoriaux. Sept jours plus tard, la Cour d'appel suspend l'injonction pour la durée de l'appel logé par la Société de développement de la Baie James. Le gouvernement du Québec n'en préfère pas moins négocier. Du côté québécois, l'ancien sous-ministre fédéral des Affaires indiennes et du Nord, M. John Ciaccia, assisté d'un ancien fonctionnaire fédéral. Du côté Indien, l'avocat de l'Association des Indiens du Québec, qui depuis des années fréquentait les couloirs du ministère fédéral des Affaires Indiennes. Du côté Inuit, [279] la N.Q.I.A., dont on connaît la genèse. Et de tous les camps, des avocats et des bureaucrates. Du côté fédéral, les fonctionnaires fédéraux.

III) L'ENTENTE DE LA BAIE JAMES,  
OU LE SYSTÈME

Il est difficile de résumer l'Entente - ou La Convention - de la Baie James [[239]](#footnote-239). Autant s'en tenir à ce que le regard d'un sociologue considère essentiel. Je m'adresserai pour cela à ceux qui comprennent que la survie d'une culture exige une certaine marge d'auto-détermination économique et politique. Supposons que la Société St-Jean Baptiste ait signé avec Ottawa une "Convention du Québec" au nom des autochtones francophones en mal de survivance nationale.

D'abord, les Québécois - qui n'aiment pas, selon la Société St-Jean Baptiste, qu'on les appelle Canadiens-français - céderaient à Ottawa tout le territoire du Québec, sauf une certaine superficie réservée à leur seul usage - un peu moins de trois-quarts de mille carre par tête - mais qu'ils ne pourraient vendre à personne sauf au gouvernement canadien. Ces terres seraient choisies autour de nos centres de population, et chaque municipalité, peu importe sa taille, recevrait une superficie à peu près égale. À noter, Ottawa "conserve la propriété des droits aux minéraux et des droits tréfonciers" sur les terres de la catégorie I.

Il y aurait aussi des "terres de catégorie II", où nous aurions droit d'exercer éternellement nos activités traditionnelles, c’est-à-dire faire de l’agriculture, du droit et de la médecine. Cet espace suffirait à nos besoins traditionnels. Personne ne pourrait y faire de l'agriculture sans obtenir notre accord, et si quelqu'un voulait y ouvrir une mine ou construire une usine, le gouvernement du Canada verrait à ce que notre agriculture n’en souffre, pas. Le choix de ces terres devrait être approuvé par Ottawa, et l'ensemble ne devrait pas constituer plus de 55% de la cote du St-Laurent et du Golfe, Quelques municipalités insatisfaites de leur localisation actuelle seraient déménagées aux frais du gouvernement canadien. Sauf pour nos activités traditionnelles, nous ne serions pas chez nous sur ces terres.

[280]

Seuls les vrais québécois auraient droit à ces avantages. D'abord tous les québécois francophones nés au Québec, ou ceux qui errent ailleurs, mais résident habituellement au Québec. Dans chaque ville et village, une corporation communautaire québécoise" pourrait aussi agréer des personnes d’ascendance québécoise ou reconnues telles par la collectivité. Les enfants légitimes, illégitimes ou adoptés de tous ces "ayants droits" seraient aussi considérés comme de vrais québécois, même s'ils résulteraient d'un accouplement avec des étrangers. L'inscription préliminaire serait confiée à un comité conjoint du gouvernement canadien et de la Société St-Jean Baptiste.

En 1976, on nous aurait promis environ $20 000 par tête, c'est-à-dire cent milliards de dollars collectivement [[240]](#footnote-240)\*, qui seraient administrés par la "Corporation de développement Québécoise". Cependant, Ottawa aurait droit de regard sur cette administration pendant 20 ans. Nous aurions le loisir de dépenser 25% de cette somme dans l'éducation, le bien-être, le développement économique des Québécois, et les œuvres de bienfaisance. Il faudrait investir le reste dans des obligations publiques, ou dans le secteur privé, préférablement multinational afin d'éviter tout risque.

Nous aurions droit à d'authentiques municipalités, chapeautées par une sorte de grosse Communauté Urbaine du Québec, dont les pouvoirs équivalent à ceux de la C.U.M. ou la C.U.Q. Le gouvernement du Canada s'engagerait en plus à dépenser autant qu'avant au Québec, et les programmes fédéraux et provinciaux continueraient à s'appliquer chez nous. Ottawa pourrait pour cela accorder à notre Administration Régionale des contrats de service, mais conserverait le droit d'approuver tous les budgets.

Divers comités paritaires canado-québécois seraient créés. Une commission de la qualité de l'environnement. Un comité consultatif de l'environnement. Un comité d'examen des répercussions des projets sur l'environnement. Un comité conjoint consultatif sur l'agriculture, le droit et la médecine. Tout cela pour protéger la culture québécoise traditionnelle, essentiellement agricole et naturellement soucieuse de la qualité de l'environnement. Et un C.R.D.

[281]

Par contre, au Conseil régional de la santé et des services sociaux, nous serions majoritaires pour conseiller le Ministre fédéral de la Santé et du Bien-Être. À vrai dire, ce serait notre Communauté urbaine qui agirait comme C.R.S.S.S. Majoritaires, nous le serions aussi aux divers conseils d'administration des C.L.S.C., des Centres Hospitaliers, des C.S.S. Bien sûr, les budgets viendraient d'Ottawa.

Sous la responsabilité d'Éducation-Canada, qui paierait la note, les Québécois profiteraient de leur propre commission scolaire, compétente au niveau primaire et secondaire. Le français serait la langue d'enseignement, mais la commission scolaire poursuivrait comme objectif l'utilisation de l'anglais comme langue seconde d'enseignement. On pourrait pourvoir à l'établissement de programmes pédagogiques fondés sur la culture et la langue québécoise.

Malheureusement, la justice continuerait à relever entièrement du Solliciteur Général du Canada. Mais les cours fédérales siégeraient chez nous, les juges tiendraient compte" des coutumes et du mode de vie de Québécois", les débats pourraient être traduits en français sur demande, des prisons seraient construites dans nos réserves et nous aurions le droit d'entrer dans la police.

Pour approvisionner en légumes et viandes fraîches les invalides ou personnes âgées incapables de cultiver, Ottawa défraierait le salaire d'environ cinquante mille cultivateurs professionnels, distribués au prorata de la population. Le gouvernement canadien paierait en plus pour leurs instruments aratoires.

Voilà, c'est tout. Caricature ? Je ne sais pas, puisqu'il suffit de substituer les données suivantes dans les paragraphes précédents pour retrouver les dispositions de la Convention de la Baie James : Inuit au lieu de Québécois et français ; Québec ou Ottawa au lieu de Canada, fédéral, Ottawa ; 4 500 habitants au lieu de cinq millions ; chasse, pêche et trappage au lieu d'agriculture, droit et médecine ; les ministères provinciaux au lieu des ministères fédéraux ; Northern Ouebec Inuit Association, au lieu de Société St-Jean Baptiste.

S’il y a en effet caricature, elle repose toute entière dans les yeux du lecteur "civilisé", soudainement obligé d'adopter la perspective d'un aborigène.

[282]

L'Entente est imprégnée d'un paternalisme qui sort tout droit des propagandes libérales prêchées par nos sciences sociales contemporaines :

1) D'un côté, cet ethnocentrisme à rebours, nourri depuis trop longtemps par les engagements de salon et les larmes de crocodile d'une certaine ethnographie de dames patronnesses heureusement en voie de disparition, qui confine â jamais les peuples autochtones dans la pureté d'une culture traditionnelle dont la nostalgie est une drogue criminelle. On lui doit les ineffables comités écologiques, les fonctionnaires-chasseurs, et les fameux droits de chasse et pêche qui font avaler aux Inuit le fait que même dans leurs réserves (les terres de la catégorie I), le gouvernement du Québec conserve la propriété du tréfonds et des ressources du sous-sol.

2) Ensuite, l'illusoire idéologie de consultation et de participation bureaucratique, catapulte de carrière de toute une sociologie reboisant, cybernétisant et animant depuis vingt ans, qui vaut aux 5 400 Inuit du Québec un enchevêtrement étourdissant des structures administratives et de comités consultatifs [[241]](#footnote-241)\* dont le fonctionnement mobilisera 350 adultes à titre représentatif, à moins qu'ils ne préfèrent plutôt y déléguer quelques-uns parmi les centaines de fonctionnaires que semblerait exiger le bien public d'une communauté dont la taille ne dépasse guère celle d'un gros village de Lotbinière.

Un mot résume le régime que l'Entente ratifie ; deux articulations trahissent son application. Le mot : Colonialisme techno-bureaucratique du Welfare State. Les deux articulations : un appareil administratif hypertrophié consacre la dépendance autochtone ; une pluie d'argent plutôt étourdissante risque [283] de noyer toute volonté authentique d'auto-détermination. Certes, la multiplicité des structures bureaucratiques et de "consultation laisse une première image d'un pouvoir politique accru. Norbert Roulant rapporte d’ailleurs que selon un universitaire québécois engagé dans la recherche nordique, l'Entente allait modifier le point de vue des "anthropologues et des autres experts". Paraphrasant les propos de ce savant : "Jusqu’ici, ceux-ci avaient tendance à considérer que les autochtones avaient systématiquement été mis en état d’infériorité par la société dominante, alors que maintenant ils avaient les moyens de prendre la responsabilité de leur avenir" [[242]](#footnote-242).

Or, des vingt-et-un (21) organismes consultatifs ou administratifs ouverts a la participation inuite que j’ai comptés dans l'Entente, neuf (9) accueilleront plus probablement un fonctionnaire que de véritables représentants du peuple - et cela, en milieu colonial, signifie toute autre chose qu'en nos contrées, car les bureaucrates y gagnent une autonomie tout-à-fait inédite en raison du manque d'instruction des agents populaires- tandis que dix-sept (17) de ces mêmes comités comportent des membres statutairement délégués par Québec, Ottawa ou la magnanime Société d'énergie de la Baie James, filiale de l’Hydro-Québec. Partout d’ailleurs en raison de 1'parpillement des juridictions entre les diverses structures, il ne fait aucun doute que les délégués inuit risqueront d'être emberlificotés par leurs propres fonctionnaires et experts, naturellement jaloux de leur compétence bureaucratique. Que parmi ces derniers se glissent des Inuit instruits ne présage rien de meilleur, puisque les autochtones se laissent peut-être plus facilement prendre au jeu de l’auto-importance en raison d'une longue frustration. [[243]](#footnote-243)\*

Roulant conclut de son côté : "Le droit de propriété exclusif des Inuit n’est affirmé que sur 1% du territoire (Québec gardant de toute façon la propriété du tréfonds) ; les indemnités financières seront fort largement compensées par les profits que l'on peut raisonnablement attendre du développement ; [284] les pouvoirs administratifs sont aménagés de telle façon que les décisions engageant l'avenir politique et collectif des Inuit restent prises à Québec. [[244]](#footnote-244)

En second lieu, le lecteur de l'Entente entendra tinter les millions qui tombent sur le peuple Inuk : 10 millions en indemnités, plus les 20 millions (au bas mot) que continueront à dépenser annuellement les deux gouvernements dans le territoire, plus 53 chasseurs équipés et payés au moins $9 000 par année par Québec, plus toutes sortes d'allocations quotidiennes versées aux centaines de délégués à la consultation ou à l'administration, plus divers programmes nouveaux en matière écologique ou de formation des adultes, plus une manne de postes régionaux dans la fonction publique et parapublique.

D'abord, une correction s'impose afin d'établir la valeur actualisée [[245]](#footnote-245)\* des sommes que touchera la Corporation Inuite de Développement. Un calcul élémentaire et provisoire (car je ne possédais pas toutes les informations utiles pour établir précisément les montants annuels qui seront versés aux Inuit d ici 1997) permet quand même d'approximer a $58 606 267 la valeur réelle, en argent sonnant de 1976, du montant global promis aux autochtones de notre Grand-Nord. Au-delà de 30 millions de moins, donc, que le chiffre prêché de 90 millions, ce qui ramène à $13 000 le prix réelle par tête que Québec et le Canada ont payé pour l'immense territoire en 1976.

Il est impossible de prévoir exactement comment les Inuit voudront utiliser ces fonds. Je ferai donc une hypothèse globale et raisonnable en tenant compte des restrictions de l'Entente.

Dès 1976, la Corporation Inuite Makivik commence à transférer 25% des deux premières tranches d'indemnité à deux entités corporatives qu’elle crée. 1) Un Holding, pouvant financer ou participer à toute entreprise favorable aux intérêts économiques des autochtones, recevra et placera 12 millions de dollars entre 1976 et 1978. À partir de 1979, il utilisera à bon escient les revenus de son capital. 2) Une Fondation recevra trois millions en 1977 et, à partir de [285] 1978, elle pourra distribuer ses intérêts pour encourager le bien-être et l'éducation des Inuit.

Le reste des indemnités est placé par la Corporation à 9% d’intérêt composé. L'argent s'accumule jusqu'à la fin de 1986, alors qu’on commence à retirer et à dépenser les revenus d'un capital qui atteint alors $95 878 000.

Mais il y a encore de l'argent à venir, qui chaque année sera placé de la même façon jusqu'à la fin de 1997, alors que ce second magot vaudra $39 006 000, dont les revenus pourront désormais s'ajouter à ceux du premier portefeuille pour être ainsi mis au bénéfice des Esquimaux. Comment ? Par des subventions, prêts ou toute autre forme de participation destinés aux entreprises de la communauté en général ou des communautés de villages. Autrement dit, dès 1978, une somme annuelle de $270 000 pourrait être allouée à l’éducation et aux affaires sociales inuites. À compter de 1979, tout entrepreneur pourra faire appel à un budget annuel de $1 243 000 s'il peut prouver au Holding que son affaire sert les intérêts économiques des autochtones. En 1986, un autre montant annuel de $8 638 000 pourrait être investi dans toute entreprise que la Corporation Makivik jugera bénéfique aux communautés autochtones, somme qui serait portée à $12 148 000 par année en 1997, En tout et partout, un budget "autochtone" (ajouté aux dépenses publiques) de $270 000 en 1978, de $1 513 à partir de 1979, passant à $10 151 000 en 1986, puis à $13 661 000 par an en 1997.

En eux-mêmes, ces montants n'ont rien de mirifique. Car il aurait bien pu arriver que les budgets actuellement consacrés au territoire par les deux gouvernements du Sud s'accroissent dans des proportions comparables [[246]](#footnote-246)\*, d'autant que la croissance démographique souffle et continuera pendant au moins une ou deux décennies encore à souffler dans les cornes d'abondance des programmes éducatifs, sociaux, et de création d'emplois. Nul besoin d’évoquer la malice des gouvernements pour prévoir un ralentissement du taux de croissance des dépenses publiques qui laisserait porter la pression sur la Corporation Makivik ; d’autant que les chiffres que nous venons de suggérer pour situer un ordre de grandeur se [286] distribueront plus probablement, en réalité, sur une lente courbe ascendante plutôt qu'en escalier aux brusques échelons. Les sollicitations que les Inuit adresseront à la Corporation relâcheront d'autant les tractions qu'ils exercent actuellement sur les fonds gouvernementaux. Le transfert se fera graduellement.

Il n'en demeure pas moins que du point de vue actuel des gens du Nord, une manne de Welfare individuel et collectif se prépare à tomber sur eux. Reste à voir de quel côté elle tombera. Or, à moins d'une correction radicale de trajectoire, elle risque de consolider la forme curieuse de colonialisme avancé qui encoconne la nation esquimaude, et dont je m'en vais parler.

La grille classique de l'analyse de l'impérialisme peut s'appliquer au Nouveau-Québec : les États du Canada et du Québec, agents des intérêts fondamentaux de la classe élargie des capitalistes, sont mus par une rage d'expansion géo-politique ou l'idéologie de la souveraineté nationale et de l'intégrité du territoire camoufle une nécessité économique très élémentaire : s'approprier au coût économique et politique le plus bas possible l'immense territoire d'un peuple matériellement faible et les ressources potentielles qu'il recèle, pour le bénéfice éventuel d'une exploitation industrielle confiée essentiellement aux multinationales ou à de grands monopoles d'État, seuls capables de fournir la technologie et les capitaux nécessaires. Plusieurs indices historiques confirment cette thèse.

Alors même que la Cie de la Baie d'Hudson lutte contre la Revillon pour établir son monopole de traite et intégrer le travail des autochtones à l'économie mercantile, elle fouine le sol de la Terre de Caïn à la recherche de minéraux. Elle exploitera même un gisement de plomb pendant quelques années. En parallèle, des géologues émissaires des grands de l'industrie extractive américaine patrouillent et sondent le nouveau domaine. Les premiers établissements fédéraux sont des postes de météo, c'est-à-dire de surveillance : on ne pense pas encore aux populations locales, abandonnées à la H.B.C., laquelle, il faut le dire, n'exploite les Esquimaux en aucun sens du mot, mais leur extorque plutôt indirectement une certaine somme de travail.

[287]

Québec non plus ne veut des autochtones, car seul le pays 1’intéresse ; les divers ministères des ressources seront d'ailleurs les seuls à s'en soucier, eux dont la fonction première est celle de tête chercheuse des compagnies d extraction. Les Inuit eurent été bêtes enfin, de ne pas remarquer que c'est aux Richesses naturelles que M. Levesque nicha les fonctionnaires charges d’administrer le Nouveau-Québec. Ceux qui doutent encore écouteront le ministre péquiste qui confiait à Roulant que "le Québec ne peut prendre le risque de laisser survivre des droits (aborigènes) susceptibles de briser le développement de ses territoires nordiques" [[247]](#footnote-247). Position qui rejoint essentiellement celle de la Cour d'Appel lorsqu'elle renverse la décision du Juge Malouf accordant aux Amérindiens l'injonction d'interruption des travaux de la Baie James.

Ainsi, l'intérêt économique et géopolitique d'une classe dominante motive d'abord l'entreprise coloniale d'appropriation du territoire esquimau. En pratique, le contexte idéologique contemporain ne permettait pas que la légitimité du titre canadien sur ce pays se fonde sur la simple loi du plus fort, comme aux États-Unis du milieu du siècle dernier. Aussi, la grande misère des Inuit, "citoyens canadiens", sollicitait les politiques étatiques d'assistance sociale et de "civilisation" : secours direct, services sanitaires, écoles, puis construction de maisons pour une population désormais sédentarisée.

En retour, ces développements attirent au Nord les fonctionnaires auxquels on confie 1'adminsitration des affaires de l'État, dont la tâche de "prendre soin" des Esquimaux. Or, on a vu qu'à partir de ce point, une progression géométrique, quasi-violente, entraînait le processus colonial. Le seul facteur nouveau, ce sont ces fonctionnaires. Ils portent quelque chose. Pour la majorité, je ne crois pas que ce soit seulement l'intérêt de la classe bourgeoise, bien qu'il fut présent chez eux sous la guise de l'idéologie paternaliste.

Nos fonctionnaires, de toute provenance sociale, portent la culture de l'Occident. Ses outils, ses manières de faire, ses façons de comprendre. Je parle d'une configuration générale, d'une gestalts de la perception et de l'action de ce que Michel Foucault appelle un "épistème" : un système de représentations qui dédouble et imprègne un système de pratiques significatrices. Notre [288] commerce et nos entreprises d'État amènent au Nord une technologie et qu'il faut "vendre" au peuple Inuit, exigent un mode d'organisation sociale bureaucratique qui lui-même n'est d'aucune utilité sans le type particulier de "rationalité" qui lui tient lieu de prise intellectuelle sur le monde.

Cette configuration possède une double nature : celle d'un ensemble d'instruments pour la manipulation matérielle des ressources de la terre et de la force humaine de travail ; mais c'est aussi un ensemble de véhicules d'une communication symbolique. C'est-à-dire un langage, une mémoire commune, une globalité cohérente de gestes et d’objets chargés de significations. Intériorisées sur la forme d'attitudes conceptuelles et de motivations, ces significations structurent fortement la personnalité individuelle tout en composant une identité collective ; elles fournissent un code syncrétique d'interprétation du monde, fondement d'une communion possible, c'est-à-dire d'une reconnaissance du soi dans les autres, d'une communication entre les sujets humains parvenant ainsi à dépasser l'angoissante conscience d'un soi à jamais emprisonné dans un corps mortel et coupé du monde dans le temps et l'espace. Autrement, on a peur.

Spontanément, nous avons peur des étrangers, de la sourde panique que suscite l'infranchissable distance, la solitude, l'impuissance, ressenties devant l'incommunicabilité. En ce sens, le paternalisme colonial est du même ordre que le meurtre des premiers Inuit rencontrés par les Vikings : il est fondé sur une peur mutuelle.

Compulsivement, pour se donner un langage commun avec les autochtones, les fonctionnaires blancs vont accélérer le transfert culturel : l'argent, la maison confortable, le bien-être matériel, les outils efficaces, la démocratie, l'éducation scolaire, la science, sont tous des média, comme d'ailleurs "l'authentique culture esquimaude", les "vrais" et les "faux" Esquimaux que nous contemplons ensemble, image d'Epinal dessinée avec eux de nos deux mains conjointes.

[289]

Cette force accroît la légitimité de la dépossession matérielle des Inuit, puisqu'elle crée à leur désavantage un rapport de dépendance économique et politique à l'égard de l'État, mais elle n'en possède pas moins ses propres ressorts puissants sa propre logique, irréductible à la logique de classe. Néanmoins, elle s'y conjugue. Car les fonctionnaires ne sont pas seulement agents de la culture et de la mauvaise conscience blanche ; ce sont aussi les fantassins de l'appareil d’État. L’appareil d'État du capitalisme de pointe constitue leur discours commun avec les Inuit.

Les Québécois qui entrent sur la scène, enfants de la technocratie libérale de la Révolution Tranquille, connaissent déjà ce langage. Ils y croient eux aussi, avec une ardeur de néophyte. De plus, ils transportent avec eux l'ethnisme des francophones. Contre ce monde de la bureaucratie anglaise, et ces Inuit qui de même se distancient en pidginanglais autant qu'en inuttitu, ils raffinent les mêmes armes : une éducation-médium encore plus efficace ; une démocratie-symbole encore plus profonde. Au paternalisme routinisé d'Ottawa, ils ajoutent le paternalisme fraîchement névrotique. Et s'impose de même la légitimité du capitalisme d'État "vrai" québécois.

Est-il devenu banal de le rappeler ? L'anthropologie classique nous a appris que l'acculturation est un processus lent, de digestion graduelle, de résistance croissante à mesure que l'on s'avance sur la courbe de l'instrumentalité pour rejoindre celle de la signification. Les gens vont accepter volontiers les outils, les méthodes, les objets qui semblent réduire leur labeur ; ils résistent longtemps aux institutions qui dérangent les fondements valorisés de l'organisation sociale (la parenté, par exemple) ; le noyau dur de l'identité, les .codes de signification eux-mêmes, appelés parfois "mentalité", "personnalité de base", "vision du monde", "valeurs”, le centre de rencontre du social "extérieur" et du social intériorisé se braque littéralement devant le changement.

Or, le monde objectif des Inuit a été effectivement bouleversé par la technique, l'aménagement du territoire, la vie économique et administrative. Pour comprendre cet univers, se le traduire et s'y traduire, les schémas symboliques d'autrefois restent muets. Par contre, le discours idéal des blancs ne [290] fait que recouvrir, comme un vêtement inconfortable, l'ancien corps de significations. Cela prête lieu à une inadéquation souffrante entre le mode symbolique et le mode matériel d'appréhension du monde. Dans les cas les plus caractéristiques de la nouvelle situation, les Inuit se conduisent comme des acteurs qui, sur un théâtre, joueraient un rôle sans connaître la pièce.

C'est un cas d'anomie durkheimienne plutôt singulier, puisque l'évidement par le bas des normes traditionnelles est comblé par des normes étrangères mal intériorisées. De sorte que le centre moral de la conduite autonome se trouve meublé par une sorte de trou noir. Aussi, en maintes circonstances où il faut faire face aux éléments nouveaux du réel, le colonisé ritualise certaines conduites, certains discours, certains objets qui appartiennent soit aux stéréotypes de la puissance des Blancs telle que perçue par les Inuit, soit â ceux de l'identité esquimaude telle que définie par les Blancs. Dans cette anomie, cette aliénation culturelle, les Blancs sont les interprètes d'un sens jamais assimilé, comme l'État est le pourvoyeur rendu nécessaire par l'aliénation économique. Parfois, donc, et comme si ce fétichisme permettait de s'approprier symboliquement une puissance externe maîtresse d'un monde devenu étranger, les Inuit jouent au Blanc pour eux-mêmes ou au Vrai Esquimau pour notre édification.

Ce rabattement vers les comportements ou attitudes stéréotypées démasque au contraire une impuissance ; s'il y a théâtralisation de la communication sociale, c'est qu'il n'est pas possible de participer au processus constant de symbolisation commune qui permet de se traduire une praxis mouvante et d'y investir son identité. En retour, cette impuissance reste incapable aussi longtemps que les Inuit, même s'ils y prennent part individuellement sont collectivement exclus par l'État paternaliste du procès de production de leur nouvelle vie matérielle. Le résultat de ce colonialisme de luxe n'est ni l'assimilation au sens propre, ni bien sûr l'émergence d'une nouvelle civilisation inuite, mais une sorte de cercle vicieux d’aliénation culturelle qu'il faudrait peut-être baptiser : la similisation.

Le rôle capital du mouvement coopératif s'éclaire maintenant : il porte tout l'effort d'auto-détermination économique de la collectivité autochtone [291] et à ce titre, il devrait immanquablement se trouver un de ces jours face à face avec l'État paternaliste et sa techno-bureaucratie de Welfare. En même temps, il me semble que ce n'est pas par hasard si, dans les coopératives, tout se fait en langue esquimaude, "à la manière des Inuit", "INUTTITU". Ne nous surprenons pas non plus si quelques jeunes gens des générations montantes manifestent un mépris condescendant pour les coops : elles ne portent pas les signes de la puissance occidentale.

Car au cours des années, la similisation a produit des petits. La Northern Quebec Inuit Association est de ceux-là. Sa légitimité porte au moins autant sur le cordon ombilical qui la relie idéologiquement et financièrement à la technobureaucratie coloniale que sur le support populaire. Elle recrute ses militants les plus actifs chez les jeunes instruits prêts à prendre la relève des fonctionnaires blancs, et par conséquent satisfaits des structures para-étatiques prévues par l'Entente de la Baie James. Tom Mboya, je crois, a écrit que beaucoup de leaders africains s'étaient résignés à l'indépendance quand ils se sont rendus compte que les Blancs ne leur permettraient jamais de devenir des citoyens à part entière de la métropole coloniale. La nouvelle classe moyenne inuite n'aura pas ce problème, mais elle se fut sans doute radicalisée si on lui avait refusé son ersatz d'État, les postes de fonctionnaires et les comités consultatifs qui s'y rattachent. Comme le Grand Conseil des Cris [[248]](#footnote-248)\*, la N.Q.I.A. accorde une importance primordiale aux bureaux ; elle en entretient de spacieux dans un gratte-ciel de la rue Dorchester, à Montréal, de même qu'à Fort Chimo.

Son personnel porte souvent la cravate, comme il revêt des titres impressionnants. L'an dernier, l'Association s’est offert un avion d'affaires, dont le coût dépasse le demi-million de dollars, alors que onze des treize villages où vivent ses membres ne peuvent accueillir ce type d'appareils. Le président de l'Association gagnait, l'année passée, près de quarante mille dollars par an, et nombre de jeunes Inuit à son emploi sont rémunérés comme des hauts-fonctionnaires.

L'Entente cristallise un processus semblable à ce que Nixon et Kissinger appelaient la "vietnamisation" du conflit d'Indochine : la lutte tchno-bureaucratique que les États canadiens livrent à l'auto-détermination inuite passe désormais aux mains des leaders inuits eux-mêmes.

[292]

Le président de la N.Q.I.A. envisage confortablement la disponibilité de capitaux conséquente au versement des indemnités. Il entrevoit, selon ses termes mêmes, une "économie mixte" au Nouveau-Québec, où les entreprises privées capitalistes, les coopératives et les entreprises "collectives" de l'Administration Régionale ou de la Corporation Makivik cohabiteraient. Il veut créer de l'emploi, défendre les droits de son peuple, la langue esquimaude et la langue anglaise. Le statu quo, mais en mieux ; "more of the same".

I

Déjà, se manifeste une certaine séparation, peut-être la dérive vers le haut d'une petite bourgeoisie comprador bureaucratique, entre la base et les permanents de la N.Q.I.A. Lors d'une assemblée récente au Poste-de-la-Baleine, d'aucuns ont ouvertement reproché aux leaders de l'Association, "de les avoir fait signer un document dont ils ne comprenaient pas grand' chose" (l'Entente). Comme les anciens agents coloniaux, les nouveaux responsables autochtones du bien-être du peuple s'habitueront sans doute au "manque d'information" et à la propension au "malentendu" chez leurs dépendants.

Entre la N.Q.I.A. et un autre groupe d'Inuit, l'opposition idéologique est plus durement campée. Il s'agit du millier de dissidents des villages hudsoniens de Povungnituk, Ivujivik et Saglouc, qui ont refusé de signer l'Entente, nient, en vertu du droit traditionnel esquimau d'usage inaliénable, la possibilité même de vendre des terres qui ne leur appartiennent pas, et s'opposent enfin à toute application chez eux de quelque disposition de l'Entente que ce soit. Curieusement, les sympathies les plus nettes à l'égard du projet québécois d'auto-détermination s'expriment chez les dissidents. A noter : les trois villages mentionnés constituent le noyau original de la coopération inuite.

IV) LA RAISON D'ÉTAT

Le 30 juin 1976, le gouvernement Québécois faisait adopter une loi "approuvant la Convention de la Baie James et du Nord Québécois". Un juriste pourrait nous dire à quel point cette ratification à caractère général lie l'exécutif québécois aux termes précis de tous les articles de l'Entente. Les dissidents, en tout cas, semblent entretenir l'espoir aveugle de voir leur geste ébranler l'application de ce document, et en amorcer une remise en question officielle.

[293]

À quelques reprises, dont à l'occasion de l'étude de la loi 101 en commission parlementaire, ils ont tenté de faire valoir leurs vues au ministre Laurin. Compatissant comme à son habitude, le psychiatre des âmes nationales les a assuré qu'on prendrait soin de la culture inuite dans la future Charte de la Culture [[249]](#footnote-249)\*. Malentendu : les dissidents demandaient justement au ministre de ne pas se mêler de légiférer en matière de culture autochtone.

Certes, les fondements juridiques de l'Entente pourraient être contestés dans les prétoires : d'assez incongrus vices de consultation et d'information au moment de la ratification par plébiscite fissurent les bases de sa légitimité [[250]](#footnote-250)\*\*. Mal venu d'en prendre l’initiative, le gouvernement pourrait à cette fin subventionner le groupe dissident, totalement démuni puisqu'il se finance actuellement par une taxe de 5% sur les ventes des trois magasins coopératifs des villages. Mais la N.Q.I.A. luttera, souvent sans doute â l'ouest de la rivière des Outaouais tous les supports politiques voulus.

Là réside, en définitive, la clef du problème : au sein du peuple autochtone lui-même. L’enjeu, c'est la légitimité de la N.Q.I.A., de son argent, de ses bureaux, de son avion, de ces oripeaux de la Puissance qui terrorisent - 1e mot n'est pas trop fort - beaucoup d'Inuit inquiets ailleurs que dans les villages dissidents. Ce terrorisme n'est pas forcément voulu par les leaders de l’Association, dont la sincérité ne peut être mise en doute ; il appartient aux États coloniaux, il émane du régime lui-même dont la N.Q.I.A. n'est que le sous-traitant principal. Le jour où les gouvernements, un gouvernement laissera connaître ses doutes, flanchera, remettra la parole au peuple des Inuit, la N.Q.I.A. aura beaucoup de difficultés à se tenir debout. Cercle vicieux donc : le problème est au Nord, mais le Nord, c'est aussi, surtout peut-être Ottawa et Québec.

J'entends la pensée du lecteur : "...et il y a l'indépendance du Québec ...". Oui et non. Oui, chez les péquistes, où le scénario d'un référendum de sécession organisé par Ottawa chez les Amérindiens du Nouveau-Québec peut [294] faire perler quelque sueur froide, encore que les chances de réussite soient évaluées comme bien minces par Norbert Roulant (op. cit.), qui ignore que l'historien Donald Creighton a précisément proposé de ramener les frontières du Québec à ce qu'elles étaient avant 1912, dans l'éventualité d'une sécession québécoise.

Non, car toute cette question intéressera plutôt la spéculation des juristes et des politiciens. Sa résolution, d'une façon ou d'une autre, ne modifiera pas l'esprit de l'Entente de la Baie James que le gouvernement du Québec s'apprête à appliquer. En termes tactiques, les diverses factions inuites voudront évidement ajuster leur action au gré de la conjoncture. Mais en attendant, c'est à Québec, capitale d'une province canadienne, qu'un cabinet souverainiste se réunissait, mercredi le 10 mai, pour examiner un projet de loi créant la Corporation Inuite de Développement.

De quoi a-t-on parlé ? Des dissidents d'Ivujivik qui aurait à se demander si oui ou non, il faut accepter les services de la Commission scolaire Kativik, fille de l'Entente ? De la suggestion, présentée au premier ministre par la Fédération des Coopératives du Nouveau-Québec, de subventionner les biens et services de l'économie nordique pour établir une parité avec les prix du Sud et ainsi égaliser les chances de succès des efforts coopératifs ? De la souveraineté des peuples et du droit des ethnies à l'auto-détermination ?

Ou plutôt du projet de construction d'un complexe hydroélectrique gigantesque dans la région du Poste-de-la-Baleine, au sud de la Baie d'Hudson, que 1'Hydro-Québec planifie pour 1985 ?

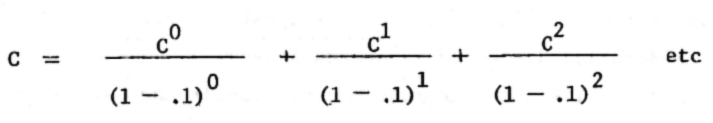
[295]

ANNEXE

I- Les indemnités prévues ont été évaluées de la façon suivante : les Inuit reçoivent 40% des indemnités. Les chiffres de la première tranche, payée par Québec et Ottawa, viennent de l'annexe I à l'article 25.1 de la Convention. Ceux de la seconde tranche, payée par l'Hydro à raison de $193.20 par année par MW installé, résultent d'une simplification qui suppose que tous les groupes électrogènes d'un barrage seront mis en marche en même temps, et l'annuité versée l'année suivante. 1981 : annuité sur 5 328 MW ; 1983 : 1 920 MW ; 1984 : 910 MW ; 1985 : 2 032 MW. Les obligations du Québec qui constituent la troisième tranche sont versées en cinq tranches de 6 millions à partir de 1976.

II- Le calcul d'actualisation est basé sur les chiffres annuels évalués ci-haut. Le taux, emprunté du ministère de l'Expansion économique régionale, est de .1 1976 est l'année zéro.

la formule :



III- Les investissements de la Corporation Makivik correspondent à l'hypothèse suivante : Intérêt composé de 9% ; investis par le Holding de développement économique : $8 millions en 1976, $3.4 millions en 1977, $.6 millions en 1978 ; investis par la Fondation d'Éducation et de Bien-Être : $3 millions en 1977. Tout le reste des versements annuels est placé par la Corporation dans deux portefeuilles ; l'un contient toutes les sommes perçues jusqu'à 1985 et les intérêts accumulés. L'autre, les sommes reçues de 1986 à 1997 et les intérêts accumulés.

j

Pour obtenir copie des Actes, s'adresser au :

Secrétariat de l'ACSALF

a/s Département de sociologie

C.P. 6128

Université de Montréal

Montréal

1-514-343-6625

Prix : $4.00

1. Là-dessus voir T. Naylor, "History of Canadian Business". Lorimer Publishers, Toronto, 1975 ; et H. J. Aitken, "Defensive Expansionism : the State and Economic Growth in Canada", dans W. Easterbrook et M. Watkins, "Approaches to Canadian Economic History", McClelland and Stewart, Toronto, 1967. [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir les articles de L. Panitch, R, Whitaker et de G. Stevenson dans le livre dirigé par L. Panitch, "The Canadian State", Presses de l'Université de Toronto, 1977 ; et le texte de B. Bernier, "L'établissement de l'État national canadien", département d'anthropologie. Université de Montréal, 1978. [↑](#footnote-ref-2)
3. Sur la relation entre rapports de domination nationale et formation des États capitalistes modernes, voir G. Bourque, "L'État capitaliste et la question nationale". Presses de l'Université de Montréal, 1977 ; et C. Levasseur, "Mouvements nationalitaires et structure de domination nationale". Université Laval, département de science politique, 1977, 55 pages. [↑](#footnote-ref-3)
4. Là-dessus, voir C. Levasseur, *op. cit*. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir les ouvrages suivants : T. Naylor, op.cit ; W. Clement, "The Canadian Corporate Elite", McClelland and Stewart, Toronto, 1975 ; W. Clement, "Continental Corporate Power", McClelland and Stewart, Toronto, 1977 ; et H. Chorhey, "Regional Uncerdevelopment and Cultural Decay", dans "Imperialism, Nationalism and Canada", New Hogtown Press, Toronto, 1977. [↑](#footnote-ref-5)
6. Voir W. Clement, 1975 et 1977. [↑](#footnote-ref-6)
7. Là-dessus consulter l'article de G. Stevenson "Federalism and the Political Economy of the Canadian State", dans L. Panitch, op. cit. [↑](#footnote-ref-7)
8. *Idem*. [↑](#footnote-ref-8)
9. Voir le texte de M. Renaud, "Réforme ou illusion ? Une analyse des interventions de l'État québécois dans le domaine de la santé" ; dans "Sociologie et Sociétés", vol. 9, No 1, avril 1977. [↑](#footnote-ref-9)
10. Document de travail. Ministère de l'Expansion économique régionale, Ottawa, "Perspectives régionales", dans "Industrie manufacturière au Canada, en Ontario et au Québec", revue "Commerce", avril 1978, p. 78. [↑](#footnote-ref-10)
11. Rodrigue Tremblay, "Position du Québec", revue "Commerce", ibid. p. 97. [↑](#footnote-ref-11)
12. Rodrigue Tremblay, *ibid*, p. 97. [↑](#footnote-ref-12)
13. Conseil exécutif du PC, "Quand nous serons vraiment chez nous", octobre 1972, p. 55. [↑](#footnote-ref-13)
14. Jean-Pierre Charbonneau (député de Verchères), "Souveraineté-Association : l'option encore la plus claire", Le Devoir3-05-1978, p. 5. [↑](#footnote-ref-14)
15. J.-P. Charbonneau, *ibid*, p. 5 [↑](#footnote-ref-15)
16. J.-P. Charbonneau, *ibid*, p, 5. [↑](#footnote-ref-16)
17. J.-P. Charbonneau, *ibid*, p. 5. [↑](#footnote-ref-17)
18. a Souligné par nous. [↑](#footnote-ref-18)
19. Conseil exécutif du PQ, op. cit., p. 22. [↑](#footnote-ref-19)
20. J.-P. Charbonneau, op. cit., p. 5 ; et Conseil exécutif du PQ, op. cit. p. 75 à 85 et 135 et 136. [↑](#footnote-ref-20)
21. Rodrigue Tremblay, *op. cit*., p. 95. [↑](#footnote-ref-21)
22. Conseil exécutif du PQ, *op. cit*., p. 136. [↑](#footnote-ref-22)
23. J.-P. Charbonneau, *op .cit*., p. 5. [↑](#footnote-ref-23)
24. Conseil exécutif du PQ, *op. cit*., p. 22. [↑](#footnote-ref-24)
25. J.-P. Charbonneau, *op. cit*., p. 5. [↑](#footnote-ref-25)
26. J.-P. Charbonneau, *ibid*, p. 5. [↑](#footnote-ref-26)
27. "Nous devons exporter pour prospérer. Cela implique des contraintes". Conseil exécutif du PQ, *op. cit*., p. 56. [↑](#footnote-ref-27)
28. Conseil exécutif du PQ, *ibid*., p. 131 a 135. [↑](#footnote-ref-28)
29. Rodrigue Tremblay, *op. cit*., p. 95. [↑](#footnote-ref-29)
30. a Souligné par nous. [↑](#footnote-ref-30)
31. J.-P. Charbonneau, *op. cit*., p. 5. [↑](#footnote-ref-31)
32. "Par exemple, si d'autres ententes analogues au pacte de l'automobile devaient être conclues, leurs effets bénéfiques devraient se faire sentir de façon plus tangible au Québec", Rodrigue Tremblay, *op. cit*. p. 98. [↑](#footnote-ref-32)
33. "(...) avec leur argent ont voté leur confiance au Québec", Michel Vastel, "Escalade dans la polémique entre Québec et le patronat". Le Devoir, 18-02-1978. [↑](#footnote-ref-33)
34. "Le Québec, tout en reconnaissant la nécessité d'une collaboration avec le gouvernement fédéral en cette matière, est convaincu qu'il lui appartient au premier chef de définir les principaux éléments de cette stratégie", Rodrique Tremblay, op. cit., p, 100. [↑](#footnote-ref-34)
35. Rodrigue Tremblay, *ibid*, p. 100. [↑](#footnote-ref-35)
36. Conseil exécutif du PQ, *op. cit*., p. 105. [↑](#footnote-ref-36)
37. Rodrigue Tremblay, *op. cit*., p, 983. [↑](#footnote-ref-37)
38. "Une fois l'opération terminée, le cartel rompu, et un groupe québécois organisé, rien n'empêche la SRI (Société de Réorganisation Industrielle) de vendre le contrôle du nouveau groupe à un organisme coopératif, une partie du capital à la Caisse de Dépôt et, sa mise récupérée, de procéder au même genre d'opération dans un autre secteur, Conseil exécutif du PQ, *op. cit*., p. 79. [↑](#footnote-ref-38)
39. Équipement culturel, mass-média, distribution de l'imprimé, acier primaire... etc., Conseil exécutif du PQ, *ibid*, p. 97 et 98. [↑](#footnote-ref-39)
40. Banques, compagnies de fiducie et d'assurances, compagnies de chemin de fer, industries de base dans le domaine des produits électriques et de l'outillage de communication, amiante ... etc., Conseil exécutif du PQ, *ibid*, p. 98, 99 et 100. [↑](#footnote-ref-40)
41. Tout le secteur minier exception faite de l'amiante, les secteurs de technologie complètement nouvelle ... etc. Conseil exécutif du PQ, *ibid*, p. 100. [↑](#footnote-ref-41)
42. Rodrigue Tremblay, *op. cit*., p. 95. [↑](#footnote-ref-42)
43. Ministère de l'expansion économique régionale, Ottawa, *op. cit*, p. 80. [↑](#footnote-ref-43)
44. Charles Bettelheim, "La problématique du (sous-développement)", dans "Planification et croissance accélérée", Maspero, Paris, 1975, p. 43. 35 44. [↑](#footnote-ref-44)
45. Idem. [↑](#footnote-ref-45)
46. Idem. [↑](#footnote-ref-46)
47. Samir Amin, "Le développement inégal". Minuit, Paris, 1973, p. 253. [↑](#footnote-ref-47)
48. Samir Amin, *ibid*, p. 168. [↑](#footnote-ref-48)
49. "Toute l'articulation des formations sociales à l'échelle mondiale, sur la base de la division internationale du travail en se limitant à l'économique, repose en dernière instance sur la règle capitaliste du profit et l'inégalité du développement des forces productives ici et là. La Logique du profit est donc rationnelle pour le développement capitaliste des uns, ceux qui occupent historiquement une place privilégiée dans la hiérarchie mondiale, et irrationnelle pour le développement des autres , Christian Palloix, "L'économie mondiale capitaliste et les firmes multinationales" , Maspero, Paris, 1977, T. 1, p. 19. [↑](#footnote-ref-49)
50. "L'expérience et le raisonnement montrent qu'une telle politique d'investissements, si elle doit aboutir comme on le désire à une indépendance nationale croissante, doit reposer principalement sur 1’accumulation nationale et non pas sur des concours financiers extérieurs qui risqueraient bien souvent de maintenir, éventuellement sous des formes nouvelles, la situation de dépendance qui prévalait jusque-là et que l'on veut faire cesser", Charles Bettelheim, "Les exigences de la lutte contre le (sous-développement)", dans *op. cit*., p. 50. [↑](#footnote-ref-50)
51. A. Dayan, "La structure des exportations du Québec", dans "Prospective socio-économique du Québec", "Sous-système extérieur (3), L’environnement international et le rôle du Québec dans la division du travail, PDQ, Québec 1977, p. 79. [↑](#footnote-ref-51)
52. Conseil exécutif du PQ, *op. cit*., p, 75 à 86. [↑](#footnote-ref-52)
53. F. Moreau, "Les flux de capitaux Québec-extérieur", dans "Prospective socio-économique du Québec", *op , cit*.., p. 114 à 123. [↑](#footnote-ref-53)
54. F. Moreau, *ibid*, p. 119. [↑](#footnote-ref-54)
55. Rodrigue Tremblay, *op. cit*., p. 95. [↑](#footnote-ref-55)
56. Conseil exécutif du PQ, *op. cit*., 78 et 79. [↑](#footnote-ref-56)
57. "(...) avec leur argent ont voté leur confiance au Québec", Michel Vastel, "Escalade dans la polémique entre Québec et le patronat". Le Devoir, 18-02-1978. [↑](#footnote-ref-57)
58. F. Moreau, *op. cit*., p. 122. [↑](#footnote-ref-58)
59. F. Moreau, *op.cit*., p. 123. [↑](#footnote-ref-59)
60. Luc-Normand Tellier, "Les scénarios possibles de l'avenir". Le Devoir 24-10-1977. [↑](#footnote-ref-60)
61. J.-P. Charbonneau, *op. cit*., p. 5. [↑](#footnote-ref-61)
62. J.-P. Charbonneau, *op. cit*., p. 5. [↑](#footnote-ref-62)
63. F. Moreau, *op. cit*., p. 123. [↑](#footnote-ref-63)
64. Car, à la différence des partis sociaux-démocrates traditionnels, le PQ n'entretient pas de rapports organiques avec les appareils syndicaux. [↑](#footnote-ref-64)
65. Notamment une large participation des travailleurs et des usagers à la gestion des services publics et para-publics. [↑](#footnote-ref-65)
66. Programme du PQ, deuxième partie, chapitre 1, article 3. [↑](#footnote-ref-66)
67. En imposant par exemple un style de vie, un genre de vie, des goûts culturels (qui sont toujours des styles, des genres de vie et des goûts de classe). [↑](#footnote-ref-67)
68. Cf. Le Nouvel Observateur, no 693, du 20 au 26 février 1978, p. 80 sq. Ariès indique qu'il a lui-même emprunté cette expression au livre de Philippe Meyer : L'enfant et la Raison d'État, publié aux Éditions du Seuil. [↑](#footnote-ref-68)
69. McKeon, Richard (éditeur) : Democracy in a World of Tensions. A Symposium prepared by U.N.E.S.C.O., Paris, U.N.E.S.C.O., 1951. [↑](#footnote-ref-69)
70. Cf. La contribution de M. M. Bober in : Mc Keon, éditeur, op. cit., p. 21 [↑](#footnote-ref-70)
71. Cf. La contribution de Charles Bettelheim in : Mc Keon, éditeur, op. cit., pp. 1 et 2. [↑](#footnote-ref-71)
72. Luxemburg Rosa : "La révolution russe", in : [Oeuvres II : Écrits politiques 1917-1978](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.lur.ecr), Paris, Maspéro, coll. "Petite collection Maspéro", no 41, p. 81. [↑](#footnote-ref-72)
73. Cité par Luxemburg, R. : *op. cit*., p. 77. [↑](#footnote-ref-73)
74. *Idem*, p. 85. [↑](#footnote-ref-74)
75. Nicos Poulantzas, dans une entrevue accordée à Politique hebdo, (no 295, p. 22) sur son ouvrage : L'État, le pouvoir, le socialisme, Paris, P.U.F. 1978. [↑](#footnote-ref-75)
76. Ces deux composantes de la bureaucratisation, à savoir un type particulier de structuration administrative et l’"idéologie de l'absence d'idéologie comme justification de la bureaucratie" elle-même sont inséparables. Sur celle-ci on pourra consulter Henry Jacoby. Cf. La burocratizacion del mundo, Mexico, Siglo XXI éditores, 1972, pp. 295 sq. Cet ouvrage existe également en traduction anglaise. [↑](#footnote-ref-76)
77. Cf. President's Materials Policy Commission. Resources for Freedom, Washington, 1952, 5 vol. Sur le parallèle entre la stratégie mise de l'avant dans ce rapport et le "pattern" de développement des ressources au Canada, on pourra consulter : Aitken, Hugh G.J. : American Capital and Canadian Resources, Cambridge, Harvard U. Press, 1961, pp.83-84. [↑](#footnote-ref-77)
78. Pour un bref historique concernant la mise sur pied de ce système et le rôle subalterne que le Canada y joue, on pourra consulter : Minifie, James M. : Peacemaker or Powder-Monkey. Canada's rôle in a revolutionary world, Toronto, Mc Clelland and Stewart Ltd, 1960, pp. 90 à 107. [↑](#footnote-ref-78)
79. Ainsi que l'ont relevé des Commissions d'enquête comme : Le rapport de la Commission royale d'enquête sur les écarts de prix, William W. Kennedy, prés.), Ottawa, Imprimeur du Roi, 1935, p. 118 ; ou : The Rowell-Sirois Report/book 1, Toronto, Mc Clelland and Stewart Ltd, The Carleton Library, no 5, 1963, p. 162. [↑](#footnote-ref-79)
80. Sur ces deux derniers aspects, voir la réédition d'articles publiés par I.F. Stone dans les années cinquante sous le titre : The Truman Era, N.Y. Vintage Books, 1972, pp. 80 sq., ou la "correspondance" entre les questions à l'ordre du jour ne laisse pas d'être étonnantes, par exemple, entre le moment où s'amorce aux États-Unis la chasse aux Communistes (fin '40 - début '50) et l'implantation de mesures semblables au Québec sous Duplessis (bill 5 en 1949, bills 19 et 20 en 1954). Cf. Quinn, Herbert F. : The Union National. A Study in Quebec Nationalism, Toronto, U. of T. Press, pp. 92 sq. [↑](#footnote-ref-80)
81. Cf. Annuaires du Canada. [↑](#footnote-ref-81)
82. Cf. The Canadian Balance of International Payments, 1960, Ottawa, D.B.S., Catalogue 67-201, tableau 7, p. 20. [↑](#footnote-ref-82)
83. Cf. La présentation signée des co-présidents R.D. Stuart et R.M. Fowler, in Masson and English : Trade Barriers Between Canada and U.S., Canadian Committee, 1963, p. V. [↑](#footnote-ref-83)
84. *Idem*, p. V. [↑](#footnote-ref-84)
85. En 1960, il s'agit de L.S. Buchmaster, G. Burt, J.D. Keenan, W. Mahoney, L. Morris, M. Ross pour l'A.F.L.-C.I.O. ; de C. Jodoin et D. Mac Donald pour le C.T.C. et de Jean Marchand pour la C.T.C.C. [↑](#footnote-ref-85)
86. cf. The Perspective of Canadian American Relations, A Statement by the Canadian American Committe, mai 1962, pp. 10 sq. Ce quatrième élément se lit, dans l'original : "Fourth, it is imperative that especially careful and sympathetic prior appraisal be given to any government actions or changes in governement policies in either country that could have adverse effects on transborder interests". [↑](#footnote-ref-86)
87. *Idem*, pp. 10-12 : "Problems in Canadian-American Relations". [↑](#footnote-ref-87)
88. Cf. Preserving the Canada-United States Common Market for Capital, A Statement by the C.A.C., 27 sept. 1963, 8 pp., texte ronéo, p. 1. [↑](#footnote-ref-88)
89. Cf. Davis, John : Natural Gas and Canada-United States Relations, C.A.C. août 1959, p. 29. Ceci s'applique évidemment à l'approvisionnement en gaz naturel des entreprises sises aux U.S.A. [↑](#footnote-ref-89)
90. C'est ce qui ressort de l'étude citée ci-dessus portant sur le gaz naturel albertain. Du point de vue américain - celui du C.A.C. - la question constitutionnelle est secondaire par rapport au "double problème" du maintien des services et de l'utilisation finale du produit à l'extérieur du Canada. C'est ce qui explique d'ailleurs le caractère "définitif" des ententes intervenues souligné par la citation en question : "tout" peut intervenir à l'intérieur du Canada à la condition que ces changements n'affectent en rien l'économie continentale et les relations canado-américaines. Davis, John : *op. cit*., p. 28. [↑](#footnote-ref-90)
91. Étaient représentés au Conseil, aussi bien la C.S.N., que le C.T.C. et l'U.C.C.. [↑](#footnote-ref-91)
92. Cardin, Jean-Réal : Le mouvement syndical et la planification économique, Conseil d'Orientation économique du Québec, 29 mars 1963, texte ronéo, 44 pp. [↑](#footnote-ref-92)
93. Pour utiliser ici des termes empruntés à une étude commanditée quelques années plus tard par le C.A.C. sur le rôle des Unions internationales au Canada, Cf. Crispo, John H.G. : The Role of International Unionism in Canada C.A.C., janvier 1967, pp. 37 sq : "the Disadvantages of International Unionism". [↑](#footnote-ref-93)
94. Parenteau, Roland : "L'expérience de la planification au Québec (1960-1969)" in : Actualité économique, 4ième année, no 4, janvier-mars 1970, pp. 679-696. [↑](#footnote-ref-94)
95. Je ne définis pas ce terme parce que, au fond, chacun sait pratiquement ce qu'il signifie et que d'autre part le phénomène du pouvoir à la curieuse propriété de s'évanouir à chaque fois qu'on essaie d'en fournir une définition théorique. Je ne connais aucune définition théorique du pouvoir qui ne donne pas une telle impression. Même le dernier livre de Michel Crozier (L'acteur et le système, avec Erhard Friedberg) qui nous dit que le pouvoir est partout, nous donne finalement l'impression qu'il ne s'exerce nulle part de façon vraiment contraignante ... [↑](#footnote-ref-95)
96. Ce phénomène n'est pas nouveau. Les connaissances astronomiques des grands prêtres égyptiens "were extremely useful for regulating the agricultural activities in antiquity". Mais, sur la base de ces connaissances, "The elite of high priests claimed to help the welfare of the people by reading the future in the stars".

    Georgescu-Roegen, The Entropy Law and the Economic Process, Cambridge Harvard University Press, 1971, p. 310-311. [La version française de ce livre est disponible dans Les Classiques des sciences sociales sous le titre : [La décroissance. Entropie - Écologie - Économie](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.gen.dec). JMT.]

    Aujourd'hui, c'est le contact direct avec le dieu Science qui permet à l'expert de définir le bonheur des gens. [↑](#footnote-ref-96)
97. Ce point est bien sur fondamental et devrait être beaucoup plus développé. Le cadre de cet exposé ne le permet pas. Concernant la compétence nécessaire et l'efficacité des grandes organisations, je renvoie le lecteur a l'ouvrage maintenant classique : "Small is beautiful". Quant a la liberté vis-à-vis les formes organisationnelles et leur caractère déterministe, le dernier ouvrage de Michel Crozier et Erhard Friedberg (L'acteur et le système, Paris, Seuil, 1977) constitue de loin le travail le plus pertinent et le plus riche sur ce thème. [↑](#footnote-ref-97)
98. Je ne réfère ici qu'à la participation politique ; j'exclus donc les nombreuses conceptions sociologiques, psychologiques, socio-psychologiques ou, dans certains cas, le terme participation en arrive à s'identifier au fait de "faire partie" d'une société globale... [↑](#footnote-ref-98)
99. Notamment : l'expérience du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (1963- 1966) ; l'expérience de participation des maires de l'agglomération de Québec à l'élaboration d'un projet de gouvernement métropolitain ; l'expérience des comités de citoyens ; l'expérience actuelle des Centres locaux de services communautaires (CLSC). [↑](#footnote-ref-99)
100. L'espace me manque ici pour démontrer comment je suis arrivé à ces conclusions ; ces expériences sont décrites dans d'autres textes. [↑](#footnote-ref-100)
101. Notamment la structure de participation rattachée aux employés professionnels d'une organisation fournit une légitimité à la prétention de plus en plus répandue chez les professionnels des organisations de définir les "vrais besoins" de leurs clients, contre les usagers eux-mêmes qui ignoreraient leurs vrais besoins... La structure de participation fournit une légitimité à cette prétention technocratique et permet de court-circuiter les instances décisionnelles élues par les usagers. [↑](#footnote-ref-101)
102. On constate là une limite importante à la notion d'autogestion qui peut aussi devenir un instrument d'accroissement du pouvoir techno-bureaucratique. Ce point est développé dans un autre texte. [↑](#footnote-ref-102)
103. Comme si des citoyens élus dans un conseil d'administration d'une organisation, à cause de leur rôle décisionnel et gestionnaire de l'organisation, perdaient une partie de leur capacité de représenter et d’exprimer les besoins de la clientèle ; les expériences de participation permettent de transférer cette capacité dans une structure consultative spécialisée dans l’expression de ces besoins, et rattachée au conseil d'administration. Tocqueville affirmait que la seule grande découverte, au XIXe siècle, en matière d'administration publique fut "de distinguer, sans les disjoindre, le pouvoir qui doit exécuter de celui qui doit surveiller et prescrire. Cette innovation institutionnelle qui distingue, sans les disjoindre, la fonction d'expression des besoins de celle d'exercice du pouvoir de gestion constitue peut-être une innovation institutionnelle importante pour lutter contre les tendances technocratiques. À ce sujet, voir plus loin. [↑](#footnote-ref-103)
104. Réforme de l'éducation, réforme de la santé et des affaires sociales na- tionalisation de l'électricité. [↑](#footnote-ref-104)
105. Jean-Paul Lallier, Claude Castonguay, Jacques Parizeau, Claude Morin. [↑](#footnote-ref-105)
106. La clinique populaire de Pointe-Saint-Charles, le seul organisme assez fort pour négocier avec le ministère des Affaires sociales une structure différente de celle prévue par la loi, est là pour en témoigner. [↑](#footnote-ref-106)
107. À ce sujet, François Bloch-Lainé, pourtant un des "grands commis de l'État" que la France a connu depuis la guerre, se consacre maintenant au développement des associations locales françaises, qu’il considère comme des éléments essentiels à 1'innovationsociale et à la démocratie. Il affirme : "Comment l'État a-t-il été alerté sur l'importance des problèmes de l'environnement ? Qui a réfléchi à l'éducation permanente ? Qui prend en charge, dans le secteur sanitaire et social les services oubliés ou insuffisamment développés ? Qui a lancé le planning familial ? Qui fait face aux immenses besoins de loisir et de culture des français ? Encore et toujours des groupes associatifs". (Le Nouvel Observateur, 8 décembre 1975). [↑](#footnote-ref-107)
108. Jean-Jacques Rousseau, [Discours du contrat social](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.roj.duc). [↑](#footnote-ref-108)
109. Ce genre d'attitude est propre à ce qu'il est convenu d'appeler le modèle décisionnel, lequel tend â établir une dissociation entre les moyens rationnels au service d'une fin et la définition même de cette dernière en tant qu'elle est considérée non réductible a une technique rationnelle quelconque. À l'opposé le modèle technologique pose la continuité des solutions et des moyens et stratégies et fait découler les premières des derniers. [↑](#footnote-ref-109)
110. C'est ce que J. Habermas appelle le modèle pragmatique, dans lequel les valeurs reliées aux intérêts sociaux et les possibilités techniques et les moyens stratégiques font constamment l'objet d'une confrontation et d'un contrôle réciproque et se définissent les uns en rapport avec les autres. Cf. La technique et la science comme idéologie, spéc. pp.97-107. [↑](#footnote-ref-110)
111. Il n'est sans doute pas nécessaire d’élaborer sur ce thème dans le cadre de cet exposé. Rappelons cependant un des derniers sujets de mécontentement dans la mesure ou il nous concerne directement, en tant qu'universitaires : les subventions fédérales à la recherche. Il apparaît que non seulement le Québec ne reçoit que 20% des sommes allouées, la majeure partie de celles-ci étant par ailleurs attribuées à des chercheurs anglo-québécois. Plus encore, dans les domaines établis comme prioritaires (énergie ...), le Québec n'a reçu que 12% des subventions du Conseil National de Recherches du Canada. Enfin, l'avance du Québec dans le domaine de la fusion thermonucléaire ne manquera pas de s'accentuer grâce à une proportion encore plus favorable, puisqu'elle atteint cette fois 8% des fonds ... Sur ces points voir Le Devoir du 1er mai et surtout celui du 2 mai, p. 3 : "Selon le directeur de 1'INRS-Energie, Ottawa subventionne la recherche comme si Québec était déjà séparé". [↑](#footnote-ref-111)
112. Voir [Le Manifeste](http://classiques.uqac.ca/classiques/labriola_antonio/essais_materialisme_historique/Essai_3_Manifeste_PC/Le_manifeste_PC.html) ... dont le caractère pamphlétaire met en évidence un certain nombre de croyances et d'attitudes de son auteur. [↑](#footnote-ref-112)
113. Il faudrait sans doute nuancer cette affirmation (cf. par exemple certains passages de L'Impérialisme ...). [↑](#footnote-ref-113)
114. Mentionnons notamment la critique de la conception de l'État comme instrument de la classe dominante chez un nombre de plus en plus considérable d'auteurs qui se réclament du marxisme. Les implication de cette mise en question et les développements nouveaux qu’elle autorise sont cependant loin d’avoir été explorés de façon systématique. [↑](#footnote-ref-114)
115. Ce conflit éventuel entre droit collectif et libertés personnelles explique que certaines législations destinées a renforcer les droits collectifs comportent également des clauses destinées à protéger les membres contre d'éventuels abus de leurs organisations. La loi 45 présente cette double dimension, puisqu'elle tend à renforcer les syndicats (accréditation, cotisations, interdiction d'utiliser des briseurs de grève), tout en rendant obligatoire la pratique du vote secret lors de certaines décisions importantes. [↑](#footnote-ref-115)
116. Bien des précisions et nuances seraient nécessaires sur cette question des droits de l'homme. On peut consulter notamment : Yves Madiot, Droits de l’homme et des libertés publiques, Paris, Masson, 1976 ; Marc Bossuyt, L'Interdiction de la discrimination dans le droit international des droits de l’homme, Bruxelles, Bruylant, 1976. [↑](#footnote-ref-116)
117. La légitimité du système fondé sur l'économie marchande s'appuyait sur l'idée de l'égalité des chances sur le marché. Avec le développement des monopoles, ce fut l'augmentation constante du revenu par tête. La crise structurelle (reliée au problème de l'énergie, à la nécessité de protéger davantage l'environnement, etc.) rend cette justification de moins en moins soutenable et oriente l'intervention de l'État dans des domaines plus qualitatifs. Cf. H.P. Dreitzel, "Sur la signification politique de la structure" dans N. Birnbaum et al.. Au delà de la crise. [↑](#footnote-ref-117)
118. Sur ce point, consulter notamment Claus Offe et Volker Ronge, "Theses on theory of the State", dans New German Critique, automne 1975, no 6 pp. 137-147. [↑](#footnote-ref-118)
119. Ce dernier point est soulevé par J.E. Meade, cité par Claus Offe, "Advanced Capitalism and the Welfare State", Po. and Soc., été 1972, No 4, p. 481. [↑](#footnote-ref-119)
120. Voir "Le réenchantement du monde" dans N, Birngaum et al., *op. cit*. [↑](#footnote-ref-120)
121. Voir par exemple la façon discrète mais réelle dont le gouvernement fédéral combat la loi 101. [↑](#footnote-ref-121)
122. Voir Programme Officiel du Parti Québécois, éd. 1978, notamment 1ère partie, chap. V, VI ; 2e partie, Chap. I, IV, VI, XII, etc. [↑](#footnote-ref-122)
123. Cf. Claude Ryan, "Un Québec fondé sur la primauté des libertés individuelles et l'égalité de tous ses citoyens", le Devoir, 5 avril 1978, p. 5 ; P.E. Trudeau, "Le Québec et le problème constitutionnel", dans Le Fédéralisme et la société canadienne française" Montréal, HMH 1967, spéc. pp. 52-56. Les déclarations plus récentes du Premier Ministre ne manifestent pas d'évolution notable. [↑](#footnote-ref-123)
124. L'exercice effectif du droit à l'éducation dans sa langue suppose l'existence ou la création de toute une infrastructure matérielle et humaine, fort coûteuse. Or, si à ce point de vue les Anglo-québécois disposent déjà des ressources et institutions nécessaires, il n'en va pas de même généralement pour les minorités françaises du Canada. On imagine les obstacles et les délais auxquels se heurterait la mobilisation de telles ressources à l'extérieur du Québec. [↑](#footnote-ref-124)
125. Voir cependant l'exception de l'Afrique du Sud et l'application un peu particulière du principe territorial en Finlande dans K.D. McRae, "Constitutional Protection of Linguistics Rights", dans A. Gotlieb (Ed.), Les Droits de l'homme, le fédéralisme et les minorités, Toronto, Canadian Inst, of International Affair, 1970, pp. 221-227. [↑](#footnote-ref-125)
126. P.J.B. Buchez et P.C. Roux, Histoire parlementaire de la Révolution française, ou Journal des Assemblées nationales, depuis 1789 jusqu’en 1815, tome X, Paris, Paulin, 1834, p. 195. [↑](#footnote-ref-126)
127. Concept vague et prêtant a tous les abus sous le couvert du secret. La doctrine de la sécurité nationale est à la base des dictatures militaires d'Amérique du Sud. Cf. notamment Joseph Comblin, Le pouvoir militaire en Amérique Latine. L'Idéologie de la Sécurité Nationale, Paris, J.P. Delarge, 1977. [↑](#footnote-ref-127)
128. Cf. notamment les premiers résultats de la Commission d'enquête Keable, aujourd'hui paralysée et "Un Dossier noir sur la police politique". Ligue des Droits de l'Homme, dans Opération Liberté, février 1978, no 1. [↑](#footnote-ref-128)
129. "De quoi le nationalisme canadien-anglais est-il fait ?", Le Devoir, 2 fév. 1978, p. 5. [↑](#footnote-ref-129)
130. Sur cette distinction, cf. Touraine, La production de la société. [↑](#footnote-ref-130)
131. Les domaines de compétence sont souvent plus ou moins sujets à interprétation et ce sont les tribunaux - la Cour Suprême - qui tranchent les litiges. [↑](#footnote-ref-131)
132. Selon le Devoir (art. cité) et si notre mémoire est bonne. Donc à vérifier. [↑](#footnote-ref-132)
133. La démocratie est aussi technique et valeur et, comme toute valeur, elle est relative. Par exemple la volonté démocratique peut aller à l'encontre du respect des droits de l'homme, elle peut approuver ou excuser certaines activités préjudiciables de la police, elle peut être anti-indépendantiste, etc... [↑](#footnote-ref-133)
134. Voir à ce sujet "Un diagnostic sévère du mouvement Desjardins, l'économie Québécoise : Des Signes inquiétants de déclin" dans le Devoir, 13 décembre 1977. [↑](#footnote-ref-134)
135. La part des expéditions du secteur de la fabrication réalisée par les entreprises de biens d'équipement s'élève au Québec â 14% contre 38% en Ontario. [↑](#footnote-ref-135)
136. L'idéologie du "multiculturalisme" canadien en est un bon exemple. [↑](#footnote-ref-136)
137. Le plus haute corrélation de cohabitation avec le groupe francophone pour ces groupes est de ...-.13 et avec le groupe anglophone, de .13. Voir le tableau en annexe 2 pour plus de détails. [↑](#footnote-ref-137)
138. Voir les annexes 4a et 4b pour ces chiffres et O'Bryan (14). [↑](#footnote-ref-138)
139. Voir le livre 3 du Rapport de la Commission Gendron : Les groupes ethniques, 1972. [↑](#footnote-ref-139)
140. La proportion des Italiens, Grecs et Portugais nés â l'étranger et ayant moins de sept ans de scolarité est de 89% (voir l'annexe 1). [↑](#footnote-ref-140)
141. Boissevain (2), Assimopoulos (1), Veltman (21). [↑](#footnote-ref-141)
142. Commission B.B. (23), Veltman (21), Vaillancourt (19). [↑](#footnote-ref-142)
143. Carlos S., Bélanger D. et Petit-Tessier P. (8). [↑](#footnote-ref-143)
144. Deschamps (9). [↑](#footnote-ref-144)
145. Ces statistiques excluent les Britanniques, les Français, les Belges et les Suisses francophones. [↑](#footnote-ref-145)
146. Voir l'annexe 3. [↑](#footnote-ref-146)
147. Voir l'annexe 3 et O'Bryan et al (14). [↑](#footnote-ref-147)
148. Rapport Gendron (22). [↑](#footnote-ref-148)
149. Richmond (17). [↑](#footnote-ref-149)
150. Carlos, S., Bélanger D., Petit-Tessier P. (8). [↑](#footnote-ref-150)
151. Patterson, O. (15) [↑](#footnote-ref-151)
152. Patterson O. (15, p. 305. [↑](#footnote-ref-152)
153. Voir entre autres Bernier, B. Elbaz M. et Lavigne G. (3). [↑](#footnote-ref-153)
154. Van der Berghe (20), entre autres, développe fort bien ce point. [↑](#footnote-ref-154)
155. Porter J. (16) [↑](#footnote-ref-155)
156. Voir la critique de John Porter à cet effet (16). [↑](#footnote-ref-156)
157. Nous vous référons ici à l'excellente analyse d'Helen Stamiris (18) soulignant comment l'élite grecque, qui contrôlait la Communauté, a tout fait pour empêcher les immigrants plus pauvres de la deuxième vague d'immigration de prendre le pouvoir et de s'organiser des cours d'anglais en vue de sortir des ghettos d'emploi grecs où ils s'estimaient sous-évalués et sous-payés. [↑](#footnote-ref-157)
158. Voir entre autres les études de Lambert, de l'Université McGill, à ce sujet. [↑](#footnote-ref-158)
159. Voir Boissevain (4) et le rapport Gendron (21) [↑](#footnote-ref-159)
160. Idem. [↑](#footnote-ref-160)
161. Voir Van der Berghe (19) [↑](#footnote-ref-161)
162. Richmond (17). [↑](#footnote-ref-162)
163. Entendu ici dans le sens de : "relié aux caractéristiques supposément génétiques d'un groupe social donné". [↑](#footnote-ref-163)
164. Le Québec peut en effet refuser d’admettre les immigrants qui ne lui conviennent pas à l'exception de ceux qui appartiennent à la catégorie des "parents aidés" pour lesquels la décision du fédéral prime. Il s'agit bien sûr d'une limite importante mais nous pouvons penser que dans la conjoncture actuelle, ou la menace de scission persiste, le gouvernement central se gardera bien de heurter systématiquement le Québec et n'usera de sa prérogative qu'à titre exceptionnel. [↑](#footnote-ref-164)
165. On désigne par ces termes des différences chronologiques dans la succession des groupes ethniques quant à leur arrivée sur le continent américain. Cette terminologie sert également à distinguer les différences d'aires géographiques d'origine tout en conférant un plus grand prestige aux ressortissants des pays de "l'ancienne" immigration. [↑](#footnote-ref-165)
166. On sait d'ailleurs que de ce principe découlent des conflits qui sont à l'origine même des attitudes contradictoires dont témoignent les près de la nation américaine vis-à-vis l'immigration. Voir MARIENSTRAS, Elise, Les mythes fondateurs de la nation américaine, F. Maspero, Textes à l'appui, Paris 1976. [↑](#footnote-ref-166)
167. Au XIXe siècle la situation était pourrions-nous dire alarmante. Dans son rapport Lord Durham estime que 60% des immigrants britanniques au Canada de 1829 à 1839 ont rëémigré quelque temps plus tard. [↑](#footnote-ref-167)
168. Expression utilisée notamment par R. MORIN, L'immigration au Canada, Montréal, Éditions de l'Action Nationale, 1966. [↑](#footnote-ref-168)
169. L'Acte de 1794 du Bas Canada propose d'examiner la loyauté des immigrants qui viennent au Canada. Une loi similaire est votée en 1798 en Nouvelle- Écosse. [↑](#footnote-ref-169)
170. John PORTER, The Vertical Mosaïc, Toronto, University of Toronto Press, 1965 reste un classique pour qui veut comprendre cette différenciation socio-économique qui caractérise la dualité ethno-culturelle du Canada. Ajoutons à cela les travaux plus récents de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme ainsi que de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec. [↑](#footnote-ref-170)
171. Selon la maintenant célèbre expression du Ministre de l'intérieur de l'époque (1896-1905), Clifford Sifton, qui était responsable de l'immigration et qui définit, de manière très pragmatique et naïvement savoureuse le type de l'immigrant idéal pour le gouvernement : "a stalwart peasant in a sheepskin coat, born on the soil, whose forefathers, have been farmers for generations, with a stout wife and a half-dozen children is a good quality". Cité par BLAIR-NEATBY, H., "The New Century" dans The Canadians 1867-1967, édité par J.M.S. CARELESS et R. CRAIG-BROWN, Toronto, MacMillan of Canada, 1967, p. 143. [↑](#footnote-ref-171)
172. Rappelons que la politique de multiculturalisme a été officiellement mise de l'avant par le gouvernement libéral. Elle a été rendue publique à la chambre des Communes en octobre 1971 et fut suivie peu après par la création d'un Conseil consultatif canadien pour le multiculturalisme. [↑](#footnote-ref-172)
173. À titre d'exemple, la Colombie Britannique, en refusant en 1903 le droit de vote aux immigrants asiatiques, condition requise â l'exercice des activités commerciales ou professionnelles, les a écarté de ces professions. En 1904, la même province a interdit l'emploi dans certaines fonctions, de personnes qui ignoraient l'anglais ; cette mesure a atteint également nombre de Canadiens français qui ne connaissaient pas cette langue, voir BROSSARD J. L'immigration, Presses de l'Université de Montréal, 1967. [↑](#footnote-ref-173)
174. Cette offre qui concernait tous les immigrants en 1875, fut répétée au sujet des seuls Britanniques en 1941. On la retrouve dans la "Loi des sociétés de colonisation" dans les Statuts Refondus de la Province de 1964 (chap. 104, art. 2, par. 3). Ajoutons que jusqu'après la fin de la Seconde guerre mondiale la juridiction en matière d'immigration relevait du Ministère de l'agriculture. [↑](#footnote-ref-174)
175. C'est une loi qui date de 1899 mais qu'on retrouve dans les Statuts Refondus de la Province de 1941 et de 1964 (chap. 219) ; elle interdit aux sociétés de faire immigrer au Québec des enfants orphelins à moins de prouver qu'il s'agit d'enfants ayant de bonnes moeurs. [↑](#footnote-ref-175)
176. Statuts Refondus du Québec. 1964, chap. 142. [↑](#footnote-ref-176)
177. En 1965 était créé un Service d'immigration ayant pour but de légiférer aux fins d'intégration des immigrants au groupe francophone (Motion Loubier). Mais comme aucun arrêté en conseil n'a suivi ce service n'avait pas d'existence administrative, seulement de juré. En 1966 fut créée une Direction générale de l'immigration qui n'a commencé à fonctionner efficacement qu'en 1967. [↑](#footnote-ref-177)
178. À Toronto, dans les années '60, le budget consacré aux cours de langue dispensés aux immigrants était 17 fois plus élevé qu'à Montréal. [↑](#footnote-ref-178)
179. [Rapport Parent](http://classiques.uqac.ca/contemporains/quebec_commission_parent/commission_parent.html), Partie III, ch. III, sec. IV, par. 186. [↑](#footnote-ref-179)
180. Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, vol. III, "Les groupes ethniques", Québec, Editeur officiel du Québec, 1972, p. 193. [↑](#footnote-ref-180)
181. Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Livre III, Le Monde du travail, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1969, p. 1022. [↑](#footnote-ref-181)
182. Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, Livre I, La langue de travail, Québec, Editeur officiel du Québec, 1972, pp, 111 et 122-125. [↑](#footnote-ref-182)
183. Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre III, tableaux 2 et 4, pp. 18 et 22. [↑](#footnote-ref-183)
184. Lieberson, Stanley, Language and Ethnic Relations in Canada, N.Y. Wiley, and Sons, 1970, p. 140. [↑](#footnote-ref-184)
185. VELTMAN, Calvin, J., "Les incidences du revenu sur les transferts linguistiques dans la région métropolitaine de Montréal", Recherches sociographiques, vol. XVII, no, 1976, pp, 323-339. L'auteur arrive à cette conclusion en comparant les données des deux recensements, 1961 et 1971 selon les critères de langue maternelle et de pays de naissance. Toutefois comme il ne peut tenir compte du niveau de scolarité, des immigrants, il sous-estime probablement l'impact de 1'anglicisation sur le revenu des immigrants car dans les calculs il englobe les immigrants peu instruits, tels que les Grecs mais fortement anglicisés. [↑](#footnote-ref-185)
186. Des groupes ethniques tels que le grec et 1' italien ont largement cette impression. Voir Nadia BREDIMAS-ASSIMOPOULOS, Relations entre mobilité socio-professionnelle et intégration des immigrants: les Grecs de Montréal, thèse de Doctorat non publiée, Université de Montréal, 1975; et Intégration culturelle des Néo-Québécois d'origine italienne en milieu montréalais, Rapport de recherche soumis au Service de l'éducation des adultes de la CECM, Montréal, 1976. [↑](#footnote-ref-186)
187. C'est surtout dans la région métropolitaine de Montréal où les Canadiens français pourraient éventuellement voir leur position s'affaiblir légèrement. Ce mouvement serait principalement traduit par une contradiction de la catégorie des personnes de langue maternelle française. Voir HENRIPIN, Jacques, L'immigration et le déséquilibre linguistique, Étude sur l'immigration et les objectifs démographiques au Canada, Information Canada, Ottawa, 1974. [↑](#footnote-ref-187)
188. Il est regrettable que les sondages sur les attitudes des Canadiens à l'égard de l'immigration effectués à diverses reprises depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale ne tiraient pas leurs résultats selon l'origine ethnique. Cependant, au Québec, comme ailleurs, les attitudes des Canadiens (majoritairement donc des francophones) varient surtout en fonction de la conjoncture économique et en particulier lorsque le spectre du chômage se fait sentir. Voir TIENHARA, Nancy, Vue des Canadiens sur l'immigration et les objectifs démographiques. Analyse des sondages Gallup d'après-guerre, Étude sur l'immigration et les objectifs démographiques du Canada, Information Canada, Ottawa, 1974. [↑](#footnote-ref-188)
189. Livre Blanc déposé à l'Assemblée nationale en 1977 qui est devenu, après quelques correctifs et maints débats dont la durée s'est étalée sur plusieurs mois, la Loi 101 ou "Charte de la langue française". [↑](#footnote-ref-189)
190. Il n'est pas de notre propos ici de discuter de l'impact de la Loi 101 sur l'avenir socio-culturel des minorités nationales du Québec, les indiens et les inuit, qui semblent être mises par la Loi sur le même pied d'égalité que les groupes immigrants. [↑](#footnote-ref-190)
191. M. Séguin: "La Conquête et la vie économique des Canadiens" in R. Durocher et P.-A. Lingeau (éds): Le "Retard" du Québec et l'infériorité économique des canadiens français, Les Éditions Boréal Express, Trois-Rivières, 1971, pp. 93-111. [↑](#footnote-ref-191)
192. P.-A. Linteau: "Quelques réflexions autour de la bourgeoisie québécoise 1850-1914" in Revue d'Histoire de l'Amérique Française, vol. 30, no 1, juin 1976, pp. 55-66. [↑](#footnote-ref-192)
193. Revue Commerce, Montréal, août 1951, pp.14-20. [↑](#footnote-ref-193)
194. E. Bouchette: "[Emparons-nous de l'industrie](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030287955)" in R.J. Bédard (éd): L'essor économique du Québec, Beauchemin, Montréal, 1969, pp. 233-273.

     E. Bouchette: [L'Indépendance économique du Québec](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.boe.ind) (1906), La Presse, Montréal, 1977. [↑](#footnote-ref-194)
195. J. Melançon: "Retard de croissance de l'entreprise canadienne-française" in R.J. Bédard (éd): L'Essor économique du Québec, op. cit., pp.158-176. N.W. Taylor: "L'industriel canadien-français et son milieu", in R. Durocher et P.-A. Linteau (eds) [Le "Retard" du Québec et l'infériorité des Canadiens-français](http://classiques.uqac.ca/contemporains/bedard_roger_j/essor_economique_du_quebec/essor_economique_du_quebec.html), op. cit., pp.43-74.

     F. Ouellet : Histoire économique et sociale du Québec 1760-1850, 2 vol. Fides, Montréal, 1971. [↑](#footnote-ref-195)
196. McLean Hunter Ltd: Financial Post Survey of Corporate Securities, Annuel 1928-1946, Toronto.

     McLean Hunter Ltd: Financial Post Survey of Industrials, Annuel 1947-76, Toronto.

     McLean Hunter Ltd: Financial Post Survey of Mines, Annuel 1926-1976, Toronto.

     McLean Hunter Ltd: Financial Post Survey of Oils, Annuel 1936-1976, Toronto.

     McLean Hunter Ltd: Financial Post Survey of Funds, Annuel 1962-1976, Toronto.

     Ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières, Rapport de l'inspecteur des compagnies de fidéicommis, Editeur du Québec, 1976.

     Ministère des consommateurs, coopératives et institutions financières, Services des Assurances, Rapport Annuel, Editeur du Québec, 1975. [↑](#footnote-ref-196)
197. Commission des Valeurs Mobilières du Québec, Bulletin, Montréal, 1974-77. Ontario Securities Commission: Bulletin, Toronto, 1967-1977.

     McLean Hunter Ltd: Financial Post Directory of Directors, Annuel, 1931-76 Toronto.

     Les Editions Biographiques canadiennes-françaises: Biographies canadiennes-françaises, irrégulier, 1920-1976, Montréal.

     International Press Ltd : Who’ s Who in Canada, irrégulier, 1912 1976, Toronto, Canadian Who’s Who, irrégulier, 1912-1976, Toronto (The Trans-Canada Press). [↑](#footnote-ref-197)
198. J. Niosi : Le contrôle financier du capitalisme canadien, P.U.Q., Montréal, 1978. [↑](#footnote-ref-198)
199. Revue Commerce, Mai 1950 et juillet 1977. [↑](#footnote-ref-199)
200. J.-M. Chevalier : La structure financière de l'industrie américaine, Cujas, Paris, 1970. [↑](#footnote-ref-200)
201. "La Caisse de Dépôt vendra ses actions" in Le Devoir, le 11-04-1975, p.17. [↑](#footnote-ref-201)
202. J. Niosi : Le contrôle financier du capitalisme canadien, op. cit., chap. 2. [↑](#footnote-ref-202)
203. "Sodarcan se lance à la conquête du club international et fermé de la réassurance" in La Presse, le 11-11-1975, page E1. [↑](#footnote-ref-203)
204. Bulletins de la Commission des Valeurs Mobilières du Québec et de la Ontario Securities Commission. [↑](#footnote-ref-204)
205. J. Porter : The Vertical Mosaic, University of Toronto Press, 1965.

     W. Clement : The Canadian Corporate Elite, McClelland and Stewart, Toronto, 1975.

     Pour une critique de la théorie des élites, voir :

     J. Heap (éd) : Everybody’s Canada, Burns & MacEachern, Toronto 1974, et J. Niosi : Le contrôle financier du capitalisme canadien, op. cit., chap. III. [↑](#footnote-ref-205)
206. "Guy St-Pierre, président d'Ogilvie" in Le Devoir, le 07-10-77, page 17.

     "Toute entreprise œuvrant au Québec doit compter deux administrateurs francophones " in Le Devoir, le 06-04-76, page 17. [↑](#footnote-ref-206)
207. Confédération des Syndicats Nationaux : La Coopérative Fédérée est capitaliste, Montréal, 1974. [↑](#footnote-ref-207)
208. G. Bourque et N. Frenette : "[Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec (1760-1970)](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.bog.cla)" in Socialisme québécois, No 20, Avril-juin 1970, Montréal, pp. 13-55. [↑](#footnote-ref-208)
209. Comité des Dépenses Electorales, Rapport, Information Canada, Ottawa, 1966.

     Comité des Dépenses Électorales, Etudes du financement des partis politiques canadiens, Information Canada, Ottawa, 1966.

     K. S. Paltiel : Political Party Financing in Canada, McGraw Hill Co of Canada, Toronto, 1970.

     V. Murray : Le Parti Québécois, Hurtubise HMH, Montréal, 1976, pp.149-150. [↑](#footnote-ref-209)
210. Le concept de "travailleurs du langage" a été employé par Marcel Fournier dans son excellente communication au Colloque Un an après qui a eu lieu à l'Université du Québec à Montréal les 10 et 11 novembre 1977. [↑](#footnote-ref-210)
211. Selon le recensement fédéral de 1971 pour la région du Montréal Métropolitain. [↑](#footnote-ref-211)
212. Il s'agit des travailleurs manuels des industries manufacturières, de la construction et des services non-professionnels. [↑](#footnote-ref-212)
213. Ce sont les professionnels, enseignants, cadres, techniciens et employés administratifs. [↑](#footnote-ref-213)
214. L’étude a été réalisée sur les salaires remis en dollars constants de 1971 afin de rendre comparables les salaires de diverses périodes. [↑](#footnote-ref-214)
215. De 1955 à 1974. [↑](#footnote-ref-215)
216. Cf. Annuaire du Canada, 1976-77, chap. 15 : "Transports". [↑](#footnote-ref-216)
217. Cf. "Politique des transports, un cadre d'ensemble pour les transports au Canada", Rapport sommaire. Transports Canada, juin 1975. [↑](#footnote-ref-217)
218. Cf. R. Beaudry, conseil économique du Canada, in Problèmes actuels de l'économie québécoise. Quinze, 1977, p. 335. [↑](#footnote-ref-218)
219. "Résumé des juridictions exercées dans le domaine des transports", MTQ, 1978. [↑](#footnote-ref-219)
220. Pour une réflexion sur cette question, Cf. Bernard Landry, Le Québec et le fédéralisme : éléments de bilan économique, in Économie et Indépendance, Ed. Quinze, 1977, p. 19-66. [↑](#footnote-ref-220)
221. Voir Réjean Charles, Le zonage au Québec, P.U.M. 1974, p. 65-79. [↑](#footnote-ref-221)
222. Débats de l'Assemblée Nationale, le 11 avril 1978. [↑](#footnote-ref-222)
223. "L'évolution et les conséquences de l'intervention fédérale dans le domaine des Affaires municipales et urbaines". Municipalités 1978, p. 34. [↑](#footnote-ref-223)
224. Cf. Bernard Landry, op. cit. p. 46. [↑](#footnote-ref-224)
225. La Déclaration des Dénés, août 1975. [↑](#footnote-ref-225)
226. CASNAP Bulletin, Vol. 8, no. 2, 1977 : 9-11. [↑](#footnote-ref-226)
227. Statement of Claim of the Naskapi Montagnais of Labrador Ungava, presented to the Government of Canada by The Naskapi Montagnais Innu Association November 22, 1977. [↑](#footnote-ref-227)
228. Voir à ce sujet la prise de position de la Ligue des Droits de l’Homme de Montréal. À cette occasion, une conférence de presse a été tenue : la Société Radio-Canada et Télé-Métropole ont alors filmé des entrevues avec des porte-paroles de la Ligue des Droits de l'Homme ; aucune de ces entre vues ne rejoignit les téléspectateurs ! [↑](#footnote-ref-228)
229. Le Devoir, samedi, le 23 février 1974. [↑](#footnote-ref-229)
230. Quelques Considérations quant au Projet de Loi no 101 et son application au Nouveau Québec, provenant des gens de Povungnituk, Saglouc et Ivujivik, juillet 1977 : 8. [↑](#footnote-ref-230)
231. Materne, Yves (textes réunis et présentés par ...) Le Réveil Indien en Amérique Latine, les éditions du Cerf, 1976.

     Nations Indiennes et Nations Souveraines, un livre de textes et d'images établi par Jean-François Graugnard, Edith Patrouilleau et Sébastien Eimo a Raa, Col. VOIX, Maspero, 1977. [↑](#footnote-ref-231)
232. The Royal Commission on the Northern Environment, Interim Report & Recommendations, April 4, 1978. [↑](#footnote-ref-232)
233. La Portée Universelle du Combat des Québécois pour l'Autodétermination par M. Jacques-Yvan Morin, vice-premier ministre et ministre de l'éducation, président d'honneur de la Conférence, 4e Conférence des Communautés Ethniques de langue française, Québec, 31 mars, 1er et 2 avril 1978 : 1. [↑](#footnote-ref-233)
234. Jacques-Yvan Morin, op. cit. [↑](#footnote-ref-234)
235. Norbert Roulant, Le règlement du statut juridique des Inuit du Nouveau-Québec et la Convention de la Baie James et du Nord-Québécois du 11 novembre 1975, Université d'Aix-en-Provence, 1977, 329 p. [↑](#footnote-ref-235)
236. \* Luxe de vocabulaire : j'utilise ici de façon interchangeable Inuit et Esquimaux. [↑](#footnote-ref-236)
237. \* La dernière migration estivale vers l'intérieur des terres des habitants de la région de Povungnituk aura lieu en 1932. [↑](#footnote-ref-237)
238. \* Les fonds venaient du Secrétariat d'État, qui devient l'interlocuteur officiel de la future association. [↑](#footnote-ref-238)
239. Québec, La Convention de la Baie James et du Nord québécois. Editeur officiel du Québec, 1976, 486 p. [↑](#footnote-ref-239)
240. \* Cette somme couvrirait moins de dix exercices budgétaires annuels du gouvernement québécois actuel. [↑](#footnote-ref-240)
241. \* Comités locaux d'inscription ; Commission d'inscription ; Corporations communautaires Inuit ; Comité d'experts de l'environnement de la SEBJ ; corporations municipales ; Administration régionale et CRSSS ; CLSC, CH, CSS, Centres d'accueil en Hudsonie et en Ungava ; Groupe de travail sur les services sociaux ; Commission scolaire ; comités locaux de parents d'élèves ; Commission de la qualité de l'environnement ; comité de sélection des projets ; comité consultatif de l'environnement ; Conseil régional de Développement ; Comité conjoint de chasse et pêche ; Corporation Inuite de développement ; Comité de main-d'oeuvre ; Comité provisoire de développement économique ; et d'autres encore, imperceptibles à l'œil nu. [↑](#footnote-ref-241)
242. Roulant, *Op. cit*., p. 230. [↑](#footnote-ref-242)
243. \* Beaucoup de jeunes Inuit méprisent les coopératives qu'ils jugent sales, brouillonnes, populistes, affaires de "vieux Esquimaux". [↑](#footnote-ref-243)
244. Roulant*, Op.cit*., p. 214. [↑](#footnote-ref-244)
245. \* Voir annexe. [↑](#footnote-ref-245)
246. \* En 1967, le budget de la DGNQ tournait autour des 3 millions. Deux ans plus tard, il était passé à 5 millions et en 1972 Québec dépensait au-delà de 10 millions aux mêmes fins. Projetez jusqu'à 1986 et voyez si vous n'atteignez pas 20 millions. [↑](#footnote-ref-246)
247. N. Roulant, op. cit., p. 298. [↑](#footnote-ref-247)
248. \* Association ethnique des Indiens de Radissonie, cosignataire de l'Entente de la Baie James. [↑](#footnote-ref-248)
249. \* Un anthropologue ayant collaboré au chapitre sur les autochtones de ce document, n'est pas satisfait des "ajustements" que les hommes de M. Laurin auraient fait subir à son texte original. [↑](#footnote-ref-249)
250. \*\* Tel est l'avis du juriste Roulant, déjà cité. [↑](#footnote-ref-250)